Illonde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 13296 - 4,50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 29 OCTOBRE 1987

Le débat sur la sécurité et le désarmement

M. Gorbatchev ne poserait plus de conditions Les Européens à un sommet avec M. Reagan et leur défense

«Le climat a changé en Europe », soulignait, mardi 27 octobre, le ministre français de la défense, M. André Giraud, à l'issue de la réunion de La Haye où les représentants des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale vensient d'adopter un texte sur les intérêts communs des Européens en matière de sécurité. Ce docu-ment est en effet le premier par lequel on tente de définir formellement une identité européenne sur ce point, entreprise qui, il n'v a pas si longtempa encora, elit été vouée à l'échec.

On doit, certes, ce succès à la volonté de construire l'Europe qui s'est affirmée ces dernières années, notamment par l'adop-tion de l'Acte unique. Mais on la doit aussi à la grande peur conçue per certains Européene après le sommet de Reykjavik de voir Américains et Soviétiques s'entendre par-dessus leur tête sur un sujet qui les concerne au tout premier chef. Rien n'eût été possible néanmoins sans le feu vert des Américains, dont la méfiance initiale envers l'UEO est tombée et qui encouragent d'autant plus cette démarche qu'elle s'inecrit sans aucune ambiguité dans le cadre de l'alliance atlantique et ne vise qu'au renforcement du « piller en » de cette allience.

Français et Bri-tamiques étalent particulière-ment satisfaits à l'issue de la réunion. L'apport essentiel du texto est en effet à leurs yeux comme le souhaitait M. Ja Chirac lorsqu'il en lança l'idée il y a un an devant les perlemen-taires de l'UEO — de souligner le caractère indispensable de la dis-sussion nucléaire. « L'élément nucléaire est la seul qui puissa confronter un aigresseur éventuel à un risque înacceptable », affirme que les forces nucléaires indépendantes française et britannique « contribuent à la dissuasion globale », et entérine la détermination de Paris et de Londres de a préserver la crédibilité » de cas forces, c'est-àdire de les moderniser. Voilà qui pourrait utilement servir de référence, au cas où 🏿 serait question un jour d'une dénuciéeriss-tion de l'Europe.

Ce principe n'a probablement pas été admis dens une totale clarté par tous les pays membres. Ils n'ont pes non plus cherché à préciser ce qu'impliqueit leur engagement de se porter assistance dans le cas d'une attaque armée dirigée contre l'un d'entre eux, pas plus qu'à obtenir de clarification sur la doctrine française de dissuasion. Bref, on en est resté au plan des grands principes, et l'on aura parlé à La Haye davantage de sécurité que de défense commune proprement dite.

Ce réveil de l'UEO, qu'on disait moribonde il y a quelques nnées, succite évidemment les candidatures de ceux qui, pour l'instant exclus du club des Sept. ne veulent pas être tenus à l'écart de la réflexion sur la sécurité européenne, si c'est dans le cadre de cette organisation qu'elle a lieu. La réunion de La Haye n'eura pas, au cette question de l'élargissement, contribué à rapprocher les points

(Lire nos informations page 9.)



M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, sera à Washington vendredi 30 et samedi 31 octobre, après avoir participé à une rencontre du pacte de Varsovie à Prague. Cette nouvelle visite fait suite à un changement d'attitude de Moscou, qui ne semble plus poser de conditions à la tenue d'un sommet soviétoaméricain, contrairement à ce que M. Gorbatchev avait dit à M. Shultz la semaine dernière.

Bien qu'on y ait tourné le film pas tout à fait oublié sa virginité, le barrage d'Itaipu laisse loin der-

rière lui, avec ses 12 600 MW de

puissance installée, Assouan et les

les superpuissances.

sont brésiliens.

MARCUERITE DURAS

Avec ce roman de l'auteur de L'amant

nous revoici à l'écoute d'une voix identi-

fiable et copiée entre mille; nous revoici

aussi à "l'écoute" d'un éclairage, d'un

enchantement, d'une mélodie où la dou-

ceur et la cruauté s'étreignent, qui héris-

sent les uns autant qu'ils envoûtent les

autres. Ces autres parmi lesquels nous

ouvrages dont s'enorgueillissent

d'Europe, prend au Brésil une

antre dimension. Avec un terri-

toire à peine plus petit que celui

des Etats-Unis ou de la Chine, il

occupe la moitié de la superficie

de l'Amérique du Sud. Le plus

long fleuve, l'Amazone, la plus

grande forêt, qui l'entoure, la

plaine la plus étendue, le Panta-

nal, toute en cau, en alligators et

en oiseaux, et même le plus grand

serpent de la terre, l'anaconda,

Tout, quand on arrive

WASHINGTON de notre correspondant

M. Reagan n'anra pas à attendre longtemps la lettre promise par M. Gorbatchev. M. Edouard Chevardnadze viendra lui-même la lui remettre en fin de semaine. Le ministre soviétique des affaires étrangères fera ainsi sa seconde visite à Washington en l'espace de sept semaines, et cela quelques jours à peine après les entretiens que lui-même et M. Gorbatchev ont eus à Moscou avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz.

Une telle hate ne peut s'expliquer que si l'on admet que les Soviétiques ont une nouvelle fois spectaculairement modifié leur attitude et que, contrairement à ce qu'ils avaient laissé entendre à M. Shultz, ils souhaitent à nouveau qu'un sommet Reagan - Gorbatchev se tienne avant la fin de l'année, sans condition préalable concernant l'initiative de défense stratégique (IDS). L'amonce officielle de la visite de M. Che-

L'ENQUETE

par André Fontaine

Mission, consacré à l'aventure, jadis célébrée par Voltaire, des réductions » jésuites, le nom de

Foz d'Ignaçu est peu familier aux

oreilles des Européens, et l'idée

peut paraître étrange de commen-

Pelé et de Nelson Piquet, alors qu'il commaît, de notoriété publi-

que, tant de problèmes. Mais c'est

un bon endroit pour se convaincre

dès le premier coup d'œil que,

comme le dit l'ancien gouverneur

de Rio, Lionel Brizola, le Brésil

est littéralement - avalé par

l'immensité », qui y est en effet doublement présente. Dans ces chutes d'ean, les plus vastes qui soient sons le ciel, étalées à perte de vue — on en compte officielle-

nous rangeons.

m minuit

vardnadze ne devait être faite que mercredi, simultanément à

> JAN KRAUZE. (Lire la suite page 9.)

> > J'AI BIEN FEUR QU'IL

L'inculpation de M. Michel Droit

Le Brésil, un géant en panne d'ambition

ment deux cent soixante-quinze! Le Brésil est le premier produc-

- an milieu d'une forêt qui n'a teur mondial de sucre et de café, l'une des clés de la puissance, il

le deuxième de soja, de cacao et

de minerai de fer. Le deuxième

aussi pour l'élevage du bétail, le

troisième pour le maïs, le cin-quième pour les armements ; ses

feuilletons télévisés, modifiés en

cours de route en fonction des

réactions du public, sont parmi les

plus suivis. Son PIB le situe au

rang de huitième puissance écono-

mique occidentale. Embraer est le sixième constructeur d'avions du

monde, vendant ses appareils

jusqu'à notre armée de l'air. Sym-

bole démesuré de cette crois-

sance, Sac-Paulo, labyrinthe de

gratte-ciel où s'engluent les voi-

tures, mais où il n'y a encore que

deux lignes de métro, est la troi-

sième ville de la Terre, après

Mexico et Tokyo, et sera la

La baisse du dollar a provoqué à Paris

Pessimisme accru sur les places financières

une forte chute du marché boursier

Le glissement du dollar inquiète les marchés boursiers, qui étaient à nouveau en chute le mercredi 28 octobre. Le billet vert a ouvert en forte baisse, mercredi à New-York, malgré l'intervention de plusieurs grandes banques centrales. A 8 h 45 (14 h 45 à Paris), il s'échangeait à 139,15 yens et 1,7505 DM. A Paris, les valeurs françaises ont subi, le même jour, une nouvelle baisse de près de 10 %. Wall Street a ouvert avec une baisse de 3 %.

Le dollar a poursuivi, mercredi est tombé à 1,7491 deutschemark, 28 octobre, son repli amorcé dès contre 1,7680, son plus bas niveau mardi à New-York. Malgré les depuis 1980. A Paris, le billet vert interventions des banques centrales, était également en nette baisse, i il a terminé à Tokyo à 140,75 yens, contre 142 la veille. A Francfort, il

5,86 F. contre 5,93 la veille. Cette baisse du dollar provoque une nouvelle tension sur les taux d'intérêt. Elle a débouché, mercredi 28 octo-bre, sur une rechute des principales Bourses mondiales. Après le redressement de mardi, Hongkong et Tokyo ont à nouveau enregistré une baisse des cours (respectivement - 1.2 % et - 1 %). Toutes les places européennes enregistraient des baisses. A Londres, le Stock Exchange perdait 5 % à midi. A. Francfort, l'indice tombait de 10 %. Les déclarations de M. Ronald

Reagan devant des représentants du Congrès, mardi 27 octobre, n'ont pas rassuré les marchés. Pour la première fois, le président américain a admis la gravité de la situation.

Face à la montée du mark par rapport au dollar, le franc français se trouve en position de faiblesse.

(Lire nos informations page 29.)

L'espace ôtant, avec le nombre

n'est pas surprenant que ce sol ait

suscité dans tous les domaines les

plus orgueilleux desseins. A com-

mencer par ceux du Portugal, qui

ne s'est lancé à l'assaut du Brésil

qu'après des années de prépara-

Le génie du conquérant éclate

partout, et notamment dans ces

églises baroques où l'on retrouve

les azulejos, telles celles de Lis-

bonne, où l'on n'a pas de peine à

imaginer, dans le luxueux enca-

drement des tribunes, les élé-

gantes de jadis, parées comme

pour le théâtre, où il arrive parfois

que l'on tombe en arrêt devant

une sainte aux yeux langoureux

d'Indienne ou un bienheureux au

(Lire la suite page 6.)

tion méthodique.

sourire de Bouddha.



La renaissance de l'économie

Un cahier de 12 pages

Armée et cohabitation

Différend entre l'Elysée et Matignon pour la nomination d'un nouveau chef å état-major.

PAGE 13

La réforme de l'instruction

Renforcement des pouvoirs de la hiérarchie et du parquet. PAGE 12

Le Monde

arts et spectacles

n Un entretien avec Michael Cimino, réalisateur du film « le Sicilien .. . Le cabaret musical et équestre Zingaro à Paris.

« La photographie hollandaise à d'architecture, de Lequeu à Johnson. B Leo Castelli, galeriste américain.

Pages 15 à 17

LE MONDE DUVIN

Page 10

Le sommaire complet se trouve page 36

POINT DE VUE : le code de la nationalité Sur un vers de Racine par Alain Finkielkraut philosophe et écrivain

deuxième en l'an 2000,

Selon Maurras, comme Sartre le rappelle dans ses Réflexions sur la question juive, les juifs étaient par nature incapables de comprendre le vers de Racine : Dans l'Orient désert, quel devint mon ennui.» Pourquoi? Parce que Racine n'était ni leur histoire, ni leur sang, ni leur sol.

Si je suis aujourd'hui français et même professeur de français, c'est parce que cette conception de la nation et de l'instinct a été vainone. La France est un pays dont les plus hautes valeurs éthiques on culturelles - sont proposées à l'adhésion consciente de ses habitants au lieu d'être enracinées dans leur inconscient collec- A nouveau, on entend dire qu'il tif. C'est même le mérite historique de la France que d'avoir des communautés ayant des tradiproposé au monde une théorie élective de la nation, et d'avoir su la préférer, dans les moments cri-

Théorie élective : la nation n'existe que par le consentement de ceux qui la composent. Elle est l'ouvrage quotidien des individus.

Théorie ethnique: l'individu est l'ouvrage de sa nation. Ce ne sont pas les sujets humains qui, à partir d'une mémoire commune, forment consciemment et volontairement la collectivité dans laquelle ils vivent, c'est cette collectivité qui façonne insidieusement aussi bien leur conscience que leur volonté.

Avec la crise mondiale de l'économie et ses retombées sur l'immigration, cette théorie ethnique. longtemps silencieuse. retrouve de nombreux partisans. est impossible de faire coexister tions différentes, et le constat que Maurras faisait autrefois au sujet des juiss se reporte sur les immi-

tiques, à la théorie ethnique du grés d'Afrique ou du Maghreb, incapables, à leur tour, de dire :

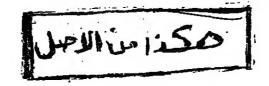
Dans l'Orient désert, que! devint mon ennui -, en savourant de l'intérieur la perfection de cet

Certes, les adeptes contemporains de la France organique parlent de différence culturelle et non de supériorité congénitale, mais il ne suffit pas de remplacer race par culture pour en finir avec le racisme.

Etre raciste, en effet, c'est consigner l'individu dans son appartenance, le traiter en « espèce de... », lui dénier tout pouvoir d'arrachement à son contexte, que celui-ci soit défini en termes biologiques ou historiques. En France, comme ailieurs, les fanatiques de l'identité culturelle attestent que le racisme survit très bien au discrédit général dans lequel le concept de la race est tombé.

(Lire la suite page 2.)

A L'ÉTRANGER: Algirin, 3 DA; Meroc, 4,60 dir.; Tarisla, 525 m.; Allemagne, 1,80 DM; Auntiche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 AS; Câte-d'hoire, 315 F CFA; Denement, 9 kr.; Espagne, 145 pes.; G.-B., 55 p.; Geos, 140 dr.; Mende, 85 p.; Italia, 1 700 L.; Linya, 0,400 DL; Linyanthourg, 30 f.; Monvège, 10,50 kr.; Phys-Bee, 2 B.; Portugal, 110 ssc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 11,50 cs.; Suisse, 1,60 f.; USA, 1,50 \$; USA (West Coest), 1,75 \$.



Francis Matthys,

La Libre Belgique

160 p. 49 F

- See In the

-

" Soile .

· 通 河 · · · · ·

A Street

Approved to the second 1.46



Débats

Politique et surréalisme

E débat politique en France a quelque chose de sur-réaliste. Depuis le fameux « tournant » de 1983, celui de la conversion de la gauche au réalisme économique, il n'est dominé que per des chiffres : balance des paiements, taux d'inflation. actionnariat populaire, fluctuations de la Bourse, prélèvements obligatoires... La liste peut continuer. Lorsque, d'aventure, il se faufile dans la géopolitique, il combine le militaire (au « combien de divisions ? » a succédé la e combien de fusées ? ») à l'économique: les pays « porteurs d'avenir » sont Taiwan, la Corés, Singapour, l'Afrique du Sud... taux de croissance et des

Ca serait, nous rassure-t-on, is « mort des idéologies ». Quand parfois elles resurgissent, c'est pour parler du passé : le « détail » de La Pan a parmis à Jean Daniel et à Jean-Marie Domenach d'échanger sur le mode « j'ai dit tu n'es pes dit ; j'ai fait - tu n'es

Mort des idéologies ? Nous n'avons au contraire jamais, dans notre histoire, été autant imprégnés d'une idéologie unique : le matérialisme. Quels sens ont nos inquiétudes chiffrées lorsque de trois cent mille à quetre cent mille fovers en France font partie du quart-monde (le Monde du

par GEORGES COUFFIGNAL (*) 15 octobre) ? Quel sens a notre lecture anxieuse de l'indice du coût de la vie lorsque tant de peuples ont vu le leur baisser de 30 % à 40 % depuis le début des années 80 ? Qual sans ont nos débats confortables sur le totalitarisma — ou le danger totalitaire quand Amnesty International vient, comme chaque année, nous égrener les cent vingt-neuf pays, de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, de partout, où les droits

Moi partout

de l'homme sont gravement

bafoués ?

Qual sens a notre compassion pour l'endettement du tieramonde quand nous ne maintenons notre richesse que grâce à lui, quand plusieurs des pays les plus endettés - dont le Maxique et le Brésil - sont depuis deux ou trois ans exportateurs nets de capitaux, au détriment de leurs populations? Quel sens ont nos réflexions hexagonales quand tent souvent par superpuissances querre civile ?

Tout cels a un sens : un fentastique égoisme, une recherche effrénée de la tranquillité, une négation absolus de l'environnement. Ma feuille de paie, ma maison, mes vacances, ma retraite, ma place dans la cité, la place de ma cité en France, la place de ma Frence dans le monde (libre, bien sûr). Le politique réduit à la recherche du moi, individuel et collectif. Le politique niant à la fois l'éthique et le devenir.

Tout se passe en fait comme si

cas daux spheres fonctionnaient

de manière de plus en plus indépendante l'une par rapport à l'autre : d'une part, celle de la politique, censée traduire les aspirations de la collectivité, qui se cantonne dans ce matéria réducteur ; d'autre part, celle du corps social, traversée d'impressionnants mouvements de solidarité: associations locales en développement accéléré depuis cinq ans, associations nationales d'aide aux exclus ou marginaux, organisations non gouvernementales d'aide aux pays autres, SOS-Racisme, etc. Est-il vain de souhaiter, de demander, que les deux sphères se rejoignent ? Estil vain d'espérer que le politique redevienne réaliste et se préoccupe de tous les « damnés de la Terre », dans l'Hexagone et hors de lui ? Est-il vain d'attendre du politique qu'il soit à nouveau por-

(*) Maître de conférences à la Sorbonne (Paris-I).

Sur un vers de Racine

(Suite de la première page.)

Mais - premier paradoxe ceux-là mêmes qui emprisonnent la volonté individuelle dans la « culture » dont elle est issue soutiennent un projet de réforme tendant à remplacer par un acte de volonté l'acquisition automatique de la nationalité française à dishuit ans pour les enfants nés en France de parents étrangers. Les champions déclarés de la théorie ethnique s'efforcent de modifier le code de la nationalité dans le sens du volontarisme. La contradiction n'est qu'apparente : sous couleur de ne plus faire de Français malgré cux, il s'agit, en fait, d'empêcher que se multiplient les Français malgré l'administration, en renforcant massivement les facultés d'opposition dont l'Etat dispose déjà (il ne faut pas l'oublier) dans le code actuel.

A cette duplicité, les adversaires du projet gouvernemental répondent - et c'est le second peradoxe - en confondant dans une même réprobation l'appel à la volonté et l'accroissement du ponvoir de l'administration. Ainsi, au moment même où la droite organiciste dissimule hypocritement ses principes, la gauche libérale oublie les siens et compare l'éventuelle acquisition volontaire de la nationalité française par les

Vichy. Cette analogie est absurde. Ce qui est raciste, ce n'est pas de demander aux gens de se déterminer positivement, c'est de tenir pour rien la volonté individuelle, et de dire, par exemple, que, nolens, volens, les étrangers en général ou les Arabes en particulier sont irrémédiablement fermés à la beauté du vers de Racine.

Se rendant compte de cette absurdité, certaines associations antiracistes développent depuis peu une argumentation plus subtile et militent pour un droit du sol absolu, c'est-à-dire, pour que soient déclarés français tous les enfants nés sur le sol national sans contrepartie de résidence, comme c'est le cas aux Etats-Unis. Assurément, disent en substance ces associations, la théorie élective de la nation doit être préférée à la théorie ethnique, mais pourquoi faire deux poids, deux mesures? Comment justifier que le pacte national reste implicite pour les titulaires du droit du sang et ne doive être explicité que par ceux qui bénéficient du droit du sol? Avec un droit du sol absolu, tout le monde serait à égalité et pourrait adhérer, sans avoir besoin de le déclarer officiellement, aux

valeurs de la nation. Ce contre-projet soulève trois objections majeures. Primo, des. personnes n'ayant jamais séjourné en France et n'en connaissant pas le langue pourraient, si le droit du sol devenant absolu, y revenir à leur majorité et choisir d'être français pour des raisons strictement utilitaires. La nationalité est peut-être vouée à se vider progressivement de toute substance, mais on ne peut demander à la loi d'accélérer ce monvement. Secundo, si la France, dont les frontières sont en principe fermées depuis 1974, devenuit le seul pays d'Europe à appliquer un droit du sol absoln, l'immigration clandestine augmenterait dans des proportions considérables. Sait-on, par exemple, que les parents d'un enfant français ne sont pas expuisables? Résultat : les contrôles aux frontières scraient renforcés, les conditions d'obtention de visa pour les étrangers deviendraient aussi draconiennes qu'aux Etats-Unia, et, pour le dire d'une image, aucune femme enceinte venue d'un pays du tiers-monde ne serait autorisée à fouler le territoire français. Il

enfants de la deuxième génération faut être on bien léger ou bien avec l'esprit raciste des lois de démagogue pour ne pas voir immédiatemment les effets per-vers et policiers de cette disposition à l'apparence si libérale.

Tertio: à répêter sans cesse que les enfants d'immigrés sont des Français comme les autres, on en fait, par générosité, des orphelins, on oublie qu'ils out des parents, et, à travers eux, une antre nationalité, une autre appartenance. C'est cet oubli d'ailleurs que dénonçait la gauche quand en 1973, lors de la précédente réforme, elle affirmait que le système de l'automaticité allait franciser malgré eux les enfants des anciens colonisés.

Déclaration ... ou demande ? -

Pour toutes ces raisons, le droit du sol n'a de sens qu'assorti de conditions de résidence on de scolarité et que si ses bénéficiaires penvent choisir à leur majorité d'être ou non français. Mais alors, dira-t-on, pourquoi ne pas laisser en l'état un code qui permet à ceux qui le souhaitent de rejeter la nationalité française et aux autres d'y accèder automatiquement? Parce qu'on n'honore pas l'être humain en le déchargeant de l'affirmation plénière de sa volonté : il faut rompre au contraire avec l'idée que moins on traite l'individa en personne responsable, plus on lui témoigne de respect. Il est normal que l'acquisition de la nationalité française échappe à l'indétermination et soit un acte volontaire. Ce qui est. en revanche, tout à fait illégitime (et cette anomalie est le trait commun du code actuel et du projet gouvernemental), c'est que, soit privé de cette acquisition. Seuf à miner le droit du soi, on ne deit pes sjouter au châtiment pénal la sanction supplémentaire d'un déni de nationalité.

La France serait donc fidèle à sa tradition elective si son nouvegu code de la nationalité restreianaît les facultés d'opposition de l'Etat et si désormais l'accès à la nationalité française des enfants de la deuxième génération résultait d'une déclaration enregistrée par l'administration et non d'une demande adressée à son bon vouloir.

ALAIN FINKIELKRAUT.

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tel.: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE ...

354 F ... 672 F .954 F 1 288 F

687 F 1:337 F 1952 F 2 536 F

ÉTRANGER (per messegeries)

BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

14 - SUISSE TUNISIE 544 F - 972 F 1 494 F 1 880 F

Par voic acrieme : turif par demande.

Changements d'adresse définités ou provincies : ans aboanés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dermère bande d'envoi à toute correspondence.

Yestilez avoir l'obligance d'écrire

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR YOU NORMALE

Au Courrier du Monde

COURAGE

« Elege des nationalisations »

La lecture de l'« Eloge des privatisations » par M. de La Genière, dans le Monde du 21 octobre, m'inspire quelques réflexions.

En 1969, dans ma société privée, une fusion fut décidée, avec, de l'aveu des présidents, le résultat de



Depuis 1731 BOUCHARD PERE & FILS

250 ans de grands vins

"Domaines du Château de Beanne" "92 hectares dont 71 hectares remiers crus et grands crus

pry-les-Beaure "Les Lecse Beaure Clos de la Mousse

Beaute Tentons Beaune Marconnets
Beaune Greves Vignes de l'Enfant Jesus' Voluey Fremies (senis Proprietaires) Volnay Chanlin Volnay Taillepieds (seuls Propriétaires) Volnay Cailleres Ancienne Cirvée Carnos Le Carton Chambolle-Musigny

Atmeoue-musigny Chambertin me Clos Saint-Landry Mentsantz Genevrières

mentation LM sur denoue on Bouchard Perc et File a ramon Bouchard Perc et Fil. Fig Chiteau B.P. 76 71202 Benne Codex Tel. 80.22.14.41 Idea Bouchar 1502105 Distributions and mail leur donner le courage d'une ratio-nalisation indispensable.

En 1976, le courage était épuisé, mais pas les problèmes. Plusieurs tentatives nouvelles se heurièrent aux intérêts financiers des groupes action

En 1982, nationalisations faites, ces tentatives - plus d'autres qu'on n'aurait pas ceé imaginer - abouti-

Cela dans ma branche; mais il en fut de même dans d'autres branches de six groupes chimiques que j'ai bien connus ou auxquels j'ai appartenu (il en reste trois).

Approuver les privatisations, critiquer les nationalisations de 1982, ne lispense pas de reconnaître qu'elles out permis la restructuration indispensable d'une partie de notre industrie que ses dirigeants ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas, mener à bien.

PHILIPPE DONDIN

ÉVICTION

Les jurys d'agrégation

Fai été stupéfait d'apprendre que mon collègue P. Cabanes avait été écarté de la présidence du jury de l'agrégation d'histoire; plus stupé-fait eacore de lire les « raisons » données de cette éviction par le ministère. Qu'entend-on par - nouvelles personnalités . qu'il . con-viendrait d'associer à cette matière délicate qu'est le recrutement des professeurs agrégés - ? Depuis que les agrégations existent, leurs jurys s'en sont toujours et nécessairement renouvelés sans que, à ma connsisrythme aient jamais provoqué de protestations. Il faut que le public sache que la participation à un jury (et surtout sa présidence) représente une charge écrasante : j'ai toujours vu plus de collègues la redouter qu'v aspirer. Se presserait-on à présent à tel point au portillon qu'il faille fendre l'oreille à un président pour aplanir la voie à ces - nouvelles nersonnalités » ?

Quant aux « savants équilibrages entre les universités », qu'il faudrait respecter, ils me laissent également rêveur. En trente aus d'enseignement supérieur, je n'ai jamais perçu la participation aux jurys de concours at leur présidence comme un objet de compétition entre les universités : le recrutement s'est toujours fait sur les bases de la compétence scientifique, de la conscience professionnelle et, surtout, du dévouement, toutes qualités que la profession unanime reconnaît à P. Cabanes, et non sur les bases de la géographie universitaire.

N'étant plus en activité, je ne me sens pas habilité à juger des propos

. . . .

par lesquels P. Cabanes répond à son éviction. Mais j'observerai que, pendant les longues années au cours desquelles j'ai préparé des étudiants aux concours d'histoire et de géogra-phie, j'ai vu des jurys où voisinaient des personnalités d'opinions politiques parfois fort opposées, sans que cette diversité auisit à l'impartialité de leur travail. S'agirait-il à présent de constituer des jurys politique-ment monochromes? Si c'était le cas, il serait grand temps de tirer la

EDOUARD WILL (Professeur hanoraire à l'université de Nancy-II.)

EXPULSION

« La franchise de la France »

En ces temps d'expulsions de réfugiés et de discrimination raciale, au moment où l'on nous élabore un nouveau code de la nationalité, je trouve intéressant et même réconfortant de lire dans Brantôme (tome V des Œuvres complètes, Bibliothèque elzévirienne, Paris 1876) qu'au tiège de Metz, en 1553, « un esclave more ou turc ayant desrobé un cheval d'Espaigne, se sauva avecques luy dans léetz et s'y jetta ». Don Luis de Avila, général de Charles-Quint et propriétaire de l'esclave et du cheval, « envoya un trompette vers M. de Guyze le prier de luy rendre par courtoysie (cci) esclave... pour le punir de son for-faici et larcin, ainsin qu'il le meri-

Voici la réponse du duc de Guise : Il ne pouvoit, et en avoit les mains liées par le privillege de la France, de temps immemorial là-dessus introduict, qu'ainsin que, toute franche qu'elle a esté et est, elle ne veut recevoir nul esclave chez soy; et tel qu'il seroit, quand ce seroit le plus borbare et estronger du monde, ayant mis seulement le pied dans la terre de France, il est aussy tost libre et hors de toute esclavitude, et est franc comme en sa propre patrie; et pour ce, qu'il ne pouvoit aller contre la franchise de la France: mais pour le cheval, il le luy renvoyolt de courtoysie. »

BERNARD LESFARGUES. maire d'Église-Neuve-d'Issac (Dordogne).

STATUT

Un privilège éclatant

Vous aurez beau tourner le problème dans tous les sens, si vous ins-taurez une adhésion par demande et serment, vous ne pouvez éviter la réalité suivante qui est tout sauf générosité, tout sauf fraternité, et plus grave encore, qui est tout sauf égalité (« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en

En effet, si vous procédez ainsi. de deux enfants qui naissent dans le même pays, la même ville, le même quartier, le même immeuble, au même moment, l'un devia quémander solemellement à dix-huit ans le droit d'être français et, en attendant, comme les autres, et l'autre sera cela sans l'avoir demandé, par une sorte de privilège éclatant.

Pourquoi cette inégalité ?

Pourquoi l'acquisition de la natio-nalité, c'est-à-dire de sa propre iden-tité, par adhésion volontaire et serment, si c'est une si belle et si bonne chose, devrait-elle être réservée à quelques-uns?

Qu'on en dispense tout le monde ou alors qu'on l'impose à tout le monde!

Certes, on risque d'avoir ainsi des surprisés. An train où vont, entre autres, les choses télévisées, qui font, comme on l'a observé à droite autant qu'à gauche, que les enfants d'ici connaîtront bientôt mieux la guerre de Sécession et l'histoire du Texas que celle du pays où ils sont ués, il n'est pas dit que tous choisi-raient la France, même pas qu'il en resterait une majorité pour choisir la

DOMINIOUE NOGUEZ (Mattre de conférences à Paris-I.)

ETIQUETTE

La nationalité n'est pas tout

L'examen des exposés devant la commission de la nationalité révèle un point commun entre les intervenants. Du président du Club de l'Horloge à Hariem Désir, en pronant le resserrement on l'élargissement des conditions d'attribution de la nationalité, tous s'accordent en réalité à considérer la nationalité comme un élément fondamental du statut de la personne. Présentée ainsi, la nationalité devient inévitablement une source de passions idéclogiques, une question inépuisable qui alimente le débat politique et les campagnes électorales.

Certes, la nationalité confère un statut, donc des droits, et tel est l'enjeu. Mais pourquoi ne pas se rendre compte que la nationalité n'est qu'un concept, une fiction ? Un juriste célèbre disait que nos droits ne sont que des croyances. Effectivement, nos droits sont issus de ce lien purement juridique et aléatoire entretem avec l'Etat, alors que, paradoxalement, les liens qui nous unissent à notre ville, notre région, notre continent, notre religion, etc., ne nous conferent aucun statut comparable. Une seule « étiquette » pent-elle raisonnablement fonder de telles discriminations?

> PHILIPPE KAIGL (Avocat, Grasse.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09. Télex MONDPAR 650572 F Tél: (1) 42-47-97-27 Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine directeur de la publication Ancient directeurs: Hubert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : Principaux associés de la sociésé

Société civile. Les Rédacteurs du Monde Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuvo-Méry, fondates Administrateur général : Bernard Wouts.

Réducteur en chef: Daniel Yernet Corédocteur en chef : Claude Sales

PUBLICITE

TEL: (1) 45-85-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composes: 36-15 - Tapez LEMONDE du - Monde -7,1 des Indiess PARIS-IN

roduction interdite de tous articles.

sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, p. 57437 ISSN:0395-2037

Le Monde USPS 768-810 is published daily, emapt Studieve for 3,460 per year by Le Monde of a Specific per, 45-45 38 th street, L.C.L., N.Y., 11504. Second class postupe paid at LIC and additional offices, N.Y., gestionster; send additional of

a 7 💆 2.4 . 17 ag later in 19 and 10 may 1 mag 1/24 State of the State of A STATE OF A STATE OF 12" -21 3 D · 查找上班的人。 RS

ontre la

1000

47

A 100 7 20

: 44

1.15

James C.

· 医电子动物 医皮髓

LITSIC

- 2000

State of BK

Automotiva in tree

Sec.

120

une

1 Santa La Complè 🗗 RELIES & DICTOR Paradona and 200 Contract our pass

. Treater with his field San and a marked to the A tallace waster -There are theretain # Section 24- M A ST TOWNS SA The American Tay Total Charge

Tables die M Ber . PCI the freeze of the Printer Printers Steel to Minde the same and STATE OF THE " learning . 48

Le dei

ou cuira: est m the second The same of the same

1 att 1 1 The service of the CONTA CATA Star 5 mm or The second

19 20 mm THE SECOND

trang d'attat AND THE REAL PROPERTY. B W STORM SAS CHINE STOCKHOLM de notre correspondente

Avec ses quinze mille habitants, une agriculture développée et quelques petites industries, Sjobo serait une petite ville de Scanie plutôt prospère. En 1985. ses conseillers municipaux socianx-démocrates, minoritaires, demandaient que la commune signe un contrat de trois ans avec l'Etat portant sur l'accueil de vingt à vingt-cinq réfugiés par an. La proposition était rejetée avec une voix de majorité. M. Sven-Olie Olsson, agriculteur et conseiller municipal centriste, au passé pronazi, s'était énergiquement élevé contre l'entrée sur le territoire de sa commune d'individus - venant de cultures totalement étrangères, avec des religions étrangères, ainsi que des schémas de pensée et des comportements étrangers ». Un an plus tard, les sociaux-démocrates renouvelaient leur démarche, sans

N De

4 4 月 海北

« Triste xénophobie »

En acût 1987, M. Oisson; pour mettre fin à la dispute, décidait, avec le soutien des conseillers conservateurs, de proposer un référendum communal sur la question de l'accueil des réfugiés. Une telle consultation risque, selon ses détracteurs, de réveiller des sentiments xénophobes et de déclencher un débat national dont il est difficile de mesurer les conséquences. Le principe des référendums locaux a été introduit en 1977, mais il n'a jamais été appliqué dans ce contexte.

L'afflux de réfugiés (8 000 en 1985, 17 000 en 1986 et probablement 20 000 cette année) pose des problèmes grandissants, il cuvre la porte aux comportements négatifs de Scandinave, qui se

sentent menacés et qui estiment que ces nouveaux venus vivent aux crochets de l'Etat. Dans l'attente de leur permis de séjour, les demandeurs d'asile n'ont, en effet, pas le droit de travailler, et d'aucons persent que le ressentiment d'une partie de la population pourrait être quelque peu gommé si, au contraire, on les autoriseit à travaillet.

A Sjobo, la proposition de M. Sven-Olle Olsson, dans ce contexte envenimé, a indigné jusqu'à certains conservateurs, dont M= Madeleine Ramel, présidente de la commission des affaires sociales, qui a déclaré: « C'est une honte de parler de manque de logements. » Séance tenante, elle a mis à la disposition d'éventuels réfugiés trois logements d'ouvriers situés sur la propriété de ses ancêtres. « On ne peut pas non plus invoquer le chômage pour les rejeter », 2 déclaré, de son côté, le responsable local de l'agence pour l'emploi, qui a retrouvé le lendemain l'inscription . Quisling . (1) sur la façade de

Depuis août dernier, une grêle de protestations s'est abattue sur Siobo. Le ministre socialdémocrate de l'immigration, M. Georg Andersson, déplorant la « triste xénophobie » de la commune, s'est rendu sur place pour donner aux écoliers un cours sur les réfugiés et leurs problèmes. Il n'envisage pas cependant de légiférer pour obliger les communes subdoises à accueillir des demandeurs d'asile. « Mais Sjöbo n'a pas le droit de fermer ses portes », a-t-il dit.

Le cas Sjöbo dépasse de loin la question de l'accueil des vingt réfugiés. Sjöbo est devenu un symbole: « Celui qui doit amener la Suède, pays riche, à s'interroger sur le genre de politique qu'elle devra à l'avenir mener en

matière d'accueil de réfugiés », a écrit le secrétaire général de la Croix-Rouge suédoise, M. Anders

Entre-temps, certains centrister d'autres régions de la Suède ont exigé l'exclusion de M. Olsson du parti, et ont même accusé cet agriculteur d'être responsable de la baisse de popularité de ce parti dans les sondages nationaux. Pour leur part, les conservateurs maintiennent un dialogue prudent avec leurs collègues de Sjöbo, mais trouvent en général cette idée de referendum très malvenue. L'Office de l'immigration a fait à la commune de nouvelles propos tions « sur mesures », en offrant de retirer sa demande d'héberge ment de trois familles de réfugiés si elle consentait à abandonner son projet de référendum.

> Des tracts racistes

Mais M. Olsson reste intraitable. Il a d'ailleurs reçu des marques de sympathie des quatre coins du pays, dont celle, très affichée, du Parti suédois, d'extrême droite, qui a dépêché son viceprésident à Sjöbo pour distribuer des tracts racistes. M. Olsson est persuadé que le conseil municipal se prononcera en fin de semaine, à moins de défections de dernière minute, en faveur de la tenue d'un référendum dont la Suède se serait bien passée. • Quelle chance qu'il n'y ait pas de Sjöbo au Pakistan et au Soudan! Quelle chance ont les habitants de Sjöbo de vivre dans un pays riche! », dit le représentant en Suède du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, M. Sören Jessen-Pettersen.

FRANÇOISE NIÉTO.

Nom du chef du gouvernement pro-hitlérien norvégien durant la seconde guerre mondiale.

URSS: un appel à « l'intelligentsia créatrice »

La revue « Kommounist » définit une nouvelle politique culturelle

que et politique du comité central du Parti communiste soviétique, public ce mois-ci la première définition de la politique culturelle

Cet article de onze pages, qui remet en cause la conception de la culture en vigneur sous Staline et sous Brejnev, est intitulé « Vocation de la culture soviétique». Présenté comme un éditorial, non signé, il épouse les thèses généralement défendues par M. Alexandre Yakoviev, responsable de la culture et de la propagande, très proche de M. Gorbatchev.

Un an et demi après le vingtseptième congrès du PCUS, la revue lance un nouvel appel à « l'intelligentsia créatrice » : · Venez à nous et travaillons en commun, de façon nouvelle, dans de nouvelles conditions. » Elle culturelle: léniniste » qui per-

Kommounist, la revue théori- mette une « approche moderne, souple et attentive des problèmes culturels, de leur diversité croissante». « La société socialiste doit apprendre à apprécier et respecter les artistes qui osent dire la vérité », écrit la revue. « C'est le gage d'un développement sain et civilisé de la société. »

« Les prémisses de la naissance d'une vie intellectuelle très riche ont été créées », affirme-t-elle. « Aujourd'hui, les organes d'Etat de la culture, les services idéologiques du parti, doivent chercher nonvelles formes, plus souples, de coopération ouverte avec les unions de créateurs. Il faut rejeter la pression administrative. Il faut soutenir et comprendre de nouvelles formes d'organisation de la vie artistique, les unions, les studios, les associations. Plus la vie artistique sera diversifiée, prone un retour « à la révolution plus son développement sera

Le dernier survivant du cuirassé «Potemkine» est mort en Irlande

Le demier survivant connu de la mutinerie du cuirassé Potemkine, M. Ivan Beshoff, est décédé dimanche 25 octobre, à son domicile de Dublin.

M. Beshoff était ingénieurmécanicien à bord du Potemtine, cuiressé de la flotte impériale rusae de la mer Noire, lorsque l'équipage se révolta, le 14 juin 1905, sprès l'exécution d'un mateiot per un officier.

L'anneda russe avait alors recu l'ordre d'attaquer le Potemkine et de mater la rébellion, mais les équipages des autres bateaux avaient refusé de tirer sur leurs cemarades.

Dans un entretien récent. Ivan Beshoff, membre à l'époque du Parti social-démocrate russe, expliquait qu'il s'était alors enfui clandestinement an Angleterre, où il avait rencontré Lénine. Puis, avec d'autres mutins, il avait gagné l'Amérique du Sud avant de s'établir définitivement en 1913 en irlande, où il a d'abord travaillé pour une société pétrolière soviétique. Il y a été arrêté deux fois, accusé d'espionnage au profit de l'Union soviétique. Après la seconde guerre mondiale, il avait ouvert un florissent restaurant de e fish and chips > (poissons et frites) à Dublin. - (AFP, Rauter.)

Le rôle de la critique artistique, tout à fait mineur dans la vie culturelle soviétique, doit donc parallèlement s'accroître, ajoute Kommounist, et il va falloir « oublier les castes d'intoucho-

L'éditorial aborde, sans le nommer, le problème de la musique rock on « culture musicale de masse », longtemps rejetée et maintenant progressivement officialisée : « Là encore, les interdits et l'indignation sont inutiles et muisibles. L'art doit opposer à la culture de masse avant tout la qualité, la diversité, la popularité et l'attrait pour la jeunesse.

Libre compétition entre groupes et courants »

Dans un rappel historique des différentes étapes de la vie culturelle soviétique depuis la révolution. Kommounist souligne que Lénine n'avait pas appelé à rejeter toute la culture bourgeoise. En 1925 encore, une résolution du parti préconisait « la libre compétition entre groupes et courants littéraires, sans interférence

Il en alla autrement dans les années d'après-guerre, sous Statine, lorsque Jdanov, qui avait alors la haute main sur la culture et l'idéologie, traitait l'écrivain Mikhall Zochtchenko de « petitbourgeois » ou Anna Akhmatova de « nonne ». « Aucune référence au diktat des circonstances historiques ne peut justifier la grossièreté, l'incompétence, l'injustice commise envers l'art et la culture », estime la revue du comité central. « Il y a eu des erreurs. Leur retour causerait des dégâts irréparables à tous les aspects du socialisme » Kommounist n'est pas plus amène pour l'ère Brejnev, identifiée comme « période de stagnation ».
— (AFR.)

RFA: après les obsèques d'Uwe Barschel

Le scandale du Schleswig-Holstein met en difficulté le ministre fédéral des finances

de notre correspondant

Trois mille personnes environ, dont le chancelier Helmut Kohl et la plupart des ministres-présidents des lander de la RFA, y compris les socianx-démocrates, ont assisté, mardi 27 octobre, à la cathédrale de Lübeck, aux obsèques solennelles d'Uwe Barschel, chef du gouvernement déchu du Schleswig-Holstein, trouvé mort dans la baignoire d'une chambre Son décès avait donné une dimension tragique au scandale politicopolicier le plus spectaculaire de l'histoire de la République fédé-

Uwe Barschel avait été accusé par un membre de son service de presse, M. Reiner Pfeiffer, d'avoir fait espionner, pendant la campagne des dernières élections régionales, son concurrent socialdémocrate, M. Bjorn Engholm pour tenter de le déconsidérer aux yeux de l'opinion publique. La commission parlementaire d'enquête qui a interrogé M. Pfeiffer la semaine dernière a établi que ce dernier avait non seulement été chargé de fouiller dans la vie privée et la situation fiscale de M. Engholm, mais qu'il hui avait aussi téléphoné en se faisant passer pour un médecin. Dans cet appel, il conseillait de manière pressante au leader social-démocrate de se soumettre à un test de dépistage du SIDA, car l'un des ses patients, porteur du virus, lui avait déclaré avoir eu des rapports intimes avec M. Engholm...

Virulentes attaques de SPD

En raison de ces derniers développements, les députés SPD au Parlement de Kiel ne se sont pas rendus à la célébration des obsèques, M. Engholm a fait état du nauveis état de santé de sa mère pour excuser son absence. La famille du défunt s'étant opposée à ce que M. Gherard Stoltenberg, ministre des finances et président de la fédération chrétiennedémocrate régionale du Schleswig-Holstein, prononce un discours d'adieu, celui-ci fut confié à M. Henning Schwarz, qui gère les affaires courantes du land jusqu'aux prochaines élections.

L'intervention la plus remarquée et la plus commentée a néan-moins été celle de l'évêque protes-tant de Lübeck, Ulrich Wilkens, Ce dernier ne s'est pas contenté de faire le traditionnel éloge funèbre du défunt, mais s'est livré à une sévère critique des moeurs politiques et du + tourbillon de maxvaises actions au sein duquel [Uwe Barschel] s'est lui même laissé entraîner dans la mort». L'évêque s'est élevé contre une conception de la vie politique qui veut que « la perte du pouvoir soit vécue comme une honte». L'avidité du pouvoir peut être la cause de dommages divers et variés atteignant les racines mêmes de notre bien commun démocratique. » (...) « Là se trouve le véritable foyer de la maladie qui avait atteint Uwe Barschel, mais dont bien d'autres sont frappés », a-t-il dit.

L'inhumation d'Uwe Barschel ne met pas un terme définitif à

Un néo-nazi condamné à

onze ans et demi de prison. -Otfried Hepp, un extrémiste néo-nazi ouest-allemend impliqué dans plusieurs attentats ou tentatives d'attentat anti-eméricains en RFA, a été condamné, mardi 27 octobra, par un tribunal de Francfort à onze ans et demi de prison. Agé de vingt-neuf ans, Otfried Hepp, qui s'était réfugié en France, où il avait été arrêté et extradé en 1986, était accusé de tantative de meurtre, perticipation à un attentat à l'explosif et de quatra hold-up de banques. Le groupuscule néo-nezi, dont il était membre, avait préparé plusieurs opérations anti-américaines. Au cours de l'un de ces attentats, en décembre 1982, un soldat avait été grièvement blessé. Happ a avoué avoir placé personnellement la bombe dans le voiture du militaire américain. Cinq de ses complices avaient été condamnés à des paines de prison en 1985 à Francfort. Le chef du groupe, Walter Kaxel, s'était pendu dans sa cellule. - (AFP.)

Holstein. Si aujourd'hui tout monde, à l'exception de la famille d'Uwe Barschel, est persuadé que ce dernier s'est volontairement donné la mort, les analyses divergent fortement sur les leçons que l'ont doit en tirer.

Démission d'élus locaux

La confusion la plus grande règne au sein du Parti chrétiendémocrate du Schleswig-Holstein, qui doit réunir cette semaine son congrès régional. De nombreux membres de ce parti reprochent à leurs dirigeants d'avoir laissé tomber Uwe Barschel et de l'avoir ainsi poussé au suicide. D'autres militants chrétiens-démocrates, parmi lesquels quelques élus locaux, ont démissionné de la CDU, dégoûtés des méthodes que

La CDU ne sait pas qui elle va opposer à M. Bjorn Engholm lors des élections régionales qui devraient se dérouler au printemps prochain.

M. Kiaus Kribben, désigné comme chef du groupe parlementaire et candidat à la succession d'Uwe Barschel après sa démission, est contesté pour son action déterminante dans la chute de ce dernier. L'homme fort des chrétiens-démocrates dans le land, M. Gherard Stoltenberg, n'a nas l'intention de quitter, pour instant, son poste de ministre des finances à Bonn. Mais il est l'objet des virulentes attaques du SPD, qui espère que la suite des travaux de la commission parlementaire d'enquête montrera son implication directe dans les agissements du gouvernement de Kiel.

LUC ROSENZWEIG.

Une journaliste ouest-allemande arrêtée en France sous le coup d'une demande d'extradition

Une journaliste et écrivain ressortissante de la République fédérale allemande, M= Katharina de Fries, cinquante-deux ans, a été arrêtée le mardi 27 octobre à son domicile de Montaigu-les-Bois, près de Cou-tances (Manche), et placée sous écrou extraditionnel à Caen. Collaboratrice du quotidien berlinois alternatif Tageszeitung, M= de Fries résidait en France depuis près de sept ans.

Les autorités ouest-allemandes soupçonnent M= de Fries d'avoir participé à deux vols à main armée contre des banques, à Berlin en 1980. Une première demande d'extradition présentée à l'époque avait reçu un avis favorable de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris en septembre 1981, mais le gouvernement français s'y était opposé. Selon la chancellerie, une nouvelle demande d'extradition a été récemment présentée à la France pour les mêmes motifs et les

pièces d'appui ont été transmises le 2 octobre au parquet général de Caen. Cette demande a été formulée en vertu de la convention européenne multilatérale d'extradition ratifiée en 1986.

M= de Fries devait être déférée au parquet de Caen le mercredi 28 octobre. Selon l'un de ses avocats, Mª Christine Martineau, la première audience de la chambre l'accusation de la cour d'appel de Caen qui devra statuer sur la demande d'extradition a été fixée au

Soupçonnée d'avoir participé au hold-up de Coudé-sur-Escaut (Nord) en 1979 puis disculpée, condamnée en 1984 à six mois d'emprisonnement avec sursis pour usage de faux papiers, M= de Fries, arrivée en France en février 1981, était titulaire d'un titre de séjour renouvelable tous les trois mois et venu à expiration le 23 octobre.

SIDA: immunité et vaccins

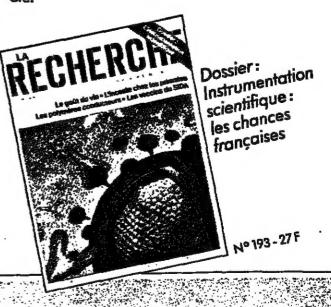
par Fernando Plata et Simon Wain-Hobson

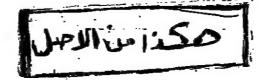
Les nouveaux fonds sous-marins par Gilbert Boillot

L'inceste chez les primates par Bertrand Deputte

Les polymères conducteurs par Francis Garnier

Le goût du vin par Patrick Etiévant et Sylvie Issanchou







Afrique

TUNISIE

Un nouveau remaniement renforce le caractère technique du gouvernement

TUNIS de notre correspondant

Le président Bourguiba a pro-cédé, le mardi 27 octobre, à un ment partiel du gouvernement qui concerne essentiellement les départements économique et financier et devrait leur assurer plus d'efficacité et une meilleure

M. Ismail Khelil, qui a été depuis M. Ismail Khehil, qui a été depuis un an le principal animateur de la nouvelle politique de libéralisation économique dont les premiers résul-tats sont généralement considérés comme positifs, quitte le ministère du plan et des finances et devient gouverneur de la Banque centrale avec rang de ministre. Les relations que M. Khelil entretient depuis de longues années avec les milieux financiers internationaux – il a été potamment directeur exécutif auprès de la Banque mondiale et de ses filiales - ne sont certainement pas étrangères aux importantes fonctions qui lui sont confiées. Il remplace à la Banque centrale M. Mohammed Skhiri, qui - sera

appelé à d'autres fonctions ». M. Mohammed Ghannouchi, qui était secrétaire d'Etat chargé du plan au ministère du plan et des finances, est nommé ministre délégué auprès du premier ministre chargé du plan, et M. Nouri Zordes finances, prend la direction du

BURKINA-FASO

Les autorités annoncent la chute

d'une garnison dissidente

Les forces armées fidèles au

de Koudougou (50 kilomètres à

l'ouest d'Ouagadougou), fief du capitaine Boukari Kaboré, hostile au

la garnison du bataillon d'infanterie

aéroportée (BIA) qu'il comman-

dait. Les autorités n'ont pas dit si

cette reddition s'est faite avec ou

sans bataille et s'il y a eu des vic-

D'autre part, une attaque en règle

contre la presse étrangère a été lan-

cée, mardi, par la radio du Front populaire, qui a mis en garde le pen-

ple - contre les informations erro-

nées d'une certaine presse qui a des

objectifs autres que le bien-être ou

Dans une émission captée à Abid-jan, cette radio s'insurge contre les « journalistes provocateurs » qui ont

accumulé des informations *« faisi-*

La radio de Ouagadougou a fait

référence, sans le citer nommément,

à Thomas Sankara en déclarant :

Le président défunt avait marqué

d'une manière ou d'une autre le monde de la presse par sa rhétori-

que. C'est pourquoi certains journa

listes ont du mal à se départir de

● PRÉCISION. - L'Association

générale professionnelle de coopérants culturels et techniques (AGEP-

CFDT) souligne que, comme en France, la grève du 14 octobre 1987

en Algérie s'est déroulée à l'appel de l'AGEP, de la CGT-FO et de la FENFA

Fédération des enseignants de nationalité française en Algérie) et non pas à l'appel de la seule FENFA comme nous l'avions écrit

dans le Monde du 16 octobre 1987. – (Corresp.)

le bonheur du Faso ».

l'homme. - - (AFP.)

un département à part entière.

Un ministère de l'économie nationale est d'autre part créé. M. Sla-heddine Ben M'Barek, ancien ministre de l'industrie et du commerce, est appelé à le diriger avec l'assis-tance de deux secrétaires d'Etat : M. Mondher Zenaïdi, chargé du commerce et de l'industrie, et M. Salah Jebali, chargé de l'énergie et des mines.

Le ministère de la jeunesse et des sports, récemment abandonné par le Dr Ahmed Karoui, devenu ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la direction du Parti socialiste destourien, échoit à M. Fouad Mebazza. Ce dernier avait occupé ce même poste de 1973 à 1978 et était, depuis un peu moins d'un an, ambassadeur à Rabat.

Enfin, M. Abdallah Kallel est nommé socrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur. Il était jusqu'alors secrétaire général de ce même ministère, poste auquel l'avait appelé voici un an et demi l'ancien ministre de l'intérieur devenu pre-

Relativement jennes et peu connus

Ainsi, moins d'un mois après sa nomination, ce dernier, M. Zine El Abidine Ben Ali, se retrouve à la tête d'un cabinet largement remanié et dont le caractère technique est rieur par un secrétaire d'Etat, il aura par ailleurs sous son contrôle le ministère du plan. Ces changements devraient lui permettre de prendre quelque distance à l'égard des pro-blèmes de sécurité, dont il pourra se décharger en toute confiance sur un homme considéré comme l'un de ses proches, et de se consacrer davantage aux questions de développement qui sont prioritaires.

Ce remaniement se caractérise aussi par l'arrivée dans le cabinet d'hommes relativement jeunes quarante-cinq ans en moyenne, — de grands commis de l'Etat peu commis sur la scène politique.

Après le Parti communiste (le Monde du 20 octobre), le Mouve-ment des démocrates socialistes (MDS) a adopté également une attitude très réservée à l'égard des divers changements intervenus ces dernières semaines au sein du gouvernement, qu'il entend juger sur ses actes. Le conseil national du Mouve-ment a estimé que ces remaniements • confirment l'Instabilité qui pré-vaut au niveau des rouages et des structures de l'Etat ». Pour le MDS, « le changement nécessaire (...) devrait concerner les réformes devrait concerner les rejormes essentielles relatives au mode d'exercice du pouvoir et aux choix économiques, sociaux, politiques et culturels fondés sur le respect effec-tif des drois de l'homme, sur le développement des traditions démo-cratiques et sur une volonté de jus-tice sociale véritable ».

ALGÉRIE: la croissance démographique

La scolarisation d'une jeunesse pléthorique exige des investissements considérables

ALGER

de notre correspondant Piusieurs fois par jour, les écoles déversent dans la rue des flopées de gosses que l'exiguité des logements

familiaux ne permet pas de résorber avant la anut tombante. Ils grouil-ient, ils sont partout, bondissant d'un trottoir à l'autre, cartable au dos ou balle au pied, sans un regard pour les automobiles qui ne ralentissent pas toujours.

Lis sont si nombreux que, pour les scolariser tous, il faut les répartir en plusieurs fournées. Au cours de la journée, la même salle sert souvent pour deux classes. Ceux qui vien-nent tôt le matin croisent en sortant ceux qui entreut l'après-midi. Ce mouvement perpétuel concerne presque un tiers des écoliers algé-

Le taux de croissance démogra-phique a baissé en Algérie, mais de manière infinitésimale : il est toujours de 3,06%. Et, cette année, ils étaient quelque sept cent mille nou-veaux inscrits en première année d'école fondamentale (1). Ils seront plus d'un million en l'an 2000, et la population scolaire totale, qui est « de l'ordre de six millions aujourd'hui, dépassera les neuf miltions », estime le quotidien El Moudjahid, qui a consacré une page entière à ce sujet. Le système de la double vacation n'empêche pas les classes d'être surchargées. Elles accueillent parfois jusqu'à cin-

L'Algérie doit faire face à ce sur-peuplement. Tous les enfants sont scolarisés ou presque. La moyenne nationale tourne autour de 90 %, avec des disparités d'ordre géogra-phique. A Alger, la scolarisation avoisine les 100 %, taux qu'elle n'atteint pas dans les zones rurales, où, notamment, un quart des filles échappent, pour des raisons socioéchappent, pour des raisons socio-culturelles, à l'école.

Manque. de bras

L'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la formation pro-fessionnelle sont un gouffre, qui a encore englouti cette année 21,4 mil-liards de dinars (2), soit un bon tiers du budget de fonctionnement total de l'Etat. L'imprévoyance en matière démographique a des conséquences d'autant plus catastrophiques que la croissance économique est de loin inférieure au taux d'expansion de la population. Le total des dépenses du secteur repré-sente environ 10 % de la production intérieure brute. Ce que les spécialistes considèrent comme un maxi-mum à ne pas dépasser.

man a ne pas depasser.

Pourtant, rapporte El Moudjohid, ces vingt-cinq dernières annécs,

près de mille quatre cents écoles
fondamentales, sept mille quatre
cents annexes et quatre cent quarante établissements secondaires ont été construits ». C'est beaucoup. mais insuffisant. Les besoins ne font que croître. En l'an 2000, l'Algérie aura besoin de deux mille écoles fondamentales et de sept cent vingt éta-blissements socondaires pour scolari-ser neuf millions de ses enfants. L'investissement à mobiliser est considérable: 70 milliards de dinars, ce qui fait 5,3 milliards par an, soit 1 milliard de plus que cette année, où, déjà, 4,3 milliards ont été

Le budget de fouctionnement, souligne El Moudjahid, devrait évoher à un rythme minimum de 5 %. « Or les ressources globales de la nation ne pourront pas augmenter à ajoute le quotidien, relevant «l'importance du dést posé à l'édu-cation nationale : saire respecter les objectifs de la scolarisation et améliorer les conditions de fonctionnement du système. >

En dépit d'une organisation qui a le mérite de réussir à scolariser, bon an, mai an, quelque sept ceat mille enfants de six ans, les dépenditions enfants de six ans, les dépenditions sont importantes, et les problèmes d'orientation proportionnels à leur nombre. Les lyches « n'accueillent que 48 % des effectifs de la dernière année fondamentale, 22 % d'entre eux sont autorisés à redoubler, et les 30 % restants sont orientés vers la vie active », indique El Moudjahid. En 1986, ils étaient ainsi quelque trois cent mille à abandonner leurs études, atteints par la limite d'âge, sans avoir obtenu leur brevet. d'âge, sans avoir obtenu leur brevet, tandis que, la même année, les centres de formation professionnelle, toutes spécialités confondues, n'ont offert que quatre-vingt-un mille

La marché du travail s'étiole d'année en année. Les jeunes qui accèdent au lycée, puis à l'univer-sité, savent déjà que les diplômes

viatique leur garantissant un avenir à la mesure de leurs ambitions. Et, pourtant, la sélection est de plus en plus organisée. Le numerus clausus se généralise dans des disciplines très convoitées, comme l'architec-ture, la médecine et l'informatique; des tests barrent l'entrée dans bon nombre d'autres filières depuis cette année. La volonté de canaliser le flux d'étudiants vers des domaines que les autorités considérent plus stratégiques pour l'Etat est donc réelle. La tendance ira certainement en s'accentuant, mais l'adéquation entre les besoins de l'économie et le produit de l'Université est loin d'être réalisée.

réalisée.

L'agriculture manque de bras et d'ingénieurs agronomes. Mais l'Algérie disposait en 1985 de 13 221 médecins, soit un praticiea pour quelque 2 500 habitants. Or, la population est extrêmement jeune; les trois quarts des Algériens ont moins de vingt-neuf ans et, pour l'instant, ne requièrent pas une attention particulière de la faculté.

De nombreuses professions sont

De nombreuses professions sont sursaturées. Il y a d'ores et déjà trop de spécialistes en sciences sociales ou économiques. Les avocats sont trop nombreux pour que les derniers inscrits au barreau soient assurés de vivre décemment. Il y a pléthore d'architectes et d'informatication. d'architectes et d'information

Les exclus du système

La nouvelle politique - mal accueillie par les étudiants - est bienvenne, mais n'est-il pas trop tard? La tendance ne pourra s'inverser que lentement, et des sec-teurs vitaux pour l'économie natio-nale resteront déficitaires en cadres pour de nombreuses années encore. Le manque crucial de techniciens et d'ingénieurs agricoles, par exemple, ne pourra pas être résorbé avant l'an 2000.

Le système devient, par la force des choses, de plus en plus élitiste. Les goulets d'étrangiement se succèdent. Le premier se situe des la fin de la scolarité obligatoire, qui cor-respond à la classe de troisième en respond à la classe de troisième en France. Sur 300 000 élèves qui intègrant le lycée, combien auront lenr bac? En 1986, sur 193 000 candidats, aeulement 40 000 ont réussi. En trois ans (seconde, première et terminale), le lycée aura donc rejeté quelque 250 000 jeunes. Dans le meilleur des cas, l'appareil de formation proféssionnelle récupérera 100 000 d'entre eux. Les autres devront se setisfaire d'un niveau des cas, l'appareil de formation proféssionnelle récupérera. devront se satisfaire d'un niveau d'études primaires pour affronter une société de plus en plus impitoya-

L'économie algérienne devrait créer cette année environ 115 000 emplois nouveaux. L'Uni-versité a déversé sur le marché plus de 15 000 diplômés de l'enseignement supérieur, et les centres de for-mation professionnelle quelque 100 000 techniciens. Cette appa-rente – mais fausse – adéquation de l'offre à la demande laisse définitivement de côté les exclus du sys-

FRÉDÉRIC FRITSCHER

(1) L'école fondamentale recouvre toute la période de la scolarité obliga-toire, de six à quinze ans.

MICHEL DEURÉ.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Front populaire (instance suprême du pays depuis le coup d'Elat du 15 octobre) ont annoncé, le mer-credi 28 octobre, la chute de la ville Paris enquête sur le sort

du journaliste détenu

A la suite de l'arrestation, à la miseptembre, d'Alain Guyot, en repor-tage avec un groupe de résistants en Afghanistan (*le Monde* du 28 octobre), le Quai d'Orsay a fait savoir que « les autorités françaises ont pris tous les contacts nécessaires en vue de vérifier l'exactitude des indications qui leur avaient été communiquées ». La France aurait déjà pris contact avec la Croix-Rouge internationale, ainsi qu'avec les autorités afghanes et soviétiques. La veille, l'ambassade de France à Islamabad avait confirmé l'arrestation du journaliste, tout en précisant qu'elle

ignorait son lieu de détention.

D'autre part, des résistants afghans ont annoncé que deux journatistes américains ont été tués, le 11 octobre, alors qu'ils tournaient un film aux côtés de la résistance. Il s'agit de Lee Shapiro, journaliste, et de son cadreur, G. Liendelofs (nos demières éditions du 28 octobre). Cette information a été confirmée par l'ambassade des Etats-Unis au Pakistan. Le troisième membre de l'équipe a été blessé au cours d'une

Jusqu'ici ni Moscou ni Kaboul n'ont confirmé ces informations. toutes en provenance du Pakistan. Comme Paris, Washington s'efforce d'obtenir des informations complémentaires sur la mort de ses ressortissants. - (AFP, AP.)

Grande-Bretagne

Un artificier de l'IRA condamné à vingt-cinq ans de prison

Un Nord-Irlandais de vingt-sept ans, Gilbert McNames, a été condamné, le mardi 27 octobre, à vingt-cinq ans d'emprisonnement pour svoir fabriqué la bombe télécommandée de l'IRA qui avait tué quatre cavaliers de la Garde royale et sept chevaux en 1982 à Hyde Park,

Selon les débats du procès, des empreintes digitales de Gilbert McNamee, qui est diplômé en physique, ont été relevées sur des composants électriques exactement sem-blables à ceux utilisés pour l'attentat et retrouvés ultérieurement dans une cache d'armes de l'IRA dans une forêt au nord de Londres.

Originaire de Crossmaglen (sud de l'Ulster), Gilbert McNamee était accusé d'avoir fabriqué des charges explosives pour l'IRA entre janvier 1982 et janvier 1984. Son avocat n'a pas convaincu la cour en affirmant que les empreintes étaient le fait de réparations effectuées par son client pour une entreprise de jeux électroniques de la République d'irlande, dirigée par deux membres

Gilbert McNames, qui a accueilli le caper McNamee, qui a accuent le verdict sans émotion apparente, a toujours nié appartenir à l'IRA. Deux des auteurs présumés de l'attentat de Hyde Park, Thomas Quigley et Paul Kavanagh, avaient été condamnés en 1985 à trente-cinq ans de prison. — (AFP.)

Philippines

Rappel d'un attaché militaire américain

Manille a annoncé, marcredi 28 octobre, le départ pour Washington du nt-colonel Victor Rapheel, attaché militaire adioint à l'armée de terre, dont le rôle lors de la tentative de coup d'Etat militaire du 28 soût avait déclenché ces demiers jours une flambée de critiques aux Philippines (le Monde du 28 octobre).

Le lieutenant-colonel Rapheel a été accusé par les journeux de Manille, documents officiels à l'appui, d'être intervenu auprès des troupes fidèles eu gouvernement afin de les dissueder d'attaquer le bestion des soldats rebelles retranchés, le 28 août, au siège du quartier général des armées. Le Philippine Inquirer publie mercredi une photographie le montrant en tenue civile en train de s'entretenir avec des officiers philippins pendant la demière tentative de putsch. Le lieutenant-colonel Raphael était considéré comme un proche du colonel Gregorio Honasan, le chef de la rébellion, toujours en

Le fieutenant-colonel Raphael rentre à Washington au lendemain d'un entretien que Mas Aquino a eu avec M. Michael Armacost, soussecrétaire d'Etat américain. A l'issue de la rencontre, M. Armacost a annoncé que les Etats-Unis fourniraient à Manifie une aide supplémen-taire de 75 millions de dollars « dans les prochaines heures ». — (AFP.)

MÉDECINE - PHARMACIE

CLASSE PRÉPARATOIRE d'octobre à juin, à temps complet. Sections scientifiques (D.C) ou littéraires (A.B). Depuis 1967, la première préparation de France.

Documentation contre trois timbres: CEPES 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neutry 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.



La Repubblica est le premier quotidien d'information • pour nombre d'exemplaires vendus: le trend des premiers mois du 1987 est le suivant: 497.500 exemplaires au mois de janvier, 662.300 en février, 689.500 en mars, 685.200 en avril, 689.600 en mai, 740.000 en juin, 721.200 en juillet, 710.000 en août (moyenne de vente chaque vendredi, de janvier à juillet, avec le supplement Affari & Finanza: 770.000 exemplaires); • pour lecteurs jour moyen: l'enquête ISEGI (enquête collective sur la lecture des quotidiens) fait ressortir pour le 1986/1987 2.794.000 lecteurs de La Repubblica; • pour l'homogénéité de diffusion: La Repubblica est le premier quotidien national. Les lecteurs et les exemplaires de La Repubblica sont distribués dans chaque région d'Italie proportionnellement aux caractéristiques de la population.

la Repubblica



UN SUCCESS QUOTIDIEN.

حكدا سالاصل

MIDECINE - PHARM

الاجل العمل

26.8

Colored to the second

2.0

la trere mai

Burgeren ber bereit.

Start Contractor

The same

- tessi-

3

The same of the sa

See and week

To De Come at the

To the state of th

MOITHINE

MUDRICH

Dr. 345

1.36

SOCIAUX

134 751 p-terraust

A commence of the latest the late

---The second

** - 125 e.

The latest the latest

The same of the sa

(Suite de la première page.)

A cette époque le Portugal faisait vivre en symbiose les diverses parts de son vaste domaine. Si la came à sucre, qui sit jadis, avec l'or, sa fortune, est indigène, les caféiers et les cocotiers viennent d'Afrique, les manguiers de la côte de Malabar.

N'ayons garde cependant d'oublier le prix dont a été payée cette réussite : la marginalisation, sinon l'ethnocide, pour reprendre l'expression de Robert Jaulin, d'Indiens que rien ne préparait à affronter les rudes mœurs des envahisseurs; l'importation massive des Noirs d'Afrique pour développer la production de la canne, que l'économiste Josué de Castro n'a pas hésité à qualifier d' « anthropophage ». On peut voir dans les musées les plans d'époque des navires négriers, honte d'une chrétienté alors au sommet de sa puissance et de sa gloire : les esclaves étaient allongés, côte à côte, serrés comme des harenes, à fond de cale. Et gare à ceux qui, lorsqu'ils avaient eu la chance d'arriver vivants à destination, voulaient se révolter : piloris et instruments de torture sont encore là pour rappeler ce qu'était leur sort.

Il est vrai aussi que beaucoup par la suite furent affranchis, ou purent disposer de quelque argent. Sans quoi ils n'auraient pas bâti la magnifique église du Rosaire des Noirs, à Salvador-de-Bahia, la scule, à de très rares exceptions, où les anges n'appartiennent pas à la race blanche.

Les descendants des esclaves en tout cas ne paraissent pas trop en vouloir à l'Eglise. Lorsque le pape est venu dans la ville, nous dit la charmante enfant qui nous pilote dans ce morceau d'Afrique planté à l'orée du Brésil, les rues étaient - blanches de monde ». Voulant dire par là que les Noirs qui se pressaient pour l'acclamer avaient revêtu leurs blancs habits de fête : les mêmes qu'ils portent pour les cérémonies de leurs cultes initiatiques. Leurs dieux ont été longtemps dissimulés, pour éviter les persécutions, derrière des saints catholiques, mais ils sont aujourd'hui montrés an



Le Brénil est composé de vingt-trois Etats, d'un district fédéral, où est située la capitale Brasilia, et de trois territoires désignés sur la carte par des étoiles. Avec une superficie de plus de 8,5 million de kilomètres carrés, le Brésil est le plus grand es pays d'Amérique du Sad Il se situe dans le peloton de tête pour le produit intérieur beut par habitant (1 625 dellars). mt (1 625 dollars).

rand jour, ou plutôt à la lumière datante des projecteurs.

L'ambition a décuplé avec le eart, obtenu pour ainsi dire à l'amiable, des Portugais. Avant de devenir - également à l'amiable - la République qui fêtera dans deux ans son centenaire, le Brésil s'est voulu, seul dans cette partie du monde, un empire (1). Le mot dit bien l'intention. De l'atome, civil et même militaire, à l'ordina-

trop grand de nos jours à ces tional, ils empruntèrent à tour de champions de la croissance, fiers héritiers des bandelrantes qui portèrent haut et loin iadis la bannière (bandeira) lusitanienne.

Rien n'est plus dangereux cependant, le monde développé l'a appris à ses dépens, que de tabler sur une croissance indéfinie. Le slogan du « miracle » lancé per les militaires qui prirent le pouvoir en 1964 parut longtemps correspondre à la réalité. Encouragés teur et à l'espace, rien n'a paru par le système bancaire interna-

bras pour financer leurs grands projets mais ils s'y épuisèrent : c'est essentiellement parce qu'ils ne parvenzient plus comme leurs collègues argentins et uruguayens à dominer les événements qu'ils se virent contraints de partager petit à petit leur ponvoir avent de finalement laisser élire au suffrage universei, en 1985; un président civil. Ce fut Tancredo Neves, figure immensément populaire qui n'eut pas le temps de faire ses

preuves, puisqu'il devait succom-ber avant même d'avoir pu exer-Le colbertisme, ici, s'appelle cer ses fonctions.

Lui succéda, en vertu de la Constitution, le vice-président José Sarney, sur lequel pesaient bien des handicaps : à commencer per celui, apparemment essentiel aux yeux de très nombreux Brésiliens, du manque de légitimité. Il n'a pas en effet été étu lui-même, mais choisi par « Tancredo »; non pas parce qu'il appartenait à la même famille politique que lui, mais plutôt comme une caution, puisqu'on le considérait comme proche des militaires, dont le rôle dans le pays, demeure en tout état de cause considérable, quand ce ne serait que parce que leur incombe en dernière analyse la responsabilité du maintien de l'ordre.

Le président Sarney n'en prit pas moins un départ éclatant avec le lancement, en février 1986, du plan Cruzado. Grâce au gel des prix et des salaires et à la mise en place d'une nouvelle monnaie, l'inflation qui avait galopé en rythme annuel jusqu'à plus de 400 % retemba à moins de 10 %, avec une croissance de 7,7 % et une baisse de 2 % du chômage. Du coup le Parti du mouvem démocratique brésilien (PMDB) commit une victoire écrasante aux élections du 15 novembre de cette même année 1986.

L'euphorie, cette fois, a été de courte durée. L'augmentation du pouvoir d'achat a entraîné une hausse de 30 % de la demande, avec pour conséquences des ruptures de stocks et une flambée des importations. Sous la pression conjointe des salariés et des entrepreneurs, particulièrement efficace en période électorale, les digues ont lâché.

En février 1987, le président Samey devait décréter unilatéraement un monstoire sur les intérêts d'une dette extérioure qui est la première, sinon du monde, puisque celle des Etats-Unis est supérieure, mais en tout cas du tiersmonde. En juis, le ministre des finances Dilson Funaro, l'inventeur du plan Cruzado, donnait sa démission. L'inflation atteignait un rythme mensuel de plus de 20 %. Elle est un peu retombée depuis lors: 5,68 % en septembre.

Mais le scepticisme devant les chiffres est général et aucun indice de reprise n'est perceptible.

Comment en est-on arrivé là ? Même s'il est peu probable que le nom de Colbert soit très comm de ses habitants, le Brésil n'est pas moins imprégné que la France par le colbertisme : rares sont les Brésiliens qui ne s'en remettent pas d'abord à l'Etat du soin de faire marcher la machine économique. Or il faut bieu voir qu'aujourd'hui le moteur est en panne.

gétulisme, du prénom de Getulio Vargas, maître du pays, avec

l'appui de l'armée, de 1930 à 1945, et démocratiquement élu président en 1951 avant de se suicider trois ans plus tard. Admirateur de Salazar, il lui emprunta l'idée de l'Estado novo, de l'Etat nouveau. Mais le dictateur portugais était un pessimiste, déter-miné à résister, seul au besoin, à la vague du modernisme sous toutes ses formes. Son émule brésilien, qui présente plus d'un point commun avec Peron, voulait au contraire moderniser le pays grâce à des projets grandioses

Le résultat est là : des réalisations certes spectacolaires - on a pa parier à leur sujet de « staline blane »; un secteur public qui est parmi les plus vastes du monde capitaliste, avec cinq cents entreprises d'Etat, dont les deux tiers dans le secteur productif, les privatisations dont on parle tant n'étant pratiquées jusqu'à présent qu'an compte-gouites; une politi-que d'investissements qui dépend pour l'essentiel du pouvoir central. Or celui-ci, aussi endetté à l'intérieur qu'il l'est à l'extérieur, ne dispose plus d'un sou à cet

Rien d'étonnant dans ces conditions si le dernier numéro de la Revista da Industria de Sao-Paulo, en septembre, relève un approfondissement du processus de récession auquel dois faire face le secteur industriel de la métropole ». Si le saudade, le découragement, est partout.

Rarement aurons-nous rencontré au cours d'un voyage à l'étranger autent de gens désabusés, aussi sévères à l'égard de leur pays et de ses habitants, sussi peu nclins, en un mot, à « faire l'article ». Pour échapper au vague à l'âme, il fant quitter les villes de la côte et gagner, à 1 000 mètres d'altitude et au centre géographique du Brésil sa nouvelle

A force de voir et de revoir à la télévison l'Homme de Rio, tout le monde a l'impression de counaître Brasilia; avec ses deux compoles de béton inversées, la silhouette élancée, sur la place des Trois-Pouvoirs, des deux guerriers soudés par les épanies de l'Italien Brano Giorgi. Ce qu'on sait peutêtre moins, c'est à quel point sa construction s'inscrivait dans le droit fil de gétulisme.

Tirer le pays vers l'intérieur

L'idée traînait dans l'air depuis le XVII siècle et fut reprise notamment il y a une centaine d'années par saint Jean Bosco. Lorsque le président Kubitschek lui donna le coup d'envoi, en 1956, sa première ambition était de tirer le Brésil vers l'intérieur. Mais il s'agissait anssi d'imaginer, comme symbole d'un pays tout entier tourné vers l'avenir, une cité qui ne dût rien au passé. Ce fut l'œuvre de Lucio Costa, élève de Le Corbusier, et plus encore d'Oscar Niemeyer, communiste comme chacun sait, ce qui ne l'a pas empêché de construire à Rio comme à Brasilia des cathédrales d'une religiosité saisissante, dont les arcsboutants figurent des mains pliées en arrière dans le geste de

Il y a, dans le résultat, à boire et à manger. Il est difficile par exemple de justifier la stalinienne monotonie de ministères séparés par une voie triomphale à la largeur comparable à celle des esplanades aztèques. En sens inverse, il faudrait avoir l'esprit singulière-ment rétrograde pour résister au charme de l'Itamaraty, antrement dit du ministère des affaires êtrangères, ou du palais de l'Anbe, occapé par le chef de l'Etat. Ici óclate le génie d'un architecte qui, par haine de la ligne droite, « dure, inflexible, cruelle pour name », a réinventé, au milieu des plans d'ean et de la verdure tropicale, la notion même de la colonne, en utilisant des volutes évocatrices du palmier. Buren, à

côté, manque d'imagination. L'enmi de l'abstraction, surtout quand elle se coule dans le béton, c'est qu'elle ne « génère » pas précisément, comme on dit en français moderna, la vic. Dans le projet de Brasilia, il y avait à la fois quel que chose d'artificiel, comme on de la compe aux lèvres. La société vous le répète de Sao-Paulo à brésilienne est la moins partageuse Recife, mais aussi d'absurde. Il est qui soit, et il y aurait beaucoup à vrai, écrit Guy Sorman, que Brasi-dire pour commencer sur la réalité lia n'a, an moins dans sa partie cen- de l'harmonie raciale dont elle est trale, - ni coins ni refuges, qu'il sifière:

est impossible d'y marcher, d'y déambuler, d'y chercher un lieu de paix » (2). Quand ce ne serait que parce qu'à vouloir traverser rouges, on risque à chaque instant sa vic, les rares passages souter-

rains étant à peine plus silra. Le miracle, c'est que Brasilia soit tout de même devenue une vraie ville, qui a déjà près de deux millions d'habitants, et en comptera le double à la fin du siècie. Une ville avec ses cités satellites, ses grandes surfaces, son université, son théâtre, ses restaurants, ses quartiers élégants, ses villas su bord du lac pour milliardaires et ses huit cents sectes religieuses. Une ville qui surmonte peu à peu les handicaps nés du fonctionnalisme excessif de ses concepteurs, encore aggravé par la période de dictature.

Si l'on en croit le gouverneur du « district fédéral », où est située la capitale, le superdynamique Jose Aparecido de Oliveira, elle a commencé de mériter son nom de ville en novembre dernier, lorsque se sont produites des manifestations violentes, entraînant pillages de magasins et incendies de voitures. Il faut dire qu'une cité sans violence dans le Brésil d'anjourd'hui devait sembler bien insolite : dans la seule Rio-de-Janeiro, on a compté, an cours d'un récent week-end, quarante-trois assassi-

Dernier objectif de Brasilia : établir au-dessus des vingt-trois Etats qui composent les - Etats-Unis du Brésil » un pouvoir qui ne serait asservi à aucun, qui assurerait entre la richesse des uns et la pauvreté des autres un minimum de péréquation. Disons tont de suite qu'il y a loin dans ce domaine

ABIDJAN AVEC UTA, ON VOUS RECOIT 7 SUR 7. Le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, le samedi, le dimanche. 7 jours sur 7 vers Abidjan, retrouvez le service 3 classes UTA Première de Luxe, Galaxy, Economique. C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

esil, un géq

Market Market

SALE RAIN CASE

to an indicate the

IGM, MP. W. I. S.

Lat Campa

Are a M MAN

Dien a P Marie M

1.1-1-1: 414 -

FW. N. TOWN

MATE IN P. ST. PARTY.

IS MATHEMATINE - SEA

the Management at 50

Animan and

In as the Call

bet Statem bei

befreit fergiel IN S. P. IS M. LOCAL

神 服 明 超 微 ;

PART BOOKS

1 150 miles

ein a mix . 1

I IPHE & WEEK

mer : "Hilliams

祖明郎 傳報主

和中央 衛 朱 明

Fine lucy

Pro 1995年 / 第1章

No. 184 本 201 基

198 0 th 1 No. 10.15 1 1955

N 电磁性器

THE REPORT OF الكيفة الإستان المناسب

pm 1.44 % RV. 44"

- 安山西 电放射

- PEPE 13

7 .. 47 E E -

N. A. B. Ph. 18

out of the safe

on the second

All walf of the control of the contr

- 10m pd

no he manne berry i microst

Spring , billing

Carling 1 H 2

the other in Paris

STATE AND ADDRESS OF

en panne d'ambition

C'est un fait, d'une manière générale, l'élévation dans la hiérarchie sociale est inversement proportionnelle an degré de pig-mentation de la pean. Mais le monde de la culture et celui du sport font exception, ce qui compte beaucoup, et le plus grand. écrivain brésilien vivant. Jorge Amado, est fier de son sang noir, Enfin, il n'y a pas de fête dans ce pays qui l'aime tant sens la mar-

Pour s'en tenir à des informations tirées de deux quotidiens par définition peu gauchistes, lor revenus du 1 % des Brésiliens les plus riches égalent ceux des 50 % les plus pauvres (Wall Street Journal du 19 lévrier 1987). « Cette situation met le pays en tête de la liste noire de la Ba tête de la fiste noire de la Banque mondiale quant à la répartition inéquitable de la fortune, point qui n'est pas passé inéperçu de le communauté bancaire mondiale mais qui est ignoré de la plupart des politiciens. > (Financial Times du 6 juin 1987.)

D'énormes fortunes s'étalent à peu de distance des bidonvilles — les trop fameuses favelas — où le règne des gangs de trafiquants de drogue prend progressivement la relève d'une police trop souvent impuissante ou corrempue. Des millions de jeunes vivent dans la recrues idéales pour le banditisme. Le taux de mortalité infantile - 67 pour 1 000, contre 8 pour 1 000 en France — est ana-logue à celui d'El Salvador, de la Birmanie ou de la Papoussie-Nouvelle Guinte. Le président de la Société brésilienne de pédis-massacre cruel ».

Dans certaines zones du Pernambouc, ce taux est ses fois supériour. C'est dire l'ampleur des disparités régionales. La population de l'Etnerse Sao Paulo

le cinquième de celle de Bress.

dispose de resignate de repet
sentem quatre des remandat la les les constants de Nordelist. Les Paul
listes , sinsi qu'on les appelle,
parmi lesquiele on compte, aux
côtés de besucoup d'orignaires
d'Itane ou d'Allemagne, un nombre sempremant de Bréssieles aux
veux briefes. population de l'Etat de Sao Paulo yeux bridés, parce que made in Japan, regardent volontiers de haut, quand ils ne les ignorest pas nent et simplement, leurs compatriotes des régions les plus défavorisées. Un monde les pere, ce qui a fait dire en 1979 à

A la base de ce déséquilibre, il

conférence épiscopale brési-

lienne que « la société brésilienne

d'aujourd'hui, en termes réels et

café: Linesfois la terre épirade, on défrichait, et ainsi de suite. On défriche toujours, mais la superficie des terres exploitables dimime en fur et à mesure qu'aug-mentent les besoins d'une population à la fertilité encore très importante (2,9 % en 1985, contre 1,4 % en France), et en'augmente également la néces-sité de l'exportation des produits

S'y est ajoutée la décision prise soucieux de réduire les importane s'est pas beaucoup élotgnée de tion automobile en plein dévelop-la société esclavagiste où elle a perment, de tirer un carburant pris national » de la canne à sucre. Comme l'écrivait, en 1980, René y avait — il y a plus que jamais — Duminit, ele soje chaisait déjà le la question agraire. Pendant des haricot noir : la came à alcool; siècles, le Brésil a pratiqué la qui dépusse le million d'hectares; culture la plus extensive qui soit. chasse le mats, le riz et le manioc, Sur une terre naturellement pas. les aliments des passres (3) .

1989, un million quatre cent mille frontières communes avec dix pays et a mis en route avec.

C'était malheureusement anns estimer le poids des puissants. Sur les quatre cent cinquante mille families qui devaient être instal-lées en 1986-1987, trento-sept mille sculement ont cu satisfac-tion. Deux ministres de la réforme agraire ont dû démissionner. Un troisième, Marcos Freire; a trouvé la mort en septembre dans un accident d'avion. Les occupations illégales de terres ou de logements en ville se multiplient et, avec elles, les incidents violents, faisant en trois aus quelque quatre cents morts, dont certains froidemen de grands propriétaires, qui sont parfois d'ailleurs des sociétés étrangères. Aussi bien, chaque jour à Brasilia, des milliers de paysans manifestent-ils pour presser l'Assemblée constituante d'adopter rapidement le nouveau projet de réforme agraire dont elle a été saine.

On nom a, bien sûr, beaucoup parlé de ce problème, et pas seule-ment à Recife, où le gouverneur du Pernambouc, Miguel Arraes, qui a payé d'un an de peison et d'un long exil en Algérie et en-France son opposition au régime militaire, en est à juste titre obsédé. Mais c'est sur des sujets à première vue moins brûlants qu'on nous a, presque à chaque instant, posé des questions, direc-tement liées, il est vrai, à ce dont débattent à longueur de journée — et même de mitt — les parlementaires: « Qu'est-ce qui convient le mieux, à votre avis, à notre pays: le parlementarisme ou le prési-dentialisme? Croyes vous que le président Sarney a raison de vouloir prolonger son mandat? Est-il justifié de faire figurer dans le il justifie de jaire jigurer dans le projet de Constitution un article qui fait obligation aux journalistes, pour exercer leur métier; de sortir d'une école professionnelle? Quelle est la position éditoriale de votre journal sur le problème de la dette? » Et ainsi de suite.

Loin de nous l'idée de nier l'importance de ces questions. Mais il faudrait au moins, pour répondre aux deux premières, avoir du Brésil une commissance plus approfendie que celle qui peut résulter d'un séjour de trois semaines. Plusieurs observations, en revanche, nous parament tomber sous le sens.

oer sous le sens.

a) De tous les pays du tiersmonde, le Brésil est l'un de ceux
peut être celui – qui disposent
du plus d'atouts. Ses, richesses naturelles sont énormes, il vir en paix avec tous ses voisins, résultat digne d'être noté, paisqu'il a des

unications, de transports, une technologie avancée convrant tous les secteurs de pointe, des cadres de grande valeur.

 b) Le problème essentiel du Brésil n'est pas aujourd'hui celui de son endettement, mais celui de sa détermination. C'est sans doute se faire illusion que de croire qu'il pourrait recommencer de progresser dans une paix relative par le ple mécanisme de l'extension de la tache d'huile d'une prospé rité actuellement réservée à une minorité. En même temps, il est clair que l'Etat a abusé de son rôle directif, et que trop de Brésiliens s'en remettent à lui, et à lui senl de l'orientation et du soutien

Mais les choses étant ce qu'elles sont, il appartient au pouvoir de définir les grandes lignes et de trouver les mots capables de remobiliser une nation qui a, plus que tont, besoin de reprendre configues en elle.

c) Cela suppose que la « Belgindis » (un morceau de Belgique, un morcean d'Inde), comme on a surnommé le Brésil contemporain, trouve un moyen de se rassembler, de se réunifier en une seule nation, an lieu de vivre séparée, comme aujourd'hui, en deux tronçons entre lesquels il n'existe guère d'autres ponts que ceux que, derrière dom Helder Camara, s'efforcent de lancer nombre d'évêques et de prêtres effarés de la misère qui les

L'actuel ministre de la culture, Celso Furtado, écrit à propos de son cher Nord-Est : « L'émergence d'une classe moyenne qui prospère au milieu d'une pau-vreté absolue pour la majorité de la population est la plus grande preuve de l'échec de la politique de développement appliquée dans la région (4). » On pourrait en dire autant de tout le Brésil.

d) Les atouts dont il dispose, le mamisme dont il a tant de fois fait preuve, le qualité de ses chercheurs, de ses ingénieus, de ses-intellectuels, conférent au Brésil, dans la conjoncture présente, un rôle-clé. Son échec on son succès pourrait bien commander l'avenir

de tout le processus de démocrati-sation qui, dix ans après l'Europe méridionale, a gagné l'Amérique du Sud. Cela dépend sans doute moins d'un président qu'on a trop tendance à charger de tous les péchés que de l'aptitude d'un peuple facilement cyclothymique à surmonter son actuelle déprime.

Encore faudrait-il que le peuple, ce ne soit pas sculement les autres. Quelle que soit l'issue qui sera finalement trouvée au pro-blème de l'endettement - et l'actuel ministre des finances, Luis Bresser Pereira, y travaille avec ténacité et bon sens, - une nouvelle phase d'austérité est iné-

Compte tenu des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles vit la majorité de la popu-lation, il ne serait pas concevable que cette austérité ne frappe pas d'abord les privilégiés. Sans quoi le pays a toutes ses chances de retourner dans le cycle infernal de la violence et des coups d'Etat, et de décourager ainsi un peu plus ses créanciers. Ceux-ci, en revanche, se devraient de l'aider s'il continue à donner des signes. comme il commence à le faire, de sa volonté de s'aider soi-même et de procéder à des réformes qui, au-delà des structures et des mécanismes, devraient toucher mais sans doute est-ce le plus difficile - les mentalités.

Car il va de soi que la faillite économique et politique d'un pays de la dimension du Brésil ne resterait pas longtemps confinée à ses frontières et ajouterait encore à l'inacceptable, an périlleux désordre du monde.

. ... ANDRÉ FONTAINE.

(I) L'empire de Maximilien, au lexique, était made in France. Rien à

(2) Guy Sorman, le Nouvelle Richetse des nations, Fayerd, 1987. Voir le compte rendu de P. Drunin dans le Monde du 15 septembre 1987.

(3) Roné Dumont et Mario-Franc Mottin, le Mal-développement en Amé rique latine, le Senil, 1981.

(4) Celso Furtado, le Brésil après le suiracle, 6d. de la Maison des sciences de l'homme, 1987.

Company of the second of the second of La terre mal partagée

atteint une fois de plus, notam-ment dans le sertac, le quasi-désert du Nord-Est, victime privi-légiée d'une implacable sécheresse, des proportions dra-

Fante de potroir se nourrir de ce qu'ils produisent, faute, trop souvent, de pouvoir garder les modestes logements que leur disputent d'apres propriétaires, ils désertent la ferre pour s'estables dans les bidenvilles, ou errent, par-millions; à la recherche d'un tra-

Pour résumer la situation, Dante de Oliveira, le ministre de

« Mondes en devenir » HISTOIRE DES INSTITUTIONS ET DES FAITS SOCIAUX DU CAMEROUN

Teme I (1884-1945) LOUIS NGONGO 13,5 × 20 cm - 248 p - 100 F

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Le résultat, c'est la déforesta- la réforme agraire, a une fortion sauvage, surtout en Amazomule: «Là où il y a de la terre, il
mie, où certains dénoncent déjà n'y a pas de gens, et là où il y a
une catastrophe écologique. C'est des gens, il y a trop, peu de
aussi la paupérisation croissante terre. » Simation dont on mesure des populations rurales, qui Pabsurdité lorson'on visite l'Embrapa, l'entreprise brési-lienne de recherche agronomique, installée à quelques kilomètres de Brasilia, en plein milieu des cor-rados, qui sour au Bresil ce que la savane est à l'Afrique.

Sur cette terre rouge sang, où la végétation était si maigri-chome qu'il fallain 5 hections pour faire vivre un bœuf, on récolte aujourd'hui, grâce à des injections massives de calcaire et de phosphates, des eranges, du café, des papayes; des melons, des avocats, des mangues, du manioc, des haricots, etc. «Il y a là de quol nourrir, en l'an 2000, chiq cents millions, d'êtres humains .; nous dit un Français qui travaille là avec passion. Encore y fandrait-il des investissements massifs. Et les investissements, on l'a déjà dit, sont en panne.

En panne également la réforme agrare. La Nouvelle République, qui a succèdé à la dictature militaire, avait lancé, le 10 octobre 1985, un ambitieux programme : il s'agissait d'exproprier l'équiva-lent de la superficie de l'Espagne, appartenant pour l'essentiel à des latifundistes, et d'y établir, d'ici à

POUR ALLER A DOUALA, C'EST MARDI, OU VENDREDI.

l'Argentine et l'Uruguay un mar-

ché commun' aux .perspectives

prometteuses. A bien des égards,

c'est un pays moderne, avec un

UTA le mardi, UTA le mercredi, UTA le vendredi. 3 fois par semaine vers Douala, retrouvez le service 3 classes UTA: Premiere de Luxe, Galaxy, Economique.



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA

Amériques

L'accord de paix de Guatemala

Les gouvernements d'Amérique centrale réaffirment leur volonté d'accorder une amnistie

Les gouvernements du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua out réaffirmé, le mardi 27 octobre à San-José, leur décision de promul-guer des décrets d'amnistie dans leurs pays respectifs avant le 5 novembre, pour respecter l'accord de paix signé, le 7 août dernier, à Guatemala. Les ministres des affaires étrangères des cinq pays signataires du plan Arias, réunis en commission exécutive », ont aussi rappelé que la mise en œuvre des différentes clauses de l'accord (démocratisation, cessez-le-feu, amnistie et arrêt de l'aide étrangère aux guérillas régionales) devaient intervenir « simultanément » avant le 4 janvier 1988, date de la prochaine réunion des chefs d'Etat des cinq pays de l'isthme.

Le Salvador a été le premier pays de la région à approuver le projet d'amnistie ; celle-ci concernera cinq cents prisonniers politiques et guéril-leros, à l'exclusion des personnes impliquées dans l'assassinat, en 1980, de Mgr Oscar Romero, l'archevêque de San-Salvador, et de celles qui ont participé au meurtre, lundi, d'Herbert Anaya, président de la commission des droits de l'homme. Les deux organisations de la guérilla salvadorienne, le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) ont, par ailleurs, précisé après l'assassinat de M. Anaya qu'elles étaient - disposées à poursuivre le dialogue » avec le gouver-nement salvadorien.

Concernant le projet d'aide mili-taire américaine à la Contra, d'un montant de 270 millions de dollars, des responsables de l'administration

■ EL SALVADOR : téléamme de la FIDH au président Duarte. - La Fédération internationale des droits de l'homme a idressé, mardi 27 octobre, un télégramme au président salvadorien Jose Napoleon Duarte lui demandant de « tout mettre en œuvre pour l'assassinat d'Herbert Anaya, le président de la commission salvadorienne des droits de l'homme tué lundi par des inconnus. La FIDH demande aussi aux autorités de « prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des autres membres de la commission également menacés de mort ».

Reagan ont indiqué que le gouverne ment pourrait attendre jusqu'en jan-vier 1988 pour le présenter devant le Congrès. L'aide à la résistance nicaraguayenne a pris fin officiellement le 30 septembre et a été alimentée, depuis, par 3,5 millions de dollars d'assistance non militaire. Le secrétaire d'Etat George Shultz avait souhaité que le projet d'aide soit voté dès le mois de novembre. Le chef de l'Eglise catholique de Mana-gua, Mgr Obando y Bravo, a, d'autre part, confirmé, mardi, avoir rencontré, à New-York, M= Azncena Ferrey, membre du directoire de la Contra. - (AFP, Reuter, UPI.)

EQUATEUR

Etat d'urgence à la veille d'une grève générale

Quito. - Le président équatorien, M. Leon Febres Cordero, a décrété l'état d'urgence national, le mardi 27 octobre, à la veille d'une grève générale décidée par les principales centrales syndicales du pays. En verta de ce décret, les forces armées out pris en charge le maintien de l'ordre public et les garanties constitutionnelles sont suspendues. Le gouvernement pourra utiliser la censure contre les médies qui înciteraient à la subversion, a précisé le secrétaire général de l'administra-tion, M. Patricio Quevedo. Cette décision vise à garantir l'ordre face aux risques d'actes de vanda lisme menés par des groupes extré-mintes » lors de cette grère qualifiée d'« illégale » par le décret présiden-tiel, a-t-il indiqué.

Les syndicats avaient lancé lem mot d'ordre de grève pour que soit « strictement respectée » la résolu-tion déposée début octobre par le Congrès - dominé par l'opposition de centre gauche - à l'encontre du ministre de l'intérieur, M. Luis Robles Plaza. Le ministre a été poursuivi en justice et destitué par le pouvoir législatif pour violation des droits de l'homme, mais le président équatorien avait reponssé cette résolution pour vice de forme et a maintenu le ministre dans ses fonctions, Le Congrès a décidé, mardi, de soutenir la grève générale et ne devait pas se réunir mercredi. - (AFP, Reuter.)

SINGAPOUR!

SINGAPOUR!

SINGAPOUR

CHAQUE SEMAINE

NOUS RÉPÉTONS

TROIS FOIS

En 747 Big Boss et plus précisément tous les

mercredis. à 20 h 20, tous les vendredis

à 18h 20 et tous les dimanches à 22h 10.

Singapour, c'est toujours plus facile d'y aller avec UTA.

Doit-on vous le rappeler?

MÊME CHOSE.

Asie

CHINE : le treizième congrès du PC

Plus de candidats que de sièges pour l'élection au comité central

Après le long discours-programme d'ouverture de M. Zhao Ziyang, le treizième congrès du PC chinois s'est mis au travail. Pour la première fois, les congressistes auront le choix, bien limité encore, entre plusieurs candidatures lors de l'élection du comité central, prévue le dimanche le novembre : en effet, le présidium du congrès a décidé que les candidatures pourraient asser d'an moins 5% le nombre des postes à pourvoir, et le vote devrait intervenir à bulletin secret.

D'autre part, au cours d'une conférence de presse, le conseiller d'Etat Song Jian a déclaré, mardi 27 octobre, que le congrès réaffir-merait les libertés académiques pour les intellectuels. Certains d'entre eux out été exclus du PCC depuis le début de l'année.

Lundi, les congressistes avaient décidé d'autoriser les paysans à négocier librement la cession de leurs droits sur les terres qui leur ont été atiribuées, moyennant un paie-ment en espèces. Mais l'État restera le propriétaire de toutes les terres, a précisé M. Du Runsheng, directeur de l'Office de recherche de la politi-que rurale du PC: « Nous n'allous par rurale du PC: « Nous n'allous pas introduire la propriété privée. »

Ce projet vise à la fois à résoudre le problème de l'emploi dans les zones rurales et à étendre la taille des parcelles cultivées afin de les exploiter d'une manière plus rationnelle. - (AP, Reuter.)

SRI-LANKA: après la bataille de Jaffna

Les Tamouls vont poursuivre leur guérilla

NEW-DELHI de notre correspondant en Asie du Sud

La bataille n'est pas finie à Sri-Lante. L'annonce officielle de la fin du siège de Jaffna et, simultanédu siège de Jaffina et, simultane-ment, le lancement à grande échelle des opérations de secours en faveur des dizaines de milliers de réfugiés, voire de reconstruction, pourraient laisser penser que l'armée indienne a atteint son but : la « libération » (terme utilisé par la presse indienne) d'une ville dont les habissient le joug d'une armée tents sub de « terroristes », les Tigres

Une telle présentation des faits est trop simpliste. Si la force indienne de « maintien de la paix » est effectivement parvenue à péné-trer au cœur de la vieille ville et à réduire la plupart des bestions de résistance, elle doit maintenant se préparer à affronter une guérilla à laquelle elle n'est pas vraiment pré-

Depuis le 10 octobre, premier jour de la bataille de Jaffna, près. indiens, Tigres tamonis et civils)
auraient été tnées. Or tout porte à
croire que cette hécatombe n'est pes
terminée. Les dernières informations en provenance de Jaffuz mon-trent que la ville est une poudrière à retardement. Les Tigres ont en effet littéralement piégé la cité, ses bâtiments, ses rues et ses acoès.

Outre des combsts sporadiques qui se poursuivent intra muros et extre muros, notamment près du temple de Naltur (ou sont sont regroupés près de cinquante-six mille réfugiés), au collège hindou, dans la zone de l'université et dans les faubourgs de Kokknbil et Kopai, des tireurs isolés continuent à prendre pour cible les soldats indiens. Selon les services de reaseignement de l'action de services de reaseignement. de l'armée indienne, environ mille deax cents Tigres tamouls, parmi lesquels leur chef, M. Prabakharan, auraient réussi à s'échapper de la

Il est très facile aux militants séparatistes de se dissimuler parmi la population, dont ils ne se distinguent en rien dès lors qu'ils n'arbo-rent pas leurs armes. Celles-ci ainsi que d'importants stocks de muni-tions sont dissumulés dans des caches qui ne seront pes toutes découvertes par l'armée indienne.

Attendats. et embuscades

Soit parce qu'elle est convaincue de la justesse des combats des « boys », soit par peur des repré-sailles ai elle ne coopère pas avec eax, la population civile tamoule apporte une aide précieuse aux militants séparatistes en permettant à ceux-ci de se fondre en son sein. De plus, l'image du soldat indien venu. « libérer » les Tamouls de l'oppression cinghalaise est désormais singulièrement ternie par un trop grand nombre de morts civils (femmes et enfants compris). Rares sont les familles tamoules qui n'ont pas un fils, voire une fille (les «Tigresses»), dans les rangs du LTTE (Tigres libérateurs de

temple de Nallur (où sont sont l'Eclam tamoul), nombreuses aussi sont celles qui comptent déjà un martyr. Les Tigres – qui peut en donter? - vont poursuivre un com-bat plus pernicieux consistant à muitiplier les attentats à l'aide de bombes et de mines et à tendre des embuscades aux patrouilles voscou ne

à un son

Mars light

-1.

4.0

2 2 4 C T

والمحمدة

Land 🚓

2 25 48

100 m/4.

Dans cette guérilla urbaine qui s'annonce, le rouleau compresseur de l'armée indienne souffre d'un ndicap majeur : il ne sera jamais anssi mobile que les francs-tireurs tamouls. New Delhi risque donc, dans les semaines à venir, de se trou-ver entraînée dans un conflit besucoup moins reluisant - si tant est que celui qui s'achève l'ait été, avec des arrestations massives et des interrogatoires de suspects.

La force indienne doit en outre se battre sur plusieurs fronts. Les Tigres tamouis restent très présents non seulement à Jaffna, mais aussi dans l'Est (région de Vatticales et de Tritomales) et sur la côte crien-tale (région de Mamar). Un peu partout dans la jungle, ils disposent de caches d'armes.

Le bloces maritime de l'ile opéré par les marines indienne et sri-lankaise ne semble pas totalement hermétique. Selon les services de renseignement, près de sept cents armes de gros calibre auraient été secrètement débarquées au cours des deux dernières semaines sur la côte est. Sauf à envisager une sointion politique à ce conflit - actuellement bien incertaine, - l'Inde semble s'enfoncer un peu plus dans le bourbier sri-lankais.

CORÉE DU SUD: le référendum du 27 octobre

Approbation massive de la nouvelle Constitution

de notre correspondent

Les Coréens du Sud ont approuvé à une écrassute majorité le texte de le nouvelle Constitution, qui a été soumis à un référendum le mardi 27 octobre, malgré l'appel au boy-cottage lancé par certains groupes dissidents. Ce texte, qui a déjà reçu l'aval du Parlement, contient un certain nombre de réformes démocratiques et prévoit notamment l'élection du chef de l'Etat au suffrage direct. Un important dispositif policier

des treize mille bareaux de vote et des campus universitaires. Seul inci-dent notable : un affrontement, avec Schange de cocktails Molotov et de grenades lacrymogènes, entre quel-que deux mille étudiants et la police aux abords de la cathédraie de Myongdong, à Séoul

L'approbation massive de la nou-velle Loi fondamentale, qui témoi-gne du souhait de démocratisation de la majorité des Coréens, ne comcide pas avec une démonstration de maturité politique de la part des opposants. La division de ces derniers, due essentiellement aux ambi-tions personnelles de leur deux diri-geants, MM. Kim Dae Jung et Kim Young Sam, paraît, en effet, désor-mais consommée. M. Kim Dae Jung a annoncé, mercredi, sa candidature à l'élection présidentielle de décem-

Principale figure de l'opposition depuis le début des années 70 (il faillit battre Park Chung Hee à l'élection présidentielle de 1971).

M. Kim Dae Jung a rejeté lundi la proposition de son rival, président du Parti démocrate pour la réunification (PDR), de faire désigner le candidat de l'opposition par le congrès que ca parti doit tenir le 5 novembre.

M. Kim Dae Jung peut siséppent

M. Kim Dae Jung peut aisément constituer un nouveau parti dont les membres fondateurs doivent se réamemores fondateurs caracta a l'association de soutien (nainkwon-koe) dont il dispose déjà. Celle-ci est formée de la faction formée par ses partisans an sein du PDR et de différents mouvements dissidents. Bien que des désistements de der-nière heure ne soient pas à exclure, comme M. Kim Dae Jung l'a laissé lui-même entendre ces dernières semaines, la division de l'opposition sur laquelle va se greffer des riva-lités locales, tend à favoriser le candidat du pouvoir, M. Roh Tae Woo.

PHILIPPE PONS.

Institut LESCHI

COURS PRIVÉ de la 6º aux Terminales A-B-C-D-G

Classes à effectif réduit Une formation per niveeu qui tient compte de la personnalité de chaque élève Une pédagogie de la responsabilité

58, cours Julien, 13006 MARSEILLE Tél.: 91-48-10-04

MALAISIE : les tensions raciales

Plusieurs dirigeants de l'opposition ont été arrêtés

Kuala-Lumpur. - Cinquante-cinq personnes out 6t6 arrêtées, permi ruelles des dirigeants et des militants de l'opposition, et des mem-bres de la communauté chinoise, a annonce, le mercredi 28 octobre. l'inspecteur général de la police, M. Haniff Omar. Il a précisé que ces arrestations avaient été décidées an cours des dernières quarante-huit. houres pour éviter des violations imminentes de la loi et de l'ordre. Il a confirmé que le dirigeant de l'opposition, M. Lim Kit Siang, ainsi que plusieurs députés du Parti de l'Action démocratique (DAP) avaient été arrêtés.

Ces arrestations intervies un moment de tension entre les com-munantés malaise et chinoise à la suite de la nomination par le gouvernement de professours n'ayant pas reçu une éducation en mandarin, la langue officielle en Chine, à des postes de responsabilité dans les écoles primaires de langue chinoise. une décision fortement ressentie au sein de la communauté chinoise, qui regroupe plus du tiers de la popula-

Selon l'opposition, le vice-président du DAP, M. Karpal Singh, et M. Chandra Muzaffar, président de Aliran, une organisa-tion non-politique d'opposition, ont également été errêtés. Par ailleurs, tion non-politique d'opposition, ont figalement été arrêtés. Par ailleurs, M. Lim Kit Siang, — avant sa propre arrestation — avant samoncé que son fils-Lim Guan Eng. vingt-sept ans, député de l'Etat de Malacca (sud da pays) su Parlement, avait été interpellé et était détenu au poste de police de Malacca en compagnie de M. Kerk Kim Hock, un député du DAP à l'assemblée de l'État de Malacca. PEter de Maiacca.

Un haut responsable de l'Associa-tion chinoise de Malaisie (MCA), membre du Front au pouvoir le sénateur Tan Chai Ho, et un enseignant chinois, M. Lim Fong, out également été arrêtés en même temps que des membres d'associa-tions, notamment de défense des consommateurs et de défense de l'environnement. Le secrétaire général adjoint du DAP a annoncé que son parti présentera mercredi une motion d'urgence au Parlement pour demander un débat sur ces interpel-

Proche-Orient

SYRIE

Des milliers de prisonniers politiques torturés selon Amnesty International

Londres. - Amnesty Internationai dénonce les arrestations « arbitraires de plusieurs milliers de Libanais, Palestiniens ou Syriens, opposants présumés au régime de Damas, ainsi que les tortures qui leur sont « courammem » infligées par les forces de sécurité syriennes. dans un rapport publié mercredi 28 octobre à Londres.

Dans son rapport intitulé « Syrie, tortures ». l'organisation humani-taire souligne que plusieurs milliera de prisonniers politiques out été arrêtés « arbitrairement » ou sinplement kidnappés par des unités spéciales de la police syrienne, en Syrie, on dans les régions du Liban placées sons contrôle syrien. Le document décrit en outre les tortures subies par ces prisonniers poli-tiques, détenus en Syrie depuis 1983 et par ceux détenus depuis 1985 dans les régions libanaises contrôlées par Damas. Il est précisé que, parmi eux, se trouve notamment un grand nombre de Palestiniens livrés à la Syrie par les milices chites d'Amal, en février 1987. Entre 1983 et 1987, au moins dix détenus out succombé aux tortures, indique le rapport.

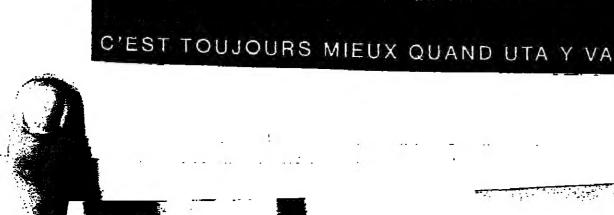
S'appuyant sur les témoignages étitoques ; l'anciens détenus, Amnesty ajoute ((AAFP.)

que la torture se pratique notantment dans la prison militaire de Tadmur, située dans le désert d'Homs (onest de la Syrie), à Beyrouth-Ouest, et à Anjar (plaine de la Bekaa). Le gouvernement syrien est resté sourd aux appeis réiterés lancés par Amnesty International afin que cessent ces tortures, conclut enfin de rapport — (AFP.)

des installations pétrolières en Iran. - L'aviation salcienne a lancé, le-mardi 27 octobre, un raid contre des installations du champ pétrolifère iranien d'Agha-Jari (ouest de l'Iran). Il s'agit de la première opération de l'aviation traktenne contre des objectifs pétroliers, en profondeur du territoire iranien, depuis le tir d'un missile tranien Silloworm contre le principal terminal koweitien de Mina-al-Ahmadi, le 22 octobre, qui avait fait

Par allieurs, l'irak a annoncé, mer-credi, avoir lancé deux nouveaux raids de son aviation, effectués à l'aute contre deux pétrollers à proximité des côtés de l'Iran, portant à trois en moins de douze heures les etteques irakiennes dans le Golfe. -

Marage Paris



Diplomatie

Les relations soviéto-américaines et le débat sur la défense européenne

Moscou ne poserait plus de conditions à un sommet Reagan-Gorbatchev

(Suite de la première page.) Mais un haut fonctionnaire améri-Mais un hant fonctionnaire américain a révélé la nouvelle, après que l'ambassadeur des Etats-Unis à Mescou eut été invité par deux fois, mardi, au ministère des affaires étrangères. Dans le même temps, des porte-parole soviétiques, tant à Moscou qu'aux Nations unies, faisaient des déclarations indiquant un pet changement de ton. net changement de ton.

Pour que ce changement de tra soit encore plus clairement perça anx Etats-Unis, l'ancien ambassa-deur d'URSS à Washington, M. Anatoli Dobrynine, actuellement secrétaire du comité central, a fait des confidences au correspondant du New York Times dans la capitale New York Times dans la capitale soviétique, lui expliquant, à partir de notes rédigées pour plus de précision en anglais, que Moscou ne posait plus de condition à la tenue — à Washington ou dans un pays tiers — d'un sommet au cours duquel les deux dirigeants signeraient l'accord sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire (FN1). Cet accord est à présent « prêt à 98 %», a d'ailleurs déclaré mardi soi, d'ailleurs déclaré mardi soir M. Shultz à des sépateurs.

1113

En K

Marylan in Mary

The state of the s

State of the State

* 1932 E

W. ME 1500 E

fra an ang.

21 247代本主义

. . ale 6 &

Street Section

では作う意

. # 12" " 12" i e

S S WORKE

the state of the second section of the second sections of the

The section of training the

SOM WINDS

, 24

Ce n'est que pour un second som-met, à Moscou celui-là en 1988; que les Soviétiques posent toujours, selou M. Dobrymae, des conditions — qui seraient un accord sur un traité destiné à réduire les missiles à longue portée et à limiter le dévelopnent d'armes spatiales.

En fait, l'URSS en revient tout simplement à la position qui était la sienne avant le séjour à Moscou de M. Shultz et son entretien de cinq heures avec M. Gorbatchev. Le numéro un soviétique avait siors, après de très longues digressions, expliqué au secrétaire d'Etat que les conditions d'un prochain sommet ne



iui semblaient pas réunies. C'est à ce moment que M. Gorbatchev avait fait part de son intention d'écrire à ce sujet à M. Reagan, laissant M. Shultz, bredouillant et perpleze, déclaier un peu plus terd anz jour-nalistes qu'il ne lui restait plus qu'à attendre le factaur.

L'étrange comportement des Soviétiques reste à élacider : leur ambessadeur auprès des Nations unies, M. Alexandre Belonogov, a affirmé, mardi, que l'épisode mosco-vite n'était, en fait, qu'une « courte pause » destinée à permettre au Kremlin de faire le point.

En fait, vu de Washington, tout se asse comme si M. Gorbatchev avait une fausse manœuvre et, s'empressait de réparer les dégâts, de remettre en marche la machine qu'il avait lui-même arrêtée.

Dens un premier temps, cette manœuvre avait paru habile; au moment où une série de malheurs s'abattaient sur M. Reagan, les Soviétiques lui refusaient le seul succès sur lequel il pouvait légitime-ment compter. Les officiels américains étaient amers, M. Shultz ne cherchait même pes à dissimuler sa déconvenue, et déià certains congressistes démocrates et nombre nmentateurs mettaient le président Reagan en demeure d'en rabattre sur l'IDS, estimant que son obstination en ce domaine comme en plusieurs autres, était la cause de l'échec. Ainsi un éditorial du New York Times publié an lendemain de l'entretien Shultz-Gorbatchev sug-gérait à M. Reagan d'abandonner son rève de défense spatiale, lequel de toute manière serait réduit à peu de chose par le Congrès : autant, expliquait le journal, obtenir quel-que chose en échange.

souvenirs.

Mais la situation et les réactions devaient évoluer assez vite. D'abord les négociateurs américains, M. Shultz en tête, cossèrent rapide-ment d'arborer une mine contrite et firent savoir alentour que si les Soviétiques ne voulaient pas de som-met, les Américains s'en passeraient bien : l'essentiel était que le traité FNI soit signé, pen importe par qui. Le président Reagan, de son côté, à peine avait il en connaissance des nouvelles exigences de M. Gor-batchev, refusa d'esquisser la moin-dre concession. Répétant que l'IDS n'était pas négociable, il ajoutait : « Si M. Gorbatchev veut jouer à ce petit jeu [à propos du sommet], il joue tout seul.

Dans la classe politique américaine, le surprenant comportement du numéro un soviétique suscite une n'est peut-être pas si différent ou'on le pensuit de ses prédécesseurs au Kremlin, dans ses objectifs sinon dans ses méthodes. « Gorby Niets Summet», titrait plaisamment un quotidien populaire new-yorkais : un « niet » qui rappelait de vieux souve-nirs. Plus sérieusement, la presse conservatrice se félicitait du tour pris par les événements, tandis que le New York Times faitait ame honorable en expliquant, dans un nouvel éditorial, lundi 26 octobre, que M. Gorbetchev avait fait un a mauvais calcul ». En voulant mettre M. Reagan en dissiculté, il avait en réalité mis les Américains en en reaine mis les Amèricains en demoure de « capituler, ce qui est difficile à accepter. (...) Il [M. Gonbatchev] peut blen dire qu'il n'y aura pas de sommet sans concessions sur la guerre des étoiles, mais en vérité il n'y a pas de concessions possibles sur la guerre des étoiles s'il n'y a pas de sommet.

s'il n'y a pas de sommet. > Ces réactions négatives n'oût pas échappé aux Soviétiques (un de leurs porte-parole y a d'ailleurs fait allusion mardi), et M. Gorbatchev est donc apparemment très vite revenu à sa première méthode : pro-céder par étapes, créer ou recréer une dynamique du désarmement, adopter un ton conciliant, sans bien sutendu oublier les objectifs à long terme de l'ITESC.

terme de l'URSS. Pourtant, même si la correction de tir a été faite très rapidement, ces quelques jours pendant lesquels la température des relations soviétoaméricaines s'est brutalement ambricaines s'est brutalement rafraschie laisseront sans doute des traces. Le sourire et l'accent géorgien de M. Chevardnadze, qui avaient fait merveille ici il y a sept semaines, sulfiront-ils à dissiper la mésiance? Les zigzags de la diplomatie soviétique risquent en tout cas de conforter M. Reagan dans l'idée qu'il a tout intérêt, lui, à bouger le moins possible; « Walt quid. see » moins possible: « Wait and see » (attendons de voir), a-t-il lacinique-ment déclaré mardi aux journalistes qui lui demandaient son sentiment sur les dernières nouvelles en prove пвисе de Монсон.

JAN KRAUZE.

La « plate-forme » sur la sécurité est adoptée à La Haye par l'UEO

de la « plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité » adoptée, le mardi 27 octobre à La Haye, par les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (pays du Benelux, RFA, Italie, France, Grande-Bretagne):

Nous, ministres des affaires trangères et de la défense des Etats nombres de l'UEO, entendons réalfirmer la communauté de destin qui lie nos nations. (...) Nous sommes convaincus que la construction d'une Europe intégrée restera acomplète tant que cette construo tion ne s'étendra pas à la sécurité et

Les conditions actuelles de la sécurité européenne

L'Europe reste un continent divisé. Les conséquences humaines de cette division demeurent inaccep tables (...). Nous devons à nos peuples de surmonter cette situation et d'exploiter les possibilités qui pourraient se présenter de nouvelles amé-

La situation géostratégique de l'Europe occidentale la rend particu-lièrement vulnérable aux forces supérieures, tant conventionnelles et chimiques que nucléaires, du pacte de Varsovie. C'est là le problème fondamental pour la sécurité euro-péenne. La supériorité des forces conventionnelles du pacte de Varsovie et sa capacité à mener, par surprise, des opérations offensives de grande envergure constituent, dans ce contexte, une préoccupation par-

Dans ces conditions, la sécurité des pays d'Europe occidentale ne peut être assurée qu'en relation étroite avec nos alliés nordaméricains. La sécurité de l'alliance est indivisible (...).

Les critères de la défense estro-

Dans les circonstances actuelles

pas d'alternative à la stratégie de l'Ouest pour prévenir la guerre. (...) Pour être crédible et efficace, la doit continuer à se fonder sur une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles, dont l'élément nucléaire est le seul qui puisse confronter un agresseur éventuel à un risque inacceptable.

La présence importante des forces conventionnelles et nucléaires des Etats-Unis joue un rôle irremplaçable dans la défense de l'Europe. Elles sont l'expression concrète de l'engagement américain à la défense de l'Europe et constituent le lien indispensable avec les forces de dissuasion stratégiques des Etats-

Le contrôle des armements et le désarmement font partie intégrante de la politique de sécurité occidentale; ils n'en sont pas une alternative. La politique de contrôle des armements, comme notre politique de défense, devrait tenir compte des intérêts spécifiques de l'Europe en la matière de sécurité dans une situation en évolution. Elle doit être compatible avec le maintien de l'unité stratégique de l'alliance et ne doit pes empêcher d'amélierer la coopération européenne en matière de

 Les Etats membres entendent ver leurs responsabilités

Nous rappelons l'obligation fondamentale du traité de Bruxelles de porter aide et assistance par tous les moyens en notre pouvoir, militaires et autres, dans le cas d'une attaque armée dirigée contre l'un d'entre

Nous sommes résolus à renforcer le pilier européen de l'alliance.

Nous sommes déterminés à assumer chacun notre part de la défense

Dans le domaine convention nel, nous continuerons tous à participer aux efforts en cours pour amélio-

également, nous continuerons à assumer nos responsabilités : certains d'entre nous en poursuivant des coopérations appropriées avec les Etats-Unis; le Royaume-Uni et la France en continuant à maintenir des forces nucléaires indépendantes, dont ils sont déterminés à préserver la crédibilité.

Résolus à poursuivre une intégration européenne qui s'étende à la sécurité et la défense, nous enten-

Assurer que notre détermina tion à défendre, à ses frontières, tout Etat membre soit clairement manifeste an moyen de dispositions

- Elargir notre coordination en matière de défense et de sécurité et examiner à cette sin toute mesure pratique (...);

- Viser à une utilisation plus efficace des ressources existantes. notamment en étendant la coopération militaire bilatérale et régionale (...) et intensifier la coopération en matière d'armement (...).

islam **Guy MONNOT** et religions

Les religions du monde vues à travers

Curieux zigzag

ENCORE un zigzag imposé par un bureau politique (ou un comité central) rédoant devant les réformes et le rapprochement soviéto-américain ? Qu simplement une feusse manœuvre de M. Gorbatchev kui-même, qui croyait le président américain tellement-désireux d'obtenir son sommet qu'il... feralt pour l'avoir une concession de demière minute à propos de la guerre des étoiles » (IDS) ? Toutes les hypothèses sont possibles, mais c'est un fait que la rectification de cet impair est aussi nette cue repide.

Rappelons le communiqué publié par l'agence Tass, reproduit par la Pravda de samedi et de dimanche dernier, après sa conver-sation avec M. Shultz. Le monde, dit la secrétaire général du PC. e attend deventage » d'un prochain-sommet soviéto-américain que la simple signature d'un accord aur les missões à moyenne portée, lequel est d'ailleurs pratiquement conclu. Il convient donc de parvenir au cours de catte-rencontre à une « entente sur les points-clés de futurs accords » . relatifs aux armements à longue portée et à l'IDS. Sans doute le mot conditions n'est pas prononce, mais c'est tout de même un vou à caractère impératif. M. Gorbatchev ajouts d'ailleurs qu'on doit pouvoir mettre au point une telle ententa «en un mois et demi », autrement dit dans le laps de temps qui reste à courir avant la fin de l'année, encore que « les résultats possibles (le) rendent pour le moment prudent ». Et c'est pourquoi il se refuse à fixer une date pour le sommet.

Changement à vue dès mardi. puisque le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Piadychev, tout en observant que la date précise ne peut être fixée, mais que la misa au point du traité FNI sera achevée « d'ici une semaine ou deux »; ajoute : « Ce traité sera signé au plus haut niveau, comme il a été convenu entre les dirigeants des deux pays. » Des propos relayés le même jour à New-York par M. Belonogov, ambassadeur de l'URSS à l'ONU, et renforcés par M. Dobrynine, qui déclare au New

York Times que ce sommet n'es lié à aucune « précondition ou ultimaturn autre que le volonté de M. Reagan de discuter de manière approfondie la question des armes défensives et des réductions mas-sives de missiles à longue portée »: Autrement dit, les Américains sont simplement invités à e discuter a du problème — ce que M. Shultz n'avait d'ailleurs ismais refusé - its n'ont plus à se dire d'accord sur « les points clefs d'une entante » à ce sujet, ce qui n'est pas du tout la même chose.

L'hypothèse d'une erreur personnelle

Si la rapidité de la volte-face porte à retenir plutôt l'hypothèse d'une erreur personnelle de M. Gorbatchey, on ne doit pes publier que la direction collégiale soviétique a principe d'un fien entre des concessions américaines sur l'IDS et d'autres dossiers du désarmement. C'était déjà le cas sous Tchernenko, lors de la reprise des conversations soviéto-eméricaines amorcées par M. Gromyko en jan-

L'année suivante, à la fin de la rancontra de Reykjavík et pendant toutes les semaines qui suivirent, le thèse à Moscou était que tout était lié dans un seul « paquet », y compris l'accord FNI, dont les grandes lignes avaient pourtant été tracées. Ca n'est qu'en février que M. Gorbatchev annonça la rupture de ce lien, ce qui rendit possible la négo-ciation de l'accord en voie d'achivernent aujourd hui.

A-t-on voulu revenir per la bande à ce même « paquet » en en faisant cette fois une condition à la tenue d'un sommet ? C'est bien possible, d'autant que les mécontents ont beau jeu d'affirmer que le traité FNI n'est sprès tout que le fruit d'une reculade soviétique, Moscou acceptant purement et simplement l'option zéro de M. Reagan. De là à souhaiter que Washington fasse pour avoir son sommet, il n'y avait qu'un pas qui a été franchi, pen-dant qualques jours tout au moins.

MICHEL TATU.

la littérature musulmane. MAISONNEUVE ET LAROSE et à échéance prévisible, il n'existe GALAXY UTA:

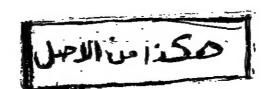
Vers l'Afrique, le Sud-Est Asiatique, le Pacifique ou les USA, en DC 10 ou en 747 Big Boss, choisissez l'espace luxueux de la Classe Affaires Galaxy, vous comprendrez pourquoi c'est toujours mieux d'y aller avec UTA.

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA

Le Monde sur minitel **IMMOBILIER**

30 000 affaires Paris-province. Garantie

3615 TAPEZ LEMONDE



10 Le Monde ● Jeudi 29 octobre 1987 •••

Politique

La réforme constitutionnelle vingt-cinq ans après le référendum

L'élection présidentielle entre Austerlitz et le loto

Qui songerait aujourd'hui, en France, à remettre en cause le principe de l'élection au suffrage universel direct du président de la République, entériné il y a vingt-cinq ans, le 28 octobre 1962, par le oui s'franc et massife au référendum · franc et massif » au référendum voulu contre vents et marées par le général de Gaulle? Personne. Ou

Des voix, très atténuées pour le moment, se sont régulièrement cutendre au Parti communiste pour dire « clairement « non » à l'élection autocratique du président de la République au suffrage universel ». (M. Claude Poperen dans l'Huma-nité du 16 octobre).

C'est bien peu. L'élection phare du système politique français ne paraît pas pouvoir – sauf imprévisi-ble cataciysme – être désormais contestée. Le colloque impeccable organisé le mardi 27 octobre à Suresnes (Hauts-de-Seine) par MM. Herve Maurey, François de Guerdavid et Wilfrid Montassier, attachés parlementaires impecca-bles d'un député UDF (MM. Michel Pelchat) et de deux députés RPR (MM. Michel Hannoun et Olivier Guichard), ne pouvait manquer de rappeler une nouvelle fois cette évidence. Le premier ministre, ancien et futur candidat à l'onction du suffrage universel national, venu honorer de sa présence la fin de cette manifestation, est-il toléré le moindre doute à ce sujet ?

On en a - heureusement - appris un pen plus au cours de cette réunion conçue par et pour des culants de la Ve République » -Ils étaient venus nombreux le matin assister à cette séance exceptionnelle de travaux dirigés - nés pour la plupart après 1962.

Pourquoi cette date, du reste? Pourquoi pas plus tôt ? Aux explica-tions connues et déjà maintes fois évaluées, M. Michel Debré, grand témoin précieux entre tous de la période et artisan ombrageux, par délégation gaullienne, des institu-tions de la V^a République, est venu en ajouter une autre, qui peut sembler exotique, pour ne pas dire inso-

Au moment du discours de Bayeux (1946), a indiqué le pre-mier ministre du général de Gaulle,

et même en 1958, il ne pouvait être question de songer à élire le chef de l'Etat au suffrage universel. Car dans l'aempirea, le nombre de «Français qui n'étaient pas de France - était supérieur aux autochtones. Plus tard - la communauté maintient l'extension de la citayenneté française à l'Afrique et à Madagascar. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager l'élec-

tion au suffrage universel ». Forte raison, sans doute, qui jette aussi une lumière crue sur les hypocrisies et les arrière-pensées que recouvraient à l'époque les discours officiels lénifiants sur les « Français

presque unanime veut renvoyer le néros à ses méditations et à Colombey-les-deux Eglises, dès lors que la tragédie algérienne est ache-

Haute stratégie, petits calculs

De Gaulle – qui le sait, comment ne pas le voir? – va utiliser l'émo-tion provoquée par l'attentat du Petit-Clamart, où il faillit perdre la vie, pour mettre en mouvement ce que M. Vedel peut qualifier d' « Austerlitz politique ».

Le général annonce son projet et

Il y a vingt-cinq ans le général de Gaulle imposait l'élection au suffrage universel direct du président de la République. Quel est l'avenir de cette révolution?

Dater le dessein du général de Gaulle quant au mode de désigna-tion du président, si c'est possible, relève de la gageure. Mais la seule année 1962 offre à elle seule un champ passionnant à une investigation d'un autre ordre. M. Georges Vedel, membre du Conseil constitutionnel, M= Odile Rudelle (Institut d'études politiques de Paris), entre autres, ont suggéré ou expliqué la formidable – au sens stratégique – opération menée cette année-là par le général de Gaulle pour imposer son analyse et la conclusion qu'à ses yeux elle exigeait.

Des écrits du général, a rappelé M= Rudelle, on tire sans peine la conviction d'une résolution très ancienne sur laquelle il demeure, comme pour tant d'autres sujets, silencieux jusqu'au moment oppor-

Pour M. Vedel, « quand on regardait un peu de l'extérieur, on était très frappé de l'organisation stratégique de l'affaire en 1962 ».

Cette année-là, en effet, . de classe politique, en flagrant délit de déploiement offensif». En un mot

part entière » vivant hors de le « mode d'emploi » qu'il a choisi : un référendum à la façon article ! l

Dater le dessein du général de la Constitution plutôt qu'une aulle quant au mode de désigna-

définie par l'article 89. S'ensuit une gigantesque polémi-que sur cette violation de la Constitution, qui occulte opportunément le vrai but : chasser de Gaulle, et le vrai malaise : comment s'opposer à la plus démocratique des procédures au nom de la démocratie, de la

Mais - ce leurre, ce chiffon rouge », grâce auquel l'impossut « cartel des non » croit avoir fait tomber de Gaulle dans un piège, est une nasse dans laquelle il va luimême s'enfermer. Le « cartel des non » croit que de Gaulle l'emportere de lieute de l'emportere de tera de justesse au référendum et sera ensuite écrasé aux élections législatives, l'Assemblée ayant été dissoute, après le vote de la censure et la chute du ministère Pompidou.

Erreur totale. Avec le référen-dum, de Gaulle gagne ce que M. Vedel nomme la « bataille de rupture .. Un peu plus tard, les élections législatives consacreront son triomphe à l'issue de la - bataille de

La haute stratégie n'exclut pas les

concu comme il l'a été (deux tours, deux candidats seulement au second tour) ? M. Roger Belin, secrétaire général du gouvernement à l'épo-que, n'a pas dissimulé que la crainte du PC avait été « l'une des raisons, pas la seule », du choix opéré pour se garantir à coup sûr contre ce

L'élection du président au suffrage universel direct instaurée, les partis restaurés, par suite, contre toute prévision gaullienne, les prési-dents et les présidences s'étant succédé comme l'on sait depuis, où va l'institution?

Cinq on sept ans?

Le dilemme septennatquinquennat n'est pas clos. An delà de l'habituelle revue des avantages et inconvénients des deux formules, M. Jean-Claude Parodi (IEP, Paris) s'est demandé s'il est « tout à fait normal dans un système démocratique » qu'une réforme successive ment voulue par un président de droite (M. Giscard d'Estaing) puis proposée par une coalition de gau-che « ne soit même plus aujourd'hui envisagée comme un des avenirs possibles à court

Quant à la substance même de l'institution présidentielle, M. Olivier Duhamel (Paris X-Nanterre) s'est interrogé sur le « risque d'une certaine dérive de l'institution présidentielle dentielle». La « recul des idéolo gies dures », la montée des consensus mous, la « starisation extrême du système politique » et l' « envahissement de l'audiovi-suel » aidant, si l'on peut dire, ne verra-t-on pas progressivement « l'élection présidentielle devenir-vide, nurement judique un montent vide, praement ludique, un nouveau loto consternant, conduisant à une dévalorisation du politique » ?

Tout était dit. Il ne restait plus à M. Jacques Chirac qu'à proclamer :

Nous avons une excellente Constitution et nous serions bien inspirés de ne pas y toucher », avant de consacrer un sourire de plus et une parcelle de sou inépuisable énergie à les bougies du gâteau du vingt-

La préparation de

Le PCF: comme en 1958?

« Nous devons être clairs et de dire non, comme en d'ores et déjà dire que, dans l'état actuel des positions du PS, nous ne nous désisterons pas ». Cette opinion figure dans la contribution de M. Robert Lesque militant de la fédération de l'Orne du PCF, publiée par l'Humanité du mardi 27 octobre dans la tribune de discussion pré-paratoire au vingt-sixième

€ Conscient des problèmes que cela pose, M. Lesque contrebalance son jugament sur le second tour de l'élection prési-dentielle en ajoutant : « Catte position pure et dure ne sera certes pas comprise d'une pertie de nos électeurs, encore moins des électeurs socialistes que nous ne saurions confondre avec les dirigeants du PS. » !! se demande pourtant : « Ne

Le PCF avait alors préconisé le « non » au référendum du général de Gaulle sur la Constitution de la Vª République. « Se désister pour un candidat dit de gauche n's aucun sens, conclut-il, qualies que soient les consequences politiques immédiates de notre prise de position ».

La tribune de discussion du mercredi 28 octobre est emigre-ment consacrée à la « politique d'union » du PCF. M. Nicolas Marchand (Val-de-Marne), membre du comité central, souigne : somment de nous détermines sommer de l'idea ve la l'est au PS. s Mª Laurence Bernier (Hauts-de-Seine) rappelle la priorité donnée par le PCF au mouvement popu-laire en rejetant « une union de façade au sommet avec tel ou tel

Exclusions, démissions et « rénovation »

Par six voix contre quatre et une abstention, M. Alain Arvin-Bérod et trois de ses camarades (une employée de grande surface, une assistante sociale et un professeur) ont été l'objet d'une procédure d'exclusion du PCF votée par leur cellule, le mardi 27 octobre. M. Arvin-Bérod, premier adjoint au maire d'Echirolles et conseiller général communiste de l'Isère, avait adhéré au parti en 1970. Secrétaire général de la commune de 1975 à 1977, il a été éin et rééin aux élections municipales de 1977 et 1983 sur une liste d'union à majorité com-

M. Arvin-Bérod est membre du bareau de la coordination nationale des rénovateurs qui soutient la candidature de M. Pietre Juquin à l'élection présidentielle.

maire avaient déjà quitté le parti-avant lui (le Monde du 28 octobre). A Brest, dans le Finistère, trois des quatre représentants communistes au conseil municipal se sont constitués en « groupe de rénorateurs communistes », et à Landerness, M. Gilles Meurice a fait de même. Un conseiller municipal commen de Corbas, dans la banliene de Lyon, M. Pierre Bouquet, a indiqué, mardi, qu'il avait décidé de « quitter le PCF avant qu'il ne [le] quatte ».

 Parti radical : pour l'extension des perrainages. — Le comité exécuté du Parti radical s'est officiellement prononcé; le marcé 27 octo-bre, pour l'extension aux conseillers régionsux et délégués des Français à étranger des parrainages aux candiradiceux proposent aussi de releve de 500 à 525 le nombre des signa

ame fisc

185 SI

STEP - 2.1 74

Electric 1272

Section of the sectio

NOUVEAU:
NOUVEAU:
Nouveau

Nou

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN

QUESTION Nº 21

- L'expression « blanc de blancs » signifie-t-elle :
- sélection parmi les meilleures cuvées de vins blancs ?
- vin issu d'une vigne plantée sur un sol très calcaire ? issu uniquement de raisins blancs?

QUESTION Nº 22

Quelle est la particularité du vin d'Alsace edelzwicker?

- il provient obligatoirement de la commune portant ce nom ou des cantons limitrophes ?
- c'est le seul vin d'Alsace qui peut provenir d'un assemblage de cépages ? • c'est le seul vin français pouvant être récolté pour partie sur le sol de l'Allemagne fédérale?

POUR VOUS AIDER: L'INDICE RTL

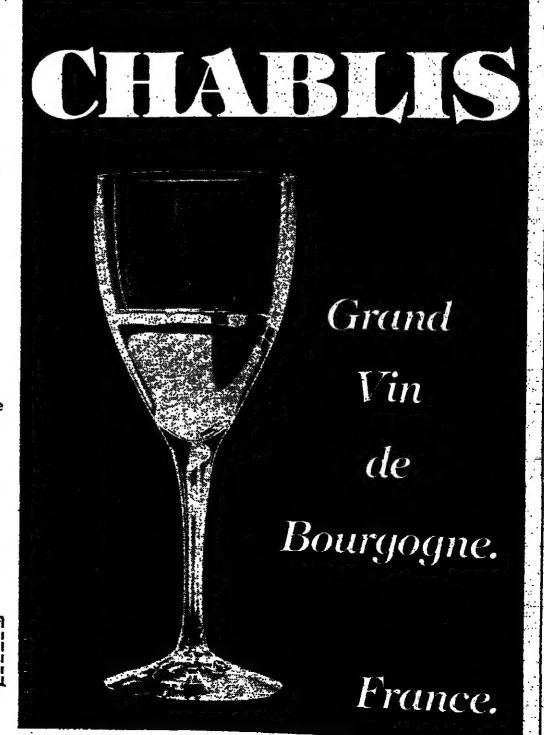
Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-là précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS





<u>.</u>

- 5- -

And the said

Acres Marchan

ب بود براس

series -

A Company of the Company

医抗乳毒 建铁 医多利

Service of Services

There is a servery to a

. Per estados en estados en el

And the second

« Précisez bien, soulignait-t-il, qu'il s'agit d'un accordéon diato-nique. C'est l'ancêtre des accordéons et il symbolise aujourd'hui le renouveau cuiturel des régions. L'instrument de Giscard, lui, c'était le chromatique, celui de la bourgeoisie du dixstations en musique, les militants écologiques ont distribué des tracts dans la rame. « Les Verts ont besoin de 5 millions de francs pour faire connaître leur projet », et ils proposent la des dépenses électorales ».

Armé de son « piano à bretelles », M. Waechter s'est ensuite rendu à l'Elysée. A la loge du palais, l'Alsacien musical a déposé un « pot de vin », une « caisse noire » et une lettre adressée à M. François Mitterrand, « garant des institutions ». L'ami des castors et de la clé de sol a estimé que « le déchaîne-ment de milliards de francs », lors des campagnes électorales, est « inutile et scandeleux ».

Au conseil régional de Nord-Pas-de-Calais

Les élus du Front national sont exclus des conseils d'administration des lycées

de notre correspondant

Le conseil régional de Nord-Pas-de-Calais a retiré, lundi 26 octobre, leurs délégations aux onze élus du Front national qui siégeaient dans les conseils d'administration des lycées. Cette mesure a été votée par les seuls élus socialistes et communistes, alors que le 28 septembre deraler les groupes RPR, CDS et « libéraux » avaient joint leurs voix à celles de la majorité pour adopter une motion précisant que ceux qui ne désavoueraient pas sans réserve les déclarations de M. Le Pen sur les chambres à gaz s'exclueraient euxmêmes « du droit de représenter dignement le conseil régional dans les établissements scolaires ».

L'adoption de ce texte avait pro-voqué une division au sein des formations de la majorité nationale. En effet, le RPR et les «libéraux» s'étaient refusés dans un premier temps à voter l'exclusion, alors que le CDS rejoignait sur ce point les

Cette fois, les élus du CDS ont adopté la même position que leurs collègues RPR et UDF: ils ont refusé de prendre part au vote.

« Nous réprouvons la notion de responsabilité collective », a expliqué M. Maurice Schumann, sénateur RPR. Ces formations de la droite parlementaire out refusé de participer à la répartition des sièges ainsi « libérés ». Les élus du Front national dans les lycées seront remplacés par les seuls socialistes ou commu-nistes.

« République moderne » et la décentralisation

Réforme fiscale et harmonisation des scrutins locaux

Priorité du « prochain septennat », la politique d'aménagement du territoire doit être aussi « auda-cieuse » que l'a été la décentralisation, « œuvre majeure » du mandat de M. François Mitterrand. M. Pierre Mauroy a donné le ton du colloque organisé les 24 et 25 octo-bre aux Ulis (Essonne) par le club République moderne, animé par M. Jean-Pierre Chevenement.

L'ancien premier ministre socialiste, qui a dénoncé les « palino-dies » du gouvernement de M. Jacques Chirac en matière de décentralisation et son attentisme - dans le domaine de l'aménagement du territoire, souhaite un renforcement de la - coopération intercommunale ». Car il s'agit, selon M. Mauroy, de préparer au choc de 1992 » les villes francaises qui seront alors « confrontées à des pays qui n'ont pas de com-munes de moins de cinq mille habi-

M. Michel Coffmeau, rapporteur des travaux, propose la création d'. agences de développement » qui favoriseraient, dans le cadre de contrats de plan, la réalisation de projets ponctuels intéressant plu-

sieurs municipalités, tout en préservant l'« harmonie » entre ces initiatives locales et la politique nationale. M. Chevenement a ajouté que « chaque ville devait redéfinir sa vocation et posséder sa propre géopolitique » dans cette perspective européenne.

En vue de réduire les inégalités dans les finances locales, M. Coffineau a proposé une réforme de la fiscalité territoriale. Outre une péréquation de la taxe professionnelle, il a proné l'institution, aux niveaux départemental et régional, d'un impôt sur le revenu moyen des ménages, plus équitable selon lui, tout en conservant les quatre taxes de base de la fiscalité communale. Le député du Territoire de Beifort

souhaite aussi une harmonisation des modes de scrutin locaux. Il propose de regrouper d'une part les dates de ces élections et d'adopter, d'autre part, pour les régions, voire pour les départements, le mode de scrutin municipal, c'est-à-dire la représentation proportionnelle avec prime majoritaire dans le cadre d'une seule circonscription.

Le ministre de l'intérieur fête les pompiers

Un glaive pour M. Pasqua

CANNES

de notre envoyé spécial Partant du sain principe selon

lequel ceux qui sont souvent à la peine doivent être aussi, de temps en temps, à l'honneur, le ministre de l'intérieur a fêté. le mardi 27 octobre, à Cannes, tous les soldats du feu des régions méditerranéennes engagés dans un combat permanent contre les incendies de forêts. Les mille deux cents invités de M. Charles Pasqua ont eu droit à un grand banquet avec, en prime, un mini-récital de

Le ministre a souligné, en cette circonstanca, que grâce à la compréhension du ministre des finances le gouvernement disposerait en 1988 de moyens accrus pour protéger le patrimoine forestier, et il s'est félicité, au passage, de « l'incontestable succès de la dernière campagne de feux ». « Depuis bien des années 40 000 à 50 000 hectares de la forêt méditerranéenne étaient inexorablement brûlés chaque été, a-t-it déclaré, mais le que 10 500 hactares, chiffre le plus faible deouis que les statistiques sont dressées. » « Ce succès, certes favorisé par la ciel, est principalement le fruit de votre exceptionnelle mobilisation », a-t-il ajouté sous les

Pour le remercier de sa sollici-

tude, les pompiers ont offert à M. Pasqua un casque d'honneur et... un glaive, dont le ministre de l'intérieur s'est servi sur-lechamp (façon de parler) contre... la presse, à propos de la catastrophe naturalle subie par la Bretagne. Selon M. Pasqua, en effet, « la presse nationale et la télévision » n'ont pas ons tout de suite la juste mesure du « désastre » provoqué dans les départements bretons par l'ouragan des 15 et 16 octobre. Magnanime, le ministre de l'intérieur a toutefois compris que les médias se soient alors « polarisés sur la crise boursière ». Mais cette réflexion lui a permis de souligner que le gounent, kui, avait fait e son

A. R.

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

TOURISME: assouplissement des visas

L'Assemblée nationale a adopté, le mardi 27 octobre, le budget du tourisme. La majorité a adopté ces crédits d'un mon-taut de 287,6 millions de francs. L'opposition de gauche a voté contre, le Front national s'est abstenu. Ce budget enregistre un recul de 9,5 % par rapport à l'année dernière et représente 0.02 % du budget général de la mation.

Le secrétaire d'État au tourisme, M. Jean-Jacques Descamps, a annoncé à la tribune deux mesures nouvelles d'assouplissement en matière de délivrance des visas touristiques: prolongation de trois à cinq ans pour certains visas à entrées et sorties multiples: possibilité pour les visas de court séjour d'être utilisés dans les six mois et non plus seulement dans les deux mois. Malgré la régression de son budget, M. Descamps a estimé que ses moyens restaient stables et que, pour en apprécier la portee, il fallant également prendre en empte les dépenses liées au tourisme effec-tuées par les autres départements

Le rapporteur spécial de la com-mission des finances, M. Pascal Arrighi (FN, Bouches-du-Rhône) a expliqué que la baisse des crédits était due à la diminution du chapitre du tourisme social. Il a insisté sur la nécessité de mettre l'accent sur

· Manifestement insuffisant, ce budget nous a néanmoins paru constituer une étape sur la bonne

voie », a fait remarquer le rapporteur pour avis, M. Léonce Deprez (apparenté UDF, Pas-de-Calais).

Nous voulons que la polinque touristique soit plus volontariste. Quant à M. Beaufils (PS, Seine-Maritme), il a rappelé que la France, après avoir été le deuxième pays touristique du monde, était passée au quatrième rang. « Le gou-vernement doit réagir », a demandé le député socialiste, en soulignant la situation - inquiétante - du tou-risme associatif et familial, ainsi que la faiblesse de la préparation des PME au grand défi européen de

• DÉFENSE : abstention des socialistes. - Comme en 1986, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale devrait s'abstenir lors du vote des crédits du ministère de la défense (débat prévu le 9 novembre). Certains députés socialistes prônaient le vote contre, à la fois pour ne pas introduire de distinguo entre les différents budgets du gouvernement et par défiance vis-à-vis du tuées par les autres departements ministre M. André Giraud, dont les également expliqué que l'amélioration de la promotion touristique française à l'étranger était une cuvre de longue haleine : « Mais le pari est en train d'ètre gagné! »

Le secrétaire d'Etat a ministre M. André Giraud, dont les positions ne seraient plus calquées sur celles du chef de l'Etat ; d'autres préconisaient, en revanche. un vote favorable afin d'être cohérents evec le vote positif émis l'année dernière le vote positif émis l'année demière sur la loi de programmation militaire. Finalement, mardi près-midi 27 octo-bre, en réunion de groupe, après une intervention de l'ancien ministre de la défense M. Paul Quilès pesant le pour et le contre, l'abstention a semblé une bonne position de compromis. Le groupe et le parti poursuivront toutefois cette discussion dans les lours qui viennent.

SPORTS: la grogne des professeurs

Une des rares lignes en augmentation sur le projet de budget pour 1988 du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, examiné dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 octobre par les députes, était celle du chapitre 31-52, consacré aux indemnités des cadres techni-ques. L'enveloppe dont devraient disposer l'an prochain les directeurs techniques nationaux, conseillers techniques régionaux, entraîneurs nationaux et autres responsables de centres ou d'écoles sportives spécia-lisées, a progressé de 1,5 %. Pour-tant, le Syndicat national des professeurs de sports, présidé par M. Jean Boiteux, médaille d'or du 400 mètres nage libre aux Jeux olympiques d'Helsinki en 1952, appelle ses adhérents à la grève au début du mois de novembre, parce que les indemnités de chacun vont

fortement baisser. Le phénomène n'a rien d'arithmétique. Le nombre de cadres techniques (environ deux mille) n'ayant pas augmenté, il souligne l'absurdité des mécanismes de l'administration. C'est la loi du 16 juillet 1984, dite · loi Avice », qui a enclenché le processus. Depuis de nombreuses années, les cadres techniques auprès des fédérations demandaient leur titularisation. En créant le professorat des sports, cette loi a répondu à leurs revendications. Très attendus, les reclassements devaient cependant réserver quelques mauvaises surprises. En échange de la sécurité de l'emploi, des cadres qui avaient plusieurs années d'ancienneté se sont retrouvés à l'échelon le plus bas de leur nouveau corps. Résultat : une perte de 1 200 F à 1 800 F par mois sur des traitements s'échelon-

nant de 6 500 F à 14 000 F. Amère. la pilule aurait pu être avalée si le trésoriers-payeurs généraux n'avaient pas demandé le remboursement des - sommes trop perçues -entre le moment de la titularisation et celui de sa traduction financière.

Le dernier aléa de ces titularisations concerne les indemnités de sujétion. Devenus fonctionnaires, les cadres ont vu leur régime de prime aligné sur celui de la fonction publique. Au fil des ans, les contraintes spécifiques de leur activité leur avaient permis de recevoir en moyenne 27 000 F par an. Pour la Rue de Rivoli, ils n'ont pas droit désormais à plus de 10 000 F. Nouvelle perte annuelle : 17 000 F.

Les perturbations créées par les haisses de revenu liées à ce qui était théoriquement des promotions ne sont pas minces : les cadres techniques comprennent mai qu'on les pénalise ainsi l'année où, en raison des Jeux olympiques, on leur demande un rendement supérieur. Ils sont d'autant plus inquiers que le projet de budget prévoit des crédits de paiement suffisants pour mainte-nir leurs indemnités à l'ancien niveau. Le directeur des sports disposerait donc d'une masse d'argent qu'il ne pourrait pas utiliser si le ministère des finances ne reconnaissait pas que les cadres techniques sportifs ont des « droits acquis ». Il pourrait également continuer à verser les primes sur les bases traditionnelles aux cadres dont les compétences n'ont pas été suffisantes. Comment définirait-on mieux

ALAIN GIRAUDO.

Un cadeau aux amis des livres :

un objet d'art absolument gratuit, prêt à être encacre (valeur: 150 F environ).

La raison de cette annonce

Cette annonce est motivée par les tarifs postaux qui nous obligant aujourd'hui à réserver nos envois de catalogues et nos informations gratuites aux seules personnes qui en font la demande.

L'éditeur Jean de Bonnot vous offre un objet d'art tel qu'il a été conçu et réalisé par un maître-graveur du XVIII siècle.

Il s'agit de ce que l'on appelait une "vue d'optique". C'était le cinéma avant le cinéma. Des colporteurs permettaient de voir, par un jeu de glaces situé dans une cabine, plus lumineuses et agrandies, les olus belles images de Paris ou d'autres viles européennes. La foule des badauds s'extasiait et adorait ce spectacle.

Certaines de ces vues d'optique, racherchées par les collectionneurs, sont devenues rarissimes et ont été payées près d'un million de centimes pièce.

J'al eu la chance de trouver une de ces images d'époque représentant le Faubourg Saint-Honoré au XVIII° siècle (la maison de Jean de Bonnot qui est notre siège y est facilement reconnaissable). Cette vue d'optique est le travail d'un graveur qui œuvrait dans la seconde moitié du XVIII siècle; les personnages sont habillés, en effet, à la façon de l'époque Louis XVI.

J'ai voulu reconstituer cette image exactement comme elle était présentée alors. Elle a été aussi coloriée, rehaussée à la main et reportée sur un papier special, très résistant, fabrique à l'ancienne par notre vieux fournisseur qui utilise touiours son ancienne "forme ronde" inventée au XVIII°

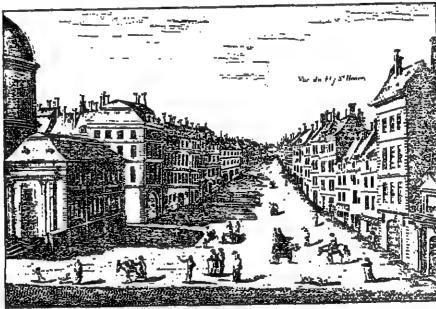
C'est avec grand plaisir que Jean de Bonnot offre cette vue d'optique, en hommage, à ses clients et aux amateurs de livres d'art qui la demanderont. Ceci ne comporte aucun engagement, quel qu'il soit.

Le prix des livres d'art.

On croit souvent que les livres d'art sont d'un prix exhorbitant. Les éditions Jean de Bonnot prouvent le contraire.

Malgré la qualité des matières nobles mises en œuvre, l'utilisation du cuir et de l'or pur, les soins et le travail minutieux des ouvrages toujours finis et rempliés à la main, le prix de nos livres est à peine supérieur au prix des livres brochés ordinaires, tirés sur papier médiocre et souvent même pas cousus, ce qui les rend inreliables at

Jean de Bonnot peut se permettre ces prix car il n'existe aucun intermediaire dans la diffusion de ses ouvrages : pas d'intermé-



(Format: 25 x40 cm)

Les "vues d'optique" remplaçaient le cinéma au XVIII siècle. Les pius rares peuvent attembre le prix de 10.000 F (un mation de centimes).

diaire, donc pas de cumuls de marges, donc moins d'impôts. Pas de commissions. Pas de frais superflus.

Les livres Jean de Bonnot peuvent s'acheter seulement dans l'ancienne boutique du 7, faubourg Saint-Honoré à Paris 8° et l'immeuble est resté tel que vous le découvrirez dans la vue d'optique coloriée et rehaussee à la main qu'il vous offre aujourd'hui. Ils sont aussi vendus par correspondance pour satisfaire les exigences des bibliophiles de 42 pays d'Europe et d'Amérique.

Que nos livres soient réservés à une élite est une pure légende: nous envoyons notre catalogue gratuitement à tous ceux qui nous le demandent, sans aucune distinc-

idos livres sont garantis à vie.

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec gout. Gout du texte, gout de la belle impression, goût de la reliure. C'est alors que le livre prend sa vraie signification, car "les livres doivent provoquer des émotions de beauté et par leur contenu et par leur présentation". (Pugnaire).

Les livres de Jean de Bonnot augmentent de valeur d'année en année, car en vieillissant, le cuir et l'or véritables prennent une patine inimitable. C'est pour cela que, sans aucune crainte, je me suis toujours engage. et je m'engage encore formellement, à racheter mes ouvrages aux souscripteurs pour le même prix et à n'importe quel

Title to Etable Jean de Bonnot Editeur d'Art.

Bon pour un cadeau

à envoyer à Jean de Bonnot 7, faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Si vous êtes amoureux de livres comme autrafois, envoyez sans aucun engagement ce bon à Jean de Bonnot avec vos nom et adresse. Vous recevrez gratuitement une information sur les ouvrages disponibles et, en cadeau dans un rouleau, une vue d'optique rehaussee à la main, déjà prête à être

Nom	•
Prénom	•
Adresse	•
	•
Code Postal	M

La raison de cette annonce

Ville

Cette annonce est motivée par les tarifs postaux qui nous obligent aujourd'hui à réserver nos envois de catalogues et nos informations gratuites aux seules personnes qui en font la demande

مكذا سالاصل

JUSTICE

Le projet de réforme de l'instruction

Le texte soumis au Conseil d'Etat renforce les pouvoirs de la hiérarchie et du parquet

Après bien des bésitations et repentirs, la chancellerie a finalement établi le texte du projet de réforme de l'instruction qu'elle entend substituer à la loi Badiuter et faire voter au cours de la session d'automne du Parlement. Ce texte, daté du pour avis au Conseil d'Etat, qui doit l'examiner selon la procédure normale et non en urgence comme on aurait pu s'y attendre. Destiné en principe à renforcer les garanties individuelles en matière de détention provisoire, Il renforce, en réalité, considérablement les pouvoirs du parquet, de la hiérarchie, et vise à trans-former les juges d'instruction en magistrats que l'on pourra désormais facilement récuser, contrôler et descaisir.

Le texte de M. Albin Chalandon concernant la réforme de l'instruction est désormais prêt. Le garde des sceaux, qui aurait pu se contenter de proroger la loi Badinter (elle devait entrer en vigueur le le janvier 1988), a mis la dernière main à un projet plusieurs fois remanié, et vient de le faire déposer au Consei d'Etat, qui doit l'examiner avant son adoption par le conseil des ministres. Daté du 22 octobre, le texte n'a guère fait l'objet de concertations : une réunion est bien prévue au cours de cette semaine au ministère de la justice avec des organisations syndicales et professionnelles concernées. mais il s'agira d'une concertation @ posteriori, la plupart n'ayant, jusqu'ici, en connaissance que de quelques fragments du projet. C'est pouriant un changement fondamental des mœurs judiciaires que le ministre de la justice va déclencher avec le renforcement du contrôle sur mise sous tutelle.

Profondément agacé par le pou-voir « parfois exorbitant » du juge d'instruction, M. Chalandon, vivement encouragé dans ce sens par son entourage, a donc, dans le dessein invoqué de faire baisser le nombre de détentions provisoires, décidé de s'attaquer à « la décision la plus grave qui puisse être prise dans le cadre d'une information : la mise en détention provisoire ». L'article promier de la loi proposée prévoit que « le placement en détention provi-

EDUCATION

A Nice

Deux instituteurs frappés par des parents irascibles

de notre correspondant

Deux instituteurs de l'école primaire Jacques-Prévert, dans le quartier de l'Ariane à Nice, ont été roués de coups le lundi 26 octobre par les parents d'un élève indiscipliné qui avait auparavant fait l'objet d'une réprimande à la suite d'un incident banal. Le père et l'oncle de l'enfant, MM. François Cano et Jean Gomez, membres de la communauté gitane de l'Ariane, avaient demandé audience au directeur de l'établisse-ment, M. Christian Servia, qui les avait reçus en présence des deux ins-tituteurs, MM. Frank Taillandier et

Soudain, M. Capo s'est jeté sur M. Taillandier et lui a porté un violent coup de tête au visage, tandis que M. Gomez brandissait un coucau. M. Taillandier a été victime d'une fracture de la mâchoire et M. Boullé a eu plusieurs dents bri-sées en tentant de s'interposer. Selon les auteurs de l'agression, l'enfant, Moreno de Castro, six ans, aurait été - trainé par les pieds et jeté dans un

D'après l'inspecteur d'académie an contraire, les instituteurs se seraient contentés de séparer deux clèves qui se battaient dans la cour de l'école. M. Cano a été écroué mardi après avoir été cité en comparution directe pour coups et blessures devant le tribunal correctionnel de Nice en compagnie de M. Gomez qui a été laissé en liberté.

lis seront jugés le 13 novembre. D'autres incidents s'étaient produits auparavant entre enseignants et parents d'élèves dans ce secteur de Nice où vit une importante communanté maghrébine et gitane. Le recteur de l'académie de Nice, M. Didier Linotte a déposé une plainte, tout comme les deux institu-

soire est prescrit, soit par le juge d'instruction, soit par une chambre composée de trois magistrats du siège désignés par le président du tribunal de grande instance - et ajoute que « aucun magistrat ayant la qualité de juge d'instruction ne peut sièger au sein de cette cham-bre . La question de fond réside dans les conditions permettant de saisir cette chambre de la détention Si aucun avocat n'est présent, « la réunion de la chambre est automatique ». Celle-ci » peut se réunir le jour même et statuer à l'issue d'un débat contradictoire ».

Si l'avocat est présent, « la collégialité est facultative ». L'inculpé peut la demander. Le parquet peut en faire autant. - Même si l'Inculpé ne demande pas la réunion de la chambre, le procureur de la République peut en prendre l'initiative, » Si la chambre ne peut, pour des rai-sons pratiques, se réunir immédiatement, ou si l'inculpé demande un délai pour préparer sa défense, il sera placé « sous main de justice » et devra comparaître « au plus tard le troisième jour ouvrable suivant. A défaut, il est mis d'office en

Affaires sensibles et petite délinquance

Généralement - demandeur de détention », le parquet voit ainsi ses Jusqu'ici, lorsqu'une information judicisire était ouverte, un juge d'instruction saisi et des réquisitions de mandat de dépôt prises par le parquet, le juge d'instruction, s'il le souhaitait, pouvait décider de mettre un inculpé en liberté, quelles que soient les réquisitions. Le nouveau texte le contraint à provoquer un débat contradictoire en cour d'appel. Le parquet peut décider même contre l'avis de l'inculpé - de lieu et place du juge d'instruction C'est donner là une occasion supplémentaire au parquet de requérir la détention et, par un curieux paradoxe lorsqu'on veut angmenter les garanties individuelles, aboutir à renforcer ainsi les pouvoirs de

Sans compter que cette disposition - facultative - (le mot, fort peu juridique, figure dans l'exposé des motifs du projet) est pour le moins surprenante en droit français : on crée ainsi une justice à « options » et l'on revient aur le principe fondamental selon lequel un juge est compétent territorialement, ou en fonc-tion de la nature de l'acte, et poncomme on le murmure déjà, « à la tête du client ».

Tout aussi surprenant est le fait que l'absence de l'avocat déclen-chera ipso facto la saisine de la chambre de la détention. Dans certaines affaires, il suffira ainsi d'adopter la politique de la chaise vide pour qu'automatiquement la mise en détention échappe au juge d'instruction. . On introduit en fait la notion de contrat, estime un magistrat. Pour que le juge d'ins-truction puisse juger, il faudra qu'il soit accepté par le parquet, l'inculpé et son avocat. C'est la porte ouverte à toutes les manæuvres, à toutes les négociations d'arrière-cabinet; il faudra désormais compter avec de nouvelle statistiques judiciaires qui permettront de déterminer les qua-lités d'un juge d'instruction par la fréquence de sa récusation. »

Destiné à éviter une inflation du nombre de détentions provisoires, le

Cinquante mille francs d'indemnisation après un acquittement

La commission nationale d'indem nisation chargée d'examiner les demandes de justiciables qui s'esti-ment victimes d'un manyais fonctionnement de la justice vient d'allouer une somme de cinquante mille francs à M. Daniel Lopez, détenu durant trois ans sous l'accusation de meurtre avant d'être acquitté par les assises des Bouches-

M. Lopez, âgé aujourd'hui de quarante-huit ans. avait été inculpé et écroné après le décès de sa compagne, Catherine Sacrez, retrouvée morte à son domicile de Marseille le 19 mars 1983. Dans un premier temps l'enquête avait retenu la thèse d'un suicide, un tube de barbituriques ayant été découvert dans la pièce. L'autopsie devait révêler qu'il s'agissait d'un meurtre par strangulations et les soupçons s'étaient portés sur M. Daniel Lopez. Celuici, en dépit de ses dénégations, dut attendre son acquittement par les assises des Bouches-du-Rhône le 18 février 1986, pour retrouver la

texte pourrait bien, estiment cer-tains observateurs, avoir des effets pervers. On fait ainsi coup double ; on garde la maîtrise des affaires sensibles et on peut contourner pour la dérés comme trop laxistes.

Autre disposition remarquable : le renforcement du pouvoir de la chambre d'accusation, dont le président, Jusqu'à présent désigné pour un an par l'assemblée générale de la cour d'appel, sera nommé pour trois ans par décret du président de la République, après avis du Conseil supérieur de la magistrature. Interlocuteur et conseiller privilégié des juges d'instruction de son ressort », ce magistrat pourra dessaisir un juge d'instruction au profit de la chambre d'accusation, on même d'un autre juge d'instruction, si aucun acte n'a été accompli au cours des quatre derniers mois.

Principes généreux el mélance

Si le souci d'accélérer le cours de la justice semble ici fort louable, on peut se demander si ce pouvoir n'a pas, en fait, un caractère plus disciplinaire: le délai de quatre mois peut paraître long pour des affaires vent insuffisant en matière de terrorisme, de délinquance financière, ou tout simplement lorsque des expertises complexes ont été ordonné Et certains, déjà, estiment que c'est un moyen de se débarrasser à bon compte de magistrats jugés trop indépendants. Les délais de saisine de la chambre d'accusation seront raccourcis de trente jours actuelle ment à quinze jours. Une circulaire

devrait même inviter les magistrats à ne pas dépasser un délai de dix jours en matière de placement en détention. Cela sera-t-il possible en pratique? Rien n'est moins sûr même si tout le monde est d'accord sur le principe, il est bien probable que, faute de personnel, ces délais apparaîtront trop courts, en province notamment où, lorsqu'un tribunal est distant de deux cents kilomètre de la cour d'appei, on a pris l'habitude de regrouper les dossiers plutôt que de les envoyer au comptegouttes. A moins que la chancellerie ne mette des moyens de transmis sion modernes à la disposition des pribunaux, ce qui n'apparaît guère

Dernier aspect d'un projet de loi qui renforce le poids de la hiérarchie : le nombre des jours des audiences correctionnelles, jusqu'à présent décidé par l'assemblée géné rale du tribunal ou de la cour, sera fixé par le président du tribunal, ou le premier président de la cour, après avis de l'assemblée générale.

Cette loi devrait entrer en vigueur en octobre 1988. Un texte sera consacré à l'instruction des affaires concernant les mineurs. Il n'est pas prêt pour le moment. Guidé au départ par des principes généreux — faire baisser le nombre de détenus en attente d'un jugement, réduire les possibilités d'erreurs judiciaires, le garde des sceaux en arrive à proposer une loi qui risque d'institution-naliser la méliance à l'égard des juges d'instruction, comme si l'on considérait que leur pouvoir, pourtant déjà contrôlé, était devenu la cause de tous les maux.

AGATHE LUGEART.

Six inculpations pour l'assassinat du juge Michel

Le dossier d'instruction est transmis à la cour d'Aix-en-Provence

à Marseille, devant la Cité radicuse de Le Corbusier, Pierre Michel, premier juge d'instruction au tribunal de Marseille, qui circule à moto, est abattu de trois balles par un tueur, lui-même passager d'une grosse moto. Six ans presque jour pour jour après l'assassinat de os magistrat qui, depuis 1975, avait en en charge les principales affaires criminelles, notamment des trafics de drogue, la tuerie du Bar du téléphone et des dossiers sur la fausse monnaie, l'information judiciaire ouverte sur la mort de Pierre Michel vient

M. François Badie, juge d'instruc-tion chargé de ce dossier, estimant que ses investigations sont terminées, l'a transmis, par l'intermé-diaire du procureur de la République, au parquet général de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. De là, le dossier sera soumis à la chambre d'accusation, qui devrait décider le renvoi des inculpés devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône.

Les multiples investigations menées par la police sous la direc-tion de M. François Badie ont abouti en effet, après bien des rebondissements, à l'inculpation de six personnes, auteurs, complices on com-manditaires présumés de l'assassinat du juge Michel. L'enquête, longtemps au point mort, après une pre-mière série d'inculpations abandonpécs par la suite, devait connaître un véritable développement, au mois de mai 1986, avec l'arrestation, près de Fribourg (Suisse), d'un malfaiteur marseilleis, François Scapule.

Le 21 octobre 1981, sur une et connu pour ses liens avec la contre-allée du boulevard Michelet . French Sicilian Connection., à Marseille, devant la Cité radicuse . Prançois Scapula, interrogé par des policiers français de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants, leur domait des renseignements très précis sur l'assassinat du juge Michel.

> Ces renseignements, les avenx d'un autre malfaiteur marseillais, Charles Altiéri, également détenn à Fribourg, constituaient des éléments suffisants pour relancer l'enquête et aboutir. Six personnes, depuis, ont été inculpées par le juge Prançois Badie. D'abord les auteurs présumés de l'assassinat, François Checchi trente-huit ans, et Charles Altiéri trente ans, considérés respective ment comme l'assassin du magistrat et le pilote de la moto utilisée lors du crime. Ces deux hommes sont inculpés d'homicide volontaire avec préméditation et d'association de malfaiteurs. Ensuite, les commandi-teires présumés, François Girard, trente-sept ans, et Homère Filippi, cinquante-six ans, ainsi que leurs épouses respectives, Jeanne Girard quarante et un ens, et Jeannine Filippi, cinquante et un ans. Ces quatre personnes sont inculpées de complicité d'homicide volontaire avec préméditation et association de

> Charles Altiéri, de même d'ail-ieurs que François Scapula, vienneat d'être condamnés, lundi anaces de prison par le tribunal de Fribourg pour « production » de drogue (*le Monde* du 28 octobre). Il faudra donc que la justice demande et obtienne l'extradition de Charles Altiéri. Homère Filippi, lui, es en

Déjà condamné par défant à Mar-seille à vingt-deux amées de prison

MÉDECINE

Une enquête de l'Inspection des affaires sociales

Les tirages fluctuants d'une brochure sur le SIDA

Que se passe-t-il au Comité fran-cais d'éducation pour la santé (CFES) ? Pourquoi M= Michèle Barzarch, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, a-t-elle demandé au mois de juin dernier à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) d'enquêter sur « tout ce qui touche à la prévention et à l'éducation sanitaire? » Le Canard Enchaîné daté du 28 octobre apporte certains éléments de réponse : selon l'hebdomadaire, onza millions de brochures d'information sur le SIDA, en principe diffusées sous l'égide CFES, auraient tout implement été « égarées ».

L'affaire commence le 2 septembre lors du passage de M= Barzarch à l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Répondant à une question de Marie-Ange d'Adler propos de l'information du grand public sur le SIDA, le ministre de la santé déclare que « vingt millions de brochures » out été « envoyées » et distribuées un peu partout ». La

d'agences matrimoniales

Uni-Inter, Uni-Centre, Union-Conseil

et Unicis, qui représentent ensemble

40 % des 500 millions de chiffre

d'affaires de la profession, se sont regroupés pour améliorer la qualité

de leurs services. Selon sa prési-

dente, M^{mo} Jeannine Crépet, cette Fédération française matrimoniale veut entraîner les professionnels « à

édicter des règles et à les respec-

ter ». Les deux cent cinquante

agences concernées adopteront une charte pour garantir à leurs clients

des informations claires, une rigueur

professionnelle et la conclusion d'un

contrat. Elles veulent se distinguer, à

L'accident d'irradiation de Goiania

(Brésil) a fait une troisième victime.

Un éboueur de vingt-deux ans, Israel Batista dos Santos, qui avait mani-

pulé la capsule renfermant du

césium 137, est mort, mardi 27 octobra. La veille, des riverains du

la fois des clubs de rencontre et de la

messagerie rose.

Irradiation

au Brésil

Un troisième mort

Les quatre principaux groupes

Couples

Une fédération

REPÈRES

15 octobre, M= Barzach indique au cours d'une conférence de presse que « treixe millions de fascicules ont été édités, dont neuf millions ont déjà été distribués, quatre millions restant stockés ».

Comment, en un peu plus d'un mois, est-on passé de vingt à treize milions d'exemplaires? « Qui ne fait pas de lapsus lors d'un passage à la télévision? », fait-on simple ment remarquer dans l'entourage de M= Barzach... En réalité, officielle-ment, ce sont donc treize milions de brochures qui doivent être distriouées. Où en est-ou aujourd'hui? « Treize millions de dépliants SIDA ont été tirés dont à ce jour neuf millions d'exemplaires ont été distribués », indique t-on au ministère de la santé. « Les quatre mil-lions restant ont été tirés mais non encore diffusés. » Sur les neuf millions d'exemplaires distribués, une bonue partie l'ont été via de grandes firmes pharmaceutiques : SANOFI

cimetière de Goisnia, craignant d'être contaminés à leur tour, avaient tenté

d'empêcher l'inhumation des deux

lle Monde du 28 octobrel.

mières victimes de cet accident

La liste des décès devrait s'allon-

ger, car trois autres personnes sont

actuellement dans un état désespéré.

Les trois médecins propriétaires de la bombe de césium 137 qui avait été

négligemment abandonnée risquent à présent d'être inculpés pour avoir

provoque des « lésions corporalles

graves ayant entraîné la mort » et

d'encourir pour ce motif une peine de

Les six cent trente mille abonnés

de Bretagne privés d'électricité

depuis l'ouragen du 15 octobre ont

tous été raccordés au réseau, ont

annoncé le 27 octobre les responsa-

bles d'EDF. Grace au travail des

bûcherons, mobilisés pour dégager

les arbres abattus et à l'effort de

quelque trois mille sept cents agents

d'EDF et employés d'entreprises pri-

vées, les agriculteurs pretons peu-

vent de nouveau traire leurs vaches

et nourrir leurs parcs. Selon la direc-

tion régionale d'EDF, les dépennages

et la remise en état du réseau ont coûté 197 millions de francs.

quatre à douze ans de prison.

Tempête -

Courant rétabli

en Bretagne

(100 000 exemplaires), Rhône-(100 000 exemplaires), Rione-Poulenc (550 000), Roussel (550 000), Benufour (550 000), Synthelabo (550 000), UPSA (554 000) et Servier (510 000). Selon le Canard Enchaîne, l'imprincipal (CRI (Challes Publisher). merie CPI (Création-Publication-Impression) qui édite les brochures, n'aurait fait livrer que 150 000 exemplaires aux laboratoires Servier : démenti du ministère de la santé qui précise que deux boas de livraison ont été réalisés pour Ser-vier, l'un de 150 000 exemplaires, l'autre de 360 000 exemplaires. D'autre part, 2 894 000 exemplaires ont, selon le ministère, été distribués par le CFES lui-même auxquels il faut ajouter 1014000 exemplaires diffusés par le ministère de la défense, i 008 000 par la Croix-Rouge et 898 000 par l'éducation

Sur les 4 millions d'exemplaires core non distribués, les services de Mas Barzach indiquent que 3 493 000 sont actuellement stockés chez le diffuseur. Parmi ceux-ci, chez le diffuseur. Parmi ceux-ci, 675 000 doivent encore être diffusés par la SANOFI. Le Canard Enchainé affirme, pour sa part, n'en avoir compté que 1,3 million. Une différence qu'à l'heure actuelle personne, semble-t-il, n'est capable d'expliquer clairement.

L'hebdomadaire satirique met d'autre part en cause le choix de la CPI pour imprimer ces brochures. Imprimeur de la Lettre de la Nation, l'organe du RPR, la CPI aurait sous-traité une partie de 'impression de oes brochures, Selon e Canard, l'un de ces sous-traitants était M. Gilbert Clarcy, imprimetir entre autres de la célèbre affiche du RPR - Vivement demain -. Au ministère, on précise qu'un appel d'offres a été fait et que si la CPI a été choisie, c'est uniquement parce que c'était l'imprimeur le moins cher. Dix centimes per brochure selon le docteur Bernard Serron, délégué général du CFES.

On en saura certainement plus le 15 novembre lorsque les deux inspectrices de l'IGAS; actuellement an CFES, auront remis leur rapport. Sur le fond, cette affaire illustre

le malaise qui existe au CFES depuis l'arrivée à sa tête, le 2 octobre 1986, d'un nouveau délégué général, le docteur Bernard Serrou. Toute la campagne SIDA a été conçue au niveau ministériel, fait-on remarquer au CFES. Nous en avons été totalement écartés sous le prétexte que des informations pour-raient filtrer jusqu'à l'Elysée, Fourtant, ce type de campagne n'a vraiment, mais alors vraiment rien de confidentiel.....

FAITS DIVERS

En Vendée

Un commercant écroué adrès avoir tiré sur des gendarmes

Le gérant d'une supérette de La Guyonnière (Vendée), M. Jean-Claude Méchinean, a été inculpé, le mardi 27 octobre, de voie de faits avec armes et écroné à la maison d'arrêt de La Roche-sur-Yon. Dans la muit de lundi à mardi, il avait blessé, à coups de carabine 9 mm, trois gendarmes — dont un sériense-ment touché à l'œil — qu'il avait pris pour des cambrioleurs.

. Vers 3 heures du matin, constatant que la porte de son magasin venait d'être fracturée, M. Méchinean avait alerté la gendarmerie et s'était embusqué à proximité de la supérette armé d'une carabine. A l'arrivée, très rapide, des gendarmes, le commerçant a ouvert le feu croyant, semble-t-il, à un retour des malfaiteurs.

 Suicide dans un commissa-riat de Belfort. — Un homme de trente-ciaq ans, Jean-Pierre Demeuzy, chômeur, a'est pendu, lundi soir 26 octobre, dans une chambre de sûreté do commissariet de Belfort où il avait été incarcéré pour tapage et ébriété. Particulière-ment dépressif, selon ses proches, il avait été conduit au commissariat après que son épouse eut appelé la police. C'est. semble-t-il, vers 21 heures qu'il a réussi à accrocher une cordelette à un grillage et à se pendre.

Towns Control

TO THE THE

St. Stanfold

1 74 S

... a 19070 m

- Marie

ASSES SEE

Tab Indiana

-Controller of the second

· Expulsion d'un Basque espagnot. - Soupcomé d'être un sympa-thisent de l'organisation indépendan-tiste ETA-militaire, M. Miguel Barguren Alonso, un Bargur espa-gnol de vingt-huit ans, a été expulsé vers l'Espagne, mardi 27 octobre, selon la procédure d'urgence abso-lue, il avait été interpelle la jour même à Tamos (i andes) en mêma à Tamos (Landes) en compagnie d'un autra Basque espagnoi qui a été placé en garde à vue. L'identité de ca demier n'a pas été communi-

SPORTS

TENNIS: Tournoi d'Anvers. -Le Français Henri Leconte s'est quali-fié, mardi 27 octobre, pour le deuxième tour du Tournoi de la CEE à Anvers en battaut l'Américain Jimmy Arias (4-6, 6-3, 6-2). Jean Fleurian s'est également qualifié aux dépens de Tim Wilkison (6-1, 6-4), tandis que Thierry Tulesne était battu par le Suédois Jones Syensson (6-7, 5-7).

Société

DÉFENSE

2 the -

1000

Tight of the second

A Northern

Marie Carlo Section

المرابعات والأفرار

Supplement of the control of the con

44 27,44

\$1869 July 1868

المدان يحتم فيرقتها والمستقلة

經濟學學

Section Section All the All

Might be to great वस्तु विकास

AND STREET

manager. All

 $\mathcal{J}_{\mathcal{A}_{\mathcal{A}}}(q,\mathcal{A}_{\mathcal{A}_{\mathcal{A}}}(\mathcal{A}_{\mathcal{A}_{\mathcal{A}}}(\mathcal{A}_{\mathcal{A}_{\mathcal{A}}}(\mathcal{A}_{\mathcal{A}_{\mathcal{A}}}))))$

PROPERTY OF

ACTION OF THE PARTY

Company Service

THE PARTY OF الاستطياري ويتلايد

Bergerale Street

A V

AND SHARES

《稿》 "被古书"

gall in the said on the

a gradu stanton are

A Charles in the Sta

الم معين المعتبر

1.00

\$-542 A 2-1-1-1

14,50

4 - 1 - 1 - 1

de Burna -

A COMPANY

Inches - Steel - The

of distance in 1978 2 St. 1974 **企业**

100

Apr. 100

Maria.

And the second of the second o

La succession du général Saulnier

Un chef de trop pour les armées

La désignation d'un successeur du général Jean Saulnier aux fonctions de chef d'état-major des armées crée qualques fric-tions entre l'Elysée et la gouver-nement. D'un côté, le président de la République, qui aurait sou-haité maintenir à son poste, pour quelques mois encore, l'actuel titularre. De l'autre, le premier ministre et le ministre de la défense, qui ne vaulent pas atten-dre la prochaine élection présidentielle pour désigner le nouveau chef d'état-major des armées

Choisi par M. François Mitterrand comme chef d'état-major particulier à la présidence de la République dès 1981, le général Saulnier, un aviateur que lui avaient recommandé son frère et le père de son chef de cabinet, tous deux généraux d'aviation, avait été nommé, en mai 1985, au poste de chef d'état-major des armées, en remplacement du général Jeannou Lacaze.

L'arai du président

Le général Saulnier atteindre la limite d'âge de son rang à la minovembre. M. Mitterrand, qui le connaît bien et qui l'a apprécié lorsqu'il était à ses côtés à l'Elysée, aureit souhaité le conserver à la tête des armées jusqu'en mai 1988, date de l'élection présidentielle. Dans le passé, cela s'est observé à plusieurs reprises : de nombreux chefs d'état-major des armées ont vu leurs fonctions prorogées pour des durées, par exemple, de six mois.

Ni M. Jacques Chirac ni M. André Giraud ne l'entendent de cette oreilla. Le premier ministre et le ministre de la défence estiment, au contraire, qu'il ne

moment où, de plus en plus, on évoque la perspective d'une évo-lution dans la réflexion, en cours, sur la défense européenne. C'est même ce contexte-là qui autorise le gouvernement à avancer le nom du général Maurice Schmitt. chef d'átat-major de l'armée de terre, pour remplacer le général

Deux candidats, en effet, pouvaient se prévaloir de la succession. Outre le général Schmitt, l'amiral Bernard Louzeau, chef d'état-major de la marine nationale, était en situation de pouvoir être appelé à l'átat-major des armées. Spécialiste des sousmarins nucléaires, l'amiral Louzeau a, déjà, été major général des armées, c'est-à-dire le numéro deux de la hiérarchie interarmées, avant d'être à la tête de la marine.

Le choix de M. Giraud s'est finalement porté sur le général Schmitt, qui est, depuis septembre 1985, chef d'état-major de l'armée de terre et qui a eu l'occasion de travailler fréquemment avec son homologue ouestallemand devenu, depuis, comme le deviennent souvent les € patrons » de la Bundeswher, responsable, au sein des commandements de l'OTAN, du théâtre Centre-Europe des opérations alliées en Allemanne.

Chargé de définir l'emploi des forces sous ses ordres et de s'assurer en permanence de leur aptitude à remplir leurs missions. le chef d'état-major des armées est placé sous la responsabilité du gouvernement, dont il est le conseiller militaire et il assiste, plus particulièrement, le ministre de la défense. Sous certaines conditions, en cas de crise et, à plus forte raison, en cas de

major général des armées, c'est-à-dire commandant en chef, sous l'autonté du président de la République et du gouvernement.

On comprend dès lors pourquoi, tant à l'Elysée que dans les sphères gouvernementales, on prête une grande attention au choix du général qui occupera ces importantes fonctions. D'autant que la décision se prend en conseil des ministres et qu'elle a besoin de l'aval du président de la République.

M. Mitterrand s'est voulu. samble-t-il, conciliant en proposant, à un instant donné de sa discussion avec MM. Chirac et Giraud, de nommer à ce poste le général Gilbert Forray, qui avait remplacé, en 1985, le général Saulnier à l'état-major particulier de la présidence de la République. Mais, en juillet dernier, le général Forray est devenu secrétaire général de la défense nationale et cette nomination est jugée trop récente pour être rapportée. Et, pour sa part, le ministre de la défense continue de s'en tenir au choix du général Schmitt,

La relève du chef d'état-major des armées est, en réalité, un Il s'agit de concilier deux impératils contradictoires. Remolacer cu chef militaire à la date normale de son départ, c'est risquer de l'imposer au prochain président de la République, avec lequel il aura à collaborer et qui ne l'aura pas choisi. Mais, le prolonger c'est faire coincider la durée d'un mandat électoral avec celle d'un responsable militaire qui n'ast l'instrument politique de personne et qui appartient, avec d'autres, à la catégorie des grands exécutants de l'institution républicaine.

JACQUES ISNARD.

RELIGIONS

Les propositions du synode des évêques

L'Eglise catholique n'aura pas de diaconesses

La dernière semaine du ont été supprimées d'un trait de synode mondial des évêques sur les lales est consacrée au vote des propositions qui, restées secrètes, seront soumises au pape. Le retour au disconat féminie, exclu par l'assemblée, ne devrait pas y figurer. Seul doit être rendu public, le jeudi 29 octobre, un « message » destipé à l'ensemble des catholi-

de notre envoyé spécial

Comme il le sait à chaque synode, le cardinal Basil Hume, archévêque de Westminster, a raconté, son dernier rève, le 23 octobre, à ses collègues évêques. Téléphonant à la nonciature apostolique à Londres, il s'entendit répondre : - La nonce n'est pas là, elle est partie lire l'homèlie à la messe. - Ainsi, dit le cardinal anglais, - j'apprenais que dans mon église, les deux fonctions les plus hautes - la représentation du pape et le commentaire de l'Evangile - étalent tenues par une femme ». Sur ces » peurs de la nuit », il se réveille en sursaut.

Ce n'était qu'un rêve... Cette semaine à Rome, les trois propositions touchant au rôle de la femme dans l'Église catholique, qui figu-raient dans le rapport de synthèse des groupes de travail linguistiques,

plume dans le document soumis au vote. Elles étaient pourtant bien en decà de certaines interventions d'évêques sur le ministère des

Retenue par dix groupes linguistiques sur douze, la proposition 21 réclamait l'accès libre de tous les laïcs, hommes et femmes, au ministère non-ordonné (les ministères ordonnés sont ceux de l'évêque, du prêtre et du diacre). La proposition 22 suggérait la mise à l'étude historique et théologique du diaconat féminin. Quant à la proposition 23, bien inoffensive en apparence, elle voulait permettre aux fillettes et aux adolescentes de devenir enfants de chœur et de servir à l'autel.

Aspérités gommées

La suppression de ces propositions, qui rend en particulier caduques toutes les hypothèses échafau-dées depuis le début du synode sur une éventuelle restauration du disconat féminin, n'a pas été du goût de certains évêques, en particulier canadiens, britanniques et américains. « A chaque synode, dit un habitue, on s'organise pour écarter la question brûlante. - - De rapport en rapport, dit un autre, on gonime toutes les aspirités. »

Le texte finalement soumis au vote des évêques, et qui devrait seion toute vraisemblance être adopté, propose au pape « la révision » du motu proprio de Paul VI de 1972, appelé « ministeria quaem = (= certains ministères =), • à la lumière de l'expérience des Eglises locales et en vue de déterminer les conditions de l'accès des laics, hommes et semmes, aux ministères non ordonnés ». Le pape est donc appelé à réformer un décret de son prédécesseur, ce qui est possi-ble, mais pas bana!. Seion le synode, pour dépasser les

tensions nões entre les laïcs et les clercs concernant l'exercice des tâches de l'Eglise, le meilleur moyen n'est pas, comme avait tenté de le faire de Paul VI, de chercher des solutions intermédiaires ou de permettre à des laïes d'accéder à des ministères dits - institués -. Le meilleur moyen d'éviter la confusion serait plutôt de renforcer l'identité
et le rôle spécifique de chacun. On
ne parlera même plus de « minis-tère » pour le laïc, mais de a charge » ou » d'office ». La déci-sion du synode ne règle cependant pas la question de la suppléance du prêtre dans les pays, pauvres ou riches, où le recrutement sacerdotal est déficitaire : encore moins celle posée par la spécialisation actuelle des taches : au prêtre, tout ce qui est rites et sacrements ; au laïc, tout ce qui est préparation, exécution et ser-

Il serait injuste de ne retenir du synode que cette épineuse question des ministères. Malgré leur frustration, nombre d'évêques se félicitent surtout de l'élargissement donné, selon eux, à la notion conciliaire de · peuple de Dieu - : à l'échelle universelle, il est désormais acquis que la mission des laïcs, dans l'Église et dans la société, ne doit plus être l'affaire d'une poignée de militants, mais celle de tous les baptisés.

HENRI TINCO. • Légère amélioration des

de la réunion annuelle des treize cardinaux membres du Conseil du pape, chargé d'examiner la situation financière de l'Eglise catholique. Lié aux dépenses de fonctionnement de la Curie romaine et pour perba aux déplacements de Jean-Paul II, le déficit du Saim-Siège en 1986 a été de 56 millions de dollars. Pour 1987, estimé à 63 millions de dollars, le déficit prévisionnel a été rectifié pour atteindre 59 millions, Grâce à des appels répétés, les rentrées du denier de Saint-Pierre ont en effet augmenté et rapporté 35 millions au cours des neuf premiers mois, contre 17 millions pour la même période de

Merian JUSQU'AU 1" NOVEMBRE une VALEUR

GRANDE VENTE EXCEPTIONNELL



VOTRE APPARTEMENT + loggia + casier à skis

PROPRIETAIRE dans les ALPES

Dans une magnifique résidence à la limite de la forêt et des Alpages, face au Massif de la Chartreuse.



PROPRIETAIRE dans LES ALPES

Propriétaire au pied des remonte-pentes, dans une magnifique résidence montagnarde de style savoyard. Skiez plein soleil et profitez du site préservé.

VOTRE 2 PIECES LOGGIA POUR

POSSIBILITE DE CREDIT TOTAL

A chacun son patrimoine Segs Social 16 rue de la Lide i Siredice 15400 Paris Despi 66 - Fei (1) 40 65 35 15

RENSEIGNEZ-VOUS VITE DANS NOS BUREAUX MERLIN ouverts tous les jours de 9 h à 19 h même le Samedi 4,6, Avenue de Paris 94300 VINCENNES METRO CHATEAU de VINCENNES (1) 43.74819.74

CENTRE NEPTUNE, 3 bis place Neptu	ne 44000 NANTES	0:20:55.65
Même le AUX CONTAMINES MONTJOIE Lieu dit Le Lay 74170 St Gervais 50.47.08.67	A PRAPOUTEL les SEF	T LAUX 6:08:03:45
POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION PROPERTY OF THE POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION PROPERTY OF THE POUR POUR POUR POUR POUR POUR POUR POUR	ON GRATUITE : ALP . 4-6, av. de Paris 94307 V	

Merian

le spécialiste de l'immobilier loisirs Mer et Monfagne recherche pour sa nouvelle société

SECRETAIRE DE DIRECTION - NEGOCIATEURS(TRICES) CONFIRME(ES) Références exigées. Voulant gagner beaucoup d'argent. Grosse Commission motivante. Grosse Publicité assurée. ENVOYEZ CV à MERLIN S.A. Service du Personnel

4,6, Avenue de Paris - 94307 VINCENNES CEDEX

finances du Saint-Siège. — « Las réserves sont épuisées », a déclaré, le 22 octobre, le cardinal Casaroli. sainteté, un obstacle de taille : la sexualité. On le franchit au treisecrétaire d'Etat du Vatican, à l'issue

à celui qui occupait les chrétiens au Moyen Age. Dans un livre qui paraît ces jours-ci, André Vauchez, l'un des meilleurs spécialistes de la spiritualité médiévala, démolit définitivement un cliché : du douzième

li est bien alambiqué, ce débat

romain sur la place des laïcs dans l'Eglise ! Bien fade, en tout cas,

et bien abstrait, si on le compare

au quinzième siècles, l'Église it pas du tout un troupeau de fideles anonymes, dominé par des papes et guidé par des moines. Cetta pénode a connu, au contraire, un âge d'or du laicat, illustré par mille faits très concrets, que l'historien reconte, explique et commente avec A l'égard des clercs, les laïcs

du Moyen Age sont ambivalents. Une partie d'entre eux manifea-tent un anticléricalisme très vif et même violent qui donne naissance à des mouvements hérétiques : d'autres, en revanche, allant jusqu'à l'ascétisme et la flagellation, pour s'approprier en tuelles du clergé et s'assurer la Restait, pour accéder à la

Laïcs de choc au Moyen Age

zième siècle - du moins théoriquement - en inventant le concept de chasteté conjugale. C'est l'époque où les fernmes émergent sur le devant de la scène. Elles défrayent la chronique, par leurs visions, leurs révélations, lours prophéties. Mais le durera pas : le Moyen Age s'achève sur ce qu'André Vauchez appelle joliment e l'été indien de la religiosité féminine ». Un long hiver suivra...

* Les Lales au Moyen Age, Edi-tions du Cerf, 309 p., 165 F.

حكذا من الاصل



Jestiviso

L'inculpation de M. Michel Droit pour « forfaiture » et l'avenir de la CNCL

Une folle journée dans la vie des « sages »

nationale de la communication et des libertés (CNCL) a comu dans la journée du mardi 27 octobre plusienrs rebondissements judiciaires. Après l'Inculpution pour forfaiture de M. Michel Droit à la suite de la plainte de Larsen-FM (le Monde du 28 octobre), l'académicien, qui estime que le donzier d'accusation est «vide», a contre-

Son avocat, Me Jean-Marc Varaut, nande à la Cour de cassation que le juge d'instruction, M. Claude Grelller, soit dessaisi du dossier. Par ailleurs, le parquet de

Loquel a prévenu l'autre ? Il est 12 houres 30, mardi 27 octobre, lorsque MM. Gabriel de Broglie et Yves Rocca battent le rappel des membres présents au 35, rue Jacob, siège cossu et feutré de la CNCL.

Visages défaits, mines abasourdies. La nouvelle est tellement énorme » ! L'un des leurs, Michel Droit, est inculpé de « forfaiture ». Pour la première fois dans cette affaire, l'un des « sages » est personnellement mis en cause. La première ligne de défense de l'institution - institution de la République », aime-t-on à se répéter pour micux exerciser le mai - s'est effonion provisoire d'un chargé de mission, M. Pascal Vallery-Radot, paraît après coup blen dérigaire.

Certes, les membres savaient. Savaient que l'académicien était convoqué ce matin-là par le juge d'instruction. « Michel Drois a reçu sa convocation par courrier, le jour même où Libération le mettait en cause », affirme un « sage » ulcéré. Mais de là à concevoir, à imaginer qu'une inculpation puisse être pro-noncée il y avait un pas que les membres s'étalent refusés à fran-

Le directeur général de la CNCL, M. Pierre-François Racine, le responsable de la cellule interne chargée des radios, M. Yves Rocca, et le ient de l'instance lui-mên m. de Broglie, n'avaient-ils pas déjà Michel Droit, souligne l'un de ses pairs, ne faisait même pas partie de la commission radio i » La presse fait déjà le siège. Et le ministre de l'intérieur en

ersonne, M. Charles Pasqua, sur RTL, renouvelle « toute l'amitié, alors une position de repli à laquelle

X...pour violation du secret de l'instruction, qui vise Libération et le Matin de Paris.

Après une longue délibération de la CNCL, son président, M. Gabriel de Broglie, a demandé à son tour à être inculpé pour pouvoir avoir accès au dossier.

Mais M= Catherine Tasca et M. Bertrand Labrusse, les deux membres de la Commission nommés par le président de la République, out refusé de « s'associer » à cette démarche. M. de Broglie justifie cette dernière en affirmant que « les sents argu-

l'admiration et la confiance » qu'il M. Bouzinac accepte de se ranger. Le communiqué officiel peut tom-ber : « Après l'inculpation de porte à l'ancien interviewer privilégié du général de Gaulle. L'intervention heurte la sensibi-Michel Droit, Gabriel de Broglie (...) a proposé à la Commis-

lité de certains « sages », qui trouvent le parrainage bien encombrant et maladroit. Puis c'est au tour de M. Rocca de se déclarer « consterné et surpris ». « J'ignore tout des raisons pour lesquelles le juge a pris cette décision, ajoute-t-il, d'autant plus que personnellement et a priori je suis porté à penser qu'il n'y a rien dans le dossier. L'inculpation d'un membre de la CNCL est une chose énorme, et je ne suis pas sûr que le juge l'ait bien réalisé. » Un ongagoment personnel dont on ne retrouvera pas trace dans le communiqué publié plus avant dans la journée. Vers 17 heures, en effet, les

sages » se réunissent en une niénière improvisée. Tous sont là, à l'exception de M. Pierre Huet, en voyage aux Etats-Unis. MM. Jean-Pierre Bouyssonnie et Bertrand Labrusse abandonnaront la séance en cours de route pour assister à la remise d'une... Légion d'honneur. Et pendant que les avocats de M. Droit préparent leur contre-offensive - les treize = en ignoreront la teneur endant la totalité de leurs délibéraions – l'académicien, promptement revenu de l'Institut, fait un résumé - - succinci -, commente un « sage » - de son entrevue avec le

juge Grellier. « Et si nous demandions tous à être inculpés? » Qui en a, le premier, lancé l'idée ? On ne sait plus, mais celle-ci, qui fait recette chez une forte majorité de membres, est vigourcusement combattue par M. Catherine Tasca et MM. Roger Bouzinac et Bertrand Labrusse.

Le président de la CNCL suggère

touchent au travail de la Commission». L'affaire suscite de nombreuses réactions politiques dans les milieux parle-

La présidence de la République, l'entourage du premier ministre et le ministère de la culture et de la communication se refusent à tout commentaire. Interrogé sur Europe 1 le 28 octobre, M. Michel Droit a dénoncé « une opération politique dont le coup d'envoi a été donné par le président de le République ».

> Et de se défendre d'avoir favorisé l'attribution d'une fréquence à Radio-Courtoisie : «Il n'y a rien dans le dossier sauf quelques ragots qui ont été rapportés, affirme-t-il. Je n'ai rien écrit, rien promis. (...) Si je m'étals entremis pour donner préférence à une radio plutôt qu'à une autre, je me serois entremis en tant que lei. (...) Moi, c'est une volx, et nous sommes treize. Comment aurais-je pu avoir de l'influence sur treize personnes?» S'agit-il alors d'une entreprise de déstabilisation? - De la CNCL, cartainement. De moi, je ne sais pas,

Le rideau peut tomber sur le deuxième acte d'une foile journée. Est-on le dernier? Les répliques croisées de la CNCL et de M. Droit, pour spectaculaires qu'elles scient ne mettront pas un terme à l'affaire. Loin de là. Les «sages» n'ignorent pas que de nouvelles rameurs d'inculpation courent Paris.

mais ce sera difficile. »

Une nouvelle station, Radio Contact, s'est jointe à la plainte déposée par Larsen-FM. Ses responsables s'en premient et à la CNCL et à M. Robert Pandraud. Ils accusent en effet le ministre de la sécurité publique d'avoir, dans son bureau obligé une station à en avoir épousé une autre. Un mariage que la CNCL aurait autorisé tardivement et à la surprise générale...

Décidément, la FM se révèle chaque jour un peu plus un vrai champ

L'académicien porte plainte contre le juge d'instruction

sion, qui l'a accepté, de demander à

êtra lui-même inculpé pour avoir

accès au dossier. La Commission a

par ailleurs décidé de se constituer

« Je n'en

savais rien»

Interrogés per l'AFP, M= Tasca

et M. Labrusse, tous deux désignés par le président de la République,

font alors savoir qu'ils « ne s'asso-

cient pas au texte ». Un geste que M. Labrusse se refuse à commenter,

affirmant simplement que « la jus-

tice doit suivre son cours ». Une

position délibérément neutre mais

qui sonne, malgré les précautions de

langage – « ne pas s'associer » n'est

une nouvelle fracture su sein de

Mais, déjà, Michel Droit peut lan-

cer sa propre contre-offensive. A

20 heures, les journaux télévisés se

font largement l'écho de la bombe

qu'il vient de lancer : une plainte

contre le juge Grellier pour trahison

du secret de l'instruction. « Un

grand nombre de journalistes pari-

j'aliais être inculpé (...) quand moi,

je n'en savais rien », déclare-t-il sur

iens étaient informés de ce que

pas « se désolidariser », - comme

partie civile. »

l'institution.

cour de Paris, conseil de Michel Droit, membre de la CNCL et de l'Académie française, a été autorisé par le bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel de Paris à faire une déclaration, à la suite de l'inculpation de son client et de la divulgation délibérément donnée à cette inculpation. cette inculpation.

cette inculpation.

- Tous les membres d'un jury d'examen ou d'un organisme quelconque, qui a à connaître de soumission de candidatures ou de marchés, devront savoir que les seules affirmations d'un candidat évincé suffisent à faire inculper l'un des membres d'un jury ou d'une juridiction du crime de forfaiture.

» Il n'y a dans le dossier de l'instruction que les seules déclarations de tiers selon lesquelles M. Jean Ferré, animateur de Radio-Courtoisie, aurait dit qu'il espérait obtenis une fréquence en raison de ses relations avec l'un des membres de la CNCL, M. Michel Droit. Vollà tous.

M° Jean-Marc Varant, que

M. Michel Droit a finalement du sur un fondement aussi léger, rendue publique dans le Monde plus d'une heure avant qu'elle ne soit effective, justifie que. M. Michel Droit dépose une plainte en forfaiture contre le juge d'instruction Greiller, et que je saisisse la chambre criminelle de la Cour de cassaigne.

« Jean-Marc Varant, avocat à la cour de Paris, conseil de Michel tion d'une demande de descanisires. tion d'une demande de dessaisisse-ment au profit d'un autre magistrat pour que l'instruction puisse aboutir rapidement, sereinement et sans inimitié à la décision de non-lieu

> [M° Varant nom a précisé qua, contrairement à ce qu'indique son communiqué, il ne portait pas directement plainte « en forfaiture » contre M. Grellier. Il soupconne le juge d'instruction de violation du necret de l'instruction et estime que si estre violation était démonstrée, elle devrait conduire, dans un second temps, à l'inculpation de M. Grellier pour forfaiture.
>
> Par ailleurs, M° Varant demande, sor la base de l'article 662 du code de procédure pénale, su procureur général de la Cour de casastion de solliciter de la chambre criminelle de cette même juridiction de dessaisir M. Grellier de l'affaire de la CNCL au profit d'un autre juge d'instruction.
>
> Le numéro du Monde de mardi (daté mercredi 28 octobre) cité par [M. Varant nous a précisé que,

ses relations avec l'un des membres de la CNCL, M. Michel Droit.

**L'atteinte portée aux deux institutions que sont l'Académie française et la CNCL par cette inculpation a rendu compte a été comme à 12 h 48.]

**L'atteinte portée aux deux institutions que sont l'Académie française et la CNCL par cette inculpation a rendu compte a été comme à 12 h 48.]

Le parquet de Paris requiert l'ouverture d'une enquête et d'une information pour violation du secret de l'instruction

Quelques heures après l'inculpa-tion de M. Michel Droit, le procu-reur de la République de Paris, M. Michel Raynaud, faisait diffu-ser, le mardi 27 octobre, un commumiqué annonçant que le parquet de Paris « a requis, ce jour, l'ouverture de deux informations contre X. pour violation du secret de l'instruction et infraction à l'article 2 de lot du 2 juillet 1931 ».

Le communiqué précise : « La première fait suite à la publication dans les quotidiens Libération et le

Matin de Paris, d'extratts de procèsverbaux d'écoutes téléphoniques réalisés dans la procédure d'infor-mation suivie pour homicide volontaire sur plainte, avec constitution de partie civile, des consorts Boulin. La seconde concerne la parution, dans les mêmes quotidiens, d'informations relatives au déroulem de l'instruction suivie contre X... pour corruption, sur plainte, avec constitution de partie civile, de l'association Fréquence 94-Larsen

ancien président du Conseil national • PRÉCISIONS. - Radio-Tiwisi de la communication audiovisuelle. se défend d'être « un projet de papier » (le Monde du 24 octobre). Ses responsables affirment avoir surinstitution supprimée par la loi de septembre 1986, nous fair savoir que M. Pascal Vallery-Radot n'a monté leurs difficultés techniques et jamais travaillé pour le CNCA. Ce chargé de mission de la Commission financières pour commencer à mettre en place leurs émissions depuis le 13 octobre. Radio-Tiwisi, station associative consacráe à la culture berbère, partage sa fréquence avec la

'INCULPATION de M. Michel

Le coup de grâce

_ Droit sera-t-elle le coup de grâce pour la Commission nationale de la communication et des libertés ? Cartes, rien ne prouve encore que l'académicien se soit rendu coupable de forfaiture. Mais, au cours de sa longue enquêta, M. Claude Greilier s'est penché evec besucoup de soin sur les . conditions particulièrement obscures dans lesquelles la CNCL avait autorisé certaines radios sur la bande de fréquence pansienne. Audelà du sort de M. Droit, c'est donc le fonctionnement même de la Commission qui va venir devent la

Ce souvet épisode judiciaire s'ajoute à la longue liste de polémiques qui ont entouré la CNCL tout au long de sa première annés d'existence. Dès se création par le Parlement, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, ne oschalt pes qu'il aurait préféré un mode de désignation des « sages » moins éé au pouvoir politique.

Depuis, l'indépendance de l'institution n'a cessé d'être contestée par l'opposition socialiste puis per le président de la République, Cer taines personnalités de la majorité ont même emboîté le pas. M. François d'Aubert, député UDF, n'avait pas ménagé ses critiques lors de la nomination des PDG de l'audiovisuel public. Plús récemment.

64 Samone Vell # misson tour la CNCL

A cette contestation politique s'ajoute celle des acteurs du paysage audiovisuel. Les propriés de TF 1 et de la Cinq ne se prive guère de critiquer la logique de décision des treize « seges » ni de déposer des recours devant le Conseil

Les organisations profes nelles s'inquiètent du manque de détermination de la CNCL à faire respecter la loi et les cabiers des rges, mettent en causo la faise de ses pouvoirs juridiqu Certains responsables du mond des télécommunications a a gent sur les compétences des men bres de l'anstitution sur les pro

Emin, l'installation per Télédiffe sion de France d'un émétteur pirate en Nouvelle-Calédonie a montré que les pouvoirs publics n'hésitaient pas à contourner une autorité de la avaient suc-mêmes mise en place. On voit mai comment, dans ces conditions, is CNCL peut continuer jouer de manière crécible un rôle d'arbitre dans un paysage audiovi-suel en plaine ébuildion.

If no fait allows doute que l'élection présidentielle, quells que soient ses résultats, entrafrera une refonte de l'institution. Reste à savoir comment elle pourre serviere jusque là.

JEAN-PRANCOSKLAGAN.

Un polémiste en habit vert

Membre de l'Académie françaiss, où il occupe depuis 1980 le fauteuil de Joseph Kessel. ácrivain, auteur de nombreux. romane, essais et Mémoires, Michel Droit rests d'abord un journaliste qui a mis sa veine " polémique au service de ses

idées, souvent sans nesnos.

Grand chasseur, amoureux des savenes etriceines (l. a. guide pour l'Afrique d'Stra. Dies le livre qu'il remenale de centraritéaine), Michiel Droit a commence sa cerrière après la querre, à laquelle il prit, dans le livre qu'il remenale de centraritéaine), Michiel Droit a commence sa cerrière après la partie de la prit, dans le livre qu'il remenale de l'émission de la redio et à la pace de la cordiair de l'émission. Il devent producteur de l'émission « A propès » de la place de sentinelle de l'émission « A propès » de l'émission de l'émission de l'émission « A propès » de l'émission de l'ém partir de 1962, il fut, en 1965. Adrique de Sud devait, selon le seul journaliste à avoir inter- luis inciter l'Occident à plus de rogé en tête à tête le general de prédance dans aus jugemente à Gaulle à la télévision. Après avoir assuré la rédaction en chefdu Figaço littéraire, il desent, en 1971. chroniqueur éditoris du Figaro. Il est en outre conseiller à la Librairie Pior.

: Toujours pret è prendre les armes pour défendre les valeurs auxquelles il est attaché, Michel Droit s'était attaqué, entre autres, en 1978, au chanteur Serge Gainsbourg, coupable & ses yeux d'avoir « profané » le

sement que le version de Physnics regitional-dar Gainsbourg CATE PART CHIPPO.

mien ave

une

AND SHOP

The March of the ⊋ lie e_{man} i

TWO IS TO SEE

STATE OF THE STATE

12 30/1 le 1 2 1/2 1/2 1/2 1/2

System on piller

A first ins

Carrier Time A

The real rates and

And detroise for

to a remain de Maria.

Har Har Laures por

And of the second

Sales of the second

And device design

The second secon

wième Fer

Vine To the last of the last o

the same and the

Section 1 with 10 th

The colors of system

l'égard de ce pays. Dernier en date de ses pem

phiets, une Lettre ouverte à peux qui en ont plus qu'assez du socialisme (Albin Michel, 1985). Michel Droit a en prend Bux socialistes et surtout à M. Mitterrand, qui a pratiquent l'intolérance de l'esprit et du verbe > et « érigent l'imposture en système a.

PATRICK KECHICHIAN.

Un juge tranquille

shérif. Aux approchés de la quarantaine, il a gardé un air d'étudiant sage. Loin des modes et des passions, il est avant tout, au Palais de justice, considéré comme un « bosseur »."

Las cheveux frisés, l'œij touours un peu ironique derrière ses petites lunettes ovales, il arrive parmi les premiers dans sa galerie d'instruction et repart parmi les demiers. Claude Greilier a toujours occupé la fonction de juge d'instruction. A Privas, où il a occupé son premier poste, puis à Carcassonne et. depuis 1978, à Paris. Premier juge d'instruction depuis un an, il est spécialisé dans les affaires de presse.

Le dossier Hersant conclu par un non-lieu, c'est lui. Mais aussi les affaires Photo et Paris-Match, 'où 'il avait décidé de mettre en détention un journelista, Jean Tagnière, après la découverte de photos dérobées à l'identité judiciaire, et celle de Jean Durieux, rédecteur en chef de Paris-Match, après la publication de photos du cadavre de Jacques Méarine et des restes de l'étudiante hollandaise dépecée par léséi Sagawa, le Japonais cannibale.

Les récents démâlés de TF 1 avec la justice - et notamment l'inculpation très contestée du monteur Jean-Pierre Lacam après la diffusion d'un repor-

Le juge Grellier n'a rien d'un tage sur une manifestation étudiante, c'est aussi lui. Sans par-ler de l'instruction des plaintes des blessés de ces manifestations, ou de « bevures » poli-

C'est aussi M. Greilier qui Inculpa de consuption M. Pierre Dangles, conseiller RPR de Paris, accosé d'avoir reçu de l'argent de particuliers contre la promesse de leur fournir un logement. & Claude Grellier n'a pas la réputation d'être partisan, soulignent plusieurs avo-cats habitués de son cabinet. C'est un homme qui a très profondément le sens de la justice et que les passe droit inérissent. Il se fie plus à ses analyses juri-diques qu'à ses klées person-

il n'est pas de ces juges d'instruction qui tapent de poing sur la table ou e copinent y avec un inculpé. Toujours distant, discret, d'une extrême courtoisie, Claude Grellier est un homme intransigeant. Fils de pasteur protestant, frère d'agriculteur, il n'a pas coupé les ponts avec sa Lozère natele.

« Il est inclassable », dit un de ses collègues de l'instruc-tion. Ni syndiqué ni militant Claude Grellier est un homme tranquille que les tempétes n'effraient pas. Quand il en a le temps, loin du Palais, il joue du

La loi et la manière de s'en servir

Vous êtes inculpé, accusé, mis en cause ? Niez tout en bloc et, surtout, portez plainte à votre tour. Peu importe que cette plainte soit fondée. Il suffit qu'elle jette le discrédit sur le magistrat qui vous a inculpé.

Ligaté par le devoir de réserve, il ne peut répondre. Il er, en profite pour déclarer Mª Jean-Marc Varaut, le défenseur de M. Michel Droit, sans risquer, et pour cause, d'être démenti. Le magistrat se hasarderait-il à contredire l'avocat qu'il se rendrait coupable, pour le coup, de violation du secret de l'instruction.

Cette ioute à armes inégales autorise tous les à-peu-près. Le code pénal et son complément obligé, le code de procédure, ne sont invoqués des lors que pour la forme. Ce sont d'abord des armes médiatiques, à utiliser, de préférence, avant le « bouclage » des journaux télévisés de

Plus ce jeu médiatique prend de l'ampleur, plus il est nécessaire d'en revenir à la loi, qui ne permet pas de dire n'importe quoi. Volant au secours de M. Droit. le président de la CNCL demande ainsi à être inculpé à son tour. Pourquoi, sinon pour tenter de minimiser le rôle de l'académicien en le diluent dans une sorte de responsabilité collective, celle de la CNCL ? C'est aublier qu'en droit, cette responsabilité globale n'existe pas depuis l'abrogation de la loi anticasseurs. Des soupçons pèsent actuellement sur M. Droit seul.

Seul il devra en récondre. Le communiqué de Mª Varaut vise, pour sa part, à jeter le discrédit sur M. Grellier. Celui-ci, laisse entendre l'avocat, aurait violé le secret de l'instruction en annonçant lui-même à des journatistes du Monde l'inculpation de M. Droit avant même que cette inculpation lui soit signifiée.

La réslité, évidemment, est tout autre. Comme il est de rècle dans ces cas-là, de nombreux magietrats, su palais de justice de Paris, étaient au courant de l'imminence de cette inculpation.

de sa date et de son heurs. Certains de ces magistrats savaient même de quoi il retournaît depuis les couloirs du perais ne bruis-saient que de cela. Contredisant son avocat, qui s'en prend au Monde seul, M. Droit a du reste reconnu, mardi 27 octobre sur TF 1, que de nombreux journaistes étaient au courant, depuis la veille, de sa prochaine inculpation. En plus de M. Grellier, des dizaines de personnes étaient, mardi matin, dans le « secret ».

Qu'importe, il s'agit de jeter le discrédit sur un « petit juge » que ses collègues décrivent comme discret, rigoureux autant qu'imperméable aux pressions. Quelle aubaine pour M. Droit si son avocat obtenait le désa sement de M. Grellier au profit d'un magistrat plus docile; il y

Discrédit

Quoi que Mª Varaut laisse ntendre, le juge d'instruction ne fait preuve d'aucun achamement. - sauf à considérer que M. Droit, de par ses titres et ses fonctions, doit bénéficier d'un régime de faveur refusé aux autres citoyens mêlés à de telles affaires judiciaires. La loi, il faut le rappeler, obligeait M. Grellier à inculper M. Droit.

Le code de procédure pénale interdit, en effet, sux juges d'instruction d'entendre comme simples témoins les « personnes contre lesquelles il existe des indices graves et concordants de

L'inculostion de mardi a. au reste, un côté bénéfique : elle permet à M. Droit de prendre connaissance du dossier d'instruction, et à son avocat de prétendre que celui-ci est vide de charges sérieuses. C'est le jeu normal de la justice où chacun a son rôle à tenir. M. Greilier joue le sien. Il applique la loi, rien que la loi. Tentar de le discréditer, c'est, en revanche, fausser les règles de ce jeu et amplifier le discrédit dont souffre la justice; les sondages le montrent assez.

BERTRAND LE GENDRE.

radio arménienne AYP. D'autre part, M. Lucien Sfez.

nationale de la communication et des libertés, récemment suspendu de ses fonctions (le Monde du 24 octobre). aurait en fait travaillé pour la commission consultative des radios locales avant de rejoindre la CNCL

William 25 Comme en auffeine 140 mm W 1934 4 400 Sam and

HRISTOPHE LAMBERT est resté très simple. Il a du mérite, parce que les producteurs jui out mené la vie dure. A peine chu de son arbre dans Greystoke, on l'a jeté dans le métro de Subway, on en a fait un champion de l'« heroic fantasy » avec Highlander, un obsédé du porte-clefs dans I Love you. Anjourd'hui, le voilà «sicilien», placardé sur les murs et les devantures des kiosques, au-delà du senil de saturation, avec son beau un peu myope qui chavire les dames de treize à quatre-vingts. ans (parce qu'en plus d'être resté

e in action

The state of the same

CAMP : MINTER

FARE LENGT

This is a second

and distant of the state

The Better Stage 2 of

生产的量。

in the state of

100 miles 200 gar

A CONTRACTOR

人名英格拉克 经营业

8 4 July 21

plutôt bien, gentil, timide, que ce battage doit l'assommer en un sens mais c'est le boulot, bref pas le genre de comédien qui la ramène et dont on a envie de dire du mal, ce qui peut à l'avenir être un problème, d'ailleurs).

Sicilien, l'ombrageux Lambert ? Autant qu'une pendule normande. Il est vrai que les Normands ont occupé la Sicile au onzième siècle, alors pourquoi pas? Et dans la foulée Terence Stamp, acteur exquis, entièrement restauré, peut passer pour le prince Borsa, tellement british sous sou ombrelle (à croire qu'il vient de faire un petit dépannage dans un film d'Ivory), au contraire, c'est ce casting décalé qui fait vrai. De même Joss Ackland, ex-Royal Shakespeare Company, ex-planteur au Malawi, ex-disc-jockey en Afrique du Sud, compose un chef de la Mafia éponstonflant.

Evidenment les choses se visage étrange, son regard de dur gâtent avec Barbara Sukowa, native de Brême qui triompha avec Margarethe von Trotta et Rainer Werner Fassbinder et simple, on devine que l'homme est interprète ici une curieuse



Entretien avec le réalisateur

Une histoire en mouvement circulaire

Michael Cimino comment il a pu passer de la Porte du paradia, film maudit, au Sici-liea, c'est-à-dire, au fond, comment il a retrouvé, en passant par l'Année du dragon, la confiance des producteurs, il répond simplement: « Avec beaucoup de dif-ficultés. » Mais il dit aussi que Voyage au bout de l'enfer mon-trait les émigrants installés aux Etais-Unis, la Porte du paradis les gens qui n'étalent pas encore devenus complètement des émigrants, et qu'avec le Sicillen il s'est éloigné encore plus de l'Amérique, pour rejoindre ceux

«Dans mon dernier film, le rève est encore devant eux. Ils meurent presone en voyant le drapean américain, an moment où le soleil se lève.

- Adapter un roman de Mario Puzo, auteur, déjà, du Parrain, n'étali-ce pas essayer de retrouver le succès du film tourné par-Coppola?

- C'était, peut-être, ce que la production voulsit, mais le scénariste Steve Shagan et moi nous sommes éloignés en partie du livre. Nous avons utilisé les informations disponibles sur Salvatore Ginhano. Il avait donné des entretiens aux journaux, il s'était laissé filmer. Il avait fait publier des proclamations, des ultimatums.

ORSOL'ON demande à Tout ce matériel ne s'est pas ajouté. En fait, c'est devenu le

> Lorsqu'on dit à Michael Cimino que le Sicilien a des allures d'opéra, avec une ouverture flamboyante et tragique, que le duo chanté par l'Infant et Posa, tiré du Don Carlos de Verdi est, sans doute, une métaphore des rapports Salvatore Giuliano-Gaspare Pisciotta, il répond qu'il accepte cette interprétation avec plaisir :

« Nous avons pensé à la musi-que avant même de préparer le film. Nous avons cherché une même temps que l'écriture du scénario. Chaque partie devait tenir compte de l'autre. La musique n'était pas destinée à réillustrer ce qu'on avait déjà vu ou à illustrer ce qu'on allait voir, mais à faire ressentir ce qu'il y avait dans la tête et le cour des gens. Ainsi, après le vol des chevaux de la duchesse, elle dirige le spectateur vers les émotions, les sentiments

de celle-ci. » Dans certains cas, la musique participe directement à l'action. Par exemple, lorsque le prince Borsa est à cheval dans la montagne avec Giuliano. Ils veulent se dire des choses importantes et la musique a l'air de commenter : faut-il dire des

choses importantes d'une manière numi grotesque? Borsa et Giu-liano cherchent à s'impressionner autuellement.

» Verdi est une référence directe à l'opéra. Mais il y a aussi Scarlatti et les musiques américaines de Count Basie, Glenn Miller; ce qui est, en plus, un détail historique. Au fur et à mesure de la libération de la Sicile, de l'Italie, les gens dansaient sur ces airs-là. Ceia n'a pas été oublié. En 1986, au cours de la première semaine du tournage, nous répé-tions dans le sous-sol d'un hôtel. Soudain, nous avons entendu In the Mood. C'était pour un noce ne parlait un mot d'anglais.

» Oui, la mise en scène est une suite de mouvements lyriques. D'une certaine manière, j'ai essayé de faire le contraire de l'Année du dragon, où il y avait un mouvement vers l'avant, et en force. Dans le Sicilien, le mouvement est circulaire et on revient souvent dans les mêmes lieux. Cette mise en scène a été très concertée avant le tournage. J'ai fait des dessins de mouvements comme pour une chorégraphie, j'ai indiqué les changements d'angles sur le papier. Pour correspondre à une certaine idée lyrique que j'avais de l'histoire de Salvatore Giuliano. Ce style

d'opéra devalt éviter les stéréo-

types sur la Sicile, le banditisme et la Mafia

» Même si Giuliano est en concordance avec des mythologies américaines - Gore Vidal a parié de Billy the Kid, mais on peut penser également à Jesse James, - on s'éloigne des notions tranchées de bien et de mal. La violence et les mauvaises actions sont le lot de Don Masino Croce et de Giuliano, mais ils sont capables de choses plus complexes, plus humaines. Ils ont des statures de héros d'opéra et le film - c'est délibéré - ne porte pas de juge-ment moral. Avec Giuliano, j'ai traité d'un rêve de liberté, d'espoirs renouvelés, de possibilités de vie meilleure, à ce moment-là, en Sicile. La présence américaine, à la fin de la guerre, était un exemple. Et aujourd'hui, aux Etats-Unis, il y a une meil-

» Christophe Lambert a été choisi parce qu'il n'a pas l'air de sortir des rues de New-York. parce que son âge correspondait. parce qu'il a une présence physi-que frappante, l'imprudence folle de la jeunesse et une aura. Tout cela dépasse le simple personnage d'un bandit et fait sentir en Giuliano le leader politique ou nationei qu'il aurait pu être. »

Propos recueills per JACQUES SICLIER.

bandit d'honneur

duchesse de Crotone, Américaine

Elle a pourtant une jolie scène où, retour d'une promenade à che-val, elle se déshabille en marchant dans les deux cents pièces de son palais et jette ses vêtements à la volée, qu'une humble servante ramasse jusqu'au pied de la bai-gnoire tandis qu'au-dehors, dans les champs, d'encore plus hum-bles paysans fauchent le blé à la main, sous le cagnard, en cadence. La musique les y aide en cela, elle coule à flots dès le générique, tantôt Cole Porter, tantôt Verdi, sous la houlette de David Mansfield, et même lorsque le prince Borsa est kidnappé avec son ombrelle et conduit dans la montagne, un coulis de Scarlatti le nappe avantageusement. C'est bien, un film où il y a tellement de musique que l'on peut fermer les yeux pour mieux la déguster. Le silence ne précède que les explosions et les pétarades de mitrailleuses qui ponctuent cette partition comme les portes et les soupirs chez Pierre Henry.

Cimino, remarquable réalisateur de Deer Hunter, les Portes du paradis, l'Année du Dragon, a donc bâti une symphonie, un opéra, autour de la légende de Salvatore Giuliano, singulier bandit sicilien, qui sut faire parler de lui dans les années 40. Tel que Lambert l'incarne, c'est un beau gosse inculte et rusé, sanguinaire et généreux, qui fusille des dizaines de victimes au nom d'un idéal (rendre la terre aux paysans) dont au fond personne ne veut, comme le lui explique justement un cardinal qu'il vient kidnapper en volture en pleine église. Les princes ne le veulent pas, l'Eglise et la Mafia ne le veulent

pas. Les paysans non plus. Ils veulent seulement du pain. Et rien ne changera jamais sous le ciel de Palerme. Il faut être fada comme ce Giuliano pour s'imaginer tout révolutionner et demander par voie de presse au président Truman de faire de la Sicile le quarante-neuvième des Etats unis d'Amérique. Heureusement, les gens qui déraillent, la Mafia sait les calmer au gros plomb après les avoir utilisés, par exemple à massacrer les manifestants communistes le jour du 1= mai 1947 (superbe mouvement de drapeaux rouges). Et c'est à bord d'un voilier que meurt Lambert, resté simple, de la main de son meillenr ami (excellent John Turturro). Il a da penser que c'était plus visuel que l'autre version, la plus probable : Giuliano fut tué dans son sommeil par son ami Pisciotta, lequel périt un an plus tard d'une tasse de café fâcheusement allongé d'arsenic. Mais ca ne donneralt rien à l'image, tandis que la mer, les voiles sur le ciel... c'est une jolie scène d'assuré dans un film qui en contient beaucoup et de vrais morceaux de bravoure. Les jeunes filles tendres pleureront à la mort de ce beau Robin des Bois trahi par tous. Ceux qui s'intéresseraient à la vie de ce personnage historique qui, avec sans doute infiniment de charme, assassina quelque deux cents personnes sans que la réalité sociale de son pays évolue d'un iota, se reporteront an document passionnant, inégalé, réalisé par Francesco Rosi en 1961, Salvatore Giullana.

MICHEL BRAUDEAU.

Q

BAUMONT COUSÉE — GEORGE V — HAUTEFEUILE — PORUM LES HALLES BAUMONT PARNASSE — LES PARNASSENS — PARAMOUNT OPÉRA IMPÉRIAL — GAUMONT ALÉSIA — CONVENTION ST-CHARLES IMPERIAL — GAUMONT ALESIA — CONVENTION ST-CHARLES

AAUMONT CONVENTION — FAUVETTE — NATION — UGC LYON-BASTILLE

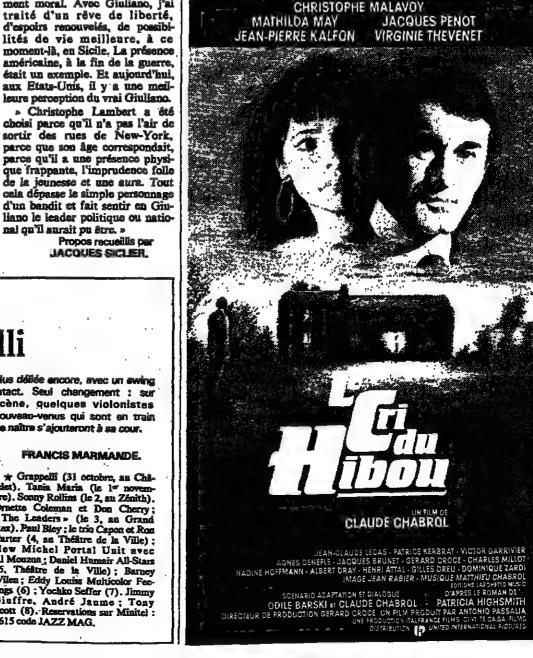
CLICHY PATHÉ — LA BASTILLE — REX — PÉRIPHÈRIE NEURLLY VILLAGE

ASMÈRES TRICYCLE — EVRY GAUMONT — BOULOGNE GAUMONT OUEST

CRÉTEIL ARTEL — NOGENT ARTEL — VERSAILLES ROXANIE

ENGREN FRANÇAIS — LA DÉFENSE 4 TEMPS — BAINT-GERMAIN C21,

THAIS BELLE EPINE — PALAISEAU 4 CHAMPS — ARGENTEUIL ALPHA



Le huitième Festival de jazz de Paris

Les anniversaires de Grappelli

AlME jouer even des gentiemen. La musi-que que nous jouons est trop importante pour la partager avec des gens qui n'ont pas de tenue. Combien de fois ai-je vu des musiciens qui ne saluaient même pas le public. Moi aussi, je suis timide, j'ai le trac, mais il faut avoir du nerf... » Stéphane Grappelli est tout entier dans cette déclaration (le Monde, 20 octobre 1984). Lui qui est authentique-ment un musicien populaire, un enfant de la balle, lui qui a porté le jazz à l'un de ses sommets avec Diango Reinhardt en 1934, il ne conçoit la musique que comme une leçon d'élégance. Avec une inépuisable attention aux autres, il impose, d'ailleurs, ce respect qu'il sait lui-même porter à ses partenaires. Pour ses quatrevingts ane, cinq violonistas de moins de trente ans, plus doués les uns que les autres, sont autour de lui, en ouverture au Festival de Paris.

Sans le vouloir, Grappelii a toujours fait école. Qu'ils jaionnent la musique de « fusion » ou qu'ils arpentent le rock, qu'ils soient fidèles à la tradition qu'il a inventée ou qu'ils balisent le champ des recherches contemporaines, les violonistes de jazz ne le sont qu'en référence à Grappelli. Grappelli inspire, séduit et suscite des talents. Sans le chercher, d'ailleurs. Dans un milieu d'homme où chacun se surveille et quand les rivalités vont bon train, Grappelli continue d'inspirer de

Luiquin'a pas eu de profes seur, il a des disciplines : « Avec

mettrais pas de jouer comme je joue. Impossible de faire ce qu'on appelle la ∢ note bleue » ; elles seraient toutes noires... » Il est étonné que les classiques l'aiment, qu'on l'invite avec les plus grands, que Yehudi Menuhin ait enregistré six disques avec lui. Sa-modestie vraie n'en revient pas. Il songe toujours à Django qui lui désait : « Tu sais, ils ont étudié, ces gars-là, c'est pas

comme nous. > Chaque année, le temps s'en va, on est contraint de fêter un anniversaire relatif à Grappelli : ses sobante ans de musique, son anniversaire, sa rencontre avec Django, le premier disque, etc. Pour son centenaire, dans vingt ans, les choses n'iront pas différenment. Il jouera de façon

plus déliée encore, avec un swing intact. Seul changement : sur scène, quelques violonistes nouveau-venus qui sont en train de naître s'ajouteront à sa cour.

FRANCIS MARMANDE.

* Grappelli (31 octobre, an Châ-telet). Tania Maria (le 1s novem-bre). Sonny Rollins (le 2, an Zénith). Ornette Coleman et Don Cherry; «The Leaders» (le 3, an Grand Rex). Paul Bley; le trio Capon et Ron Carter (4, au Théâtre de la Ville); New Michel Portal Unit avec Al Mouzan; Daniel Humair All-Stars (5, Théâtre de la Ville); Barney Wilen; Eddy Louiss Multicolor Feelings (6); Yochko Seffer (7). Jimmy Giuffre, André Jaume; Tony Scott (8). Reservations sur Minitel: 3615 code JAZZ MAG.

Des chevaux et des hommes

Le cabaret musical et équestre Zingaro est à Paris. Il y a le sable sur la piste, les oies, les lustres à pendeloques, la présence animale... Un vertige de poésie.

NE grille, un terrain vague, la gare désaffec-tée de Reuilly plus les chapiteaux, les roulottes des Zingaros. Après le Festival d'Avignon, où la fastueuse et trouble poésie de leur spectacle a fait vibrer les foules, ils ont beaucoup voyagé. Ils sont à présent installés à Paris, et leurs représentations ont commencé le 27 octobre. Les affiches - de Jean-Paul Chambas - ont été collée la veille, mais en arrivant d'Italie des invitations les attendaient déjà pour de prestigieuses émissions da télévision. Et ils se demandaient ce qu'ils allaient accepter. En un an environ, ils ont été pris dans les projecteurs de la mode. Ils en reconnaissent les bénéfices, mais tiennent à préserver leur image. De se voir citer parmi les effets de la vogue espagnole, entre Picasso, la collection couture de Christian Lacrob: et les Gipsy Kings les déconcerts.

Plus que jamais, Bartabas — leur chef et cofondateur - veut que Zingaro soit reconnu comme « cabaret musical et équestre ». A Avignon, il expliquait fébrilement qu'il n'était pas un arriant de la baile, pas plus que les autres Zingaros, que son truc. ce n'est pas le cirque, c'est les chevaux. « Un psychanalyste saurait peut-être dire pourquoi. » Lui s'en fiche. Il avait huit ans quand il est monté pour la première fois, et s'est senti parfaltement à l'aise. Il s d'abord travaillé en amateur :

a Dans les équipes du mathn, avec ceux qui soignent, entraînent, s'occupent. L'après-midi, arrive le propriétaire. Il paie pour tout, et puis c'est lui qui a acheté le cheval. Mais pour les gens qui vivent avec, c'est « leur » cheval. Aujourd'hui, le milieu des. courses, c'est la Sécurité sociale et tout ca. Quand j'y travaillais, on ne gagnait rien, mais on ne se plaiit pas. Moi, je m'en fichais, j'étais bien. Je vougnait pas. Moi, je m'en fichais, j'étais bien. Je vou-lais être jockey, mais vers douze ans j'ai trop grandi. Je pesais trop lourd. J'ai monté en amateur, et dans les courses d'obstacles où le poids peut être plus

» Puis, à dix-sept ana, j'ai eu les deux jambes bripas le chevel. En fait, à cette époque, le suite s'est décidée. C'est-à-dire que je ne pouvais pas supporter la rééducation. Alors le suis allé à des écoles de cirque, mais attention, je n'ai jamais eu l'idée de continuer dans cette ligne. Je faisais du théâtre de rue ; là, j'ai rencontré igor, et le matin j'allais au manage. Mais le mi-temps ne sert à rien, il faut choi-

Zingaro - précédemment cirque Alligre - correspond à une manière de ne pas choisir, pulsqu'au fond il s'agit d'un théâtre dont les comédiens sont des chevaux. Il y a aussi des oies, des dindons qui sont figurants. Il y a eu un aigle, il est mort, remplacé par un grand-duc. Il y a eu un chat équilibrists, parti en même temps que son compagnon humain. On n'ose pas dire son dresseur. Un chat n'est pas quelqu'un qui se laisse dresser. A la rigueur, il accepte de faire plaisir à la personne qui lui distribue à manger et des câlins.

D'autre part, chez Zingaro, il n'y a pes de dreesage. Les numéros ne sont pas fixes une fois pour toutes, les animaux ne sont pas pris et éduqués en vue d'un programme préétabli. On les prend pour ce qu'ils sont, parce qu'on pense qu'un accord est possible entre la bête et l'homme. L'un et l'autre ne travaillent pas côte à côte. Ils sont indissociables. Ils inventent ensemble. Naturellement, c'est l'homme qui dirige, et pour être précis, invente. Mais si son pertanaire change, il doit abandonner le numero.

Bartabas a appris à faire courir, sauter, danser les chevaux, à leur faire exécuter les pas de haute école. Par lui-même, il sait les mettre en scène, c'est-à-dire les faire jouer avec l'espace, le rythme, les lumière et tirer d'eux - sans trop verser dans l'anthropomorphisma - leura pouvoirs artistiques. Et les transformer en créatures chimériques, créer autour d'aux dus climats de reva.

« il ne s'agit pas de virtuoses, mais d'artistes. Comme n'importe lequel. Comme avec des pinceaux at de la toile, d'un côté vous avez Van Gogh et de l'autre Tartempion. Voilà pourquoi les professionnels de l'équitation sont admiratifs, ils savent ce que ça représente. Cela dit, les chevaux n'atteignent pas la perfection à tous les coups. Ils ne sont pas capricieux, mais parfois fatigués, inquiets, nerveux. Même Barychnikov, certains soirs, est seulement très bon. C'est à nous de nous adapter.

» il n'y a pas de méthode universelle. Elle change evec le chevel. A force de vivre ensamble, ils se font à nous. On s'arrange pour qu'ils ne s'annulant pas, pour qu'ils ne tombent pas dans la routine. On ne donne jamels deux réprésentations par jour, on ne répète qu'une partie des numéros, on les entraîne en douceur l'après-midi, et le soir il y a la tension. Je le provoque, d'ailleurs, c'est nécess façon, ils aiment le spectacle, le public, les applau-

, lle sont stupides. Par exemple, pendant un ment, la chaval a peur d'un chiffon rouge, fait un écart. Pendant des jours, vous vous appliquez à l'apaiser, à l'habituer au chiffon, que vous pous ensuite à qualques mètres. En bien, s'il le voit, comme ca n'est pas à la même place, il aura de nouyeau peur. Pourtant, si les chevaux sont stupides, ila dent une formidable mémoire. Donc, on doit faire très attention à la manière dont ils enregistrent les choses. Il faut prendre leur temps.

» Ainsi, pendant l'entraînement, arrive le moment où il a mai. Vous pouvez ne pas vous en rendre compe, parce qu'il ve quand même exécuter le mouent. Mais il va comprendre la où ça ne va pas et peu è peu béciere. A pertir de lè, il faut sout repren-dre à zéro. On doit aller per petites étapes, se mon-trer extrêmement attentif. s

Hommes et chevaux vivent ensemble le même existence. Subissent les mêmes pressions. Se font confiance. Connaissent la même expitation, le soir dans les lumières, quand le spectacle fait surgir le plendeur famomatique du monde Zingaro.

COLETTE GODARD.

PHOTO

La Hollande, rock et baroque

Méconnue, haute en couleur, ultra-inventive, l'effervescente création

de vingt-trois auteurs et plasticiens mue les caves Jainte-Croix en une vaste fabrique de l'imaginaire.

PAS plus que la littérature ou le cinéma, la photographie hollandaise n'est connue en France. Elle est pourtant une des plus actives en Europe. Succédant aux aînés Ian Dibbets et Paul De Nooyier, sous l'impulsion des galeries Fiolet, Canon et du Stedelijk Museum, c'est au début des années 80 qu'est apparue une nouvelle génération de créateurs.

Révélés à Paris par le Studio 666, ils sont groupés à Amsterdam et Rotterdam autour des galeries Torch et surtout de la revue-galerie Perspektief, animée par Bas Vroege. Issus d'horizons divers, se référant aux autres arts, ils ont en commun le désir de rajeunir l'image traditionnelle de leur pays. Aussi sincères et spontanés que réfléchis, portés par le modèle des grands peintres (de Rembrandt à Escher), le sons de l'histoire et la fidélité à l'enfance, ils affirment leur identité par le goût de la recherche esthétique,

sans crainte de marier le rock et le baroque, le surréalisme et l'emphase romantique.

Répartis en trois salles, dans le beau cadre des caves Sainte-Croix, ces architectes de l'impensable et de l'irrationnel larguent es digues de l'imagins chaussant les sabots du rêve, proposent une plongée dans l'inconnu, presque sur une autreplanète où, des épopées rutilantes de Henk Tas aux tableaux allégoriques de Gina K, inspirée par Wagner, l'illusion et la fantaisie prennent le réel au piège de sa représentation. Sur un mode plastique, Ruurd Van Der Noord, ou théâtrai, comme Rommert Boonstra, influencé par Friedrich et Delacroix, qui déclare : « Quoi de plus réel que le monde de mon imagination?

A partir de matériaux simples (carton, bois, tissu), c'est à une dérive dans les faux-semblants du sens que convie Winfred Evers, né en 1954 à Hasriem, Purement photographiques, quasi philoso-phiques, par l'usage graphique et mental du trompe-l'œil, ses sculptures de lumière, aux perspectives tronquées, à l'équilibre impossible, sont un défi aux lois de la logique et de la perception. Aspiré par les rets de cet écheveau visuel inextricable, l'œil jouit de son propre vertige. Et finit par se perdre



de vue dans les dédales, recoins et spirales de ce labyrinthe tridimenfiguration contient elle-même son

Si Evers déjoue magnifiquegré le plaisir instantané qu'elles procurent, ce n'est pas le cas de toutes les œuvres réunies dans une seconde salle où la trop évidente séduction du factice dénonce. l'impasse du « néopictorialisme ». N'en réchappent que les figurines figées, aux teintes sourdes, de Erica Uhlenbeck, Et, dans une mesure moindre, les reconstitutions de Teun Hocks, acteur et e performer », qui, devant des prises de vue peintes, détourne avec une saine fronte les chromos de l'imagerie populaire.

Vide de sens, livré au clairobscur du noir et blanc, le réel, même réduit à sa plus concrète expression, n'en sécrète pas moins sa propre fiction. C'est ce que suggère Rutger Ten Brocke, directeur de la galerie F 32, qui célèbre par le nu le retour à la sensualité de la nature. Ou Marlo Broekmans, qui, dans son premier travail solitaire, proche des surréalistes français des années 30. arrache avec une véhémence expressionniste l'image de l'héroine des mythes et des légendes qu'elle incarne.

sionnel, tout en découpes et en l'informe augurée par Atget, ces projections, qui prouve que la archéologues de l'invisible n'en cultivent pas moins l'amour de leur terre natale. Par la dissection des rumes et lienz déserts (Bas ent tout danger formaliste, mel. Vroege, Wiynands Derco), usines gers, Lnuk Huiskes), so reflète le souvenir d'une mémoire encore à

conquerir Inédit mérite aux Pays-Bas, ce copieux ensemble de plus de deux cents curres, collectées par Michèle et Jean-Luc Tartarin. prolonge la réflexion et l'exploration du répertoire contemporain menées depuis trois aus par Metz pour la photographie . Promue carrefour incontournable, eur action devrait être récomponsée bientôt par la création d'une collection permanente et la fondation d'un Centre d'art contemporain pour la photographie.

PATRICK ROEGIERS.

 * La photographie hollandsise »,
 vingt-trois anteurs et plasticiens pré acutés par « Metz pour la photographie », malheureusement sans catalogue, Caves Sainte-Croix, Metz, jusqu'au

Et aussi Ger Van Elk, « Œuvres récentes », 6, place de Chambre, et Paul-Den-Hollander, « Photographies en couleur », FNAC, jusqu'au 8 novem-



GALERIE CAILLEUX -

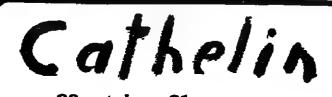
136, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél.: 43-59-25-24

ASPECTS DE FRAGONARD

Peintures — Dessins — Estompes

Jusqu'au 7 novembre

MUSÉE RODIN-77. rue de Varenne (7°) - M° Varenne Ornement de la Durée Isadora Duncan, Ruth St-Denis, Adorée Villany, Loie Fuller Photographies: Collection Augusta-Rodin Tous les jours, seuf mard, 10 h - 17 h, DU 30 SEPTEMBRE AU 30 NOVEMBRE.



20 octobre - 21 novembre

ARTFRANCE, 36 Av. Matignon Paris 8*

Galerie Jacques BAILLY 34, avenue Matignon, Paris 8° - Tél. : 43 59 09 18 ACHÈTE

toutes œuvres de ANDRÉ MASSON

AMANDIERS DE PARIS Derniers chagrins d'après F.KAFKA Du 13 octobre au 14 novembre 20*h*30 Relache dimanche et lundi illenene Faar Theatre en Ciel Logomotive Theatre



Exposition du 21 octobre au 21 décembre

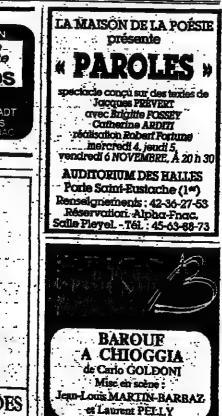


Jean-Pierre Le Boul'ch "PARCOURS"





PAVLINA PAVLIDES Jusqu'au 14 novembre 1987 Art et Communication 6, rue Lanneau - Paris Ve Tél.: 43 26 13 55



Wichel Ducharage and THEATRE IN

Un files feat

mmes

AND ALKARY LAND SALES

Section 1944 Statistics Opening the control The second second

The same of the sa 200 200 Marie Marie Marie Contraction A Park

MIOQUE

AND THE STATE OF T The same of the same

Section 1 The same of the sa And the second - Secret Production and the second AND CONTRACT OF SALE

\$ 6 19

Les énigmes

L'édition française d'architecture a retrouvé. après des décennies d'anémie, un niveau de croisière honorable. Mieux, elle s'ouvre aux non-spécialistes. Ainsi le Lequeu de Philippe Duboy garantit l'émotion du dessin et la vertu tonique du roman policier.

A qui appartient l'architec-ture? Qui a, on qui a acquis le droit d'en parler? A la différence d'autres grands domaines de la réflexion - artistiques, politiques, socianz. - Parchitecture a longtemps été, comme la médecine, une chasse gardée réservée à des groupes bizarres, homogé-néisés par le terme de spécialiste. . Un savant, avait pourtant averti Frédéric Paulhan, père de Jean, dans la Nouvelle Revue française, est un homme qui sait des choses qu'il faudrait savoir mieux que hii pour être sûr que ça n'est pas un imbécile» (cité de mémoire).

Sculs les architectes, sculs les médecins, sont donc susceptibles d'avoir un avis autorisé, compétent, sur des affaires qui pourtant nous concernent tous. C'est certes prudent, tant qu'il s'agit de la pratique du métier. Au-delà, cela ressemble beaucoup à une confiscation qui lèse le consommateur comme le philosophe, le bon sens comme la critique.

Respectueux de la voie hiérarchique, les éditeurs font naturellement appel aux spécialistes pour ce qu'ils appellent les ouvrages de « vulgari-sation ». En général, ils aboutissent au mieux à une simplication, dangereuse, car elle fait croire aux lecteurs profanes qu'ils ont compris ce qu'ils n'ont que flairé. Au pis, ils contribuent à l'épaississement d'un jargon, qui rend plus inaccessible encore le fruit défendu. Les tentatives, pourtant, se multiplient pour désenclaver l'architecture. Certains cherchent à la désencla-

ver par le haut, en faisant appel à des philosophes, eux-mêmes avides de légitimité concrète. Cela n'éponge pas toujours le jargon, car nos philosophes, comme des bernard-l'ermite, adorent faire usage du jargon d'autrui. Mais cela rafraichit l'esprit. Voici donc deux revues, les Cahiers du CCI (1) et le Temps de la réflexion (2), qui consacrent des numéros spéciaux à l'art et à la manière de « penser » la chose construite. . Où placer l'architecture?, se demande synthé-tiquement Sylviane Asacinski dans la première. La région et la place nous entraînent déjà vers ce qui, dans la philosophie, ne cesse de déborder l'ordre de la pure intelligihilité concentuelle et l'ordre du sens. » . La ville n'est pas un objet rationnel », confirme Marc Froment-Meurice dans la seconde clarifiant une inquiétude anonyme-ment formulée en préface : « Nous ne croyone plus en la cité radieuse et pourtant nous sommes de plus en plus nombreux à respirer l'air de nos villes empoisonnées. De auci est-il donc fait, l'air de ces villes

li faut s'être ainsi englouti pour remonter à la surface. Voulez-vous la plus matérielle des réponses - et c'est la vaillante revue Lithiques (3) qui a consacré sobrement

son quatrième numéro aux «Pierres de Paris - : comment elles out été extraites, taillées, sculptées, ron-gées, restaurées et même exaltées. De quoi reprendre pied, scrait-ce sur nn sol bouffé par les carrières. Voulez-vous des images? En voici de simples, voire simplistes, du meilleur de l'architecture à travers le monde, sagement classé par grands types d'édifices. C'est la nouvelle collection d'Electa Monitour, dont les premiers enthousiasmes sont allés aux musées et aux usines (4). Voulez-vous du charme et de l'intelligence? Alors il faut se replier sur les pays de Loire, où la revue 303, le nec plus ultra de ce que la régionali-sation a produit, a publié un splendide numéro sur l'architecture et le patrimoine de cinq départements français (5).

Le plus utile de cet automn architectural aurait pu être la réédition du Dictionnaire encyclopédique de l'architecture moderne et contemporaine, version française de gnani (6). Maiheurensement, c'est aussi le plus agaçant per l'arbitraire et la disproportion des ajouts francais: pourquoi Chemetov et pas Ciriani; pourquoi Nouvel et pas Gaudin, pourquoi Portzampare ou Parent et pas Pouillon, Lion on Fainsilberg? Dommage qu'un tel ouvrage soit aussi nécessaire : nous nous en serious sinon passé pour dénoncer des injustices... qu'un aveu en préface ne fait pas disparaître.

Le plus utile n'étant pas là où on l'attendait, c'est vers les revues que nous nous tournerons à nouveau. L'Architecture d'aujourd'hui vient en effet de faire peau neuve sous is direction de François Chaslin, changeant radicalement les règles du jou qui prévalaient dans cet univers ordonné et sermé. AA vient en effet de rendre une large partie de ce discours si longtemps boucié par les « professionnels » à des gens dont la profession est d'écrire (ils viennest du Matin, de Libération, du Monde, de City Magazine, de l'Evénement du jeudi, de l'Autre Journal...), à d'autres encore qui tiennest aussi bien la plume que l'équerre (Chemetov, Parent), à quelques-uns, enfin, qui sont capables d'avouer leur pensée sons les tortures de l'interview (Ciriani). Rien ne manque à cette nouvelle formule bourrée d'actualité, pas même l'humour ni l'insolence: Philip Johnson et Roger Taillibert y laissent quelques plumes, colorées pour le premier, plutôt noires pour le second.

Mais au moment où nous pensions, grâce à tant d'instructives lectures, avoir repris possession de tectes avaient confisquée au public, voilà que paraît un livre qui perturbe l'entendement. Un livre d'his toire et de provocation, un livre qui refait l'histoire et fait nasser à l'avant-scène un personnage qui, pour tout rôle, faisait jusqu'à présent les chœurs dans les coulisses : Jean-Jacques Lequen. Le livre, Lequeu, une énigme (7), est de à l'historien Philippe Duboy, qui s'y entend pour brouiller les pistes.

C'est en 1952 que l'historien autrichien Emile Kaufmann (8) fit, dans son fameux Trois architectes révolutionnaires, apparaître ce personnage oublié, Bouliée et Ledoux étaient les deux antres auxquels il était associé par cette étiquette de « révolutionnaire » qui, pour être





De Lequeu à Johnson



Frontispice pour la « Nouvelle méthode de dessin », per Jose-Jacques Legues.

séduisante, ne correspond pes à la réalité architecturale du temps de la Révolution, comme le relève Bruno Fortier dans l'Architecture d'aujourd'hui : « On se doutait, écrit-il, qu'en abordant le cas Lequeu Philippe Duboy ne manquerait pas de souligner l'extrême fra-gilité d'un scénario dont la distribution, soustraite à ses acteurs réels (qui, comme on le sait, ne furent ni Ledoux ni Lequeu, mais Rondelet, David et Quatremère), avait été confiée à des auteurs dont le plus grand mérite [était] d'avoir pu léguer leurs archives aux sourcil-leux conservateurs de la Bibliothèque nationale. .

Duboy, note le préfacier Robin Middleton, se livre à un exercice de haute voltige policière sur le mode des detective novels de Dennis Wheatley, à la mode dans les années 30, qui donnaient tous les éléments d'une enquête pour laisser le lecteur découvrir seul une vérité dont il trouvait, ou non, la confirmation à la fin, dans un dossier scellé. Mais Duboy, comme Greenaway, le réalisateur variablement inspiré de Meurtre dans un jardin anglais, de Zoo et du Ventre de l'architecte (bizarre utilisation de Boullée) nous laisse à tout le moins sans réponse

de l'édition

Par sonci d'économie, nous empruntons à un autre article d'AA ce résumé biographique : « Que sait-on, que croyait-on ou que fautil désormais savoir sur Lequeu? Qu'il s'appelle Jean-Jacques, qu'il est né en 1757 à Rouen, d'un père charpentier, et qu'il suit là les cours de l'école gratuite de dessin dirigée par le peintre Jean-Baptiste Descamps. On sait encore qu'il s'en va à Paris suivre les cours de l'architecte Julien-David Le Roy à l'Académie royale, travaille pour François Soufflot, neveu de l'illustre Jacques-Germain dont Lequeu n'aura, en fait, guère pu recueillir que le dernier souffle. En 1793, ayant, semble-t-il, perdu tous ses hiens, if devient fonctionnaire au Bureau du cadastre jusqu'en 1801, puis cartographe au département de l'insérieur, enfin vieillard assez misérable qui, juste avant de mou-rir, en 1825, fit don de ses dessins et écrits à la Bibliothèque royale (future nationale) faute d'avoir pu les vendre. Le reste est assez incertain, éventuellement mensonger (comme son voyage en Italie), voire trafiqué, comme le laisse supposer Duboy, par des mains aussi honorables que celles de Marcel Duchamp, hypothèse évidemment savou-

Si Lequeu n'a pas laissé de construction, nous nous trouvons, en revanche, face à une extravagante accumulation de planches architecturales et de textes, névrotionement inspirés par l'Encyclopédie, on parfois encyclopédiquement marqués par toutes les attitudes de la figure et de la sesse – pour en rester à ce terme générique... Un dessin impeccable, et une pensée libérée des contraintes de la raison. Le livre reproduit sans commentaires l'ensemble des planches léguées à la Bibliothèque royale sous le titre l'Architecture civile, certaines des notes, écrits ou coupures de presse que Lequeu (ou d'autres) y ajouta, l'ensemble des Figures lascives vers quoi les lecteurs movennement amusés par les règles de la construction se tournent au premier chef; enfin, un ensemble de documents sur lesquels Duboy établit et ses

incertitudes quant à la personnalité et à l'œuvre de Lequeu, et les raisons de notre propre perplexité.

Ce n'est pas un livre d'histoire au sens traditionnel ou contemporain du terme. C'est un livre qui se moque de l'histoire, produisant plus d'énigmes que de savoir, détruisant les certitudes par le doute plutôt que la démonstration, jouant plus ou moins sagement avec une extraordinaire variété de références cultu-relles. La conclusion? Elle est une fois de plus à emprunter à Frédéric

FRÉDÈRIC EDELMANN.

(1) Les Cahiers du CCI, miméro special: « Mesure pour mesure - Archi-tecture et philosophie », compte rendu des travaux du Collège international de philosophie et du Centre de création industrielle. Ed. du Centre Pompidou, 128 p. ill., 125 F.

(2) Le Temps de la réflexion. La ville inquiète . Editions Gallimard. 308 p., 135 F.

(3) Lithiques, du minéral au men-tal, revue trimestrielle éditée par Créa-phis, 79, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, 80 F.

(4) Laurence Allégret, Musées;

Jacques Ferriet, Usines. Coll. « Archi-tecture thématique », éd. Electa Moniteur, chaque volume 120 p.

(5) 303, la revue des Pays de la Loire, nº 12 (double), 150 p, 70 F (hôtel de la région, île Beautieu, 44066 Nantes Cedex 02). (6) V.M. Lampugnani, Dictionnaire encyclopédique de l'architecture

moderne et contemporaine, Philippe Sers Editeur, 388 p., 557 ill.

(7) Philippe Duboy, *Laqueu*, *une érigme*, éditions Hazan, 368 p., 453 iil.-NB, 11 pl. coul. (8) Emile Kaufmann (1891-1953), né so Antriche, émigré avant la guerre

aux Etats-Unis, est principalement l'auteur de Von Ledoux bis Le Corbusier (De Ladoux à La Corbusier, 1933). d'un ouvrage de référence sur l'Archi-tecture française au siècle des Lumières (1955) et de Trois architectes révolutionnaires (1952), dont la traduction française a été publiée par les éditions de la SADG (devenue depuis SFA) en

GALERIE

Leo Castelli, prince des marchands

Un second Kahnweiler? La galerie de Leo Castelli la plus célèbre de New-York. Avec une règle majeure : du nouveau. toujours du nouveau.

EO CASTELLI ne ressemble pas à son mythe. Le premier et le plus connu des marchands d'art contemporain de New-York - et donc du monde - n'a rien d'un capitaliste de caricature. Mais il ressemble portrait qu'a fait de lui Andy Warhol: un sexagénaire plutôt maigre, aimant à séduire, vêtu avec une élégance qui ne s'interdit pas la solennité: manteau sable - de chez Bergdorf Goodman évidemment, - costume bleu sombre, le tout un rien « parrain » et un rien aristocrate italien - origine oblige. Les cheveux sont gris blanc, le visage étroit, les lèvres très minces et le français excellent, mais prononcé avec un accent plus russe qu'américain. Quant à la modestie, elle est irréprochable. Leo Castelli souffre- t-il de sa célébrité? « J'en at pris l'habitude, comme les gens de cinéma, les politiciens, A mes débuts, quand je voulais devenir quelqu'un, je serais mort de joie si j'avais su. Plus mainte-

Mort de joie ? Il y a de quoi. La galerie du 420 West Broadway est devenue un monument de New-York. On monte l'escalier qui y mène avec le sentiment de visiter l'un des théâtres de l'histoire contemporaine. C'est là qu'ont été exposés, à partir de 1957, à peu près tous les artistes américains dont les œuvres peuplent désormais les musées et les meilleures collections privées. Castelli rappelle volontiers qu'en quinze un de la fondation de sa galerie jusqu'en 1972, il a fait ses grandes découvertes. « D'abord, ça a commencé par Rauschenberg, Johns et Twombly. Ensuite, il y a eu Frank Stella, puis les artistes

minimaux, les artistes concep- du prix de Rauschenberg, de les jeunes artistes géométrituels et, au début des années 70, Lichtenstein et de Johns ». Nauman et Serra. •

obći au mėme principe: trouver de nouveaux artistes, trouver les « pop-artists » en pleine vogue de l'expressionnisme abstrait, les minimalistes en plein pop-art, et ainsi de suite. Castelli est par excellence celui qui sait jouer de l'amour de la nouveauté, quitte à courir des risques. C'est ainsi qu'il a einventé » celui qui devait devenir l'une de ses stars de première grandeur, Jasper Johns: Je connaissais Rauschenberg depuis des années, mais pas Johns. Et puis, une fois, j'ai vu un Johns dans une exposition de groupe. C'était vert, dans une matière bizarre, de l'encaustique, avec une cible à peu près invisible dessus, et différent de tout le reste. Deux jours après, je suis allé dans l'atelier de Rauschenberg, et il m'a dit que Jasper Johns vivait à l'étage en dessous. Je suis descendu tout de suite et je me suis trouvé devant un spectacle étonnant : des drapeaux, des cibles, des alphabets, des chiffres. C'était une grande révélation. Et il était évident pour moi que c'était l'œuvre d'un très grand artiste. >

On croirait réentendre le récit de la première visite de Kahnweiler dans l'atclier de Picasso. Castelli, comme Kahnweiler, comme Vollard avant cux, venait d'associer son nom à un mouvement artistique, et c'est à ce mouvement, le pop art au sens le plus large, qu'il a dû sa gloire et sa for-tune. Celle-ci, à l'en croire, n'est pas venue immédiatement. Cétait très dissicile au début. Ces tableaux qui se vendent pour des millons se vendaient pour 500 ou I 000 dollars. . Il a fallu, ditil, attendre longtemps pour que la galerie devienne une « entreprise respectable ». Elle « a commencé à marcher vers 1965. Et à faire vraiment des bénéfices, il y a cinq ans, avec l'énorme augmentation

gonfle d'une façon presque mira- galeries de l'East Village, avant culcuse, « à cause de l'offre et de la demande : pour un seul tableau, il y a dix personnes qui veulent acheter maintenant. A cela s'ajoute l'effet des ventes publiques. Quand une toile de Johns de 1959. Out of the window, se vend 3 630 000 dollars chez Sotheby's, évidemment nous augmentons un peu nos prix. Il faut suivre la hausse ». A la différence de bien des marchands français, Leo Castelli

ne refuse pas de parler de l'économie de l'art. Avec une idée-force : Les collectionneurs dominent complètement le marché, mais vraiment complètement. Ils font et désont les modes, c'est une course forcenée au nouveau, la recherche permanente de nouveaux artistes, que l'on peut acheter au tout début avec l'idée de ne pas les payer leur prix, le prix qu'ils valent deux ou trois ans plus tard, quand tout le monde en veut et qu'il n'y a plus rien à vendre. » Inutile donc d'entretenir un quelconque idéalisme: l'art est, aussi, une spéculation. Aux artistes de se défendre contre la « pression du marché » et de refuser de trop produite par faiblesse. Aux marchands de les retenir : - Je n'ai pas de stock, jamais. Il faut attendre que les toiles arrivent. Avec Johns, cela peut durer plusieurs années. Les toiles sont achetées d'avance, bien sur. - A eux aussi de s'organiser et de s'entendre pour créer des avant-gardes : - Aujourd'hui, on ne chipe plus un artiste à une petite galerie, comme on faisait autrefois : on s'associe avec elle. »

Castelli ne veut pas être seulement l'homme du pop. Il lui faut continuer encore à inventer et à innover. . Au milieu des années 70, il y a eu un creux aux Etats-Unis, l'art venait d'Italie, d'Allemagne, de France aussi. New-York l'a digéré. Maintenant, c'est reparti aux Etats-Unis, avec

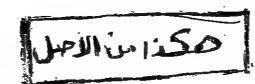
ques. - Ceux-ci, Castelli est allé Les prix de ces derniers ont les chercher dans les nouvelles que les collectionneurs les trouvent. Avec eux, sinies les incertitudes de l'importation ; il est plus aisé de proposer les œuvres d'un artiste américain que celles d'un européen, même meilleur.

Dans ce système marchand du renouvellement permanent, il reste peu de place pour le jugement historique. Castelli s'en décharge volonuers sur les conservateurs et les musées, même si les musées suivent seulement. Ils ne prennent pas de risques, les conseils d'administration sont très difficiles à manier, ils présèrent la sécurité. Et puis, il y a des crises. Voyez à Beaubourg, Dominique Bozo - dont j'aimais beaucoup le travail - est parti, et Bernard Ceysson vient de partir. On fait revenir Hulten. C'est curieux. >

Sur le second point, celui de ses préférences personnelles, Leo Castelli est moins réservé : Ceux qui dominent cette période? Il y a Jasper Johns d'abord, qui est un des grands artistes du siècle. Puis Frank Stella et Roy Lichtenstein. Rauschenberg, c'est un peu différent. Il travaille en grande quantité, il y a des tableaux difficiles à soutenir dans tout cela. C'est moins un artiste qu'un véritable entre-preneur... Il y a Richard Serra aussi, qui est bon. Et des anciens - comme Oldenburg et Rosenauist, aui a eu un passage à vide et qui a retrouvé beaucoup de vigueur... Dans mon écurie, il y en a vraiment quantité de très

PHILIPPE DAGEN.

La galerie Daniel Tempion pré-sente simultanément un Hommage à Leo Castelli, avec plusieurs pieces appartenant à la collection du marchand new-yorkais (30, rue Beanbourg jusqu'au 25 novembre) et la très belle collection des dessins de Jasper Johns réunis jusqu'à sa mort par Tony Castelli (1. impasse Beaubourg, jusqu'au



EXPOSITIONS

Centre Pompidou

San' mardi, de 12 h à 22 h ; sam et dim, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche L'AVENTURE LE CORBUSIER, 1887-1965. Grande galorie. Jusqu'an 3 jan-

VINCENT CORPET, MARC DES-GRANDCHAMPS, PIERRE MOI-GNARD, FRANCOIS PERRODIN, MARIE-FRANCOISE POUTAYS, MICHEL, VERIUX. Galeries contempo-raines (rez-de-ch. Mezzanine). Juaqu an 22 novembrs.

GESTE D'ENCRE. Salle d'actualité de ABPI. Jusqu'an 2 novembre. REBUS-OBJET on quand les chouss se rement pour des mots, de M.-H. De Lur-

décumbre. CENSURES. De la Bible aux larmes d'Eros. Le livre et la cessure en France, Galerie de la BPI (2º étage), Jusqu'un 11 janvier.

GIOVANNI MICHELUCCI. Denies architecture. CCI jusqu'au 4 janvier. FAIRE LA VILLE EN SUEDE. Centre d'information du CCL. Jusqu'au 30 novem-

MEMORES DU FUTUR, pariedal-gues et actualogies. Galerie da CCI. Jungu'an 18 janvier.

GIOVANNI MICHELUCCI. Desaint architecture, CCI. De 28 octobre sa PIERRE DUBREUIL. Salle d'un graphique. Du 28 octobre au 4 junvier.

FRAGONARD. Jusqu'au 4 jauvier. Entrée: 28 F; le samedi: 20 F. TRESORS DES PRINCES CELTES. Du 22 octobre au 15 février. Entrée: 22 F; le samedi: 15 F. Galeries nationales du Grand Palais, averme du Général-Eisenhower (42-56-09-24). Sant mardi, de 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

LE TROISIÈME CEIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h (onvert lea 1 et 11 novembre). Juaqu'au 31 janvier 1988.

A LA DECOUVERTE DE L'OUEST AMÉRICAIN. Grand Palais. Tous les

CHEF-D'ŒUVRE."

PREMIÈRE

"UN PRODIGE DE

MISE EN SCÈNE.

BOULEVERSANT, VERTIGINEUX...

UN DIRECT AU CŒUR."

LE POINT

"RIEN DE PLUS SECOUANT

QUE KUBRICK."

"...SANS CONTESTE

LE MEILLEUR FILM QU'ON AIT

FAIT SUR LE VIETNAM

EN PARTICULIER ET

SUR LA GUERRE EN GÉNÉRAL."

LIBÉRATION

"LES MOTS SONT

IMPUISSANTS A DÉCRIRE

UN TEL FILM."

7 A PARIS

juars, de 10 h 30 à 18 h 30; le mercredi jusqu'à 23 h. Jusqu'àn 8 novembre. 41° SALON DES RÉALITÉS NOU-VELLES, Grasd Palais, Avesme Winston-Churchill (42-56-45-11). Tons les jours de 10 h à 18 h 30. Jusqu'àn 8 novembre. CHICAGO, NAISSANCE D'UNE MÉTROPOLE. Jusqu'àn 3 janvior; Expositions-donsiers (1913): Le thétre des Champs-Elysées, Engène Bondin. Des-sins médita. Jusqu'an 27 janvier. Muste d'Orsay, 1, rue da Bellechasse (45-49-11-11). Sauf landi, de 10 h à 18 h; le jendi jesqu'à 21 h 15. Entrée : 21 F; le dispanche 11 F.

11 P.
DE GRECO A PICASSO, Insqu'an
3 janvier. SOLEIL ET OMBRES. L'art
portugais du XIX e siècle. Jusqu'an 3 janvier. Musée du Petit Palais, Avenne
Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf
landi, de 10 h à 17 h 40, in mercrati jusqu'a
22 h. Entrée: 30 F; demi-tarif: 20 F.
LE SIÈCLE DE PICASSO. Du 10 octopage 3 interier I ZIMACTINATENA MOSIL.

bre as 3 janvier. L/IMAGINATION NOU-VELLE: LES ANNEES 78-38. Jusqu'au

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

LES GRANDES GARES PARI-SIENNES AU XIX SIECLE. Mairie du Xº arroadissement, 72, rue du Fg-Saint-Martin. Jusqu'au 1º novembre. 22 novembre. Massée d'Art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-27-61-27). Sanf lundi, de 10 h à 19 h, le mercredi jusqu'à 20 h 30. ESPACNE 1997. DYNAMIQUES ET INTERROGATIONS. Musée d'art moderne ARC (voir ci-dessus). Jusqu'an 22 novembre.

22 novembre.

1ES REGALIAS. Imprements de sucre antiriours à la Révolution. Les « Honnours de Charlemagne». Les Louvre (42-60-39-26). Département des objets d'art. Entrée Saint-Germain-l'Amerrois. Sanf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 20 F (grantit le dimanche). Jusqu'au 11 jauvier.

L'ESTAMPE EN FRANCE DU XVIª AU XIXª SECLE. Bibliothèque nationale, galerie Mensert et salle Montrenil, 58, rus de Richelieu. Jusqu'au 2 souembre.

L'AN HARMUTON ETNICAY. Galorie de

Teomorbre.

IAN HAMILTON FINLAY. Galacie de l'Estamps contemporaine, Bibliothèque mationale, Reftonde Colbert, 4, rus. Vivienne, 6, rus des Petits-Champs (47-63.81-13). Sanf le dimanche, de 12 h à 18 h D. Isaqu'an II ectobre.

IE MONDE A L'ENVES DANS LE TRESOR DES CONTES D'HEN'RI POURRAT. Bibliothèque de l'Arpenal, 1, rus Sully (42-72-33-14). Sanf dimanche et le 2 novembre, de 12 h à 18 h. Estrés: 10 F. Juaqu'an 15 novembre.

VERGENNES (1719-1797) et la palidana étrangère de la France à la velle de la Révolution. Musée galaris de la Seita, 12, rus Surcouf (45-56-60-17). Sanf Sencie et jour fériés, de 11 h à 18 h. Juagu'an 21 novembre.

SCULTILIJES DE LÉVES L'ALE.

SCULTEURS DE RÉVES-L'ALLE BUSATO. Monnaie de Paria, 11. quai de Costi. Sanf le 11 novembre et le 25 décembre, de 12 h à 18 h. Du 8 octobre en 30 décembre.

on 30 decembre.

GAMENIA: 29 ANS. Centre national de la photographia. Palais de Tokyo, 13. avesse du Président-Wilson. Sauf le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'an 16 novembre. 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'en 16 novembre.

OENZMENT DE LA DUREZ. Musée
Radia, bôtel Biros, 77, rue de Varenne (4705-01-34). Jusqu'an 30 novembre.
RARES AFFECHES 1900 des callecficat de musée. Musée de la publicité,
18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sanf le
mardi, de 12 à à 18 la Jusqu'an 9 novembre.

mardi, de 14 a a a de l'Albert, région auto-bre.

TRÉSORS DU TIMET, région auto-nome de Thet-Chine. Museum national d'histoire naturelle. Galerie de botanque, 18, rue Buffon (43-36-14-41). Entrès : 25 F. De 11 h à 18 h 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'an 31 octobre.

MARC ALLEGRET: CARNETS DU CUNGO, Jusqu'au 2 novembre. Musée des Arts africains et océaniens, 293, symme Danmenni (45-33-16-00) et ALGERIE, EXPRESSIONS MULTIPLES, Jusqu'au, 4 junvier 1988.

Centres culturels

AUTOUR DE DAVID : LE NEO-CLASSICISME EN BELGRQUE. 1779-1839. Pavillon des Arus, 101, rue Rambbe-team. (42-33-82-50). Sanf Inndi et jours fériés, de 10 h à 17 h 40. Estrée : 20 F.

Strife, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 f. Jasqu'au 10 jasviet.

CORBU VU PAR. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournos. Sanf dimenche et leudi, de 12 h 30 à 19 h. Jasqu'au 7 sovembre.

L'ESPRIT. NOUVEAU, LE CORBU-SER ET L'INDUSTRIE, 1926-1925. Centre culturel suisse, sulle des Arbalétrieus, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 31 octobre.

RÉTROS PECTIVE D. L'ARCHITECTE HELMUT JAHN. Paris Art Center, 36, rue falguière (43-22-39-47). Jusqu'au 5 décembre.

ROBERT SERVINE DE L'ARCHITECTE HELMUT JAHN. Paris Art Center, 36, rue falguière (43-22-39-47). Jusqu'au 5 décembre.

Jusqu'an 5 décembre.

INCHIMACIE A KASSAK. Institut hosgrois, 92, rue. Bonaparte (43-26-06-44).

Jusqu'an 11 sovembre.

AMOUR CONSTANT AU-DELA DE
LA MOUR. Medico m-dell du séisma.
Centre cultural du Mexique, 28, boulevard
Raspail (45-49-16-26). Du 29 octobre au
Il servanbre.

LE SYMBOLISME-LE RÉALISME. Centre Wallonie-Brazelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Jusqu'an 10 janvier. RAFAEL BORDALO PINHEIRO et la

société de seu temps. Centre culturel por-tagais. 51, avenue d'Iéna (47-20-25-23). Jusqu'un 22 décembre.

tagais, 51, avenue d'ésas (47-20-25-23).
Jusqu'in 22 décembre.

DU GOUT ET DES COULEURS. Centre national des arts plastiques. 11, rue Represer (45-63-90-55). Sanf marcil, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 8 novembre.

SCULPTEURS DE REVE L'ATE-LIER BUSATO. Hûtel de la Monmie, 11, quei de Conti (43-29-12-48). Tous les jours de 12 h à 18 h (sanf les 11 aovembre et 25 décembre). Jusqu'au 30 décembre.

GEORGES BIGOT. Il y a cent aux maties français au Japon. Mairie du Viv. Salon du Vieux-Colombier, 78, rue Bompatte (43-29-12-78). Sanf le dimanche de 11 h 30 à 18 h; les samodis de 11 h 30 à 17 h. Jusqu'au 24 octobre.

PRÊVERT, PORTE POUR TOUS LES AGES. Maison do la poésie (42-36-27-51), 101, rue Rambuteun. Purrée line tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 27 décembre.

DIVERGENTES. COMMENCE COMMENCE PRESENTE.

DIVERGENCES CONVERGENCES.
Gothe-Institut, 17, avanue d'Iéna. Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 20 h.
Jasqu'as 6 novembre. LE DÉCOR DES BOUTIQUES PARI-SIENNES, Mairie de XV- arroadissement, 31, rae Pécles (42-72-93-41). Jusqu'as 25 octobre.

Zi octobre.

CHEMIAKIN. Trianos de Baganelle.
Bois de Boulogne. Tous les jours de 11 h à
18 h (42-76-49-61). Jusqu'au 1º novembre.
BIENNALE DU BLIOU PRÉCIEUX/
SEMI-PRÉCIEUX. Bibliothèque Forney.
Hôtel de Seus. 1. rue du Fignier (42-7814-60). De 13 h 30 à 20 h, du mardi au sancial. Jusqu'au 12 novembre.

Galeries

DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ARTCURIAL. Jusqu'an 14 novembre. Artenial, 9, svenus Mati-gnon (42-99-16-16).

ÉCRITURES, de J. Cortot, M. Qothi; S. Sarday; C. Xesakis, Galerie Ouverne, 47, rae Damphine (43-25-81-16). Jusqu'an 14 novembre.

FRANCIS BACON: Galerie Lolong, 13-14, rue de Tébéran (45-63-13-19). Junqu'an 14 novembre: Jusqu'an 14 novembre:
CHRISTIAN BERARD. Galeria Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01).
Jusqu'an 12 décembre.
CÉRARD BÉRINGER, Portriéte
d'apparet. Galerie Berggruen, 70, rue de
l'Université (43-22-02-12). Jusqu'an
21 novembre.

PIERRE RETTENCOURT. Galerie Caroline Corre, 14, rec Guinfgand (43-54-57-67). Jusqu'au 21 novembre. STERAN. Galerie Louis Cerré et C^a, D, avenue de Mcasine (45-62-57-07). Da Poctobre en 12 décembre.

JEAN DUBUFFFET. Nem Bern, Galarie Jennie Bucher, 53, rue de Seina (43-26-22-32). Jusqu'as 7 novembre.

27 octobre sti 21 novembre.
PHILIPPE DUFOUR. Galerie:
Guthno-Bellin, 47, suc de Lagge (47-0032-10). Jusqu'us 31 octobre.
RENÉ DUVILIPEE. Galerie Montiel,
18, rue de Seine (43-25-32-18). Jusqu'us 7
novembre.

7 novembre.

JEAN EDELMANN. Galerie d'Artinterrationa, 12, rec. Jean-Farandi (45-48-44-28). Jusqu'au 31 octobre.

ADELENNE FARR. Galerie B. et C. Zurcher, 19, rue de l'Abbé-Grégarie (45-48-10-22). Jusqu'au 15 novembre.

IAN HAMILTON EINLAM. Paissenies. Galerie Claire Buzzas, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-00). Jusqu'au 9 novembre.

GOLUB. Galerie Darthea Speyer, 6, res. -Callot (43-54-78-41). Jusqu'an

Il novembre.

ALAIN GROSAJT. Galerie Nane
Sern. 25, avenue de Tourville (47-0508-46). Jusqu'as 14 novembre.

A. HOCKELMANN. Masques, animanx. filles. Galerie Claude Samuel,
18, place des Vosges (42-77-16-77).
Jusqu'as 7 novembre.

ALAIN JACQUET. Galerie Michel
Vidal, 56, rue de Fasbourg-Saint-Antoine
(43-42-22-71). Jusqu'as 21 novembre.

JEAN-PIERRE JOUFFROY: La
figure du corps. Galerie Michele Broats,
31, rue des Bergers (45-77-93-71).
Jusqu'as 12 novembre.

LAPICQUE. Mythologie marine. Gale-

gnon (42-99-16-16).

MODERNES FOR EVER Galerie
Franka Berndt, 11, svenne de l'Behandé
(43-25-273). Jusqu'an 19 décembre.
LES PAYSAGES... LA RONDE DES
SAISONS DANS LES ECOLES DU
NORD. Galerie Saint-Honoré, 267, rae
Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'an
4 décembre).

JENNY HOLZER, LOUISE LAWLER, KEN LUM. Galerie CrouselRobelin, 40, rae Quincampoix (43-27738-87). Jusqu'an 17 novembre.
CHASSE-POT. Gavres de 1971 à
1987. Galerie Franny Guillon-Laffaille,
133, boulevard Hanssmann (45-63-52-00);
Terres cultes et dessins récents. Galerie
Messine-Thomas Le Guillon, 1, svenne de
Messine (45-62-25-04). De 29 octobre an
12 décembre.

ÉCRITURES, de J. Cortes, M. Quélé;

novembre.

ANDRÉ ARBUS. Galerie Eric Philippe.

25. rue Véro-Dodat (42-33-28-26).
Jesqu'an 18 novembre.

GEORGES AUTHAR. Galerie Montenny, 31, sue Marrime. Jusq'an 1st novembre.

20 octobre at 12 décembre.
PELLIPPE BORDERGEUX. Galaria
A.M. de Sarv, 68, quai de l'Hédel-do-Villa
(42-72-90-44). Jusqu'an 7 novembra.
PHILIPPE COMPAGNON. Galaria
Bernard Jordan, 54, rue de Vernoull (4296-57-47). Du 23 octobre su 10 novembra.
LE COMPAGNEE, 1886-1965. Galaria
Demiso-René, 196, bd St-Germain (42-2277-57). Jusqu'an 24 novembra.
LEONARDO CREMONINI. Galaria
Claude Bernard, 7 et 9, rue des Boans-Aria
(43-26-97-07). Jusqu'an 28 novembra.
DADO. Galorie Lacourière-Friisest, 22, rue Sainte-Croix-de-la-Revisanseite. (42-7402-30). Jusqu'an 21 novembra.
JEAN DUBUFFET. Non-Beau. Galaria

LEWANDOWSKI. Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Du 27 octobre au 21 novembre.

ASPECTS DE FRAGONARD. Pelatures, dessina, estamps. Geleria Cailleur, 136, rue du Fbg-Saint-Honoré (43-59-25-24). Jusqu'un 7 novembre.

GASIOROWSEL Geleria Adrica Maeght 43-45, da Bao (45-48-45-15). Jusqu'an 21 novembre.

GERARDINAZ. Galeria Isiy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'an 31 novembre.

RAU GESTE. Galeria Loft, 3 bit, rue des Besun-Aria (46-33-18-90). Jusqu'an 14 novembre.

CON-LIE Caleria Parthus Tanana 6. ma

Jusqu'an 12 novembre.

LAPICQUE. Mythologie marine. Gaione Patrice Lingano, 4 bis, rue des BeauxArts (46-34-15-01). Jusqu'au 28 novembre.

LOSC MADEC. Termessos Kilchot. Galerie Lamaignère-Saint-Germain, 43. rus de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 15 novembre. Jusqu'au 15 novembre. ANDRÉ MASSON. Pastels et dessins, 1931-1963. Galeria Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (43-59-71-24). Jusqu'au

MICHAUX. Galerie Di Mon. 5, rue des leatz-Arts (43-54-10-98), Jusqu'an 28 novembre.

ELAUS RINKE. Galerie de France,
52, rue de la Verrerie (42-74-38-00),
Jesqu'an 14 novembre.

GASTON-LOUIS BOUX. Galerie
1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-2584-20), Jusqu'an 5 décambre.

SARMIENTO. Galerie Keller, 15, rue
Keller (47-00-41-47). Jusqu'an 21 novembre.

SAURA. Galerie Stadler, 51, rae de eine (43-26-91-10). Jusqu'su 14 novem-CHARLES SIMONDS. Galarie Bandoin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'an 7 novembre.

SOTO. Galerie Gilbert-Brownstone & Cie, 9, rue Saint-Gilba (42-73-43-21). Jusqu'an 14 novembre.

DOBERT STANLEY, Gelerie Generoes. Jusqu'an 14 novemore.

BOBERT STANLEY. Galeric Gourges
Lavrov, 42, rue Beanbourg (42-72-71-19).
Jusqu'an 15 novembre.

THUS-CARMEL Ecritores/Generales.
Galerie La Hane. 14, rue de l'Abbaye, place Emini-Generales.
54-06). Jusqu'au 12 novembre.
TYSZELAT. Galerie Bercony-Pagier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). De 20 octobre su 22 novembre.

JEFF WALL Galerie Ghisinine-Hussinot, Shir, rue des Handmettes (48-87-60-81). Jusqu'an 25 novembre.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Les aut chaises. 1887-1987. Centre culturel, 1, rue de la Bello-Feuille. De 28 octobre 21 immedia. BRÉTIGNY-SUE-ORGE. Albert Ayes. Copire colorel Gérard-Philipe. Rue Henri-Douard (60-84-38-68). Jusqu'au

21 novembre.

CRÉTEIL Parcours. Estrementhe de L.P. Lebes Ch. Maistre de la calture, nace Salvador-Allende. (48-99-90-50).

Jusqu'an 20 décembre. FREENES. Autoine de Bury. Economie. 41, me Maurice-Teime (48-68-08-05). De 26 octobre au 24 décembre. ISSY-LES-MOULINEAUX. Philippe Fisher. Mande unmicipal, 16, ree Augusta-Committee.

IVRY-SUR-SEINE. R. Mounter, I. Nest, N. Harnhel, J. Degotine. Centre d'art contamporain. Galerie Fernand-Ligat, 93, avezne Georges-Gosnat (46-70-15-71). Jasqu'an 6 décember.

15-71): Jusqu'an o december.

JOUY-EN-JOSAS Les Hamilton Phylag. « Poursaites pévolutionistres »,
Raumantel Péreire, « Peintures 19831987 », Daniel Bodinet, « Un payage ».
Pondution Cartier pour l'art comemponaire,
1, rue de la Hamiltoisse (39-56-46-46).
Juagu'an 13 décembre. LA VARENNE Raymond Hubss. Muses. Villa Médicis, 5, rue Saint-Hillshre (48-86-33-28). Jusqu'an 24 décembre.

MONTROUGE Aki Enroin; Sa Solano. Galcrie Maeght, 11, piaco J Parry (45-48-45-15). Jusqu'an 21 no

1988.
PONTOISE. GEORGES MANZANAPESSARO. Music Pissaro, 17, me da
Château (30-32-06-75). Jusqu'au
22 novembre. – Emile Giloli (scalatures &
dactins). Music Tavic Delacoir, 4, rue
Lomerciar (30-38-02-40). Jusqu'au
22 novembre. Zarvembre.

CAINT-DENIS per Deime. Munde d'art et d'histoire. Z2 bis, rue Gabris Péd (42-43-65-19). Jusqu'an 31 innvier.

SAINT-DEMAIN-L'-LAYR. La Gassiessause, un village de podens gallo-romains. Muséo des Antiquirés mationales (34-51-53-65). Jusqu'am 14 décembre. DENIS LAGET. Musée départemental du Prisuré, 2 bis, rue Maurice-Denis (39-73-71-87). Jusqu'an 24 décembre.

SAINT-OUEN. Jans-Michel Alberoin. Musée parc Albel-Mécières, 12, rue Albert-Dhalenne (42-54-65-79). Jusqu'an 24 décembre.

décembre.
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.
Sichel Verjez. Saile des Pas-Perdes, dans
1 gare (30-50-82-21). Jusqu'un 24 décem-

SAVIGNY-LE-TEMPLE Deadel Pos-terent. Fenne de Coulevrain. Bourg de Savigny (64-41-73-15). Jusqu'au 24 décembre.

Le Monde CINEMA

PARIS-PROVINCE Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires. 3615 TAPEZ LEMONDE

A PARTIR DU 31 OCTOBRE AVEC LE CONCOURS NOSTALGIE Location: 4274 20 50 FNAC + PUBLICO

Un film de Stanley Kubrick

ACTUELLEMENT



TANT QU'IL Y AURA DES SALLES, M. LEOTARD...

...il y aura des films de cinéma!

M. le Ministre, que faut-il faire pour vous intéresser au cinéma?...

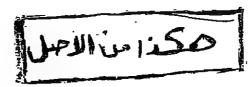
... vous attaquer pour NON-ASSISTANCE A CULTURE EN DANGER?

M. le Ministre, le parc français des salles de cinéma est le meilleur au monde, nous ferons tout pour qu'il puisse le rester!

Ävec ou sans vous?

FÉDÉRATION NATIONALE des CINÉMAS FRANÇAIS
10, rue de Marignan 75008 Paris - Tél. (1) 43.59.16.76





10

CHEF-D'ŒUVRE SANS LES PETITS RIENS DE LA VIE, lvry (42-64-20-31), 20 h 30 (29 au 3/11).

Les salles subventionnées

OPERA (42-42-57-50) : mer. à 14 h 30 et 20 h 30 ; jeu et sam. à 19 h 30 : le Lac des

SALLE FAVART (42-96-06-11) : jeu 19 h 30 (ders.) : le Triptyque, de Puc-

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15): an Théaire de la Porte-Saint-Martin (46-07-37-53) (lun.): 20 h. sam. 14 h 30 et 20 h. dim. 14 h 30: Dialogues des car-mélites: à la saile Richelseu: (40-15-00-15): mer. à 20 h 30 (dern.): Polyeucta; sam., dim., mar. et sam. à 20 h 30: Monsieur chasse !: lundi à 20 h 30: les Femmes savantes : su Théatre Montparmasse (43-22-77-74) Grande saile (lun.): 21 h, sam., à 18 h 30 et 21 h 15, dim., à 15 h 30: Autres horizons ; Petht-Montparnasse (lun.), 21 h, dlm. à 15 h 30 : C'était hier.

CHAILOT (47-27-81-15). Grand Foyer mer., jeu., ven. à 14 h 30 et 20 h 30 ; saro. à 15 h et 20 h 30 ; dim. à 15 h (dern.) : Ruggero dell'aquila bianca (spectacle de marionnettes italiennes): Théâtre Gémier : relache jusqu'au 18 nov ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE (43 25-70-32) : relache jusqu'au 31 octo

PETIT ODÉON (43-25-70-32) (hun.) 18 b 30 : Le Pyromane, de J.-M. Péla-

TEP (43-64-80-80) (dim. soir, lun.). 20 h 30 + jeu. 19 h et dim. 15 h (dern.) : Entre passions et prairie. Relâche BEAUBOURG (42-77-12-33) (Mar.)

Vidéo-lufo: 1.3 b : Regard sur l'immigration : Histoire de l'ONU : 16 h, 10 ans, réalisateur, de G. Bellanger, D. Serre: 19 h.: Commen-taires par Giono et R. Planchon; Vidée-munique: 13 h.: Alda, de Verdi; 16 h.: le Baiser de Tosco, de D. Schmid: 19h.: Baiser de Tosco, de D. Schmid: 196: 1 Idoméneo, de Mozart: Cinéma du musée: mer., jeu., ven., dim. à 15 h : Happenings, de Class Oldenburg; 18 h, Jeune cinéma lettriste: sam. à 15 h : Happenings de Class Oldenburg; salle Jeus-Renoër: mer. à 18 h, sam. à 15 k;

CAVEAU FRANÇOIS-VILLON 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 42-36-10-92

LUDMILA PAVILLON RUSSE 47-20-60-69

LE SARLADAIS F, sam. mids. dim. 2, rue de Vienne, 8 45-22-23-62

TY COZ Fermé dim. et lundi soir 35, rue Saint-Georges, 9 48-78-42-95

CLOSERIE SARLADAISE 43-46-48-07
94, bd Diderot, 12 F. dim. soir et lundi

ANNICK of FRANCES VALLOT on SANTENAY
75, avenue Nicl, 17° 42-27-88-44

Porte Maillot, Bois de Boulogne T.Lj.

42-96-83-76 F. mardi

42-08-27-20 F. dim.

45-00-24-77 Ts les jrs

40-67-92-50

DARKOUM

JOHN JAMESON

L'ANISFOCRATE 12, rue La Fayette, 9

L'ATLANTIQUE

LE PRESBOURG

L'ORÉE DU BOIS

LE MAHARAJAH

, av. de la Gde-Armée, 164

51, bd Magenta, 10s

10, rue des Capucines, 2º 40-15-00-30/40-15-08-08

Documentaires censurés en France depuis 1950. Thème: la Guerre d'Algérie; Concerts-spectacles: De mer. à sam. à 20 h 30: Tryptyque, de Dido Likoukys; Salle Garance (42-78-37-29): voir rubrique Cinémathèque, cuele Pierre Bramberger. vole Pierre Braunberger.

rhéatre Musical De Paris, mer, jeu. à 20 h : Kabuld : 4 siècles de tradition populaire au Japon (traduction simultanée). Concerts jazz, samedi et dum. à 20 h 30 : Festival international de jazz de la ville de Paris ; lundi à 20 h 30 : orchestre du Gregories de Leipzie. orchestre du Gewandhaus de Leipzig. Dir Kurt Masur (Schubert, Bruckner). THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77) Mer., ven. à 20 h 45 : Dans la jungle des villes : jen., sem. à 20 h 45 : Baal ; à 18 h 30 : mer., jeu. Mint Juleps ; ven., sam : Dédé Saint-Prix.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34) (jeu.), 20 h 30, dim. 16 h et lun. 19 h 30 : lphigénie.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), à la Piscine Deligny, 25, quai Anatole-France (75007 Paris); jeu., vez., sam. à 15 h + 20 h 30 (dern.); Marionnettes sur eau du Victoam; 101, boulevard Raspail (45-44-72-30); mar. à 20 h 30; Drames descrit de Seil; ser, l'excemble I Made dansés de Bali, par l'ensemble i Made

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60): Ouverture le 7 janvier 1988 avec le Public, pièce de F.G. Lorca.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17) (D., L.) 20 h 30 : Deruiers Chagrins. ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.) 20 h 45, dim. 15 h 30; mm. k 18 h et 21 h : la Taupe. ARTISTIC ATHEVAINS (48-06-36-02)

(D. soir, Mer.) 20 h 30, dim. 16 h : Elle lui direit dans l'île. ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23) (D. soir, L.) 21 h, sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h : Une chambre sur la Dordogne. ATALANTE (46-06-11-90) (Mor., Dia soir) 20 h 30, dim. 17 h : le Prince et le Marchand (à partir du 22).

Ambiance mesicale # Orchestre - P.M.R.: prix moyen du repas - J., H.: envert jusqu'à... haures

DINERS

TRIOMPHE/VENDOME

Iohann Strauss

Ses amours, sa musique...

Un film a GRAND SPECTACLE de Franz ANTEL

er: Oliver TOBIAS, Mary CROSBY, Audrey LANDERS, Mathieu CARRIERE, Mike MARSHALL, Hugh FUTCHER, John Philipp LAW, Zsa Zsa GABOR et Philippe NICAUD

Caren du XV^{*}. Déj., souper J. 24 h. Soirée azimée per tronbadour. Fole gras frais. Magret de canard su miel d'acacia. Sammon frais an beurre d'orange. F. dim., landi. 170/200 F.

Specialités MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MÉCHOUT, Cadre typique et millioù. Déj, d'affaires et diners. Accueil jusqu'à 23 à 30.

Au 1º da, le premier restaur. Irlandais de Paris, déj., diners, spécial. de summon formé et poissons d'Irlande, menu dégust. à 150 F net, An rez-de-ch., KITTY O'SHEAS : « Le vrai pab irlandais », ambiance nous les soins av. musicrens. Le plus grand choix de whiskies du monde. Junq. 2 à du mat.

Le restaurant russe de TOUT-PARIS. Diners, Soupers dans une ambiance russe avec

Déj., diner j. 22 h. Cuisime PÉRIGOURDINE, CASSOULET, CONFIT, FOIE GRAS, CÉPES, MORILLES. Menu 180 F l.e. avec spécialités. CARTE 200-210 F.

Repas d'affaires. Spéc. : «Agneau et cochon de lait à la broche.» Formule 63 F s.c. (entrée au choix et cochon de lait à la broche ou pièce du boucher).

OUVERT LUNDI MIDI pour vos REPAS D'AFFAIRES, POISSONS, CRÉPES, GALETTES. J. 23 L. TY COZ A LYON (1"), 15, rue Royale. 78-27-36-29.

Près de la gare de l'Est : les plaisirs de la mer « sordon bleu de France 86 » . Fruits de mer. Poissons fins. Langouste en vivier. Menu gastronomique. 149 F net.

Accueil NON STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastron, avec vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir. Fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Tetr. Déj. d'aff. Menn à 92 F + carte.

Près de l'Étoile. Décor Napoléon III. Menn à 230 F net, vin et serv. comp. Salon particulier. Spéc. de poissons. Déjeuners d'affaires. Diners sux chandelles. F. dim. mir et lundi

Menu 195 F. Huitres à discretion, foie gras de canand frais, sammon fumé. DINERS DANSANTS, SPECTACLE AVEC ORCHESTRE. Menu à 300 F - MEPHISTO » offert

CADRE ÉLÉGANT, CUISINE GOURMANDE, MENU CARTE : 175 F sc.,

dreds, samedi). Séminaires, banquets, réception de 10 à 800 per

SPÉCIALITÉS DU PÉRIGORD Déjeuners d'affaires - Diners - Salon pour groupes

ATELIER (46-06-49-24) (D. soir, L.)
21 h. mat. dim. 15 h : le Récit de la servante Zerline (Fest. d'automne).

ATHENEE (47-42-67-27) L (D. soir, L.) 21 h, dim. 16 h: les Acteurs de bonne foi. La méprise. Mar., mer., jen., ven. sam. 18 h 30 : Elvire Jouvet 40. II. mer., mar., jeu., ven. 18 h 30, sam. 21 h : Fragments de théâtre I et IL BASTILLE (43-57-42-14) (D. soir), 21 h,

dim. 17 h : Clytemnestra (Fest. BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24) (S. D. L.) 20 h 45, sam. 18 h at 21 h 30 : l'Excès contraire.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-03-35) (L.), 20 h: La Colonie (à partir du 2, à 22 h); 22 h: Atlanta 25-30 (jusqu'au

CARTOUCHERIE DE VINCENNES, Théâtre du soleil (43-74-24-08) Mer., jeu., ven., sam. 18 h 30 ; dim. 15 h 30 ; l'Indiade on l'Inde de leurs rives. CIRQUE D'HIVER (47-00-12-25) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 17 h : On achève nica les chevans.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69) Grand Théaire (D., L., Mar.) 20 h 30 : Il Candelaio on le Philosophe fessé. Galerie (D., L.) 20 h 30 : Barouf à Chioggia. La Resserve (D., L.), 20 h 30 : Bérénice COMEDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41)

(D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) (S. D. L.1, 21 h , sam. 19 h 30 et 21 h 30, dm. 15 h 30 ; les Dindons de la farce

COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22)

(D. soir, L.), 20 h 30, dizz. 15 h 30 : COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-20-08-24) (D. seir, L.) 20 h 30, dim. 15 h 30 : Flour de cactus (derz. le 31). CONFLUENCES (43.87.71.05), mer., ven., sam., 20 h 30, jeu. 18 h, dim. 15 h : Jean Viler la bazaille de Chaillot.

CRYPTE SAINTE-AGNES (47-00-19-31) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 17 h 30 : ie Misanthrope (dern. ie 31). e (dem. le 31). DAUNOU (42-61-69-14) (Mer., D. soir) 21 h, dim. 15 h 30 : Monsieur Masure.

RIVE DROITE

DEX HEURES (42-64-35-90) (D. soir) 20 h 15 : Mama EDGAR (43-20-85-11) (D.), 20 h 15 : les

Péripatériciens ; 22 h + sam. 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire. Nous on fait où on nous dit de faire.

ÉDOUARD VIL-SACHA GUTTRY (4742-57-49) (S. D. L.) 20 h 30, sam.
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : les Jeux
de l'amour et du hasurd (dern. le 1").

ESPACE CARDIN (42-66-17-81) (D.,
L.) 20 h 30 : Normal Heart.

ESSAION (42-78-46-42) (D., L.) 19 h :
Illuminations; (D. soir, L.) 21 h, dim.
17 h : Poésie et absolu; (D. soir, L.)
18 h 30, dim. 15 h : le Chef-d'œuvre sans
queue ni tête.

ene ni tête.

FONTAINE (48-74-74-40) (S. soir, D. L.) 21 h, sam. 18 h, 21 h : An secours tout va bien/les Incosnus. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18) (D. soir, L.) 21 h, sam. 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h : l'Eloignement.

GALERIE 55 (43-26-63-51) (D., L.), 21 h: Bretzyal (en anglais). GAVEAU (45-63-20-30) (D., L.) 19 h, sam. 15 h 30 : La perite charte est morte (rel. le 29) ; Luc. 18 h 30 : Poésie fran-

GRAND EDGAR (43-20-90-09) (D.). 20 h 15 : Blen dégagé antour des creilles (D.) 22 h : Carmen Cru. GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06) (L.) 20 h 30, dim. 18 30: Société Barzouk.

GRÉVIN (42-46-84-47) (D., L.), 21 h : les ne/Arthur GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h : le Lutin aux rubans. GYMNASE (42-46-79-79) (D. solr. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Mademe Sane

HUCHETTE (43-26-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 3 la Leçon ; 22 h 30 : Lettre d'une inc KIRON (43-73-50-25), 22 h (jusqu'es 31),

le i .. i 6 h : Cambié LA BRUYÈRE (48-74-76-99) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h : Première Jouneses. LIERRE THEATRE (45-86-55-83) 20 h 30 : Hommege aux jennes ho

19 h 30 : Baudelaire : 20 h 30 : Parlons-an comme d'un créateur à l'autre. IL 20 h : le Petit Prince ; 21 h : Un riche... Trois

LUCERNAIRE (45-44-57-34) (D.) L

MADELEINE (42-65-07-09) (D. soir, L.) 21 h, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30 ; les Pieds dans l'eau. MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53)

(D., L.) 20 h 30 : l'Empereur s'appelle MARAIS (42-78-03-53) (D.), 20 h 30 : En famille, on s'arrange toujo MARIE-STUART (45-80-17-80)

L.). 22 h : Sexfarl. MARIGNY (42-56-04-41) (D. soir, L.) 20 h, mat. dim. 15 h : Kean. Petita salie (42-25-20-74) (D. soir, L.) 21 h, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : la Meansuse.

MATHURINS (42-65-90-00) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'idiot. MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44) 21 h 15 : R. Furienz.

MÉNILMONTANT (42-45-89-57) (D. soir, L.) 20 h 30; mat. sum., dkm., 15 h : La Java des paumés (rel. la 1°). MICHEL (42-65-35-02) (D. soir, L.) 21 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30: Pyjama pour six (soirée suppl. le 1= à 21 h 15).

MICHODIÈRE (47-42-95-22) (D., L.) 20 h 30, sam. 18 h 30, 21 h 30 : Double

MODERNE (48-74-16-82) (D. soir) 18 h 30, lun. 20 h 30 : Hamlet ; (D. soir, L.) 21 h, dim. 16 h : J. Mailhot. MOGADOR (42-85-45-30) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h 30 : Cabaret.

MONTPARNASSE (43-22-77-74)
Grande salle (D. soir, L.) 20 is 45, mat.
dlm. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 15:
Autres Horizons. Petite salle (D. soir,
L.) 21 b, dim. 15 h 30: C'était hier. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) (1., mar.), 20 h 30, sam. 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais qui est qui ?

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD

(43-31-11-99) (D. soir, L.) 20 h 45, dim.
15 h 30: Helio and goodbye.

CEUVRE (48-74-47-36) (D. soir, L.),
20 h 45, dim. 15 h: Léopoid le bien-aimé.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93)
(Mer. D. soir) 20 h 30, dim. 15 h:
Masoe; 18 h 30: Kleen.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81) (D. soir,
L.) 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim.
15 h: l'Hurtuberlu.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90)

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90)
mar., ven., sam. 20 h 30; mer., dim. (af
ie 1=), 14 h; dim. 18 h 30; sam. 15 h;
l'Affaire du courrier de Lyon.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68) (D.
soir, L.) 21 h. dim. 16 h 30; Y's bon
bambouls.

PLAINE (42-50-15-65) (D. 30rr, L. mar.), 20 h 30, dim. 17 h : la Chesse aux

POCHE MONTPARNASSE (45-48-92-97) (D., L.) L 19 h; Variations sur le canard; 21 h, dim. 15 h 30; Ma chère

ATHENES une soiree A LA <ART & DU MARUI AU VENDREDI 18H30 EIVIRE JOUVET 40 18H30 BECKETT

21H MARIVAUX LE SAMEON 18H30 ELVIRE JOUVET 40

21H MARIVAUX 21H BECKETT ET TOUS LES JOURS A PARTIR DE

19M30 L'ASSIETTE ATHÈNEE réservée aux spectateurs proposée par le Bistrot à vins LES RACQUARTES 21, res Calimartin

LOC. AGENCES. FNAC. AU THEATRE

Rose. (D. sofr, L.) 20 h 45, dhn. 15 h: Reine mère POTINIÈRE (42-61-44-16) (D. soir, L.). 21 h, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h:

Crimes de coter.

RANELAGH (42-88-64-44) (D. soir, L.)
20 h 30, dim. 17 h: Buffo; (L.) 19 h,
dim. 20 h 30: la Disputa.

RENAISSANCE (42-08-18-50) (D. soir,
L.) 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30; dim.
15 h 30: Un jardin en désordre.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47) (D. soir, L.) 20 h 45, dim. 15 h : les Seins da Link. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27)

(D., L.) 20 h 30 : Fai tout mon temps, of SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93) (D., L.) 20 h : Jango Edwards. STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h 30, sam. 18 h et 21 h : le Baiser de la

STUDIO LE REGARD DU CYGNE (45-49-29-01) (D.) 20 b 45 : la Faim. 49-29-01) (D.) 20 h 45: la Faim.

TAI THÉATRE (42-78-10-79) lea., wan, sam. 20 h 30, dim. 15 h: l'Etranger; inn, mar. 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h: l'Ecume des jours; lun., mar. 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h: Huis clas; jeu., wan, sam. 18 h, han. 22 h; Voix off (dern. le 24); jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h: La métamorphose.

THÉATRE DE PARIS-CENTRE (45-20-44-21), jea., ven., sam., 21 h 15 ; Fan-tasmes d'une femme abandonnée ; jeu., en., sam., 20 h 30 : Maiou d'Pantre THÉATRE DES DÉCHARGEURS (42-

36-00-02) (D. soir, L.) 21 h, dim. 16 h 30 : Etoenante Famille Broate. THÉATRE J.-L. BARRAULT-M. RENAUD (42-56-60-70), I. (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h: J.-J. Rosseau; E. (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30: Dom Joan; 18 h 30: Les Sept Miracles de Jésus.

THÉATRE 13 (45-88-16-30) (D. seir, L.) 20 h 45, dim. 15 h : Comme on regarde number les feuilles. T. L. P. DEJAZET (42-74-20-50) (Mer., D.) 21 h + sam. 17 h, dim. 15 h : le Des-cente d'Orphée (jusqu'au 29).

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40) (D.) 19 h : Violens dingues; 21 h : S. Job. TOURTOUR (48-87-82-48) (D., L.), 19 h et 22 h 30 : Un cœur sous une soutane ; 20 h 30 : le Sous-sol. /ARCÉTÉS (42-33-09-92) (D., L.), 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h : Cast encore mieux l'après-midi.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35) lun. 20 h 30 : Devos exists, je l'ai rencontré ; mar. 23 h 30, dim. 22 h 15 : Halte au oui ; dim. 22 h 15 : Stoetch up ; 18 h 30 (af S.) ; jun. 20 h 30 : Cosznos.

20 h 30: Cosmod.

BLANCS - MANTEAUX (48-87-15-84),
(D.) L 20 h 15: Areah = MC2;
21 h 30: Sanvez les bébés femmes;
22 h 30: Mais que fait la police? HL 20 h 15: les Sacrés Monstres;
21 h 30: Guiry, quatre pièces en un acte; 22 h 30: Jose-moi un air de

tapicon.

CAFE D'EDGAR (43-20-85-11), (D.)

L 20 h 15, sam. 23 h 45; Tiena, while deux bondins; 21. h 30; Mangensos d'hommes; 22 h 30; Orties de secours. — IL 20 h 15 ; le Cabaret des chasseurs e soil ; 21 h 30 : le Chromosome chatoni leux ; 22 h 30 : C'est plus show à deux. CHEZ GEORGES (43-26-79-16) (D., L.)

23 h: Zaza.

CLUB DES PORTES (47-05-06-03)

(D.), 22 h: Festival de possis insolits d'A. Allair à A. Prédécique. LE GRENIER (43-80-68-02) (Mar., D. L), 21 b 30: l'assaré à tes risques. MAG'AIRS (43-25-19-92) (Mar. J.), 20 h 30, (V., S.), 22 h : Speciacies en

PETIT CASINO (42-78-36-50), (D.) 21 h : Les cies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03) (S., L.) 21 h 30, Sam. 21 h 30 et 24 h : Nos dénos font désordre ; 20 h : P. Pellerin ; 22 h 45 : Tie break. TINTAMARRE (48-87-33-82), (D., L.) 20 h 15: A. Lamy; 22 h 15: le Détourne-ment d'avion le plus fou de l'année; (S.) 15 h : la Timbale.

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Théatre de le Com-mune (48-34-67-67), (D. soir, L.). 20 h 30, dim. 16 h 30 : le Locandière.

BOBIGNY, MC 93 (48-31-11-45) (D. soir, L.) 21 h. dim. 16 h, 20 h 50 : le Radian de la mart.

Se 55.5

er of the

A CREATE

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (46-03-60-44) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h 30 : Brummel à Caca. CRÉTEIL, MC (48-99-94-50) 26 h 30 : la Mission (dern. le 31).

Mission (dem. le 31).

MALAKOFF. Théaire 71 (46-55-43-45)
(D. soir, L. mer.) 20 h 30, dim. 18 h : On ue budine pas avec l'amour.

MONTREUIL-SOUS-BUSS
thelot (42-87-38-99) 20 h 30 (jusqu'au 31), le 1º, 15 h : Outre mer. NANTERRE, Anditorium Ravel (47-74-

NANTERRE, Andisocism Ravel (47-74-93-19) (D. soir), 20 h 30, Dim. 15 h; Comme à la Four.
VINCENNES, Théâtre d'amination (43-65-44-41) jou, et ven. 20 h 30; l'Echelle, Théâtre D-Soramo (43-68-28-91) jou, ven. sam. 19 h 30; Accuse dollar (dem. le 31); mer, jeu, ven. 21 h, dim. 13 h; les Jumeaux véniticas. IVT Village (43-63-63-63) jou, ven. sam. 20 h 30; Exercices de signes.

Les festivals

PESTIVAL D'AUTOMNE

(42-96-12-27) ATELIER (D. soir, L.) 21 h, Dim. 15 h ; in CENTRE POMPIDOU (Dim. soir, Mar.) 20 h 30, dim. 16 h: Triptyque.

CHAILLOT (D. soir, L.) 26 h 30, Dim.
15 h, jez 14 h 30: Ruggero dell'Aquila.
bianca (dern. la 1").

NANTERRE, Thestre des Amenders ; les 29, 30, 31, 20 h 30 : Piatonov. Le 28, 20 h 30 ; le 31, 15 h : Catherins de Heil-AUBERVILLIERS, Thistre de la com-mune (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 16 h 30 : la Locandiéra.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-4445), 21 k, dim. 15 h 30: Et wee is galire.

DEUX-ANES (46-06-10-26) (Mer.),
21 k, dim. 15 h 30: Etyele... mol.

Le music-hall

BATACLAN (43-55-55-56) (L.), 21 h: isation franç CASINO DE PARIS (40-16-12-46) (dim. solt, lms. mar.), 20 h 30; dim. 14 h st 17 h 30; S. Lema. CAVEAU DES QUELLETTES (43-54-

94-97) (D.); 21 h : Chansons frança: 22 h 30 : Chansons è la carte. CHAPITEAU, 181, av. Denmer partir de 27, 21 h ; Zingaro.

OLYMPIA (47-42-82-45) (D. seir, L.). 20 b 30, mat. sam. 16 h, dim. 17 h : Y. Dutsil. PALAIS DES CONGRES (46-40-28-20). jac., von.; 21 h ; (C. AEBRYONI PALAIS DES GLACES (46-07-49-93).

mer., dim. 19 h : Piano Pa mer., dim. 19 h: Plane Pamer.
PISCINE DELIGNY (45-44-72-30), jeu.,
wer., ann. 26 h 30, mer., dim. 15 h : Les
mariomettes sur Fean du Vietnam.
SPIENDID ST-MARTIN (42-08-21-93)
(D. L.), 32 h : Timai.
ZERRE (43-57-51-55), 22 h 30 : Sergio de

Les opérettes

ELYSEES-MONTMARTRE 25-15), mer. 14 h 30, sam. 14 h 30, 20 h 30 : dim. 14 h, 17 h 30 : Fandango.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 22 h : les 28, 29 : Dada. CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15). 18 THEATRE (42-26-47-47), dim. soir,

lun. 20 h 30, dim. 16 h : L'aunée dernière à Maugueriec (dern. le 1°). 22 h, dim. 17 h 30 : Pietra (dern. le 1°). FONDATION BORIS VIAN (18-), le 29, 21 h : Obscurity. EIRON (43-73-50-25), 22 h, dim., 16 h :

Caméléon (dern. le 1°). 20 h : Staff (dern. le 31).

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-00), les 3, 4, 20 h 30 : le Gambah (Dramer densés de Bali):

TOP IN THE RE

L'Ecole et le Centre d'art théâtrai (ECAT)

a encore des places avant son ouverture. Après admission sur entretien, une semaine gratuite est offerte. Enseign. locat salle, stage sont égal. proposés. Pour tous renseignements. - Tél.: 42-47-04-66



MUSÉE CARZOU

Œuvres de 1928-1985 VENCE (Alpes-Maritimes)
Ouvert tous les jours sauf le dimanche

EPICURE 108 47-63-50-91 108. rue Cardinet, 17e 200 m boulevard Malesherbes RIVE GAUCHE

GRILLE D'OR 86 de la gastro, indienne AUBERGE DES DEUX SIGNES T.I.j. 46, rue Galande, 54 43-25-46-56 et 00-46 LA BONNE TABLE DE FÉS 45-48-07-22 5, rue Sainte-Beuve, 6° F. dim. et lundi CHEZ FRANÇOISE 47-05-49-03 Aérogare des Lovalides, 7 F. dinn. soir et lundi soir RESTAURANT THOU MIEUX 47-05-49-75

43-54-26-07

PROLONGEZ... VO5 VACANCES... in 72, bd St-Germain, 5°, M° Maubert. Cadre luxueux. 7 j. sur 7. SERVICE NON-STOP de 12 h à 23 h 30, vend., sam. j. 1 h. «LE DEUX SIGNES NOUVEAU est arrivé». Menu à 150 F. Prix moyen à la carte 350 F TTC. Salon de 20 à 80 personnes. Carte de musique. Parking rues Lagrange et Notre-Dame. (EX AISSA FILS), Même camine depuis 1963 de ZOHRA MERNISSI, Parella, Couscous-Bearre, Tagines, Pluis, Maison OUVERT MIDI et SOIR da mardi as vend., SAMEDI, le suir seniement à 20 h. Toujours son MENU PARLEMENTAIRE à 120 F, service compris.

Parking assuré devant le restaurant : face an a 2, rue Faber Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.

SOUPERS APRES MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

NOUVEAU DÉCOR VUE PANORAMIQUE – JARDIN D'HIVER Poissons et plats traditionnels, BANC D'HUTTRES TOUTE L'ANNÉE T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DINERS-SPECTACLES

EL BURRIQUITO 47-00-90-79 44, bd Voltaire, 1 (* T.I.j. jusqu'à 4 h du mat.

DEJEUNER-DINER. Spectacle espagnol. Ambiance typique avec musiciens et chameurs. Spécialités PAELLA-PARILLADA. Banquets, réception.

CINEMA

470

THE PROPERTY AND ADDRESS OF

\$.4. E.

80 💝

igardinaiga. iga - −ga

- C

8- 8 V

ا سر تهر وعقوب

\$\$4. "\$\$\$\$** 一"一个

And the second s

والخطائي والمراشخ ويرم

e state in the state of the sta

A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

Service Control

Marie Contract

a della

10 m

电磁流电压 化石

AND SECTION OF THE PARTY OF THE

The state of the

Carales (to be a first

بدفاه ويتبينها ويتوا

THE SEASON.

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

1.785 va.

Service Services

e. 😜 gent of the soul of

1

海声 飞

de principo. 15

منجة برمو

49.5° (5")

Andrew Cont

and market

and the last of the

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

ಪ್ರವರ್ಷದಲ್ಲಿ ಮುಂಬ್ ಒಂಬ

The second

2*44 m.

0.86

Table 1985

1.0

1 Sept. 18 1.

1 --- --- 1

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) MERCREDI

Le Temps des œufs durs, de Norbert Carbonnaux, 16 h: Maria Rosa, de Cecil Blount de Mille, 19 h; Mon Grand Frère, de Sobei Imamura, 21 h.

JEUDI L'Ecole des cocottes, de Pierre Colombier, 16 h : Cochons et Cuirasses, de Shohei Imamura, 19 h ; Jeanne d'arc, de Cecil Blount de Mille, 21 h.

VENDREDI Le Crime du Bouif, d'Henri Pouctal, 16 h; la Femme insecte, de Shohei Ima-mura, 19 h; Drame en Alaska, de Cecil Blount de Mille, 21 h 15.

SAMED L'Amour d'une femme, de Jean Grémil-lon, 15 h : Un chien qui rapporte, de Jean Choux, 17 h ; les Conquérants, de Cecil Blount de Mille, 19 h ; Désir meurtrier, de Shohei Imamura, 21 h.

٠. .

100000

4-1-5

DIMANCHE Germinal, de Albert Capellani, 15 h; le Rachat supréme, de Cecil Bloom de Mille, 19 h; le Pornographe, de Shohei Imamura,

LUNDI Zegen, de Shohei Imamura, 21 h. MARDI

Un soir de réveillon, de Karl Anton, 16 h; Old Wives for new USA, de Cecil Blount de Mille, 19 h; l'Evaporation de l'homme, de Shohei Imamura, 21 h. CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-

MERCREDI La Ligne rouge 7 000, de Howard Hawks, 15 h; El Dorado, de Howard Hawks, 17 h 15; la Vie commence demain, de Nicole Védrès. 19 h 30.

JEUDI Deux Bons Copains, de Gordon Douglas, 15 h; Rio Lobo, de Howard Hawks, 17 h; Spirale, de Christopher Frank, 19 h 15. VENDREDI

Amphitryon, de Reinhold Schünzel, 15 h; Ferdinand le radical, de Alexander Kluge, 17 h; Hooray for Hollywood, de Edward Shaw, 19 h.

SAMEDI Le Figurant, de Edward Sedgwick, 15 h; Greaser's Palace, de Robert Downey, 17 h; Crime et Châtiment, de Josef von Sternberg, 19 h; Freud, Passions secrètes, de John Huston, 21 h.

DIMANCHE Le Masque de fer, de Alian Dwan, 15 h; le Coup de grâce, de Jean Cayrol et Claudo Durand, 17 h; li ne suffit plus de prier, de Aldo Francia, 19 h; Touche pas à la femme blanche, de Marco Ferreri, 21 h.

LUNDA L'Appel du Nord, de Cecil Biount de Mille, 15 h: The Virginian, de Cecil Biount de Mille, 17 h; le Dossier 51, de Michal Deville, 19 h.

MARDE Rolleches

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29) MERCREAL

MERCREIN

Mod papa bricole, de Gisèle Braunberger, 14 h 30; les Aventures des Pieds Nickelés, de Marcel Aboulker, 14 h 30; les Hippies à San Francisco, d'Anne de Gaspéri es Heury Chapler, 17 h 30; l'Astragale, de Guy Cassril, 17 h 30; Toute la mémoire du monde, d'Alain Resnais, 20 h 30; Jaguar, de Jean Rouch, 20 h 30.

TEUDI Dans Arles on sont les Alyscamps, de Lucien Clergue, 14 h 30; la Grande Magnet, de Roger Richebé, 14 h 30; Au bon coin, de Jean Kerchbron, 17 h 30; Comme un pot de Iraises, de Jean Aurel, 17 h 30; la Mellieure Bobonne, de Marc Allégret, 20 h 30; Salto mortale, d'E.A. Dupont, 20 h 30.

VENDREDI VENDMEIN

Toro Moreno, de Gérard Krawczyk,
14 h 30: l'Amérique insolite, de François
Reichenbach. 14 h 30: la Rentrée. de
Serge Korber, 17 h 30: Erotissimo, de
Oérard Pirès, 17 h 30: J'ai quelque chose à
vous dire, de Marc Allégret et C. Heymann, 20 h 30: le Blanc et le Noir, de
Roinet Bloory, 20 h 30. Rouert Florey, 20 h 30.

SAMEDI Début de siècle, de Marc Allégret, 14 h 30; On purge bébé, de Jean Renoir, 14 h 30; Cinéma cinéma, de Jean-Pierre Lajournade, 17 h 30; les Poings dans les poches, de Marco Bellochio, 17 h 30; O Saisons ô Châtoaux, de Agnès Varda, 20 h 30; le Conteau dans l'ean, de Roman Polanski, 20 h 30.

DUMANCHE

On demande grand-père gentil, de Gisèle Braunberger, 14 h 30 ; le Tristor des Pieda Nickelés, de Marcel Aboulker, 14 h 30 ; la Pilte Lili, d'Alberto Cavalcanti, 17 h 30 ; Pantomas, de Paul Fejos, 17 h 30 ; Celligraphie japonatse, de Pierre Alechinsky, 20 h 30 ; les Trois Couronnes du matelot, de Raoul Rulz, 20 h 30.

LUNDI LUNIM

Le Drame du taureau, de Lucien Clergue, 14 h 30; les intrignates, de Henri Decoin, 14 h 30; Paul Gauguin, d'Alain Resnate, 17 h 30; Moi, un Noir, de Jean Rouch, 17 h 30; les Quatre Jambes, de Marc Allégret, 20 h 30; la Route est belle, de Robert Florey, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSTR (Fr.-All., v.o.) : ES AILES DU DÉSIR (Fr.All., v.A.);
Gaumont les Halles, l* (40-26-12-12);
Gaumont Opèra, 2* (47-42-60-33);
Saint-André-des-Arts 1, 6* (43-26-48-18);
Gaumont Colisèe, 8* (43-28-29-46);
La Bastille, 11* (43-54-07-76);
Escurial, 13* (47-07-28-04);
Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50);
Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79);
Bienvenue Montparnasse, 15* (45-44-25-02);
v.f.: Bienvenue Montparnasse, 15* (45-44-25-02).

44-23-02).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.): Forum
Orient Express, 1º (42-33-42-26); Le
Saint-Germaln-des-Prés, 6º (42-2287-23); Elysées Lincoln, 2º (43-5936-14); Trois Parmassiens, 14º (43-20-

ANGEL HEART (*) (A., v.o.): Lucer-maire, 6* (45-44-57-34); George V, 8* (45-62-41-46). (*)-0.2-41-46).

L'ARME FATALE (*) (A., v.o.):
U.G.C. Ermitage, 8 (45-63-16-16):
vf.: Hollywood Boulevard, 9 (47-7010-41).

10-41).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.):

Gaumont les Halles, 1" (40-26-12-12);

Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); 14 Juillet

Odeon, 6* (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00); Hautefeudle Pathé, 6* (46-33-79-38); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); George V. 8* (45-62-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-57-90-81); Les Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Miramar, 14* (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrepelle, 15* (45-75-979); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Le Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

LES BALEINES DU MOIS D'AOUT (Brit., v.a.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36):

(Brit., v.a.): Ciné Beaubourg, 3^a (42-71-52-36);

LA BAMBA (A., v.o.): Forum Orient Express, 1^e (42-33-42-26); U.G.C. Danton, 6^a (42-25-10-30); U.G.C. Rononde, 6^a (45-74-94-94); U.G.C. Normandie, 8^a (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2^a (42-36-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6^a (45-74-94-94); U.G.C. Ermitage, 8^a (45-63-16-16); U.G.C. Emitage, 8^a (45-63-16-16); U.G.C. Lyon Bastille, 12^a (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, 13^a (43-62-34-41); Mistral, 14^a (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15^a (45-74-93-93-40); Images, 18^a (45-22-47-94).

RAFFLY (A., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1^a (42-93-53-74); U.G.C. Danton, 6^a (42-23-10-30); U.G.C. Rotonde, 6^a (45-16-16).

16-16).

BOIRE ET DÉBOIRES (A., v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26): Marignan Concorde Pathé, 8º (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14º (43-20-32-20): v.f.: Français Pathé, 9º (47-70-33-88). LA BONNE (**) (IL): George V, 8 (45-62-41-46); Maxevilles, 9 (47-70-72-86).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6' (43-26-58-00). CHAMP D'HONNEUR (Ft.): Gaumont Parnasse, 14' (43-35-30-40). LE CHANT DES SIRÊNES (Can., v.o.): Saint-Germain Huchette, 5' (46-33-63-20).

COMÉDIE 1 (Pr.): Gaumont Ambas-sade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Par-nasse, 14 (43-35-30-40). CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.): Le Triomphe, \$ (45-62-45-76); v.f.: Français Pathé, \$ (47-70-33-88).

LES DEUX CROCODILES (Fr.): U.G.C. Biarritz, \$ (45-62-20-40).

GES-Aris II, 6' (43-26-80-25).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.f.): Lumière, 9' (42-46-49-07).

ENVOUTES (*) (A., v.f.): Hellywood Boulevard, 9' (47-70-10-41).

ET LA FEMME (**COR*).

nousevaro, y (47-70-10-41). ET LA FEMME CRÉA L'HOMME... PARFAIT (A., v.o.): Ciné Beaubourg. 3 (42-71-52-36); U.G.C. Biarritz, 8-(45-62-20-40). EVIL DEAD 2 (*) (A., v.f.) : Maxevilles,

F (47-70-72-85).

LA FAMILLE (IL-Pr., v.o.): Forum
Orient Express, I= (42-33-42-26):
Latina, 4 (42-78-47-86); Studio de la
Harpe, 5 (46-34-25-52); Gaumont Colisée, 8 (43-59-29-46); Sept Parmassiens,
14 (43-20-32-20). 9= (47-70-72-86).

FLAG (Fr.): Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26); Marignan Concorde Pathé, 8r (43-59-92-82); Paramount Opéra, 9st (47-42-56-31).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.): Mariguan Concorde Pathé, 8 (43-59-92-82); v.f.: Lumière, 9 (42-46-49-07); Les Montpersos, 14 (43-27-

49-07); Les Montpersos, 14 (43-27-52-37).

LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE (A., v.o.): Gaumont les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opére, 2= (47-42-60-33); Saim-Michel, 5= (43-26-79-17); Hautafeuille Pathé, 6= (46-33-79-38); George V, 8= (45-62-41-46); Marignan Concorde Pathé, 8= (43-99-282); Gaumont Parmasse, 14= (43-35-30-40); 14

Juliet Beaugrenalle, 15= (45-79-79-79); v.f.: Français Pathé, 9= (47-70-33-88); Fauvette, 13= (43-27-84-50); Les Montparnos, 14= (43-27-84-50); Les Montparnos, 14= (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15= (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18= (45-22-46-01); Le Gambetta, 20= (46-36-10-96).

FUCKING FERNAND (Fr.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Rex, 2= (42-

FUCKING FERNAND (Fr.): Forum Horizon, (# (45-08-57-57); Rez., 2* (45-38-93); U.G.C. Montparnasse, 6* (45-74-94-94); U.G.C. Odéon, 6* (42-25-10-30); U.G.C. Normandie, 8* (45-63-16-16); Puramount Opéra, 9* (47-42-56-31); U.G.C. Boulevard, 9* (45-74-95-40); U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); U.G.C. Oobelins, 13* (43-43-34-34); U.G.C. Oobelins, 13* (43-34-31-344); U.G.C. Oobelins, 13* (43-34-34); U.G.C. (43-45-01-39); U.G.C. Gobelins, 13-(43-36-23-44); Montparnasse Pathé, 14-(43-20-12-06); Convention Salnt-Charles, 15- (45-79-33-00); U.G.C. Convention, 15- (45-74-93-40); Images, 18- (45-22-47-94).

LE CRI DU HIBOU. Film franco-italien de Claude Chabrol: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Impé-rial Pathé. 2º (47-42-72-52); Rex. 2º

rial Pathé, & (47-42-72-52) : Res. & (42-36-83-93) : Hautefeuille Pathé, & (46-31-79-38) : Gaumont Colisée, & (46-31-79-38) : Gaumont Colisée, & (43-59-29-46) : George V, & (45-62-41-46) : Paramount Opéra, & (47-42-56-31) : La Bastille, 11° (43-54-07-76) ; Les Nation, 12° (43-43-04-67) : U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) : Fauvette, 13° (43-31-56-86) : Gaumont Parmass, 14° (43-27-84-50) : Sept Parmassiens, 14° (43-27-84-50) : Sept Parmassiens, 14° (43-27-84-79) : Convention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00) : Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27) : Pathé Circhy, 15° (45-26-01).

DÉMONS DANS LE JARDIN. Film

DÉMONS DANS LE JARDIN. Film

espagnol de Manuel Gutierrez Ara-gon, v.o.: Latina, 4 (42-78-47-86); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

JOHANN STRAUSS, LE ROI SANS COURONNE Film franco-autrichien de Franz Antel: Vendôme Opéra, 2º (47-42-97-52); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76).

PÉCHEURS DE REQUINS. Film mexicain de Luis Alcoriza, v.o.: Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33).

05-51-33).

LA PHOTO. Film gree de Nico Papatakis, v.a.: Forum Arc-en-Ciel, l'e
(42-97-53-74); Racine Odéon, 6
(43-26-19-68): Elysées Lincoln, 8
(43-59-36-14): Sept Parnassiens,
14 (43-20-32-20).

LE RECORD. Film allemand-suisse

LE SICILIEN. Film américain de Michael Cimino, v.o.: Forum Hori-zon, 1º (45-08-57-57); Impérial

de Daniel Helfer, v.o.: Cluny Palace, 5 (43-54-07-76); Les Trois Balzac, & (45-61-10-60).

LES FILMS NOUVEAUX

FUILL METAL JACKET (*) (A., v.o.) .
Gaumont les Halles, 1" (40-26-12-12) :
Gaumont les Halles, 1" (40-26-12-12) :
Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33) : 14
Juillet Odeon, 6" (43-25-59-83) : Publicis
Sant-Germain, 6" (42-22-72-80) : La
Pagode, 7" (47-05-12-15) : Gaumont
Champs-Elysées, 8" (43-59-04-67) :
Publicis Champs-Elysées, 8" (47-2076-23) : 14 Juillet Bastille, 11" (43-5790-81) : Escurial, 13" (47-07-29-04) :
Gaumont Parnasse, 14" (43-35-30-40) :
Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50) : 14
Juillet Benugrenelle, 15" (45-75-79-79) :
Le Maillot, 17" (47-48-06-06) : vf.;
Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33) : Res,
2" (42-36-83-93) : Les Nation, 12" (4343-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12" (43-30-15-9) : Fauvette Bis, 13" (43-3160-74) : Miramar, 14" (43-20-89-52) :
U.G.C. Convention, 15" (45-74-93-40) :
Pathé Wepler, 18" (45-22-46-01)
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V,
8" (45-62-41-46) : Sept Parnassiens, 14" (43-20-33-20).
LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) :

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.);

LE JOURNAL D'UN FOU (Fr.) : Forum LE JOURNAL D'UN FOU (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26).

MALADIE D'AMOUR (Fr.): Forum Arcen-Ciel, 1" (42-97-53-74); Impérial Pathé, 2" (47-42-72-52); George V, 8" (43-62-41-46); Publicis Matignon, 8" (43-59-31-97); Fauverte, 13" (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14" (43-20-12-06).

MISSION (Brit., v.o.): Elysées Lincoln, 8" (43-59-36-14).

v.o.): Les Trois Luxembourg. 6: (46-33-97-77).

NEUF SEMAINES ET DEMTE (*) (A. v.o.): Le Triomphe, 8: (45-62-45-76).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-IL-All. v.f.) : Lumière, 9 (42-46-49-07). RADIO DAYS (A., v.o.): Sept Parnas-siens, 14: (43-20-32-20).

LE REPENTIR (Sov., v.o.1: Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26); Epéc de Bois, 5t (43-37-57-47): Cosmos, 6t (45-44-28-80); Le Triomphe, 8t (45-62-45-76); 14 Juillet Bastlie, 11t (43-57-

90-811.

LA RIVIÈRE SAUVAGE (Chin., v.o.):
Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Epée
de Bois, 5º (43-37-57-47).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A.,
v.o.): Forum Horizon, 1º (45-0859-83); Gaumont Ambassade, 8º (43-2559-83); Gaumont Ambassade, 8º (43-5919-08): U.G.C. Biarritz, 8º
(45-02-20-40); Les Moniparnos, 14º
(43-27-52-37); 14 Juillet Beaugrenetle,
15º (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2º (42-3633-93); U.G.C. Montparnassa, 6º (4574-94-94); U.G.C. Gobelins, 13º (43-3623-44); Pathé Clichy, 18º
(45-22-46-01).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.): 14

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.): 14 Juillet Odeon, 6' (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08); Miramar, 14' (43-20-89-52).

TANT QU'IL Y AURA DES FEMMES ANT QU'IL Y AURA DES FEMMES (Fr.): Gaumont les Halles, 1º (40-26-12-12): Bretagne, 6º (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); George V, 8º (45-62-41-46); Français Pathé, 9º (47-70-23-88); Maxevilles, 9º (47-70-72-86): Fauvette, 13° (43-31-56-86): Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50): Montparnasse Pathé, 14° (43-20-12-06): Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-28-22-27); Pathé Cl 22-46-01).

37-2 LE MATIN (*) (Fr.): Lucernaire. 6" (45-44-57-34).

TUER N'EST PAS JOUER (Bril., v.o.):

U.G.C. Danton, 6" (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08);

George V, 8" (45-62-41-46); v.f.: Para-

Pathé, 2 (47-42-72-52) : Action

Fatte, 2 (43-29-44-40): 14

Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83);

Bretagne, 6 (42-22-57-97); Haute(euille Pathé, 6 (46-33-79-38);

Gaurnost Ambassade, 8 (43-5919-08); Publicis Champs-Elysées,

8 (47-20-76-23): 14 Juillet Bastille,

19-(47-20-76-23): 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81): 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81): 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79): v.f.: Forum Horizon, 17 (45-08-57-57): Rex., 2 (42-36-83-93); Marignan Concorde Pathé, 8 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-92-82); Fançais Pathé, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Le Galaxie, 13 (43-80-16-06); Gaumont Alésin, 14 (43-27-84-50); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Le Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-20-46-01); Trois Secretan, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

SIPERMAN IV. Film américain du Sidney J. Furie. v.o.: Forum Arc-en-Ciel. 1 (42-97-53-74); U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30); U.G.C. Normandie. 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94); U.G.C. Normandie. 8 (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Le Galaxie. 13 (45-80-18-03); U.G.C. Gobelins, 13 (43-80-18-03); U.G.C. Gobelins, 13 (43-36-23-44); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37); Mistral, 14 (45-39-52-43); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Secretan, 19 (42-06-79-79).

SUPERMAN IV. Film américaia da

20º (46-36-10-96).

mount Opérs. 9: (47-42-56-31); Le Galaxie, 13: (45-50-18-03); Mistral, 14: (45-39-32-43); Montparnasse Pathé, 14: (43-20-12-06); Pathé Cheby, 18: (45-22-40-01).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (18: vo. 1-5 Ché Beaubaum, 3: (42-71).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE
(Brit.v.o.): Ciné Beaubourg, 36 (42-7152-36): U.G.C. Odéon. 67 (42-2510-30): U.G.C. Biarritz, 87 (45-6220-40): Trais Parnassiens, 149 (43-20-30-19).
LES YELX NOIRS (It., v.o.): Ciné
Beaubourg, 37 (42-71-52-36): SaintAndré-des-Arris, 167 (43-26-48-18):
U.G.C. Rotonde, 68 (45-74-94-94):
Marignan Concorde Pathé, 89 (43-5992-821., U.G.C. Biarritz, 88 (43-6220-40): v.f.: U.G.C. Momparnasse, 67 (45-74-94-94): U.G.C. Boulevard, 98 (45-74-94-94): U.G.C. Gobelins, 137 (43-36-23-44); Mistral, 148 (45-3952-43).

Les festivals

sam. 22 h.

ERIC ROHMER , Denfert, 14 (43-21-41-01). Le Beau Mariage, dim. 15 h 40; la Femme de l'aviateur, mer. 17 h 30; la Marquise d'O, mar 12 h : Perceval le Gallois, ven. 15 h 40; les Nuits de la picine lune, ven. 20 h ; Pauline à la plage, sam. 20 h.

FESTIVAL CHARLES CHAPLIN, Stu-FESTIVAL CHARLES CHAPLIN. Studio 43, 9 (47-70-63-40). La Rués vers l'or, mer. 14 h et 16 h avec en complément Une vie de chien; le Cirque, mer. à 14 h et 16 h avec en complément Une journée de plaisir; les Temps modernes, sam., dim. 14 h; le Kid, sam., dim. 16 h; les Lumières de la ville, sam., dim. 16 h; les Lumières de la ville, sam., dim. 16 h; les Lumières de la ville, sam., dim. 16 h; les Lumières de la ville, sam., dim. 16 h; les Lumières de la ville, sam., dim. 16 h; Estival Jahre, LuC GODARD. Denfert. 14" (43-21-41-01). Masculisfémilale, ven. 18 h; le vous salue Marie, lon. 12 h; Sauve qui peur . lun. 18 h 20; Deux ou trois choses que je sais d'alle, mar. 16 h 30.

FESTIVAL LUIS BUNUEL (v.o.), Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33). Un chien andalou, sam. 12 h; Los Olvi-

Un chien andalou, sam. 12 h; Los Olvidados, sam. 12 h; Nazarin, mar. 12 h; FESTIVAL MARILYN MONROE (v.o.), Le Champo, 9 (43-54-51-60). Chérie je me sens rajeunir, jeu., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10 mn après; les Hommes préférent les blondes, dim., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10 mn après; Sept Ans de réflexion, lun., séances à 14 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10 mn après; Comment épouser un Millionnants: Comment épouser un Millionnants : Comment de la co ma après : Comment épouser un Million-naire, mer., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10 ma après : Bus Stop, mar., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10

16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10 mu après; Niagara, sam., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 20 h 10, 22 h 10 film 10 mn après; la Joyeuse Parade, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après.

FESTIVAL MARLÈNE DIETRICH (v.o.), Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09). Agent X 27, mer., ven., dim., mar. à 14 h 30; Morocco, jeu., sam., lun. 14 h 30; l'impérautice rouge, mer., ven., dim., mar. 20 h.

FESTIVAL MONTV BVTLION (v.o.)

dim., mar. 20 h.

FESTIVAL MONTY PYTHON (v.o.),
Saint-Germain Studio. 5 (46-33-63-20).

Monty Python, is vie de Brian, mer.,
ven., séances à 14 h 20, 16 h 10, 18 h.
19 h 50, 21 h 45 film 10 mn sprès; Jabberwocky, jeu., dim., séances à 13 h 45,
15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 10
mn après : Monty Python, sacré Grael. mn après ; Monty Python, sacré Graal, sam., lun., séances à 14 h 20, 16 h 10, 18 h, 19 h 50, 21 h 45 film 10 mn après ; Monty Python, le sens de la vie, mar-séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 50, 19 h 55, 21 h 55 film 10 mm après.

19 h 55, 21 h 55 film 10 mm après.
FESTIVAL RUSS MEYER (v.o.), SaintGermain Village, 5º (46-33-63-20).
Megavixens, mer., mar., séances à
14 h 35, 16 h 15, 18 h, 19 h 50, 21 h 30
film 20 mn après : Faster Pussy Cat, kill !,
kill !, jeu., séances à 14 h 30, 16 h 15,
18 h, 19 h 45, 21 h 30 film 10 mn après ; 18 b, 19 h 45, 21 h 30 film 10 mm apres; Ultravizens, ven., séances à 13 h 40, 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40 film 10 mm après; Supervizens, sam., lun., séances à 13 h 40, 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40 film 10 mm après; Hol-lywood Vizena, dim., séances à 13 h 30, 15 h 35, 17 h 40, 19 h 45, 21 h 50 film 10 mm après.

nin après. FESTIVAL WIM WENDERS , 14 Juillet Parnasse, 6º (43-26-58-00). Alice dans les villes, mam., film à 13 h 45, 15 h 50, 17 h 55, 20 h 05, 22 h 15; Hammett, mar., film à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 21 h 50; la Lettre écarlate, jeu., film à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; Faux Mouvement, ven., lun., film à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; Au Eld da Tentre din film à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; Au Eld da Tentre din film à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; Au Eld da Tentre din film à 15 h 50, 18 h 50, 21 h 50; Au Fil du Temps, dim., film à 13 h 50, 17 h, 20 h 15; Paris, Texas, mer., film à 13 h 50, 16 h 15, 19 h, 21 h 40.

HOMMAGE A NIETTA MTKIKALKOV (v.o.), Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77). Le Parentèle, ven., film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Partition inachevée pour piano mécanique, mer., sam., film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Quelques jours de la vie d'Oblomov, jeu., dim., film à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; TEsclave de l'amour, lun., film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Cinq Soirées, mar, film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LES SOIXANTE ANS DU PARA-MOUNT OPÉRA (v.o.), Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). La Main au col-let, séances mer. à 13 h 35, 15 h 45, let, séances mer. 1 13 h 35, 15 h 45, 17 h 55, 20 h 10, 22 h 20 film 20 ma après; Drôle de couple, jeu, seances à 13 h 35, 15 h 45, 17 h 55, 20 h 05, 22 h 15 film 20 mm après; le Flic de Beverty Hills, ven., sèances à 13 h 40, 15 h 50, 18 h, 20 h 10, 22 h 20 film 20 ma après; le Parrain, sam., séances à 13 h 40, 17 h, 20 h 20, 23 h 40, film 20 mn après; Love Story, dim., séantes 3 14 h 16, 18 h, 20 h, 22 h film 25 mr après; Hatari, lun., séantes à 14 h 10, 17 h 20, 20 h 30, film 10 mn après; Paris brûle4-il ?, mar., séantes à 14 h 10, 17 h 35, 21 h film 25 mn après

LES WEEK-ENDS DU MAC-MAHON,
LE FILM NOIR AMÉRICAIN (v.o.),
Mac-Mahon, 17° (43-29-79-89). Tucur à
gages, ven., scances à 19 h, 20 h 40,
22 h 20 film 10 mn après; Pas d'orchidées pour Miss Blandish, sam., séances à
14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 25 mn
après; la Cunquième Victime, dim.,
scances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film
15 mn après; Pour toi, Jai tué, lun à
14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40
22 h 20 film 10 mn après.
NITT DUI POLAR, Gaumont Alésia, 14°

22 h 20 htm 10 mn apres.

NUTT DU POLAR . Gaumont Alésia, 14'
(43-27-84-50). Le Corbeau , ven.
20 h 30; Quai des Orfèvres. ven.
20 h 30; le Secret, ven. 20 h 30; le
Doulos, ven. 20 h 30.

Les grandes reprises

ALJEN (*) (Brit., v.f.): Hollywood Boulevard, 9* (47-70-10-41).

HANTISE (A., v.o.); Action Christine, 64 (43-29-11-30).

vard, 9° (47-70-10-41).

L'AMOUR A LA VILLE (IL., v.o.);

Reflet Logos II, 5° (43-54-42-34).

BAMBI (A., v.f.); Templiers, 3° (42-72-94-56).

94-56).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.l.):
Napoléon, 17: (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.l.): Napoléon, 17: (42-67-63-42).

BIRDY (A., v.o.): Lucernaire, 6: (45-44-57-34).

57-34).

CENDRILLON (A., v.f.): Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.): Napoléon, 17* (42-67-63-42).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.): Action Rive Gauche, 5* (43-29-44-40); Les Trots Balzac, 8* (45-61-10-60).

(43-29-11-30).
LES INCONUS DANS LA MAISON
(Fr.): Reflet Logos 1, 5º (43-54-42-34);
Les Trois Balzar, 8º (45-61-10-60);
Trois Parnassieus, 14º (43-20-30-19).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.): Action Ecoles, 5: (43-25-72-07). L'INSPECTEUR NE RENONCE JAMAIS (**) (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9: (47-70-10-41).

Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LETTRE D'UNE INCONNUE (A., v.o.): Action Christine, 64 (43-29-11-30).

MAD MAX 2 (Austr., v.f.): Maxevilles, 9 (47-70-72-86).

MARY POPPINS (A., v.f.): Napoléon, 17 (42-67-63-42).

MÉDÉE (IL-AII., v.o.): U.G.C. Champs-Elysées, 34 (45-62-20-40).

MITRAILLETTE KEILLY (A., v.o.): Action Ecoles, 59 (43-25-72-07); v.f.: U.G.C. Boulevard, 99 (45-74-95-40).

PETER PAN (A., v.f.): U.G.C. Montparnasse, 69 (45-74-94-94); U.G.C. Gobelins, 131 (43-36-23-44).

LA POISON (Fr.): Reflet Médicis Logos,

naise, or (a5-14-94-94); U.O.C. Good-lins. 13' (43-36-23-44).

LA POISON (Fr.): Reflet Médicis Logos, 5' (43-54-42-34).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.): Saint-Michel, 5' (43-26-79-17).

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.): Le Champo, 5' (43-54-51-60).

QUINZE JOURS AILLEURS (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6' (46-33-97-77).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.f.): Maxevilles, 9' (47-70-72-86).

SALVADOR (A., v.f.): Hollywood Boule-vard, 9' (47-70-10-41).

LE SECRET DERRIÈRE LA PORTE (A., v.o.): Action Christine, 6' (43-29-11-30).

LE TEMPS DU CHETTO (Fr.): Pan-

11-30).

LE TEMPS DU CHETTO (Fr.): Panthéon, 5º (43-54-15-04).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.): Denfert, 14º (43-21-41-01).

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.): Action Christine, 6º (43-29-11-30).

WHAT A FLASH! (Fr.): Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52).

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 28 Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, Z. Mehta (dir.) (Messiaen, Xenakis, Mahler).

Auditorium des Halles, 20 h 30 : Orchestre national de Toulouse, B. Bratoev (dir. et soliste) (Roussel, Schubert, Schumann, Britten). Cortot, 20 h 15 : Ensemble vocal Lyrica

(Mozart, Offenbach).
Sainte-Chapelle, 21 h : A. Navarra

TEUDI 15 Plevel, 20 h 30 : voir la 28. Theatre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Orchestre national de France, R. Barshaï

Égiise Saint-Médard, 20 h 45 : Les Arts Florismus. (dir.) (Beethoven).

Fiorasmans.
Geneea, 20 h 30 : E. Kremski (Liszt, Schubert, Wagner, chants tibétains).
Sainte-Chapelle, 20 h : Orchestre d'Archets Français, D. N'Kaoua (piano) (Mozari).

Maleon d'Amérique latine, 20 h 30 : M. Raskin, O. Milani (clavecin) (Couperin, Bach, Piazzolla).

SAMEDI 31 Théatre des Champs-Elysées, 20 h 30 ; Quatuor Takacs, D. Ranki (piano) (Mozart, Chopin, Hayda, Durko). Egilse Saint-Louis-en-Pile, 20 h 30 ; Quatuor Manfred (Schnbert, Smelana, Puccini).

Pleyel, 16 h 30: Orchestre de Paris, Z. Mehta (dir.), l. Gitlis (violon) (Bar-tok, Mahler). Egilse Saint-Merri, 21 h: Orchestre de Chambre de la Waldstadt (Haendel,

Sainte-Chapelle, 21 h : voir le 29. DIMANCHE I*

Thistre J.-L. Berrault M. Remaud. 11: D. Ranki, E. Klukon (plano quatre mains) (Mozari, Debussy, Ravel). Egibe Saint-Louis, 17 h : voir le 31. inte-Chapalle, 21 h : voirie 29.

LUNDI 2

Sainte-Chapelle, 21 : voir le 29. Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (42-33-57-71), 23 h : Fusion (jusqu'au le). Le 2, Roc Bande ; à partir du 3, J-L Dionnet ; 20 h : les Covottes (intental 31). CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h: J. Lacroix Juzz Orchestra jusqu'au 31); h partir du 1º, Doudelle Jazz Orchestra.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 21 b 30 : les 29, 30, 31 : Abou Smith.

CIGALE (45-72-11-22), lc 3, 20 h : P. Brady. CITHEA (43-57-99-26), le 3, 21 h: M.

A. Damestoy.
CLUB ADAGIO (48-25-80-80), le 31.
21 h : Richard Raux Quartet.
DUNOIS (45-84-72-00), 20 h 30, les 29,
30 : Toubab Ka.
ELYSÉE-MONTMARTRE (42-5225-15), le 2, 20 h : The Wild Ones.

25-15), le 2, 20 h: The Wild Ones.

EXCALIBUR (48-04-74-92), 22 h, mer :
Chance Orchestra R'N'B; Jeu.: C. Vander Trio; Ven.: Guida de Palma and le
Band: Sam.: Ana; Lun.: Rido
Bayonna: Mar.: Pedro Wognin And
Nat Way.

KISS (48-87-89-64) (D.), 24 h: Pela.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), (D., L.), 23 h; les 28, 29; Ray Brown, G. Harris, M. Roker; les 30, 31; Chico Hamilton, Les 2, 3, 22 h st 24 h; Hom-mage 4 J. Coltrane avec E. Jones, Mc Coy Tyner. LE MÉCÈNE (42-77-40-25) (Mar.).

22 h 30, les 28, 29, Scott Taylor Quartet. Les 30, 31 : Tao et V. Bucher Trio. Le 1º : Gandaia. Le 2 : Zouma Bon Temps. MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h : B. Pizzarelli Trio et A. Villeger.

MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : Quartet Cecily Gardner. MUTUALITÉ, le 29, 20 h : Public Image Limited.

NEW MORNING (45-23-51-41), 21 b 30, le 28: Anita O'Day Quintet. Le 29: P. Mace Quintet. Le 30: A. Shepp. H. Parian. Le 31: Baobab de Dakar.

OLYMPIA (47-42-82-45), le 2, 20 h 30: V. Lazio.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE
(43-21-56-70) (D) 21 h: les 28, 29:
C. Nougaro. Le 30: Quintet de Paris. Le
31: L. Saltiel.

PETIT JOURNAL ST-MICHEL (43-26-29-591, 21 h 30, le 28: Waterpate Seven + One. Le 29: M. Saury Sexiet. Le 30: Jazz at Five. Le 31: J. Caroff Jazz Band. Le 2: Alligator Jazz Band. Le 3: G. Lafitte Quartet.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). 23 h : Charite Rouse (jusqu'au 1ⁿ). A partir du 2 : Turk Mauro Quariet. Athésée, 20 h 30 : J. Van Dam (chant), J.-C. Vanden Eyaden (piano) (Schubert, Brahms, Wolf).

Athésée, 20 h 30 : J. Van Dam (chant), J.-C. Vanden Eyaden (piano) (Schubert, Brahms, Wolf).

Les 2, 3 : Trio Noakes Bro-

> SLOW CLUB (42-33-84-30) (D. L.). 21 h 30 : M. Laferrière Dixieland Jazz 21 h 30 : M. Liternere Discellad 3222
> Band (Jusqu'au 31).
> SUNSET (42-6)-46-60), 21 h 30 : G. Clément, F. Després, P. Lacarière, T. Chauvet (Jusqu'au 31).
> LES TROTTOURS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37) Mar., Mer., J., 22 h : V., S., 22 h et 24 h : Osvaldo Piro Quintel. ZENITH (42-40-60-001, le 31, 20 h : This World and The Wailers.



UN NOUVEAU THEATRE DANS PARIS SAISON INAUGURALE

COPI

L AUDITION personnimes files Bourdet HOFMANN

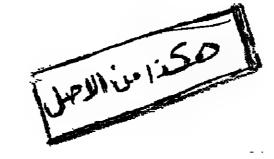
Métro Gomboro 15 rue Malte-Brun Paris 20 tel. 43 óó 43 60 abonnez-vous maintenant

LORCA LE PUBLIC (!creation; mues, Jorge Lavelli THE VISITE INOPPORTURE COMMON MAY SHOP LONG ARRABAL LA TRAVERSEE DE L'EMPIRE (CHONON, MAS F. Arrabol IONESCO LES CHAISES MES Jean-Lix Boutte BOURDET

LE CHEVAL de BALZAC -trechon m.as. Philippe Mercier

Recevez graturiement le programme Resournez es bulletin au Theatre Mational de la Colline 15, rue Maire-Brun 75020 Paris

مكذا بن الاصل



22 Le Monde • Jeudi 29 octobre 1987 •

Radio-télévision

La programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre manife et la daté dimanche-kurdi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter a On peut voir n'n Ne pas manquer u u m Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 28 octobre

20.30 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Jane Birkin, Marc Lavoine, Gipsy King, Les Avions, Rita Mitsouko, Paul Belmondo, Marie Myriam, Richard Cocciante. ▶ 23.00 Magazine : Sirocco. Emission de Denis Chegaray, présentée par Jenna de Rosnay. Au sommaire : Isabelle chez les Masaï : La chasse au filet à Chambord : Retour d'Afrique : Une archéologue en Cappa-doce : Les chasseurs de têtes des mers du Sad : Salle de bains avec vue. €.05 Joannal. 0.20 La Bourse. 0.50 Pernaission de minuit. Emission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

20.30 Le grand échiquier, Emission de Jacques Chancel. Invité: Maurice André, trompettiste. Avec l'Orchestre d'Auvergne dirigé par Jean-Jacques Kantorow et Stéphane Cardon, Claude Bolling et son Big Band, le Sixteen Choir, Patrice Fontanarosa, Pierre Pierlot, Guy Touvron, Bernard Soustrot, Philippe Pierlot, Nicolas André, Béatrice André, Lionel André, Frédéric Bouc, Brigitte Berthelier, Simon Estes, Janet Perry, François-Heari Houbard, Nicole Rieu. Des images de Dizzy Gillespie, Louis Amstrong, Al Jarreau. 23.30 Informations: 24 h sur l'A.2. 0.00 Histoires courtes. Alger la blanche, de Cyril Collard.

➤ 28.35 Théâtre: Dom Juan on le festin de pierre. Comédie en cinq actes de Molière; mise en scène de Marcel Bluwai. Avec Michel Piccoli, Claude Brasseur, Anouk Ferjac, Dominique Rozan, Michel Le Royer. Z2.25 Journal. 22.50 Magazine Océaniques. Fragonard, un temps retrouvé, de Michel Patlart, avec Pierre Rosenberg et Philippe Sollers. 23.45 Maxiques, musique. Une semaine dans les jardins d'Esther Lamandier.

CANAL PLUS

23.00 Cinéma: l'Homme à femmes m Film américain de Blake Edwards (1984). Avec Burt Reynolds, Julie Andrews, Kim Basinger, Marilu Henner, Jennifer Edwards. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Cinéma: la Femme de ma

vie em Film français de Régis Warnier (1986). Avec Jane Birkin, Christophe Malavoy, Jean-Louis Trintignant, Béatrice Agenin. 8.35 Cinéma: l'Affaire Savolta en Film espagnol d'Antonio Drove (1978). Avec Charles Denner, Virginie Billetdoux. Pablo, Stéfania Sandrelli, Ettore Manni. 2.10 Série: Rambie.

20.30 Variétés : Collaricocoshow. Emission de Stéphane Collaro. Avec Raît, Cécilia Noah, Charlotte Valandrey, Thierry Lhermitte. 21.45 Série : La loi de Los Augeles. 22.35 Série : Arabesque. Meurtre sans publicité. 23.25 Série : Le renard. La mort ne coûte rieu. 0.30 Série : Hôtel. Récriminations (rediff.). 1.20 Série : Les chevaliers du ciel. 1.50 Femilietou : Le temps des copains. 2.15 Série : Arsène Lupin. L'homme au chapeau noir.

M 6

20.30 Série : Dynastie. Le portrait. 21.20 Série : Falcon Crest. Amour, honneur et obsissance. 22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série : Les espions. La conquête de Claude Murdoch. 23.15 Magazine : Chib 6, De Pierre Bou-teiller. 6.00 Série : Les têtes brêliés. Candidat au suicide. 0.50 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips. Le chouchou de la semaine : Souris.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Le feu des origines, d'Emmanuel Dongala.
21.30 Commananté des radios publiques de la langue française. 22.00 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada, de la Suisse. 22.40 Nuits magnétiques. Les cimetières. 0.05 Du jour au lendemais.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pieyei): Les offrandes oublières, de Messiaen; Keqrops, de Xenakis; Symphonie n° 1 en ré majeur, de Mahler, par l'Orchestre de Paris, dir Zubin Mehta; sol.: Roger Woodward, piano. 23.07 Jazz chub. En direct du New Morning, avec la chanteuse Anits O'Day.

Jeudi 29 octobre

13.35 Fenilleton: Haine et passions. 14.20 Fenilleton: C'est déjà demain. 14.45 Variétés: La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. Sixty's follies. Les Chats sauvages, les Chaussettes noires, Monty, Moustique, Agnès Loti, Vince Taylor, Claudine Coppin; hommage à Claude François. 15.35 Quarté à Evry. 15.50 Série: Chapsens melos et bottes de cuir. Le repaire de l'aigle. 16.45 Cash Derotiée. 17.00 Magazine: Panique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Pascal Rod, Loop the loop, Antoine. 17.58 Flash d'informations, 18.00 Série: Mannéz. Cible vivante. 19.00 Fenilleton: Santa Barbara. 19.30 Jeu: La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Métée. 29.28 Tapis vert. 20.30 Magazine: Le messie en face. Emission de Christine Ockrent. L'inquiétude SIDA: faut-il être tous testés? Invitée: Michèle Barzach, ministre délégué à la stat de Ciristine detreit. Empleande SIDA (autori ette tous testés ? Invitée : Michèle Barzach, ministre délégué à la santé et à la famille. 22.00 Variétés : Bedos fait son cirque d'aiver. Extraits du spectacle de Gny Bedos au Cirque d'hiver d'octobre à décembre 1986. 23.15 Journal. 23.36 La Bouss. 23.33 Permission de missis. Emission de Frétéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2

13.45 Magazine: Domicile A2. De Liliane Bordoni, présenté par Marc Bessou. Avec Marc Lavoine, Sabine Gueria, Corinne Dacla; à 13.50, le feuilleton: A l'est d'Eden (6º épisode). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine: Domicile A2 (suite). 15.30 Feuilleton: Rec Caraot. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine: Domicile A2 (suite). 17.15 Récré A2. Minni Cracra; Récré à l'Opéra: Didon et Eniza de Besselli. L'im lieu: Le source du descent Ense de Parcell; Lire, lire, lire; Le sourire du dragon.

17.55 Pash d'informations. 18.00 Strie: Ma sorcière basainsée. La prétresse Hepzibah. 18.25 Jeu: Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.

18.50 Varièrée: Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec 18.50 Variétés: Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Didier Kaminka, Julien Clerc. Louis Chedid, Cathy Claret. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu: Le bon mot d'A 2. 20.00 Journal. 29.25 INC. Les services télématiques. 20.30 Cinéma: La moutarde me monte au nez # Film français de Claude Zidi (1974). Avec Pierre Richard, Jane Birlin, Danièle Minazzoli, Claude Piéplu, Henri Guybet. 22.10 Magazine: Edition spéciale. D'Alain Wieder et François Debré, présenté par Bernard Rapp. Sommaire: Les dessous des prix littéraires. 23.30 Informations: 24 h sur FA 2. 0.00 Série: Brigade criminelle (rediff.).

13.30 Magazine: La vie à plein temps. Présenté par Gérard Morel. Avec Raft, Julie Pietri, Georges Marchal. 14.00 Magazine: Thalassa (rediff.). 14.30 Documentaire: Un naturaliste es campagne. Entre glace et feu. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Série: Sur la piste du crime. Le raid. 16.00 Magazine: Dimension 3. Zen, zazen (rediff.). 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilletou: Ne mangez pas les marguerites. 13º épisode: La partie de pêche. 17.30 Dessin animé: Croc-note show. La cithare. 17.35 Dessin animé: Elle et Sébastiea. Les amis retrouvés. 18.00 Dessin animé: Mister T. 11º épisode: L'affaire du casino. 18.30 Feuilletou: La liberté Stéphanie. 14º épisode. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Dessin animé: Il était une fois la vie. La respiration. 20.05 Jeur: La classe. Présentés par Fabrice. 20.30 INC. Les services bancaires. 20.35 Cinéma: l'Exorcite II: l'Hérétique mu Film américain de John Boorman (1977). Avec Richard Burton, Linda Blair, Louise Fletcher, Max von Sydow. Il 15 Dessin animé: Tome et Jerry. 22.30 Journal. 22.55 Magazine: Océaniques, Québec, une ville, de Gilles Carles. 23.40 Musiques, musique. Une semaine dans les jardins d'Esther Lamandier.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Je hais les acteurs un Film français de Gérard Krawczyk (1986). Avec Jean Poiret, Michel Blanc, Bernard Bher, Michel Galabru, Pauline Lafont, Dominique Lavanant. 15.40 Cinéma: Sauvez le Neptune D Film américain de David Greene (1977). Avec Chariton Heston, David Carradine, Stacy Keach. 17.25 Calson cadin. 17.45 Série : Superman. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Mythe-Folia. Avec Michel Galabru. 18.25 Dessin animé : Le plaf. 18.26 Top 50. 18.55 Starquizz. Lavités : Philippe de Broca. Marielle Gottschel, Michel Fugaln. 19.26 Magazine : Nulle part allleurs. Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. 20.30 Cinéma : Money Movers n Film australien de Bruce Beresford (1978). Avec Terence Donovan, Ed Deversaux, Tony Bonner, Lucky Grills, Alan Cassell. 22.00 Flush d'informations. 22.05 Chéma : la Vallée de la mort d'Film américain de Dick Richards (1981). Avec Paul Le Mat. Catherine Hicks. Stephen McHattle, Wilford Brimley, Peter Billingsley. 23.30 Chéma : Carrle am Film américain de Brian De Palma (1976). Avec Sissy Spacek, Piper Laurie, Amy Irving, William Katt, John Travolta, Nancy Allen (v.o.). 1.05 Téléfilm : L'engrenage. De Peter Werner, avec James Coburn, Ted Wass, Glynnis O'Comor. 2.35 Boxa. James Coburn, Ted Wass, Glynnis O'Comor. 2.35 Boxe. Championnat du monde des poids moyens : Thomas Hearns (E.-U.)-Juan Domingo Roldan (Arg.).

LA 5

LA 5

13.35 Série: Les saintes chéries. Le patron part pour New-York. 14.10 Série: Arsène Lopis. L'homme au chapean soir (rediff.). 15.30 Série: La grande vallée. La mine d'or de Charlie. 16.30 Série: Max la menacs. On l'appelle Max (2- partie). 16.55 Dessin animé: Le magicien d'Oz. 17.20 Dessin animé: Charlotte. 17.45 Dessin animé: End magique. 18.10 Série: Riptide. 19.00 Jeu: La porte magique. Animé par Michel Robbe. 19.30 5, rue du Théâtre. De Philippe Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm: La flétrissure. De Warris Hussein. Avec Daniel Hassey, Claire Bloom, Christine Lahti, (dernière partie). 22.20 Série: Capitaine Furillo. Adieu M. Scripps. 23.10 Série: Lou Grant. (rediff.). 0.05 Série: Max la menace (rediff.). 0.30 Série: Los chevaliers du ciel. 1.00 Feuilleton: La temps des copains. 1.30 Les chaq dernières minutas. Histoire pas naturelle (rediff.).

M 6

13.00 Série : Cher oucle Bill. Le père idéal (rediff.).
13.30 Variétés : Chansons amour, chansons toujours. Les grandes chansons françaises des vingt dernières années. Luvitée : Julie Pietri. 14.00 Côté corps, côté cœur. 14.30 Série : Marcus Welby. Ne faites pas rire le clown (rediff.).
15.20 25 images seconde. Savoir dénombrer les idées visuelles contenues dans un clip. 15.50 Jen : Citp combat. 16.55 Hit, bit, bit, bourra! 17.05 Série : Cher concle Bill. Mon ami Lana. 19.30 Série : Dakturi. Wameru se modernise. 20.24 Six minutes d'informations. De 20.30 à 0.30 M6 aime le cinéma. 20.35 Série : Les têtes brûlées. Candidat au suicide (rediff.). 21.30 M6 M Magazine. Entretien avec Claude Chabrol. 22.10 Journal et météo. > 22.30 Chéma : Dans la ville blauche mm Film suisse d'Alain Tanner (1982). Avec Bruno Ganz, Teresa Madruga. José Carvalho, Julia Vonderlinn. 0.20 Magazine : Clab 6. De Pierre Bouteiller. 1.05 Musique : Boutevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Nouvelles des lieux insolites. La chambre au papier jaune, de Charlotte Perkins-Gilman. 21.30 Profils perdus. Marie Bonaparte. 22.40 Nuits magnétiques. Les cimetières. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées): Concerto pour piano, violon, violoncelle et orchestre en at majeur, op. 56; et Symphomie nº 5 en ut mineur, op. 67, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Rudolf Barchal; sol.: Jeremy Menuhin (piano), Jean-Jacques Kantorow (violon), Misha Maisky (violoncelle). 23.07 Carb de la masique contemporaine. IRCAM: portrait en coupe; Manoury; Stroppa; Barraqué, Cage. 0.30 Mélodies. Schubert, Mendelssohn, Wolff, Brahms, Mozart, Schumann.

Audience TV du 27 octobre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYENK AYANT REGARDÉ LA TV	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44.7	Sense Berbera 22.1	Actual région. 9.0	Actuel région. 5.5	Nulle part 1.0	Porte megiçue 4.6	Oncie Bill 2. 5
19 h 46	51.8	Roue fortune 24.6	Bon mor A2 3.6	Actual région. 8.0	Nulle part 3.0	5, rus Théêtre 9.0	Dekten 3.5
20 h 16	63.3	Journel 21.1	Journal 20.1	La classe 10.6	Nulle part 2.5	Journal 4-15	Dekten 4.5
20 h 55	69-8	Armde procheine 13.6	7° Cibio 30.7	Victor Victoria 17.1	Rues de feu 2.0	Soupe chase 7.0	Vive is libert
22 h 08	69.3	Année prochaine 13,1	7° Cible 34-2	Victor Victoria 16.6	SOS fantômes 0.0	Soupe choux 7.5	Maitres at vale
22 h 44	36.7	Ciné star - 4-5	Marci cinéms 8. 5	Vietor Victoris 11.1	SOS Fenziones 0.0	Spencer 17.6	Maitres at vale

ntillon : plus de 200 foyers en Île-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations «services»

Les pluies peuvent prendre un caractère orageux et être localement assez fortes.

Les températures au lever du jour varieront de 8 à 10 degrés près des côtes de la Manche, de 4 à 6 degrés plus à l'intérieur en Bretagne, en Normandie et dans le Poitou, de 10 à 13 degrés dans

MÉTÉOROLOGIE

Erolation probable da temps en France entre le mercredi 28 octobre à 0 h TU et le jeudi 29 octobre à 24 h TU.

Les pluies et les orages traversent progressivement le pays. Ils laissent place à un temps plus frais mais où les éclaircies seront nombreuses. Le ciel se couvrira à nouveau en soirée sur la Bre-

couvrira à nouveau en soirée sur la Bre-tagne.

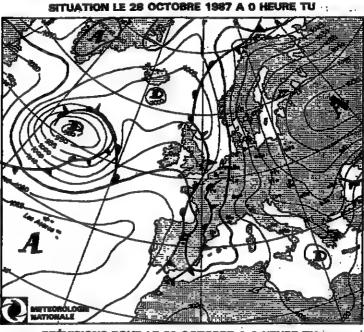
Le temps sera couvert et pluvieux, parfois orageux, le matin sur les Pyré-nées, le golfe du Lion, le Massif Central, l'Orléanais et le Centre. Il pleuvra éga-lement en Champagne, en Ile-de-France ainsi qu'en Picardie, dans les Ardennes et en Lorraine. Progressivement en cours de journée, les mages vont se déchirer et les passages nuageux alter-neront avec les éclaircies.

Ce temps pluvieux progressera sera

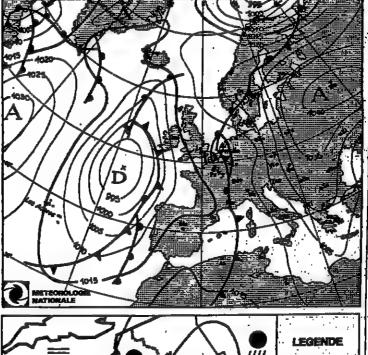
Ce temps pluvieux progressers, vers l'est et gagnera dans l'après-midi la val-lée du Rhône, la Méditerranée, les Alpes, le Jura, les Vosges et l'Alsace.

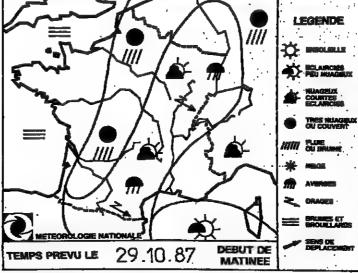
et dans le Poitou, de 10 à 13 degrés dans le centre du pays et dans l'est, de 9 à 10 degrés près des côtes atlantiques, de 14 à 15 degrés près des Pyrénées, de 6 à 9 degrés dans le vallée du Rhône et de 14 à 18 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre indiquera de 14 à 17 degrés dans le nordouest du pays et de 17 à 20 degrés sur le reste de la moitié nord à l'exception de l'extrême est où il ne fera que de 13 à 15 degrés. Plus an sud, il fera de 18 à 21 degrés et de 19 à 22 degrés sur la Côte d'Azar et en Corse. C'est dans le Sud-Ouest qu'il fera le plus chand, les températures atteindront de 20 à 22 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 30 OCTOBRE A 0 HEURE TU



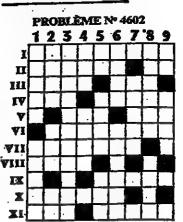


maxima -TEMPÉRATURES minima et temps observé le 28-10-1987 le 27-10 à 6 heures TU et le 28-10-1987 à 6 heures Til

	FRAI	NCI			TOURS	******	22	11	D	LOS ANGE	188	11	19	A
ALMOCRO		26	13	D	TOULOUSE		23	14	P	LIDELERO			.á	N
HARRITZ .	******	26	12	P	FORTE-AR	1	33	24	Ā	MADRED		19	. 9	C
BORDEAUX		22	12	P	4.			_		MARRAKT	73	20	-14	Ă
DOUNGES .		21	14	P		TRAN			_	MEXICO .		26	10	. a
1265T		12	4	D	ALGER		3i	20	N	MEAN		16	10	Č
CAEN		20	11	_	ANSTERDA		14	11	P	MONTHE	T		_	Ę
	G	17	91	N	ATHERES .		72	11	. N	MOSCOU	L		1	· Þ
CLENON	FRE	23	16	Ĉ	BANGEOK	*******	32	26	N			3	-7	ם
DUON		15	22	P	MACEUN		24	18	N	NABORI .		29	16	D
(CE)(CEL		18	11	P	BELGRADE	*******	12	5	N	NEW-YOR		17	5	P
IIII		17	13	P	BERLEN		10	3	D	OSEO		8	7	C
LIMOGES .		21	10	Ō	MUXELLE	S	18	12	P	PALMADE			17	Ð
LYON		20	16	C	LE CAIRE .		26	16	D	16KIN		72	7	D
MARSEILE		25	19	A	COLEMENT		10	7	N	END-DE-YY		28	22	C
NANCY		15	9	٨	DAKAR		29	25	D	10ME		24	14	D
NAMTES		20	7	P	DELET		32	18	D	SPIGNET	R	33	26	ō
NICE		23	17	N	DIERRA		29	17	B	21002380	W	. 8	6	Ň
PARE MON		21	13	P	GENÈVE		13	11	Č.	SYDNEY .		20	-	N
PAU		25	11	P	HONGKON	j	27	22	P	TOKYO			14	Ď
PERGW			19	P	STANBUL		12	7	P !	TUNGS		32	21	ם.
EENES		20	6	D	EDUÇALE)	£	26	•	Ď	VARSOVIE		6	-3	_
ST ETTERNE	,	24	18	C	LISBOKIE		12	ıί	ם	VENSE		16	_	Ď
STRASHOLE	S	11	10		LONDRES .		15	'n	ŏ	YEOU.			11	C
	_	_							יע	12206		11	3	D
A			•	2	D	-		C		-			*	
	. •	•		_		1			,	P.	T	1	7	٠.
2Ver\$¢	pten	me i	COU	o Vort	ciel dégagé	cie nuage		OCE	20	phie	tempé	e	zei	Re

* TU = temps universel, c'est-è-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. [Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie

MOTS CROISÉS



L Des femmes qui ont parfois de beaux restes. L Sent la violette. Dont la mise est an-dessous du mmimum. - III. Est à peine convert par la culotte. Un coup nul. — IV. A l'origine d'une confération. Pas étalés. — V. A de solides mâchoires étalés. — V. A de solides machoires quand alle est anglaise. Ordre de départ. — VI. A prouvé qu'elle pouvait s'améliorer. — VII. Qui craint dosc les coups. — VIII. Le dernier des pieds. — IX. Peut être assimilée à l'essence super. — X. Donna cavie de fumer. — XI. Fit des histoires. Levée par celui qui ne veut pas res-

VERTIGALEMENT

1. Grande, c'est une sorte d'échaiss. On risque la cultute quand ils ne sont pas converts. —

2. N'a pas besoin de sommières. Vient parfois du cœur. Peut ceurir dans les prés. — 3. Ce qu'on fait quand on attend. — 4. Fut le témoin d'une grande précipitation. Un homme sur qui on peut compter. — 5. Un peu d'encens. Désigne ce qui est le plus près. Dans un alphabet étranger. — 6. Coule en Afrique. L'encens, autréfois. — 7. Choisir comme un domicile. — 8. Qu'on peut comparer à un âne. Domme de d'échalas. On risque la culbute peut comparer à un îns. Donner de la force. - 9. Qui s'est donc répando. En France.

Solution du problème nº 4601 Horizonalement

I. Jambes. Ré. -- II. Odorat. En. - III. Ur. Aurige. - IV. Rocs. Ogre. - V. Niés. Mue. - VI. Atre. Bêts. - VII. Levure. - VIII. Éro-sion. - IX. Sps. Ore. - X. Toupet. Na ! - XI. Et. Ormesu.

Persiantement . I. Journaliste. - 2. Adroite. Pot. - 3. Mo. Cerveau. - 4. Brasseur. P6. - 5. Ean. Roter. - 6. Strombes. Tm. = 7. Ign8. Io. - 8. Regret. Orns: - 9. En6e. Anneau.

GUY BROUTY.

EN BREF

 Guide des pensions alimentaires. - Quelles sont les différentes formes de pensions alimentaires entre époux, entre parents et enfants, entre ex-conjoints après divorce ? Dans quels cas sont-elles attribuées et selon quels critères ? Comment résoudre les difficultés pratiques : les modes de recouvrement, l'indexation, la révision ? Un nouveau guide, édité par le CNIDF (Centre national sur les droits de la femme), est en vente par correspondance ou sur place au CNIDF, Maison de l'information, 7, rue du Jure, 75013 Paris, 64 pages, 28 F.

• Les houtiques d'Aéroports de Paris vendent à l'arrivée. - Les passagers arrivant à Paris par avion peuvent désormais faire leurs emplettes dans les boutiques hors taxes d'Aéroports de Paris (ADP), mais en payant les taxes sur les objets achetés. Jusqu'à présent , les boutiques n'avaient le droit de vandre qu'aux passagers en partance pour l'étranger. « Nous sommes maintenant le seul aéroport européen à pouvoir vendre toutes taxes comprises », déclare Mme Elizabeth Lemasson, responsable du marketing pour les concessions commerciales d'ADP. « Cela · nous permettre de préparer le grand marché européen, qui verra disparaître, en 1993, le droit de vendre hors taxes aux voya-geurs circulant à l'intérieur de la CEE. » La disparition de ces ventes representerait un manque à gagner de 130 millions de francs par an pour ADP.

• Guide des associations. -Les éditions SA 2 publient un nouveau Guide annuaire des associations avec, notamment, des fiches descriptives et les adresses des principales organisations. Quatre index (alphabétique, sigles, thématique et régio-nal) complètent ce livre.

* SA 2, 37, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: 42-66-19-94, 465 F.

 Sur les traces de Napoléon.
 De Brussiles à Waterloo, un périple napoléonien d'une, deux, trois ou quatre journées en passant par Bruxelles, préparé par l'office de pro-motion du tourisme de la Commu-nauté française de Belgique (OPT).

* Reuseignements : Office beige de tourisme, 21, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél. : 47-42-41-18.

27/2 20

C SOME .. ppel e

grandes vous le l D'ici La

Cunt &

determ



le 28 octobre 1987

Madame, Monsieur,

Atlons "services

Vous êtes aujourd'hui actionnaire de la Compagnie Financière de Suez, qui est la principale compagnie financière française par l'importance de ses résultats : je vous remercie de nous avoir ainsi manifesté votre confiance.

Notre passé et notre présent justifient cette confiance. Depuis plus d'un siècle Suez n'a cessé de se développer à travers les aléas de la conjoncture nationale et internationale, tantôt porteuse et tantôt incertaine. Notre bistoire nous a ainsi appris à voir plus loin que les intempéries financières, économiques, et même politiques. Ce qui compte avant tout, c'est la rentabilité de nos filiales et de nos participations et leurs perspectives, non pas à court, mais à moyen et long terme. Si vous voulez tirer parti de votre actionnariat dans Suez, il faut nous accompagner comme nous accompagnons depuis longtemps des sociétés telles que Indosuez, l'Abeille, la Lyonnaise des Eaux, Saint-Gobain, Valéo, et, plus récemment, Accor ou Cap Gemini.

C'est pourquoi, de même que nous sommes des partenaires fidèles, investir dans Suez ne prend tout son sens pour nos actionnaires que si ceux-ci le demeurent dans la durée. Je souhaite, pour eux comme pour nous, que ceux qui viennent de répondre à notre appel en souscrivant près de 5 fois le nombre des actions offertes l'aient fait avec cette détermination.

Pour renforcer cette confiance réciproque, je m'engage à vous tenir informés des grandes décisions qui concerneront votre société. D'ores et déjà, je vous donne rendezvous le 8 janvier prochain, à l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie. D'ici là vous pouvez nous contacter soit par téléphone au (161) 45.613.613, soit en écrivant à Suez-Communication 1, rue d'Astorg - 75008 Paris.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération.

Renaud de La Genière PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

مكذا من الاصل



Le Monde **EDUCATION**

Pour combattre le virus de l'illettrisme

Ils sont des millions, parmi nous, atteints de cette maladie sociale d'un autre âge : ne pas savoir lire.

L'échec des armées

ORSQU'IL évoque son · insirmité -, Jean-Yves serre sa gorge d'une main crispée. Il suffoque d'être incapa-ble de lire et d'écrire à vingt-huit ans. Il enrage de ne pouvoir aider sa fillette de neuf ans, l'aînée de ses six enfants, à comprendre ses leçons. A l'heure où elle rentre de l'école, il préfère aller prendre l'air plutôt que de lui avouer son impuissance. Fils d'un ouvrier tombé d'un échafaudage et d'une femme de peine alcoolique, son histoire semble sortie de Zolz. Mais elle se passe dans une cité HLM des faubourgs d'Amiens à l'orée du vingt et unième siècle, et ressemble à la plupart des biographies d'illettres.

Combien sont-ils en Picardie ou ailleurs à vivre autour du degré zéro de la lecture et de l'écriture ? Des millions selon les estimations, mais aucun recensement précis n'a pu être réalisé, faute d'une définition objective de l'illettrisme et d'une institution prenant globalement en charge le phénomène. Mais dans la plaine picarde particulièrement malmenée par la crise, cette forme de sousdéveloppement fait, plus qu'ailleurs, des ravages. La question s'y est trouvée publiquement posée par un biais inattendu : lorsque le conseil régional a pris en charge le budget de la formation professionnelle, du fait de la décentralisation, il s'est aperçu qu'une grande

EULE institution à voir défi-ler la quasi-totalité de la

service national offre l'un des

rares baromètres à peu près fia-

bles de l'illettrisme. D'après les

résultats des tests affectués lors

des « trois jours », 0,5 % des

ont un niveau inférieur au CAP.

L'idée d'utiliser le temps passé

sous les drapeaux pour les

remettre à flot avait abouti, en

février 1986, à un protocole

d'accord entre la défense, l'édu-

cation nationale at les affaires

sociales et prévoyait la générali-

setion de l'aide aux illettrés dans

toutes les unités des armées.

Depuis, des appelés, anseignants

de rattrapage à leurs camarades

en difficulté at les ateliers infor-

matiques des casernes sont uti-

Mais cette campagne n'a eu

que des effets limités. Une expé-

rience d'emploi de logiciels pour

l'apprentissage de la lecture,

entreprise dans trois corps de l'armée de terre, n'a guère été

concluante. L'un des pro-

grammes utilisés exigeait un

temps de travail - 120 heures

- juge incompatible avec la dis-

ponibilité des appelés. Une autre experience utilisant le logiciel

Elmo développée par l'Associa-

tion française pour la lecture a été abandonnée, officiellement

des difficultés de recruter des

volontaires de niveau adécuat.

L'engouement pour les « techni-

population mesculine, le

partie des crédits destinés à reconvertir les chômeurs ne pouvaient être dépensés, le public concerné étant d'un niveau trop bas pour suivre les stages proposés.

Redonner soif de lire à ceux qui en ont perdu toute envie, telle est la tâche à laquelle s'attellent plusieurs associations et organismes dans la région d'Amiens. A Hornoy-le-Bourg, au cœur du pla-teau picard, un bâtiment municipal accueille nombre de jeunes, perdus dans le vingtième siècle. Cinq cantons ruraux se sont assoclés pour ouvrir, en juin 1986, un atelier pédagogique personnalisé (APP) qui propose une formation minimale à la carte aux chômeurs, trop « largués » pour comprendre les tests donnant accès aux stages de formation.

Ces jeunes qui vivotent aux marges de l'illettrisme n'auraient même pas accès aux « petits boulots », sans la force de conviction des animatrices de la permanence d'accueil et d'orientation locale, qui battent la campagne pour dénicher TUC, PIL ou autres SIVP (1). C'est-à-dire une cou-verture sociale, une occupation d'aide cantonnier, de femme de ménage dans une maison de retraite, de garçon de ferme, accompagnée de quelques séances de « remise à niveau » à l'APP sous la conduite de formateurs locaux, avec lesquels ils ont défini

ques modernes » semble donc être passé au ministère de la

Mais les méthodes classiques

se heurtent aux limites du volon-

tarisme dans une ambiance peu

propice aux apprentissages intel-

handicapés, mais leur handicap

ne se voit pes à l'armée. La plu-

part des volontaires trouvent

rapidement des raisons pour

abandonner les cours qui,

pensent-ils, les merginalisent »,

constate à recret le capitaine

Georges Rochon, officier divi-

sionnaire chargé de la communi-

cetion à la 8º division d'Infanterie

d'Amiens. Les séances organi-

sées au 8º régiment de comman-

dement et de soutien par trois

appelés étudiants, sous la hou-

lette de l'officier conseil, sont

très peu suivies et la bibliothèque

de la caseme n'est guère sollici-

Mais l'armée est loin de voir

passer la totalité des illettres. La

plupart - 80 % environ - sont

réformés et échappent ainsi à

toute action d'alphabétisation.

C'est pour eux qu'un tract, confectionné par le GPLI et le

ministère de la défense, va êtra

expérimenté au centre de recru-

tement de Vincennes. Ce docu-

ment, presque « muet », pré-

sente l'image de deux garçons

s'interrogeant sur leur avenir. Les

illettrés π'aiment pas les



individuellement des objectifs et tentent de bâtir un projet professionnel : savoir remplir un chèque, comprendre une feuille de maladie, se repérer dans le temps ; puis passer le permis de conduire, apprendre à mieux lire, trouver une formation professionnelle.

Avec eux, le chemin est long, car leur isolement est si complet qu'il paralyse tout apprentissage. - Je sais ce que j'écris, mais personne d'autre ne peut me comprendre, sauf ma mère », confie d'un air désolé Manuel, un garçon costaud de vingt-quatre ans enveloppé dans un puil de grosse laine. Fils de forain, il garde de son passage à l'écoie un souvenir amer. « Je savais lire, mais j'ai tout perdu, car je n'ai pu m'acheter des lunettes », explique-t-il. Dans les fermes picardes, il a cueilli des radis pour 25 centimes la botte et, récemment, ramassé des pommes de terre sans toucher un sou. . Le patron a dit que j'avais trop mangé », lâche Manuel, plus honteux que révoité.

A l'atelier pédagogique d'Hornoy-le-Bourg, il réapprend à écrire et à compter. Tout comme Martine, vingt-cinq ans, ancienne élève de CPPN (2), licenciée de l'usine de verrerie où elle était employée, parce qu'elle était incapable de remplir des fiches de comptage. Tout comme Christophe, dix-huit ans, qu'on laissait de côté à l'école parce qu'il . ne voulait pas apprendre », ou Bernadette, vingt et un ans, pour qui « le monde a évolué trop vite ». Hornoy-le-Bourg est devenu la capitale locale de la lutte contre l'illettrisme. Les collèges envoient à l'APP les listes d'élèves en difficulté, et les maires celles de leurs administrés concernés.

« V'là les livres!»

Car on n'attire pas ceux qui savent à peine lire et écrire par voie d'affiches ou de placards dans la presse. Au centre d'Amiens, l'association le Cardan, fondée par des militants d'ATD-Quart-Monde, doit son efficacité aux relations de confiance que ses quarante bénévoles savent établir avec le public sous-prolétaire. L'agence pour l'emploi et les travailleurs sociaux orientent vers elle des chômeurs touchés par l'illettrisme et suffisamment motivés pour se déplacer dans ses locaux et être suivis individuellement sur rendez-vous par un formateur. Mais cela ne suffit pas : le Cardan part à la rencontre de ses - clients -.

Dans une salle d'attente de PMI, les animatrices de l'association viennent régulièrement raconter des histoires aux enfants, afin de montrer aux mères le plaisir qu'un bébé peut tirer d'un ouvrage fait pour lui, bien avant de savoir lire. C'est une découverte dans des familles où les rappels de loyers, les commandements d'huissier et les dépliants publicitaires sont les seuls écrits à pénétrer. Telle une missionnaire du droit au savoir, Odile Robitaille débarque, chaque jeudi, avec une bénévole du Cardan au pied des immeubles de Brossolette, une cité des quartiers nord d'Amiens, où bien des familles vivent suspendues aux versements des allocations familiales. - V'là les livres! », hurlent les enfants, lorsqu'elles sortent de leur fourgonnette un bac de plastique rose rempli d'aibums. Deux heures durant, elles font la lecture à quelques gamins agglutinés, tandis que d'autres piochent allégrement dans cette bibliothèque de plein air improvisée.

Les livres ne sont pas prêtés, faute de moyens, mais aussi parce que l'association estime que les familles ne sont pas armées pour les accueillir : on les cacherait pour éviter d'avoir à les rembourser si le petit frère les massacrait, on se moquerait de l'enfant qui anonnerait. Mais grace à cette animation, le Cardan a noué des liens avec les parents auxquels elle peut suggérer une remise à flot en lecture. Dans certains cas. l'association propose des séances de soutien scolaire à domicile des-

tinées à gider les enfants; mais aussi à éduquer les parents. Dans la plupart des logements, les enfants ne disposent d'aucua espace à eux, et la télévision fonctionne en permanence. « Au début, on suggère qu'il serait bon d'éteindre le poste lorsque l'enfant travaille. C'est un long travail de persuasion », raconte Odile Robitaille. Certains parents fondent d'énormes espoirs sur l'école mais se sentent totalement impuissants. Le Cardan tente de leur démontrer qu'en dépit de leurs faibles connaissances, ils peuvent jouer un rôle moteur dans 'éducation de leurs enfants.

Combattre l'exclusion.

Tous les militants de la lutte contre l'illettrisme évoquent leurs difficiles relations avec l'école. Non pas tellement avec les enseignants en tant qu'individus. Mais avec une institution qui éprouve des difficultés à saisir concrètement les données sociales de l'illettrisme.

Le GRETA (3) n'ignore pour-tant pes que le premier obstacle est l'isolement complet dans lequel vivent beaucoup d'Illettrés. Dans deux quartiers populaires de la périphérie amiénoise, il orga-nise depuis janvier dernier des stages destinés à encourager les plus déshérités à demander une formation professionnelle, Pas question d'apprendre à lire ou à écrire, mais d'inciter à sortir de leurs HLM des habitants rechts et assaillis de difficultés. « Lutter contre l'illettrisme, c'est d'abord combattre l'exclusion », Mes Eliane Delamarière qui «rame» pour réunir à chaque séance de cette formation non

rémunérée dans le quartier d'Etouvie une demi-douzaine de stagiaires. Cette petite femme de trente-six ans, par exemple, à demi illettrée, accablée de « 500 000 francs de dettes de loyer », et handicapée par une mauvaise santé, qui avait cessé d'adresser la parole à quiconque, parce que les gens me regardent

Reste à coordonner toutes ces actions, à leur trouver une cohé-rence et à améliorer leur efficacité et leurs débouchés. C'est ce rôle qu'entend jouer le comité local de lutte contre l'illettrisme, un des premiers du genre en France, créé au sein du bureau d'aide sociale de la ville d'Amiens (4). Il regroupe trente-cinq associations et organismes et gère un budget annuel de 2 mil-lions de francs. Par-delà les querelies de clocher et les pessuteurs administratives, le comité veut améliorer la connaissance des réa-lités de l'illettrisme et promouvoir les meilleures méthodes pour le combattre. Tâche incertaine, mais urgente. Car le virus fait des ravages et se transmet de génération en génération. Jean-Yves, l'illettré humilié, ignore que trois de ses six enfants sont dyslexiques et que sa fille ainée, agée de neuf ans, ne sait toujours pas lire couramment

PHILIPPE BERNARD.

(1) Travaux d'utilité collective, Plan d'insertion local, stages d'initiation à la (2) Classo préprofessionnelle

(3) Organisme de Péducation natio-(4) M^m Jeanne Vilbert CCAS; 13, bd Maignan-Larryière 80000 Amiens.

Ils ne votent pas...

N 1984, M. Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Allier, avait accepté de présider le Groupement perma nent de lutte contre l'illettrisme (GPLI), une mission interministé rielle placée auprès du ministre chargé des affaires sociales et regroupent une vingtaine d'administrations, organisations caritatives et associations d'éducation populaire. Il jette aujourd'hui éponge.

Le jeune perlementaire, énar-que, spécialiste des questions sociales et qui aime se présenter comme le défenseur des « cenards boiteux » de la société, ne pouvait ignorer qu'il enfourchaît un cheval peu porteur, même si une volonté politique existait. Comme chacun sait, les illettrés ne votent pas.

Créé par le gouvernement de l'époque, le GPLI était chargé de mettre en œuvre toutes les actions destinées à favoriser personnes « qui ne maîtrisent pas la lecture ou l'écriture », selon les termes du rapport remis au premier ministre (1), premier révélateur de l'ampleur du phénomène

Structure souple sans budget propre, le GPLI a tissé un réseau de correspondents départementaux et régionaux et tenté avec un succès variable de sensibiliser plusieurs ministères - éducation défense, justice... - et les régions désormais responsables de la formation professionnelle à la cause des illettrés. Plus personne ne peut ignorer aujourd'hui cifiques de prévention et de réparation sont conduites dans tout le

Mais la nécessité d'inscrire dans la durée un programme de lutte contre l'illettrisme - on n'apprend pas à fire en quelques mois à vingt, trente ou quarante ans - a bien du mai à accrocher les politiques qui, selon M. Belorgey, ont tendance à « déraper sur des raisonnements de type coûtssans s'occuper de ceux qui som-

Le gouvernement actuel n'a pourtant pas suivi le rapport Gisserot sur l'eallégements de la fonction publique qui lui recom-mandait en juin 1986 de suppri-mer le GPLI. D'ailleurs, le groupe, rattaché à présent au secrétariet d'Etat de M. Adrien Zeller, avait été politiquement mis en jachère depuis longtemps. M. Belorgey, qui affirme avoir réclamé son ren placement depuis le retour de la droite au pouvoir, a préféré s'abatenir de toute intervention sur le terrain pour éviter que son oppoaition à la politique sociale du gouvernement n'alimente une lémique sur l'illettrisme, qu'll jugerait déplacée. C'est donc avec un soulagement teinté d'ironie qu'il accueille la tardive nomination de son successeur, M. Fran-cois Bayrou, député (CDS) des Pyrénées-Atlantiques, installé officiellement jeudi 29 octobre à la présidence du GPLL.

Mobiliser les médias

Cet agrégé de lettres de trente-six ans, secrétaire général adjoint du CDS, et challenger de M. André Labarrère dans son fief de Pau, refuse comme son prédé-cesseur de faire de l'illettrisme un enjeu de luttes partisanes. «C'est le type même de problème qui oblige à des solutions consensuelles», constate-t-il en centriste averti. L'autre risque serait, selon lui, que les maigres résultats obtenus face à un problème si difficile ne conduisent à une « résignation générale ».

Pour sa part, le nouveau président du GPLI n'admet pas « une société qui produit plus d'illettrés que de diplômés ». Il discerne dans la situation actuelle plusieurs types de blocages à traiter en priorité : la méconnaissance des réalités actuelles de l'illettrisme « dont on s'accommode

des résultats obtenus et des méthodes, dans un système qui fonctionne « à l'intuition des formateurs ». M. Beyrou souhaite « démarginaliser » la question, car « une très large partie de la population a besoin d'améliorer sa capacité de lecture ». Il propose donc de multiplier les outils de formation, rève d'utiliser les heures creuses des chaînes de télévision pour programmer des émissions pédagogiques, de faire appel à la presse, à l'informatique et au vidéodisque pour réconcilier les gens avec l'écrit. Pour lui, l'illettrisme e pose des questions à l'ensemble des institutions qui ont échoué », à l'éducation nationale entre autres, car *€ elle ne* mesure pas suffisamment ses résultats », et aux administrations en général « qui ne savent pas toujours utiliser l'écrit ». Relever le défi est essentiel

trop s. is manque d'évaluation

seion M. Bayrou, car « on n'élève pas le niveau général d'une société seulement en renforçant ses élites, mais aussi en s'occu-pant du bas ». Président du GPLI, ne compte pas poser le probième en termes de moyens matériels « qui ne sont pes fondamentaux > - car « mēme 1 milliard de francs ne suffirait pas », - mais d'abord décréter une ■ mobilisation des forces de conviction s, au premier rang desquelles il piace les médias. M. François Bayrou espère cependant que le gouvernement débloquera quelques moyens financiers pour sa cause. Mais il sait que la lutte contre l'illettrisme nécess quelques haussements de ton et fait déjà montre d'une solide connaissance du dossier lorsou'il annonce : « Je ne pieurarai pas ;

Ph. Be.

(1) «Les illettrés en France» rapport au premier ministre, par Véronique Espérandieu et Antoine Lion, en collaboration avec Jean-Pierre Bénichou.

INSTITUT INFORMATIQUE POUR LES P.M.E. **OBJECTIFS** Ouvrir le monde de ormatique professionnelle Produire les qualifications recherchees par les P.M.E. Fillera Lattres Sciences & Techniques et Sciences Humaines MIVEAU BAC + 2 MIVEAU BAC + 4 En 1 an Armée speciale pour la Seconde compatenco tres recharchee en entreonse : unne - 87000 LISIOGE (# 55 08 07 04 En 3 ans Ingomeurs des Applications informati ques d'entreprise



DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT It Monde **DES LIVRES**

-் ு வேற்கு 1000

T TO THE PARTY · ods

Unn

7.0 - 445 - 17 7 75 75 PERS Le Sint Allen 1696396 T. P. B. Sand - Company - -THE PARTY OF THE P Company of the Company THE RESERVE

n i bandin i 🛲 · trateratelle

Le Monde **CAMPUS**

Un marché en expansion : journaux pour étudiants

et de revues qui s'adressent aux étudiants multiplient les initiatives. Ils sont d'autant plus dynamiques que la publicité, le nerf de la guerre pour que personne ne leur en parle », ces publications, est au rendezvous. Ainsi, l'Après-Bac va lancer le Journal des terminales; Transfac annonce une nouvelle formule pour la fin d'octobre et, parti de Montpellier, tisse sa toile à travers l'Hexagone; Avis de recherche veut améliorer son contenu rédactionnel, et l'Etudiant adopte la télématique, avec la création d'une banque de données. Le milieu étudiant, riche de plus d'un million de consommateurs potentiels, est particulièrement convoité. Avec détermination car. la crise aidant, ces publications, si petites soient-elles, tentent de répondre à un besoin énorme d'informations, chez les jennes.

Pillettrisme

The second secon

See to make it

A Charles of

specifical participations

그 나는 강의 수행 등

2000 1 22 7

and great the common time that the registrations

ALC: MINISTER

and the second second second

L'Après-Bac existe depuis douze ans. Au rythme de dix ger le fameux CV, préparer un numéros dans l'année, il veut indiquer à ses lecteurs « quels sont les bons créneaux pour s'orienter vers des métiers d'avant-garde débuts difficiles. On espère, dans créateurs d'emplois ». L'Après- les bareaux « ripolinés » du boule-

ES éditeurs de magazines Bac joue donc les «tiques» : informatique, phototique, produc-tique, télématique, éditique... - De nombreux étudiants ne connaissent pas ces métiers parce explique un responsable de la revue : « Nous downons une information précise sur ces professions, qui, inévitablement, vont se développer. » La question de l'emploi est donc à la une de l'Après-Bac, dont les meilleures ventes ont été « Comment rénssir sans bac », « Les BTS réalistes » et « L'école facile qui peut rap-Dorter gros

> cette préoccupation dans Avis de recherche, le magazine d'une société de « conseil en gestion et marketing » lancé il y a un an sur le marché. Des commerciaux avant tout. Le lecteur trouvers des conseils pratiques pour rédientretien, des propositions de stages et de premiers emplois. Avis de recherche a connu des

Gérer le quotidien. On retrouve

Un besoin intense d'information, un gisement pour les publicitaires... La presse pour étudiants se développe rapidement. Avec des fortunes diverses.

vard Saint-Michel, améliorer la situation avec un rédactionnel plus dense. Ce mensuel s'adresse aux jeunes de niveau BAC + 2 et BAC + 3. Il est vendu sur abonnement et diffusé dans certaines

Une passerelle aire dan panla

Complètement gratuit, voici Transfac, qui va être distribué sur les campus, dans les « Restos U », aux abords des IUT de Paris, de Lyon, de Nancy, de Rennes, de Strasbourg et de Grenoble. Ce mensuel, qui est né à Montpellier, passe la Loire pour proposer aux étudiants des informations sur les universités, mais aussi sur la vie économique, sportive et artistique. Il offrira, lui aussi, des propositions de stages et d'emplois.

Une originalité : chaque numéro aura des pages réservées à l'actualité régionale. Si la publicité suit - c'est-à-dire si les annonceurs constatent un résultat, - le pari de cette publication, qui se veut « pas comme les autres », sera gagné, sinon...

Après les voltigeurs, voici le cuirassier. Avec ses neuf cent cinquante mille lecteurs, pour son mensuel, l'Etudiant apparaît aujourd'hui comme - la première publication française pour les quinze - vingt-cinq ans . Installé rue du Chemin-Vert, non loin de la Bastille, le mensuel a pris ses quartiers dans un vaste bâtiment qui se veut résolument moderne. lci, on aime beaucoup la couleur.

tre publications et des salons. Le fameux mensuel de plus de deux cents pages, les guides, une collection de livres de cinquante titres et des annuaires. Bilan: 80 millions de chiffre d'affaires, selon René Silvestre, directeur de la publication. Mais, à la clef, un travail de bénédictin pour donner aux lecteurs une mine de renseignements sur l'enseignement supérieur, les métiers et les entreprises qui recrutent.

Pour informer les quinze vingt-cinq ans scolarisés mais aussi les parents, les enseignants, les responsables d'établissement et de services de documentation et d'orientation pour les jeunes, quatre-vingts permanents et vingt journalistes œuvrent rue du Chemin-Vert. La publicité est, bien sûr, très présente dans l'Etudiant, créé voilà maintenant douze ans. Les premières années ont été chaotiques. Mais, - aujourd'hui, la revue se développe régulièrement, et nos publications annexes se vendent très bien », assure René Silvestre.

L'Etudiant, ce sont, en fait, qua- déjà trouvé par exemple vingtcinq mille acheteurs. Fonceur, l'Etudiant, dont le maître mot est : - Répondre aux besoins -, va. développer les salons, créer une banque de données, lancer de nouveaux livres et étudier la possibilité d'ouvrir des - centres d'orienl'Etudiant, qui a bien creusé son trou dans un secteur particulièrement mouvant, ne craint pas d' - en faire trop ».

Supplément des Echos, Grandes Ecoles paraît depuis sept ans. Une publication bien faite et solide, lue, selon ses responsables. par deux publics : l'étudiant et le chef d'entreprise. Grandes Ecoles ne s'intéresse pas à l'étudiant en tant que tel, « mais s'adresse au futur responsable de la vie économique ., indiquo-t-on encore à la rédaction. Cette « passerelle » entre deux mondes tire à cent vingt mille exemplaires. Sont évoqués, à raison de quatre numéros dans l'année, aussi bien « l'avenir des PME » que la vie industrielle au Japon, « le monde clos des taupes » et « les secteurs qui mar-

JEAN PERRIM

Les dragueurs de l'OFUP

ATALOGUE à la main, Cécile, Nathalie et Vincent, plantés dans la galerie la plus fréquentés de la Sorbonne, là où « il est impossible de rater qui que ce soit », proposent aux étudiants des abonnements à prix réduits à des 🧈 quotidiens at des revues. Ce sont les vendeurs de l'OFUP (Office universitaire de presse): Etudiants sux-mêmes, ces € courtiers > néophytes travalilent sous la houlette d'Alexandre (vingt-six ans, quatrième année de musicologie), un vieux bris-card de la vente d'abonnements qui sait « où se placer » et « comment faire ».

Au cœur de la fac, à deux pes des amphis, Cécile, Nathalie et Vincent ont trouvé un de ces siobs a qui permet de boucler ses fins de mois, d'acquitter son loyer, de régier son assurance automobile ou de se payer un lot, affirme Vincent. On peut lie. Ce travail à la carte permet. salon Cácilé, « de rencontrer et de conneitre d'autres étudients. Car, c'est vrai qu'au début on

recette pour gagner, en moyenne, 170 à 300 francs par jour pendant les premières semaines, de l'année universi-

Créé en 1972, l'OFUP offre aujourd'hui un catalogue de 400 titres (contre 10, il y a quaturze ana), Le constat de départ des créateurs de l'office - « ia... lacture régulière de la presse revient trop cher aux étudients » - est toujours d'actualité puisen 1986-1987. 380 000 lycéens, étudiants et professeurs - soit quelque 470 000 abonnements — se sont adressés à l'OFUP pour bénéficier des tarifs préférentiels, qui sont nettement inférieurs aux prix courants. L'obiectif pour 1988 est d'atteindre

Plus de 1 200 étudiants trapour l'OFUP. Ses services de vente se sont donc considérablement étoffés dequis le lancedeurs les akus « mordus ont la possibilité de devenir chef d'équipe ou de participer à l'acti-

500 000 abonnements.

toutes les facultés de l'hexagone et dans la plupert des lycées, Il tente une percée en Belgique et étudie les moyens de pesser les Alpes et les Pyrénées, pour être présent en Italie et en Espagne autour des années 90.

Le succès de la formule tient à la réussite d'un mariage à trois. L'étudiant tout d'abord qui temps réservé à l'étude et celui téservé à son activité rémunérée et bénéficie d'une formation de vendeur qui, plus terd, peut être un plus dans la recherche d'un premier emploi. L'OFUP, ensuite, qui percoit une commission su chaque abonnement vendu. L'éditeur du titre, enfin, qui grâce à ses tarifs préférenti incite à la lecture et peut espérer fidéliser le lecteur dès son plus jeune âge. De bon augure pour l'avenir du quotidien le Monde, du mensuel Géo. dont les abonnements, selon les jeunes courtiers de l'OFUP, sont les plus

★ Guide OFUP de la presse. OFUP, 12-14, rue Jules César, 75597 Paris Cedex 12.



STAGES INTENSIFS" TERMINALES B. C of D. NOEL PÂQUES

23 rue Cortambert 75116 Paris

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ? Téléphonez d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en S'il n'y figure pas : nous dife-

mant votre dema chiffrés dès aus nous trouvans un fivre.

AUGUNE DELIGATION D'ACHAT



Former des généralistes opérationnels pour assurer la fonction sécurité dans l'entreprise Filière courte Filière longue MIVEAU BAC + 5

2m 1 am

Ingénieurs diplômbs, D.E.A., D.E.S.S.

Remangriements of docsers : 43, rue Sante-Arme - 87000 UNOGER Tél. \$5 06 67 94



36.15 TAPEZ LEMONDE

Pates des projets.

PRETS

PRETS

A LA CONSOMMATION

*sous réserve d'acceptation du dossier.

Nous disons.

Réalisez vos projets.

Une occasion en or. L'affaire du siècle. Un projet caressé depuis long-

Ou même une tuile, ou un petit coup dur. Bref, il vous faut de l'argent, tout de suite, là maintenant. Nos prêts à la consommation sont là pour ça. Avec leur taux modéré et leur remboursement sur mesure, ils peuvent

financer* vos besoins et vos rêves jusqu'à 100 %. Posez-nous la question, la décision sera prise en quelques minutes. C'est cela le bon sens en action.

> CRÉDIT AGRICOLE Le bon sens en action.

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES

DE HAUT NIVEAU: RÉMUNERATION ANNUELLE

réer

puis diriger une SICOMI

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, le responsable de haut niveau que nous recherchons bénéficiera lors de la création de la SICOMI de l'apput de nos differents services spécialisés.

Il devra nécessirement présenter une expérience réusies d'au moins 5 ans dans un poste de direction similaire, ou comme responsable de financement immobilier au sein d'un établissement financier.

Une excellente connaissance du Credit Bail est indispensable.

La pratique de l'anglais serait un atout apprécié.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec c.v. et prétentions (s'référence 6008) à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion.

AXIAL 27 rue Taltbout 75009 PARIS.

DIRECTEUR

Company of

176582

PER E

LAGENTA

STRAIGHE

e constills

THE STREET

Political Marie Services Mary Comp. 23 47 90-27 47

Le Monde **DIRIGEANTS**

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGES A PRÉSER-VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Dans Important groupe de l'immobilier logement Forte opportunité pour un Manager

devous notre croissance rapide depuis 6 ans à l'esprit pe et à la compétence de nos colleborateurs. Nous accus-notre développement dans nos métiers : promotion, ges-cative, crédits... Nous cherchons notre

Patron de l'Organisation et des Moyens Fonctionnels du groupe

Vous avez exercé avec succès ces responsabilités dans un groupe important de notre secteur.

Membre du Comité de Direction, vous optimiseres et géréres nos systè-

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce), vous dialoguerez avec les opérationnels et vous animeres une équipe, car vous almez la communication et la rigueur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) . 710.01-M à **Monique Herbet**, Arthur Young Cox Manhattan, Cedex 21, 92095 Peris La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL MEMBRE D'ARTIQUE VOURIG INTERNATIONAL

l'Acquisition d'Entreprises

Avec un C.A. de 5 milliards de francs dont 40 % à l'étranger et une excellente rentabilité, c'est l'un des premiers investisseurs français. Ce groupe industriel recherche aujourd'hui un homme au potentiel de

FUTUR DIRIGEANT

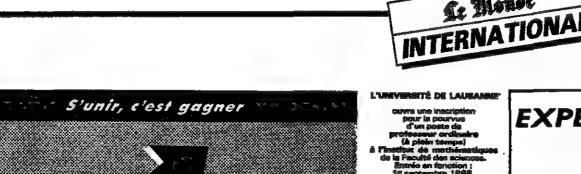
L'objectif du groupe: développer sa place de leader dans un marché international en expansion. Pour participer à ce prestigieux challenge, nous offrons ce poste évolutif, placé d'emblée auprès de l'équipe de Direction Générale et basé à Paris, à un jeune HEC, ESSEC, IEP,... de 30-35 ans. Bilingue français-anglais, il a de plus une formation ou des compétences en droit des affaires. Il a passé cinq ans environ dans une multinationale ou une banque d'affaires, à des fonctions opéraionnelles d'analyse et d'évaluation des entreprises. Nous confierons progressivement à ce grand technicien de la finance des missions particulières concernant la préparation puis la négociation des acquisitions, des études juridiques et fiscales pointues, des questions boursières,... Par ailleurs, sa puis la negociation des acquisitoris, des etudes jointiques et fiscales pointiques, des questions boursières,... Par ailleurs, sa personnalité affirmée et ses qualités relationnelles permettront à cet homme public de représenter l'entreprise auprès des institutionnels (banques, administrations, COB...).



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous la référence 27181/MD.

GROUPE VOCATION





Au tout premier rong de la compétition internationale, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2500 personnes, CA 1,3 miliards de froncs), conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine.

Pour faire face à notre expansion et développer notre présence dans le monde, dans le domaine des systèmes sonars de sous-marins et de bâtiments de surface,

CHEF DE ZONE EXPORT

Responsable de toutes les actions commerciales depuis la prospection jusqu'à la vente dans plusieurs pays proches (Europe) ou lointains (Pacifique) :

 vous onimez des équipes techniques pour l'établissement de propositions, vous coordonnez les actions de notre réseau commercial,
 vous savez prendre des risques, vous fixer des objectifs ambitieux et les

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école (ESE, ECP, ENST...) et possédez environ 10 ans d'expérience de la vente d'équipements de haute technologie. Vous moîtrisez impérativement l'anglais, la connaissance de espagnol constitue un atout supplémentaire. La qualité de vos résultats déterminera voire évolution au sein de natre

Si vous aimez relever les défis dans un contexte de sévère concurrence inter-nationale, adressez sans tarder votre candidature (CV + photo) à Antoine GARCIA THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES - Chemin des Travoits BP 53 - 06801 CAGNES SUR MER, en rappelant la référence 1087/CZ

Ingénieur chimiste textile

Futur Chef de Département

Créé il y a environ une trentaine d'années, notre Cavape n'a cessé de progresser. Notre usine intégrée (3.000 personnes - CA 280 MFF), fabrique et commercialise une très large gamme de tissus destinés au marché local et à l'exportation.

Nous recherchons un ingénieur capable de prendre à terme (2 cas environ) la

direction de notre Département Teinture-Impression dont l'effectif est de

300 personnes. Auparavant, il aura pour mission de réorganiser le Laboratoire,

Vos atouts : une formation supérieure en chimie, l'expérience du textile, le goût

Notre Conseil Domelle JALBERT vons remercie de lui adresser votre CV avec

65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris Lille-Lyon-Strasbourg

pour la conduite des hommes et un sens de l'adaptation sans à priori.

Statut d'expaixié, retour annuel en France, converture sociale complète.

de proposer des améliorations techniques, de réduire les coûts.

photo et prétentions sous la référence 3256 M

CORT

MEMBRE DE SYNTEC



MADAGASCAR-

EXPERTS EN ORGANISATION PPANNEON

RESIDENCE : PAYS FRANCOPHONES EN DEVELOPPEMENT

☐ Nous sommes un cabinet de management de renommée internationale, out assiste les administrations et les entreprises des pays en développement.

🗋 Nous recherchons, pour des missions de une à plueleurs années; des organisateurs et organisateurs mes d'organisation et procédures, spécifier et réceptionner les applications informatiques climéspon-cientes, définir et assurer la formation des cedres et agents.

□ Nous souhaitons que les candidats, tous diplômés d'enseignement supérieur, justifient, au-deit de leur sevoir-faire en organisation générale et en informatique (nabyens et petits systèmes, mioro), d'une expérience réussie dans l'un des domaines chaprès :

- Finances Publiques : systèmes de préparation et exécution du budget de l'Etut.

- Gestion hospitalière.

Fonction Publique : gestion juddique et administrative des agents de l'Etait, systèmes de rémunération, analyse des effectifs, organisation des services correspondents.
 Entreprises : conception et mise en place des systèmes d'informations de gestion. Définition de plans

munération et avantages liés à l'expairiation.

e man., C.V. et prétentions à PUBLIVAL - 27, Route des Gardes, 92190 MEUDON, sous référence/7143.

Missions pour l'Afrique

S E M A + M E T RA
CONSEIL, filiale de l'un des premiers Groupes européens de conseil et d'ingéniene informatique, recherche dans le cadre d'une mission de longue durée auprès d'un Client important en Afrique francophone:

prof. A. Derig CP, 1015 Lau

AVEC C.V. ST ete de pu

doivent parvenir t le 31 décembre 1867

1. Un expert en gestion du per-sonnel chargé de la conception et de la mise en œuvre des outils d'administration et de gestion prévisionnelle du personnel (plusieurs milliers de personnes). (Ref. 01). 2. Un expert en recrutement chargé de la définition et de la

plan de recrutement local (personnel d'encadrement et d'exècution) il devra maitriser les techniques d'évaluation et de sélection des candidatures.

De formation supérieure, les candidats doivent faire preuve d'excellentes qualités relationnelles et d'une grande autonomie de travail. Une expérience d'une dizaine d'années dont une partie acquise en Afrique et dans le métier du conseil est indispensable.

Merci de bien vouloir envoyer votre CV et une courte lettre manuscrite en indiquant la référence choisie à Mme E. Gould, SEMA+METRA CONSEIL, 70, rue Cortambert - 75016 Paris



Importante société textile

recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

pour sa filiale allemande proche de FRANCFORT

- Formation : école de commerce ou de gestion.
- Parfaitement bilingue.
- Poste à pourvoir en RFA. Libre rapidement.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous le n° 8 129 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7.

SALES MANAGER **AEROSPACE FASTENERS**

California based manufacturer is seeking a qualified french citizen possessing strong engineering background and commercial ability to sell structural fasteners to the and commercial somey to sen sententral rasteners to the sircraft industry and its subcontractors in France and Belgium. The individual will speak and write english fluently, provide technical support to customers and have capability to demonstrate and discuss new fastener developments with engineers and buyers.

Cherry textron offers a compensation package that includes base salary, bonus, auto and expenses, and benefits.

Please submit your resume, in confidence, to : re 6982, LE MONDE PUBLICITÉ,

HEAD OF MEMBERSHIP UNIT

Amnesty International is looking for someone to head a new unit responsible for developing Amnesty International's membership worldwide. The unit connect of some 15 people responsible for Laising with members through Europe. The Americas, Asia, Africa and the Middle East. The unit head will work with these teams on developing strategies for membership recruitment and servicing and for more effective outreach to new areas and sectors within different societies.

Candidates should have sound political knowledge, an under-standing of different cultures and caperisance of working with an activist membership organization. They must have proven managerial ability and be able to work under pressure. Finest English is essential, knowledge of other languages, especially French, Spanish or Arabic, highly desirable.

Salary starting at £14 105 pa rising to £17 025 pa (under review) annual increments, index-linked. CLOSING DATE FOR RECEIPT OF COMPLETED APPLICATION PURMS 18 december 1987.

INTERVIEWS SCHEDULED FOR WEEK COMMENCING 25 JANUARY 1968.

For further information and an application form, please reconnect:
Personnel Office, Amnessy International
International Secretaries
1 Easton Street, London WCLX 3DJ, United Kingdom.
Tel: (01) 837 3805 (24 in smaphone).





VOTRE PORT D'ATTACKE : LA COTE D'AZUR VOTRE CHAMP D'ACTION : L'ENTERNATIONAL

CHEFS D'ENTREPRISE

d'Entrephisi

ORGANISATION

10 THE TOTAL PROPERTY.

green and the second second

Japan Same and the section of

The later of the second

The second secon

Market and a con-

AND THE PROPERTY OF

The property of the second second

The winds in the same and

Mary Park State of the State of

Maria Maria Lance Com

الاستان المعالم المناطقة المنا

ه الاستان المعومانيو

والمراجي فليطفيني

· 通過2000年 第二十二十二

Marie Philapopole

Aparticle of the second

Marketine.

Age

Address Towell

 $\mathbb{T}_{\mathbb{T}_{q}} \cdot \mathbb{T}_{q} =$

1 delete est

· 通管 (等于) (100)

Military Street or or

Specific of the control of the

State State

Contract American

INFORMATIQUE

The same of the same of

DIRECTEUR gie informatique

Membre d'une union nationale parlicire, ce GE Informatique tratie les informations liées à une réglementation sociale (prestations d'allocations) pour le compte de trais organismes (Paris et région paris

La conseil d'oriministration recherche UN DIPECTEUR

capable d'assurer l'animation et la gestion techni-que, financière et humaine de ce GIE dont l'effectif est de 90 personnes. L'ordinateur central est un IBM 3090 relié par réseau de plus de 1 000 terminaux.

Ce poste s'adresse à un condidat âgé de 38 ans minimum, de formation supérieure, ayant l'expé-rience de la direction d'importantes structures informatiques et de grandes qualités d'animateur unération anguelle sera liée à l'expérience

L'importance de l'Union nationale concernée peut offrir à terme des perspectives d'évolution de res-

Ective sous le nº 8 130 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montiessry, PARIS-7°.

COURS PRIVE professeur maths EXP. CLASSES TC. TD. Tál.: 48-37-55-76.

PROF. CONFIRMÉ

commerce internations géographie économique. Exp. enseig, en BTS-CL exi

T&: 42-48-41-40. OCCAI

RESPONSABLES ANIMATION ET ANIMATEURS

Eor. avec C.V. at photo à Direc-tion régionale Est OCCAJ, Granda Moucherolle, Côte 2000, 38250 BALCON-DE-VILLARD.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

INGÉNIEUR

traitement du algnel ; informatique ; expérience d'un à

ana :

mobbles meth.,

mobbles meth.,

means/meaures;
lieu de travail :

jusqu'à mi-Ba
Région Toulon,
autre possibilité ;
Région Moc.,
après : Nantse.

Tái.: 48-30-24-68. posts 453 ou 458

secretaires

SECRETAIRE DIRECTION 44 ans. 20 ans d'expérien bilingue angless. Bonne conneissance he et écrite espegnol. Cherche poeta à mi-tamp 14° ou 18° arrêt origuente Tél. : 45-31-63-15.

L'AGENDA

Bijoux

1.14414

A S A D ON MEMBERS

DIJOUX BRILLANTS Le pius formidable choli-è Cue des affares intrapriorinelles z, dorit la guide Parie pas Cher-er alliences, britents, sotitaires, etc. begues, Pubs, aspiriez, directude toute le bijoutarie or

PERRONO OPÉRA

Angle bd des Italiens, 4, Chaussée d'Artin. Acher ta bipoux ou échanges autre magasin, autre gd chob Itolie, 37, ev. Victor-Hugo.

Carte de

Callect. exclus. pour fin d'amée à partir de 100 pièces (1) 43-85-84-85/43-85-64-11-

Calendriers

Publicitaires 1988, grand choix à partir de 50 exemplaires. (1) 43-85-84-85/43-85-64-11-

Conférences

3 NOVEMBRE 20 H., A. Kieser, psychenalyste, pariers de l'imposture idéologique des droits de l'homme.
28, r. de Turenne, 75003.
PAT. Bb., code 5408.

Cycles

UNE BELLE MAGNINE DES CONSEILS

DN YRAI PROFESSIONNEI

A VOTRE SERVICE

CYCLES LAURENT

9, bouleverd Voltaire, 75011 PARES. T&.: 47-00-27-47. Jeune fille

au pair J.F. 19 ans, sérieuse, non fum., svec exp., rech. fam. pr séjour-ner au petr., priorité Austrelle, Floride, Chine, langues angl., all., sep. Tél. 2 88-39-87-86.

Meubles

A vendre behut, table, sièges, copies musées Renalissance angieles. Tél. : 42-77-56-57.

Relations humaines

Centre ABAC

VAINCRE LA SOLITUDE moire de 35 ara s'abstenir PARIS, siléph. : 48-70-80-94

Vacances Tourisme

Loisirs

Studio 4 pers. à louer sem.-quinz.-ms. : 42-01-14-79.

A touer vecances as mole. Au r.-d.-c., grand 2 pièces culaine. Parking voitures. Confort et calme. Confort et calme.
Pouvent loger 4 personnes et 2 st 2 st 2 libre à personnes et 2 st 2 st 2 libre à personnes et 2 st 2 st 2 st 2 libre à personnes et 2 st 2 st 2 st 2 libre à libre

Séjours enfants dans le Jure ait. 900 m 3 h Paris TGV Toussaint 87. Noël 87. Péques 83 Vves et Liferne 38 a accusilient vos enfants dans une ancierne farme du XVIII siècle conforts-blament rénovée, située au miliau des pâurages et des sapins. Nombre d'enfants limité à 14 pour offir un accusi familial personnellisé. Activités selon saison et conditions météo, tennis, et de fond, jeux collectifs, poney, découverte du milleu rural, des fieux, febrication maison de paintée. 81-38-12-51

CADRE ADMINISTRATIF COMPTABLE EY FINANCIE

option personale, 32 ans. hargés : de la réorganisation du travail

mar le terein, de l'animation d'une équipa d'encedrement, du recrusement et de la for-

metion,
cu suivi de penière...
SOUHAITE RÉINTEGRES après
cette expérience réussie de
3 ans, le SECTEUR PRIVE dans
une entrepose offrant de réalies
possibilités de certières.

crire sous is nº 7070

RESPONS. INFORMATIQUE

CHEF DE PROJET

Dynamique, motivé, étud. sipér., sqn. IBM 36 et 38, spécialiste domaine bançaire et transport, étud. the propositione d'emploi. Déplacements courte et longue durée possible. crire sous le n° 8798 LE MONDE PUBLICATE, nas de Montessury, Paris-7e.

J.F. 22 a., nlv. BTS commerce intermentated 4 2 s. de droit des eff., américain, angl., all., ch. empto ou stage rémundré à l'érrenger : USA, Canada, G.-B., Australie, Kerrye, Allemagne, Suisse, Autroche... Ecr. a/m² 1 632, LE MONDE PUB., service annonces dessées, 5, r. des Indians, Paris-9.

Emplois et Carrières de la fonction publique ? Faitas PRA sur la 36-15.

Diplômée histoire de l'art Sorboure. Profess. tulsire école des besus-art Cherche ts emploi

d'assistante da galeries

rusées arts contemporain Paris, Tél. : 43-44-42-25

chargee DE COMMUNICATION. 35 ans, doctoral linguistique et sociologie + formation en audiovisuel et informatique, 12 ans expérience : service de presse, journalisme, relations publiques, administration de tournées, organisation de l'estivals, promotions, édition, commissariat expos. CHERCHE poste responsabilité dans service communication ou PROPOSE collaboration dans montage opérations médiatiques. - CAD IV/ALB. MIN. 1 092.

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

DURNALISTES (presse écrite et pariée)

INGENIEURS toutes specialisations

· CADRES administratifs, commerciale

RECHERCHE situation avec responsabilités dans entreprise désirant étoffer département mar-leting communication. — BCO/JCB 1 093. INGÉNIEUR INFORMATICIEN, 35 ans.

RECHERCHE poste à responsabilités dans sté dynamique, Paris/R.P. - BCO/BD 1 094. CADRE COMPTABLE GÉNÉRALISTE, 15 ans exp. comprabilité finance, gestion, responsabilités englobant bilans toutes déclarations sociales fiscales, paies, rompu aux relations handres de la compra del compra de la compra del compra de la compra del compra de la compra de la compra del compra del compra de la compra del compra de



ÉCRIRE OU TÉLÈPHONER :

Homme 39 ans, spécialisé dans l'import-export (transport, transit, douane) en particulier travaux publics. Etudierait toutes propositions. AUTRES DOMAINES acceptés,

au 47-22-07-23.

J.F. 26 ans, excellente présentation DEUG + 4 ans ESC, anglais, allemand, italien cherche situation stable sur Paris on R.P.

PROMOTION - COMMUNICATION - MARKETING Asia lat sections :

PUBLICITÉ - HAUTE COUTURE - PARFUMS

Ecrire au journal sous le 1º 6 986 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7º.

RESPONSABLE DU PERSONNEL
D'ENTRETIEN D'UNE
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
(Effective 350 pars.)
DUT gestion d'entreprise
option personnel, 32 ans.
Chardés:

Chardés:

Tél.: 42-53-35-01.

propositions diverses

J.H. 29 ans Formation expertise comptable, 5 ans d'aup, cabinet, DESS, fis-celité des entreps. Enseignant Para-Dauphina. Rech. anima-tion et enseign. Etudierait tass

propositions. T&L: 46-06-52-39.

Iravaux a lacon

Atelier de photocompositio équipement moderne, trav équipement moderne, travais soigné. Livraison rapide, recherche TRAVAUX. ESPACE VARIABLE 1, imp. de la Ba-lette, 75011 PARIS, T. 43-38-QC-04, Télécop. 43-38-21-08.

> travail à domicile

TRADUCTRICE DIPLONIEE ISTI Fr., angl., all., ch. traduct. Ecris è Cetherine LESEC 128, bd St-Germain, Paris-6*.

: automobiles

ventes :

de 5 à 7 C.Y.

205 GTI. 1,9 L, 130 CV, men 1987, 9 000 km, gris graphite indexidad vernie, tolt ouvrant, fetro droit, tatousga vitres. attirieur cuir, calantire 4 phenes, 85 000 F. Tél. dom.: 47-05-97-18, après 20 heures. Tél jur.: 48-81-11-44.

de 8 à 11 C.V. CITROËN CX20

10 CV. armée 1983. 72 000 km, tok cuvrant. Très bon état. PRIX : 30 000 F. Tél.: 80-82-06-74. soir de 18 h à 21

3º arrdt MARAIS INNA RÉMOVÉ étage, plest aud, vus dége s, plateau à rémover, libre

CHARGÉE DE COMMUNICATION. 35 aux.

ATTACHÉE DE PRESSE, 34 ans, maîtrise sciences de l'information (IFP), auglaia, 6 ans exp. presse écrite et pariée, gestion budget, organisation, conception supports promotionnels, relation multi-médias reportage, sens de la négociation, goût du travail en équipe.

licencié économique SSII, exp. de 17 ans en infor-matique de gestion (banques) et communication, responsable secteur banques, plan technico-commercial, bonnes connaisances IBM et tau-

RECHERCHE poste responsable comptabilité PME performante et dynamique Paris centre. — BCO/CR 1 095.

ANPE

12. rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09 TÉL.: 42-85-44-40, posts 27.

très urgent. Tél. le soir à partir de 18 h 30

PR. PL. J.-D'ARC EXCEPT. mais. f.-de-ch. + 1 - 300 m + perio, volumes à andrager commerciel pose. 3 600 000 42-50-04-28/48-44-98-07.

14º arrdt DENFERT 2 p., 4º ét., imm bourgeois, calme, lumineux 730 000 f., 43-22-80-68

15° arrdt ALLERAY stdg double s6., ch., envis, cuis., bains, w.-c., dressing, 70 m², parking, 1 500 000 F, 43-38-18-36.

ALÉSIA imm. briques 2 p. ti cft, 43 m² lumessem. rinová. 730 000 F, 43-35-18-36. R. LABROUSTE, ét. élevé, sec. doie iv., 2 chores, 70 m² sec. Ps. már. 43-35-15-38

2 F. 55 m² + TERRASSE, 5° ET., secons. 850.000 F. FLEURUS - 45-44-22-36.

16° arrdt PIERRE-P-DE-SERBIE BEAU STUDIO CALME IRR. grand luxa. 950.00 EICHER, 43-69-89-89.

CH.-ÉLYSÉES GEORGE-V IMMOBILIER - C.E.G.L 45, AV. GEORGE-V, PARIS-E 47-20-10-72

EXCEPTIONNEL ein det, vue panor. s/tt Pari iple supceit., 2 p. 40 m² TERRASSE 73 m² PARK. **GRAND STANDING**

'.d.t. AV. PIERRE-I* E-SERBIE, 170 m', tr. bel losp., 3 ch., 4- éz., 2 ch. se **GRAND STANDING** déel piad-a-terre, angle LONGCHAMP-POINCARÉ, gd 2 p., 75 m², séj., 1 ch., PARK. S/AV. GRAMDE-ARMÉE

PRES VICTOR-HUGO

80 m², dible év., 2 chbres, 32 m², très clair, 5ª étage. RUE LA FONTAINE 2 p., refeit à neud, 50 m². RUE DESBORDES-VALMORE Surios poss. 2 p., 55 m². AV. RAYMOND-POINCARÉ Chine instatée, 10 m², 7° ét

appartements ventes

18° arrdt

5° arrdt PANTHÉON SUD = ct d. BD ST-MARCEL 2/c. calmo 3° 6t., 2 p. tt cft, 36 m² 610 000 F, 43-35-18-36

> Petri studio, cus., baine, w.c relait neuf, rez-de-ch., sole vue. 320.000. 42-78-25-38 6º arrdt BEAUX-ARTS bel smm., belie chine à amériager, 225 000 F. F. FAURE 45-44-17-06.

PL JUSSIEU

CHERCHE-MIDI ad sejour + ch. + bur., perke poss.. 100 ct., sec., impec. FLEURUS 45-44-22-36.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

FLEURUS 45-44-22-36 SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

R. DU CHERCHE-MIDI superbe séj. + chbre + bures TRÉS BON STANDING 2* ét 100 m², possible parking françois Feure, 46-44-17-08

MONTPARMASSE, &c. Sevé, fiv. chie, 2 chices, belc., ch. minimus service, plem SOLEH. 43-35-18-36. FLEURUS 45-44-22-36

t-Placete, studio ... 500.000 nc, studio ris. ... 860.000 augirand, 2 p. 55 m² 360.000 ontpamasse, 4 p. . . 2.400.000 Place, 100 m² . . 2.800.000 RECHERCHONS APPTS TTES SURFACES

7º arrdt VANEAU IMM, ANCIEN FOVER étage, soleil, beeu studie retralchir, 540 000 F. F. FAURE 45-44-17-06.

DUROC pleme de taille étage levé, sud, triple réception + l chimes, 2 bns. 3 services, lox poss., 43-35-18-36. HOUDINOT heminée, chbre, pa

11º arrdt PL VOLTAIRE Bel imm, pierre, 8° sans sec 2-3 p., refait ne*d*, coleil, ren 530,000 F. 42-78-25-38.

13º arrdt

SÉLECTION DOLÉAC L'HAYE-LEE-ROSES, Mr. BUS appt réc. B1, 35 m², gd lib., 3 ch., rt ch, 1" ét., aso., av. gd jardin 100 m². Profass. lib. 880 000 F. T. 42-33-13-29.

94 - Prinor., Bords de Merre, CHAMPIGNY, part vds pd 5 p., dbis liv. + 3 ch., 2° ét., imm. revalé, chtř. centr., s. de b., w.c. séparis, celime, de ved. Proche commod.: écoles + comm. Habit. de suite. Px 650,000 F. T.: 42-78-77-68, répondeur si absent.

Le Perreux (84) proche bords de Marne, commerces, écoles, bus. RER, AA. Imm. gd stdg. 1983, 3° ét., celme, sur jerdin, 70 m² + balcon B m², entrée, séjour 30 m², ousines et a. d'asu verbre, chiff. et aeu chaude indiv., cave, box fermé, charge minimes. 900 000 F. Tál.: 48-71-39-01, journée et w.-e.

appartements

achats **IMMO MARCADET**

mech. appts toutes surface 42-62-01-82/42-23-73-73. Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère 5°, 6°, 7°, 12°, 14°, 15°, 16° avec ou sens travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le sor.

CABINET DOLÉAC Rech. pour cientèle de qualité s/Parie STUDIOS 2, 3, 4, 5, 6 p., evec ou sans confort, expertise grazuite, réalisation rapide. Tél.: 42-33-12-29.

23º ANNÉE, recherche APPTS PARIS morne 1 rénover. 43-87-71-55 Entrepreneur travaux achète LOCAUX OU APPARTS A RÉNOVER, paiement comptant assuré. Ecrire à M. SIMON. 6 8/S, RUE DU FOREZ. 75003 PARIS ou tél 45-78-04-84, répondeur.

locations, non meublees offres

WAGRAM/ÉTOILE près RER CH. 6º ét., par escaler poel, 72 BtS, RUE MICHEL-ANGE Luxa, Irving double, chambre, 92 m¹, 4° st., rt cft, 6 800 F + 960 F., directement proprie paire. Jau. et van. 13 h/16 h 6° st., par escaler ppel, sho sau chaude, 128 000. EICHER 43-58-89-69. ROME/CARDINET RÉCEPT. + 5 CHBRES

16°, RUE MICHEL-ANGE. Lih 3 p., 97 m² + park. 7.880 F + ch. 1.990,08. 47-42-46-96 REFAIT NELIF. 2.700.000 F. Michail Bernerd, 45-02-13-43. 19°. Libres 3 p., 66 m² + park. 3.840 F + 948,23 ch. 3 p., 82 m² + park. 4.390 F + \$150,94 ch. 47-42-46-96 20°. Libres 2 p., 47 m². 2.580 F + ch. 656,78. 5 p., 94 m² + park 8.100 F + ch. 1.417,46. 47-42-46-96.

Pr. musée Montmerre, caime, irrm. 1925, part, ét., cft, STU-DIO s/cour, pien sud, gd ple-card, s. de bris fenêtre, signat, immédiate poss., 465 000 F. EICHER 43-59-98-89. COURBEVOIE. Libres 3 p., 70 m², 3.900 F + 1.085,85 ch, 4 p., 86 m² + park, 5.000 + 1.474,49 5 p., 102 m² + park, 5.350 + 1.293,12. 16i.: 47-42-46-86. RÉSIDENTIEL

POLIVEAU, dans imm. moderne, 7° ét., asc.. STUDIO ct., parf. état. 2,350 f + 560 f charges. Tél. le matin SEGECO: 45-22-59-92. 78-Yvelines SÉLECTION DOLÉAC PARC ROCQUENCOURT LIBERT 125 m² + 40 m² ter-rasse, stand., 1 v² éL., sup. décor., dible lw., 2 ch., tt cft + box prué + tennis + piac. Px 2.900.000 F. 42-33-12-29. (Région parisienne)

16". RUE MICHEL-ANGE. Libre 3 p., 97 m² + perk., 7.500 f + 1980,58 ch. 47-42-48-96 LA CELLE-ST-CLOUD. Libra 3 P., 86 m² + gar. 4.115 F + ch, 1.298.17. 47-42-48-96. 91 - Essonne SÉLECTION DOLÉAC PALAISEAU, 10 mn RER, 5 P., 85 m², ti cit, swec jard, privetif, calme, clair. 950.000 F. 42-33-12-29. ST-MAUR, 4, quei du Perc. 3 p. B1 m², r.-d.-ch., park., libre 4,050 F + ch. 1.033.

ISSY-LES-MOULINEAUX 3 p., 89 m², 3° át., 4.850 F + ch. 920, park., cave, chff. adi-viduel álactr. libre. 47-42-48-86, Hauts-de-Seine snières Centre à vdrs pour

Ashanas Cantre a vor post streatisament appt occupé, libérable suin 89, parfait état, 100 m² env., 2 part. au s/sol, loyer 88 net 57.140. Tél.: 45-38-68-81. SAINT-CLOUD 92 Très beau 3 p., 121 à 128 m², de 9,800 à 10,000 F C.C. Pr rens, tél. au 47-42-17-51, de 9 h 30 à 17 h. SÉLECTION DOLÉAC SELECTION DOLLAG SOULOGNE & mr Pont-de-Sèvres, imm. récent, 2º ét., ssc., sél, dble + 1 chbre 11 cft., 70 m² + 2 terrassas 20 m², pers., ceve, PROFESSION LISERALE. Px 950.000 F. Av. Bugasud, près Foch pour profession libérale, appi grand standing, 7 p. 300 m², 40.000 F C.C. Visites sur R.V. au 47-42-75-65.

SÉLECTION DOLÉAC 147-DORDME 3T-CLOIM Gd trudio limin, stand, presta-tions, 50 m² + loggis 12 m², corfé, 3° és., dernier érage, 85C. LUXE, box fermér, CALME ENBOLSILÉ, jardin. 780.000 F. 42-33-12-28. demandes 🖺

BOULOGNE double sejour, vue impren. sur PARC DE SAENT-CLOUD 2 ch., salle de bans marine, dressing, w.-c. séparés, Cuisine équipée aménagée. Décoration et agencament haut standing sustinant prix : 1 900 000 F. Tél. pour R.-VS 46-04-98-28. Locat. vente, gestion. 5, i Serryer, 75008 PARIS. Reci appts vides ou meublés pour s diantèle, loyer garanti.

Centre LES SABLES-D'OLONNE entre port et plage — Pet. HYM. bon stdg (1982) N cft, cuss. amén., séj., sálon., 2 cft., csvs, 650 000 F. 1 gerage box 100 000 F. 1 garage box 100 000 F. Tel. : (16) 51-95-86-96.

NEUILLY 185 m Ouplex neuf, jard, privatif 250 m². SASIM, 42-78-27-06.

Val-de-Marne 115 m' CRÈTEIL ÉGLES dbie-box, expept., 935 000 F

Locations

VINCENNES. Av. du Château, 100 m RER, 300 m bois, 3 p., 51 m², 4º ét., cietr, perque, cheminéea. Parfait état. Chargea 120 F/ms. 610.000 F. Tét. : 47-87-98-44. 17:, 400 m² 1.400 F/m², RÉNOYÉ. Michel Bernard, 45-02-13-42.

> SIÈGE SOCIAL BUX, secrétariet, télox CONSTITUTION STES ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATIONS BURX CONSTITUTIONS STÉS Permanence téléphonique. Instative 2000. 42-80-91-83. VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50 Domiciliation depuis 80 F/ms.
Pans 1°, 8°, 3°, 12° ou 15°.
Constitution SARL 1.500 F h.t.
INTER DOM - 43-40-31-45.

DOMICIJATION 8-BURX TELEX/SECRET, TEL AGECO - 42-94-95-28.

~locaux sicommerciaux.

Ventes

FO SAINT-ANTOINE/ALIGRE 1 000 000. Local crial 100 m' incade 6 m., poss. 30 m' en + Pptaire 43-37-74-44.

Locations

Recherchons à louer ou acheter LOCAUX à usage de hursaux, 400 à 600 m², Pans-1° ou 2°. T. 45-55-91-71, p. 41-45 h. b.

fonds ್ರಿಸ್ಟ್ de commerce,

Ventes

BAIL commerce à côder álectronique, alerme, soft bounque Pars-14-40m², bail neuf, loyer 2 300 m² par mois except. reprise 100 000 F. Táil.: 45-42-78-78.

boutiques.

Achats

BAIL A CÉDER A PARIS BELLE BOUTIQUE D'ANGLE prêt-8-porter, pulls, laines PARIS/VAL-D'ISERE 19, rue La Fontaine, Paris-16* Tál.: 42-88-29-30.

🥫 immeubles 🍇 🛬 DORESSAY-DOURDIN Immeubles. 46-24-93-33.

ISORÉ S.A. ACHETONS COMPTANT Immedite habitat, ou ccisus Parla-Neuilly-Boulogne, Inter-educate ou cessionnaires solicitée. Discrétion assurée, J.-Cl. laoré: 42-25-05-58, 183, bd Hausemann, 78008 Parls.

INVESTISSEUR ACH. CPT

immeubles, terrains, hôtols. Discrétion 45-53-91-45, p. 10.

proximité tous commerces. 430 000 F (18) 67-93-57-44.

proprietes.

VAUCLUSE

A 1/4 h. de l'autoroute de l'Enclave des Papes entre VAISON-LA-ROMAINE et VALCREAS.

Très beau mas en plerre sur sepace de 2,5 ha bousé chênes.

்ச maisons இடி. individuelles இ non meublées

Lyon exceptionnel, part. vend maison 18° siècle, proche permer 140 m² + terrassa, 3 chambres, 1 s. de baine, 1 s. d'eau, séj., mezzanine, granier, cellier, P. v. 1 200 000 F. T. (15) 78-36-71-57, apr. 19 houres. Paris UNION FONCIÈRE villas 🕏 🦖 A 12 KM DE BÉZIERS EUROPEENNE Vends vills 4-5 pièces sur 587 m² de terrain arboré, cheminés, barbecus.

42-89-12-52 maisons de de campagne. (Région parisienne MAISON DE CAMPAGNE CÉVENNES INTERNATIONAL SERVICE Gde maison bourgeoise, type 5. dépendances avec pt terrain attenent. Px 400.000 F. (16) 68-86-49-55 (apr. 20 h).

Rech por BA CLENTÈLE DE QUALITÉ 4. 8. 6 PCES et MAISONS banieue Ouest. BOM STANDING. 1.8.1. - Tél.: 45-26-18-85. meublées

offres **Province**

A LOUER A L'ANNÉE
NORMANDIE, 90 KM DE PARIB
MAISON MEUBLEE
A LA CAMPAGNE
proximaté forêt de Lyons
Située prèse d'uns ferme mais
totalermant indépandante.
Entièrement équipée, Séjour
avec cheminée, 2 chambres,
cussine, selle de bains, parage,
jardin 400 m², Libra le 1º
novembre, 1 300 F par mois
les 6 mois d'hives : 1 700 F les
6 mois d'été. Caution de réfécamess. Tél. : 35-80-15-12. Agence LE BARON, VALRÉAS. 80-35-05-40. 76-26-11-21. Bretagne Sud masson en L. 7-8 p., s/jardin 920 m², séj., chem., terresse s.-cuest, cus. eméric., 4 ch., 3 s. de onc. atel. art. (16) 97-85-52-95. Redon-Sud, Pézuls (56) sur 3 ha : encien moulin esu (paru XVI) en longere restauré, tt oft, avec auvent, excellent état, 850,000 F. Tél. : (16) 89-08-80-20,

bureaux ∰

BIÈVRES (91)
zona bosade, exposition SudQuest, 1 bâtiment hab. 254 m²
(2 nv.) + 1 bâtiment hab.
110 m² sur ramain 1.800 m²
smiron, indivisible, bon état.
Travaux amfengement inténeur
à prévoir. Misse à prix :
1.700.000 F. Visne sur R.V.
(1) 34-65-20-35. Proposition:
INRA-SJC.
147. rue de l'Unreventé. SIÈGE SOCIAL secrétanat + bureaux neufs.
Démarches R.C. et R.M.
SOUSC SERVICES
Chemps-Elysées 47-23-55-47.
Nation 43-41-81-51. 76341 Pans. Cades 07

VALLÉE D'EURE
très bonns liaisons PARIS,
Nationale 12, S.N.C.F., MAISON de cersertère XIX-, dans
un cadre romanuque, 240 mi
habri, s'3 niveaux, 9 p., cuis.,
de bris, cab. de toit., 2 w.c.,
parc clos de murs, prox. plan
d'esu d'ECLUZELLES, belles
dépand, 1,050,000 F. M.G.N. 37-51-44-34 FACE ÉGLISE 28120 NOGENT-LE-ROI.

Ds parc 5 hs, nord Pointers CHATEAU 19-, 24 poes ponta-pales, parter test belle vue. Pt 2.080.000 F. AGENCE DUFFOURC-SAZIN, 145, bd Blossoc. 85100 CHATELLERAULT. Td.: (16) 49-21-09-16.

chateaux 🚈

8- VILLIERS occupé 70 ans. 4 p., 128 m², 1 370 000 F + 2 500 F mos, 42-65-02-78. immobilier information A COMPTER DU 3 NOVEM-BRE 1987 FRANÇOIS FAURE SATA HEUREUX DE VOUS RECEVOIR 11, RUE ROUSSE-LET, PARIS-7º, 45-67-95-17.

صكذا من الاصل



28 Le Monde • Jeudi 29 octobre 1987 •

Sciences

Les militaires américains ne veulent plus utiliser de navette spatiale

Le secrétaire américain à l'armée de l'air, M. Edward Aldridge, a fait connaître, mardi 27 octobre, le programme des lancements de satellites militaires pour les huit prochaines

Une constatation s'impose : la navette spatiale n'y joue qu'un rôle mineur. Presque 90 % des lance-ments utiliseront des fusées classiques. « Le département de la désense n'a pas abandonné la navette, mais nous ne pouvons dépendre uniquement de celle-ci pour des missions relevant de la sûretê nationale », a dit M. Aldridge

En fait, cet abandon est en filigrane. Les missions des navettes sont concentrées entre l'été 1988 et l'hiver 1990 (neuf missions). Il s'agit de mettre en orbite des satel-lites conçus pour la navette avant l'explosion de Challenger, qui sont trop lourds pour les lanceurs dont dispose actuellement le Pentagone.

Après 1990, le programme ne prévoit que deux missions de navettes chaque année, pour des cas où une intervention de l'homme en orbite est nécessaire. Déjà retirée du marché des lancements commerciaux, la navette perd l'essentiel des tirs militaires, et on peut s'interroger sur son

L'armée de l'air, qui n'a jamais été enthousiaste pour la navette, a relancé la construction de lanceurs classiques. Elle a commandé vingt Delta-2, treize Titan-2 et vingt-trois Titan-4. M. Aldridge a indiqué qu'il lui faudrait en plus neuf Delta et vingt-cinq Titan-4. Auxquels s'ajou-teront en 1992 une dizaine de MLV-2, nouveau lanceur dont la construcentre plusieurs industriels.

... Un lancer Titan-34-D a d'ailleurs mis, lundi 26 octobre, en orbite un satellite KH-11 d'observation rapprochée du sol. Ce succès efface deux échecs de ce même lanceur en août 1985 et en avril 1986. Les satellites KH-11 (Key bole, trou de ser rure) disposent d'un moteur qui leur permet de changer de direction et de que leurs caméras de télévision puissent filmer la zone choisie. Le Pentagone ne disposait plus que d'un seul KH-11 en orbite, alors que deux satellites de ce type sont considéré comme nécessaires à la sécurité des Etats-Unis. — (AFP.)

JOURNAL OFFICIEL

- Sont publiés au Journal officiel du mercredi 28 octobre 1987: DES ARRÊTÉS :
- Du 19 octobre 1987 relatif à la composition et à l'appel de la frac-tion du contingent 1987/12.
- Du 19 octobre 1987 fixant le pourcentage des tarifs de pension des lycées et collèges correspondant à la participation des familles à la rémunération des personnels d'inter-nat et de demi-pension pour l'année



LA LIBRAIRIE

BIBLIOTHEQUE DES ARTS or vous prie de lui laire l'honneur d'assister à la présentation des livres de Sylvia Saudan-Skira et Michel Saudan De folie en folies La découverte du Monde des Jardins Prélace de François CROUZET

a Colonnes

Le jeudi 29 octobre 1987 de 17 h à 20 h Les auteurs et le preincer signement leurs livres 3., RUE CORNESLLE, 75006 PARIS TEL: 46-34-08-62 COCKTAIL - R.S.V.P.

VENTE à LIMOGES

HOTEL des VENTES 5, rue de la Cruche d'Or Tél.: 55-34-33-31 et 55-33-61-89 DIMANCHE 1 = NOV. à 14 h

IMPORTANTS TABLEAUX MOREPRES et REGIONALISTES

Picasso, Leger, De Staèl, Picabia, Marquet, Viaminck, Signac, Gen Paul, Cross, Camoin, Van Dongen Me GALATEAU, Commissoire Priseur

Histoire

Le millénaire capétien célébré sous la Coupole

987 : l'Institut de France, toutes académies confondues, ne pouvait passer sous silence cette date capitale dans l'histoire du futur Hexagone. En se faisant sacrer roi cette année-là et en faisant sacrer son fils anne-ja er en raisant sacrer son his aîne Robert le Pieux, Hugues Capet foodait une dynastie quasi millé-naire. Le droit du sang était ainsi confirmé avec la caution de l'Eglise.

M. Jean Favier, directeur général des Archives nationales, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a sur ce sujet donné, le mardi 27 octobre, sous la Coupole une vraie leçon magistrale avec l'analyse des sources d'une légiti-mité dans la transmission de la cou-

Ainsi, aux temps capétiens, le royale, c'est l'onction sur la tête, celle des évêques, qui confie le pou-voir de définir et de commander... Autour de ce sacrement et autour de lui s'organise un culte auquel ne manquent ni les symboles ni les dévotions. » Le roi a le pouvoir du thaumaturge, «l'onction de Reims est une intervention directe de

D'autre part, sur le plan institu-tionnel, la monarchie capétienne devient peu à peu absolue selon un processus développé par M. Jean Imbert, de l'Académie des sciences morales et politiques, en soulignant que, jadis, on la qualifiait ainsi pour l'opposer à la « monarchie dissolue » qui ne respecterait pas les lois fonda-mentales du royaume. Mais la théorie de l'absolutisme monarchique développée par les thuriféraires de robe on d'Eglise finira par diviniser

En fait, « la France des Capétiens n'a connu la monarchie absolue en son seus précis que sous le règne personnel de Louis XIV. Avant et après le Grand Roi, l'un des carac-tères les plus marquants de cette monarchie est d'être limitée, même si les Capétiens des trois derniers siècles ont rêvé d'un pouvoir absolu. » François I., Henri IV ou Louis XIII par exemple.

Pour revenir aux débuts de l'ère capétienne, qui vit, au lendemain des terreurs de l'an mil, lorsque se fut dissipé le spectre de la fin du Lettres de M. Pierre Riché, son hismonde, une fantastique éclosion torien le plus récent, qui prépare une

d'églises, M. Germain Bazin, de l'Académie des beaux-arts, doit convenir que les grandes réalisations de l'art roman se produisent hors du domaine royal : en Normandie, Bourgogne, Aquitaine, Poiton

L'art capétien sera, un peu plus tard, selon l'orateur, l'art gothique. Louis VII ayant fini par dégager Paris, sa capitale, y fait ouvrir en 1163 le chantier de la première cathédrale géants. Toutefois, l'abbaye de Saint-Denis étant desti-née à être le tombeau de la dynastie capétienne, le roi avait décidé d'en reconstruire l'église. Puis ce furent Laon, Chartres. Reims, Amiens, Beauvais... « C'est à Saint-Denis encore, au cœur du royaume, 'apparut cette forme éthérée dans a apparat cette jorme etheree aans a reconstruction qui fut faite sous e règne de Saint Louis de la nef et du transept de l'église abbatiale dont l'auteur fut aussi celui de la Sainte-Chapelle.

Un petit paysan acuitain

L'an mil... Avant d'être le pape de l'an mil sous le nom de Sylvestre II. Gerbert d'Aurillac, alors secrétaire et confident d'Adalbéron, archevéque de Reims, avait été l'un des plus actifs et efficaces acteurs de l'élection à Senlis du duc Hugues, prétendant au trône de Louis V, mort sans descendance. Et Gerbert devint par surcroît secrétaire du roi Fingues Capet. Ce qui fournit l'occasion à M. Georges Millot, délégué de l'Académie des sciences, d'évoquer la fabuleuse destinée d'un petit paysan aquitain, qui fut en outre un savant réputé dans l'Europe entière et même au-delà.

Il excella dans toutes les disciplines, notamment dans les mathé matiques, qui lui doivent des progrès considérables : introduction en Occident des chiffres dits «arabes», construction des premiers planéta-riums, diffusion de la connaissance et de l'usage de l'astrolabe... Ajoutons que Gerbert avait fait l'objet, la semaine dernière, d'une communication aux Inscriptions et Reilestriées par leur auteur, du premier pape français.

Pour clore une séance que prési-dait M. Claude Lévi-Strauss, et à laquelle assistaient M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et Mgr le comte de Paris, M. Maurice Druon, secrétaire perpétuel de l'Académie française, n'a pas négligé le premier millénaire dans son survol, sa vision synthétidans son survou, su visuon symmetrique du passé d'une France que rieu, ni sa position géographique ni son peuplement peu homogène, ue prédisposait à l'unité nationale, qui n'a été le fruit « ni du hasard ni de

L'orateur évoque, su cours des siècles lointains, les deux premières manifestations unitaires: la résis-tance aux Huns, organisée et menée à bien par Actius, et la réaistance aux Normands, qui valut ensuite à Endes sa couronne. Pour Hugues Capet et ses successeurs, « la France à l'origine fut un désir de vivre. Elle fut une idée, une idée volontaire qui aliait se transmettre, opiniâtrement, à travers une famille es devenir, pesit à pesit, la vocation majoritaire des populations rassem-blées ».

Il est vrai que « la France, à son éveil, bénéficia de plusieurs chances irremplaçables » : une régularité de ession, une bonne moyenne de monarques exempts de médiocrité et surtout, au cœur du Moyen Age, « trois hommes de nature bien différentes, mais tous très au-dessus du commun: Philippe Auguste, Saint Louis, Philippe le Bel ».

Et de poussuivre : « Chaque fois que la règle d'or des trois unités de la nation : sol, loi, Etat, fut méconnue, la France plongea, et parfois presque aux abîmes. Chaque fois qu'elle fut conduite par des hommes qui inspiraient la règle d'or : Riche-lieu, Mazarin, Louis XIV, Lazare Carnot - seul personnage estimable de la Convention, - elle comuni gloire, puissance et succès. »

Car on le voit, et la suite du discours l'a démontré, les sympathies de l'orateur ne vont pas vers la Révolution.

JEAN-MAINE DUNGYER

Lettres

Deuxième fascicule du dictionnaire

Le travail de Pénélope de l'Académie française

Le fascicule nouveau est arrivé... Ainsi l'Académie française, parodiant à peine l'exemple choisi pour illustrer beaujolais, auquel elle vient d'ouvrir son dictionnaire, pourrait-elle annonces la sortie du second volume de sa neuvième édition : la toute première remonte à 1694.

Le voici, ponctuel, un an après la naissance du frère aîné, frais ámoulu des presses de l'Imprimerie nationale, tout de bleu vêtu, d'une lisibilité parfaite. En 1986, 'ordre alphabétique s'intéressait à barattage. Cette fois, il va de baratte à chaînage.

En 232 pages grand format et sur trois colonnes sont done recensés aujourd'hui 6 898 mots. Lorsque, au plus tard dans une décennie, l'ultime et douzième volume aura vu le jour, quelque 45 000 vocables, dont environ 10 000 nouveaux, feront le point de l'état actuel de notre langue. quitte, pour l'Académie, à recommencer, en vue d'une disième édi-tion, son travail de Pénélope.

Plus de mille inédits

Au fait, qui trouve-t-on dans ce dictionnaire en perpétuel recommencement ? Il n'est ni linguistique, ni encyclopédique, ni anthologique, ni analogique. Il ne mble que les mots consacrés par l'usage et, dans la mesure du possible, conformes au « génie de la langue », les mots dont la morphologie est garante de leur iden-

Au départ instrument politique à la botte du pouvoir, il devait imposer le beau langage, calui qu'on parle à la cour. A lui maintenant d'en maintenir la clarté. tout en se conformant à l'état présent de nos connaissances et en accueillant les enrichissement d'un vocabulaire qui n'est pas lettre morte, tout en dénonçant les emplois incorrects, préjudiciables à la bonne entente des locuteurs, tels celui de beser au lieu de fonder. Les définitions ant été figna-lées, renouvelés les exemples d'une banalité délibérée,car on s'interdit toute citation : on ne rieque donc pas d'être accusé de copinage.

Le fascicule I avait enregistré 912 entrées nouvelles - et aucprimé quelques termes hors d'usage. Ce sont 1 081 inédita qui font irruption au fascicule II, sans compter les sens dérivés des mots déjà reconnus. Ils devraient satisfaire la pluralité des goûts, ce qui risque de surprendre les lecteurs qui ont conservé le préjugé du grand style.

Si, en effet, l'Académie puise par poignées dans la langue popu-laire — on préfère cette expression à l'argot, plus restrictif, encore que maquiller les brêmes, ici traduit par tricher, soit foncièrement argotique — ce n'est certes pas pour s'aligner sur la vulgarité affichée per une certaine caste plus ou moins snob.

Le parier de la rue est la réserve salvatrice d'une langue classique, en grand danger de s'anémier. Alors même que un casse ne rapporte ou une brique (1 million d'anciens francs), c'est tout de même du bié et ça vaut mieux que de boulanner, de bas-Ser comme un cava, que ça carbure ou pas, quitte à être à la bourre quand on s'est beurré. Bornons-nous à prélever quelques échantillons dans cet héritage de denrées fraîches : barbeau, bidule, biture, bobinerd, boniche. branché, le polysémique : cabot. cagibi, came, camé, capote anglaise et le sens poliseon de passer à la casserole.

Décidément, comme feu le latin, le français académique sait braver l'honnêteté.

Qu'on se ressure : tous les domaines ont feur pouvoir d'innovation. Le politique : centriste, cégétiste ; le littéraire : beyäsme, boverysme, voice cet hommage sans doute involontaire à Marcel Proust avec l'adoption de

catieyes. Pêchons au hesard : calotin, camisard, canaque (en prévision des événements actuels?), bolduc (per exception, l'example indique son étymolo-gie : la ville néerlandaise de Bois-le-Duc), cache-sexe, callipyge, canular, catamaren, barbituri-

L'arrivée de bilinguisme

Enfin, voici les emprunts aux langues étrangères. Ils ne concer-nent pas seulement le franglais, objet naguêre de controver passionness. En nous présentant l'ouvrage collectif de la compa-grie dont il est le secrétaire per-pétuel — la commission du dictionnaire se réunit au moins deux fois par semaine, — M. Maurice Druon a tenu à minimiser l'ampleur de ces larcins (cinquante-cinq ajouts) et insisté aur laurs inquivalences dans les patrimoines internationaux. Bien sûr, il y a barbecue (prononces kiou, la prononciation est indiquée pour les noms étrangers), mais sellers, mais aussi bolchevik : boycott mais aussi brio, camping, catch, mais aussi cafeteria, canasta, cannelloni, canzone...

Pour conclure, ce n'est peutêtre pas innocemment que hilinguisme acquiers droit de cité sous la Coupole. Au moment où le campagne pour la francophonie succès spectaculaires, où la tendance naguère en notre défaveur s'est nattement inversée, le bilinguisme franco-anglais s'officiaise, au moins dans i'm ment au Canada anglophone. Il fait tache d'huile en de nombreux pays : en Egypte, au Brésil et même en Floride. De quoi grossir la clientèle du dictionnaire, Quand les textes scientifiques, condamnés à l'anglo-saxon, suivront-il le mouvement ?

J-M. D.

Le Carnet du Monde

Naissances - Thierry et Agnès WEILL

le vendredi 23 octobre 1987. 102, rue Saint-Dixier, 54000 Nancy.

Mariages

Milcon, Paris. Corgy.

Ameie et Georges.

Le préfet Louis-Engène Sérvent, président de l'Amicale des anciens de

Et les m ont le chagrin de l'aire part du décès de lour président d'honneur,

Charles ARNOULD, (e.r.). grand-croix de la Légion d'honneur, déporté résistant,

La levée de corps se fera à l'hôpital du Val-de-Grâce, 74, boulevard de Port-Royal, Paris-5°, le jeudi 29 octobre, où

La cérémonia religiouse aura lieu le même jour à 10 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, rue Saint-Jacques.

Entrée des voltures : 74, boulevard de Part-Royal.

- MªLBOUÉ,

Svivain Boné. son fils, Toute la famille Et ses amis, font part du décès de

Marie-Claude.

L'inhumation a en lieu dans l'intimité familiale à Frébei (Côtes-du-Nord).

- M= Indira Chemet

son épousé,

Mass Françoise Lepeuple, Colette
Zins, Arlette Cauderlier,

Ma Géraldine Chernet,

Daniel et Maurice Cher

MM. Marc, Daniel et Maurice Cherses enfants.

M. Patrick Lelandais, son bean-frère et ami attentif des der-tiers instants,

Ses amis et proches de France et de Pondichéry, Tous ceux qui l'ont comm, ont la douleur de faire part du décès, survenn à Pondichéry le 10 octobre 1987, dans sa soixante-dix-huitième surée de

Marcel Raymond CHERNET.

Les obsèques ont en lieu au cimetière ançais de Pondichéry.

Les messages de sympathie penvent être transmis à Marc Chernet, 49, ave-me Jean-Janrès, 94250 Gentilly, qui transmettra à toute la famille.

[Marst Raymond Chemet, ancien fillere de l'Ecole des travaux publics, eveit choisi de practire se retraite en Inde, dens la région de Pondichéry, et le cocupeit de jeunes enfents.

Antenne 2 eveit diffusé un reportage sur son action il y a queliques armées. - Mas Françis Chirot,

Françoise et Alain, ses enfants, M. Jean Delquié, son beau-frère, Isabelle,

ont la douieur de faire part de décès de Francis CHIROT,

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 octobre 1987, en l'église da Saint-Esprit, 1, rue Cannebière,

77, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

Gérard Delègue, M Madeleine de Saint-Exapéry, oligieuse de la Visitation. aligieuse de la Visitation. Louis Dominique et Monique

Nancy et Jean Bernard Landèche, Chantal et Jacques de Rotalier, Patrice et Geneviève Delègne, Vincent Delègne, Yasmine Chudzinski, Et ses quinze petits-enfants, font part du décès, survenu à Bordenix le 26 octobre, de

Marie Henriette DELEGUE & SAINT-EXUPERY.

La messe d'adiou sera célébrée à Cadouin (Dordogne), le jeudi 29 octo-bre à 10 h 30, suivie de l'inhumation à Resumont (Dordogne).

Il no sera pas envoyé d'autres faire-

9, rue Périgues. 75015 Paris.

- Le docteur Robert Lepez Et sa famille out la douleur de faire part du décès de

M= Monique LEPEZ, née Cerbilion, survena subitement le 26 octobre 1987,

dans se soixento quatrième année. brée le vendredi 30 octobre, à 9 heures, en l'éplise Saint-Stanislas-des-Blagis à Fontonsy-eux-Roses (92)

L'inhumation sara lieu le même ious au cimetière de Crécy-en-Ponthie

6, rue Léon-Blum, 92330 Scentz.

- Pierre MATHON ouleur de faire part de la mort de

Vincent.

pryenza le 12 octobre 1987.

1987, à Albes (Lot).

62, boulevard des Granges.

- M. Bernard Seydoux, M=Claire Canaso, M. et M — Marc Seydoux, M. et M — Jean-Pierre Poltier,

M. et M™ Denis Seydoux, M. et M™ Patrick Seydoux, M. et M™ Daniel Vouillot, M. et M= Francis Pench at leurs enfants.

M= Eric Monod.

M. et M= Jean-Pierre Mosod, M. Jean Letellier et leurs onfants, ont la douisur de faire part du décès de

Mar Bernard SEYDOUX, pie Micheline-Danielle Monod

mrvenn le 26 octobre 1987, à Aven

L'inhamation aura llen dans l'intimité familiale, au cimetière du Cateau (Nord), le jendi 29 octobre à 15 heures.

Un cuite sera célébré le vendredi

30 octobre, à 11 heures, en l'église réformée du Saint-Espeit, 5, rue Roquépine, Paris-8-.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Tu atmeres le Seigneur ton âme et de soute la force. Tu atmeras ton prochain comme

Metthion XXII, verset 37.

14, rue F. Décorchement,

- M. et M™ Gérard Thomas, M. Christian Thomas, M. Christian i nomes,
M. Christian Thomas,
M. Charles Thomas,
Les famille Porte et Farner,
out la douleur de faire part du décès de

M. Jacques THOMAS,

leur père, grand-père et fils.

servene le 27 octobre 1987.

La cérémonie religiouse sora célébrée le vendredi 30 octobre 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Charles-de-Monceau, 22 bis, rue Legendre, Paris-17°, sa paroisse cà l'on se réunirs. Cet avis tient lieu de faire-pert.

17, avenue de Villiers, 750]7 Paris. Remerciements

- La Fédération internationale pour l'éducation des parents (FIEP) remercie toutes les personnes qui se sont associées à son deuil à l'occasion du

André ISAMBERT, président-fondateur de la FIEP.

Après avoir présidé l'école des Parents de Paris, André Isambert crés, en 1964, la FIEP qui rassemble les écoles de Parents de trente pays du monde.

Il en a assuré la présidence jusqu'en

FIEP: 1, avenue Léon-Journault, F. 92311 Sèvres Codex.

Communications diverses

 Dans le cadre des manifestations du 40 anniversaire de l'Etat d'Israèl, M. Meir Rosenne, aucien ambassadeur d'Israèl à Paris et à Washington, l'un des protagonistes des Accords de Camp David, invité du Keren Kayemeth Leis-rael de France, donnera une conférence an Palais de la Muthalité, 24, rue Saint-Victor, Paris-5-, à 20 h 30, sur le thème :

De la Déclaration Balfour à Camp David . Les billets serout vendus sur place

Soutenances de thèses

- Université Paris-VIII (Saint-Denis 93), le jeudi 29 octobre, à 9 heures, salle E 163, Mas Amoinette Safa, épouse Mouallem : « L'enfant de deux à six aus à l'école maternelle ». Approche psychopédagogique ».

Approche psychopédagogique».

— Université Paris-III, le jeudi 29 octobre, à 13 h 30, salle Bourjac, M. Aimé Mbari : « L'idéologie politique dans la littérature ancestrale d'une société du Zaire. Contribution à l'approche socialogique de la littérature orale africaine. Le cas Pende ».

14% PM

ം വ

1

To finally Sey Process the second second troups aret to the

State talegrame and Applications of Chapters Services THE PARK STORE SOCIETY Service Principal de valaires and

(* Pales * ACC - ACC T.3142 1 A CE TANK 41 2425000

AND BUILDING 17 E 71 A COM THE STREET THE T · Dunch ## × 140 年本 ne. n abhaine I

- And and THE PERSON Stay Transco

town water ALCO SECURITION The same of the sa The same of the sa 121 THE STREET, SAME

* **

Section in

Sales See

Branch Branch Serger ...

April 187 Jan April 187 Jan April 187 Jan

بدران والمعاولة

age we

and the second second

Bearing Million

Supplement of the second

 $(X_{i_1}, y_{i_2}, y_{i_2}, x_i)$

. F# 14 -

Contraction (2) Anthony

 $\sup_{x\in X_{n+1}} |x|^{2} \leq |x|^{2} A^{\frac{n}{2}}$

Section 2 Textile

All Property SHOW . NAME

distribution of

10 M. F. Sec.

. معالم در مالنامد

त्वा^{र्}केश स्टब्स्ट

gi fight for

からかる

رويه المصيدر إيو

-

Sept. Sept.

100 m

The state of

apply the

30.64 - 3.64

m = 242 f

46.40

Mary War

Sandaining or

مستواس والراري

-

St. There

والمنافقة ومنافق

September 1942.

aparagram from

THE DRY

المتهارون فينهن

and the second

A STATE OF THE STA

会さ、カー3時に

4 A . .

San Sine day

And obstance of

2 4000

Secretary of the second مر عود آن علي مرابع الأوراقية والمواجعة والمنافق

(A) ----

1 200

MUNICIPAL TO

200

311.25

有能 不能能:

Economie

SOMMAIRE

relais des marchés financiers. Le dollar est tombé a un niveau inférieur à celui qui avait été défini par les accords du Louvre. Cette baisse s'est accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt (lire cidessous). E Le débat parlemen-

■ Le marché monétaire prend le sur les privatisations aura été Renault. Le capital de la nouvelle faiblesse du billet vert a provoqué taire réclamé par les socialistes 28 octobre, le nouveau statut de fication (page 32).

plus d'ordre idéologique qu'éco- société anonyme sera détenu par nomique (pages 30 et 31). ■ La l'Etat (page 33). ■ Le départ de M. Henri Guillaume du commissaune nouvelle chute des actions à riat général du Plan, remplacé par la Bourse de Tokyo (ci-dessous). M. Bertrand Fragonard, devrait ■ Le conseil des ministres s'accompagner d'un changement devrait adopter, le mercredi d'orientation en matière de plani-

Après les Bourses, le marché des changes

Le dollar décroche

Inexorablement, la crise financière continue à se propager. Elle est passée par ici, elle repassers par là ! Mardi 27 octobre, les grandes places financières, toujours très nerveuses semblaient reprendre de la hauteur. C'était au tour du dollar de s'effondrer. La chute du billet vert a fait de nouveau replonger, mercredi, les actions asiatiques, pourtant orien-tées à la hausse à l'ouverture, puis

La journée de mardi avait plutôt bien commencé. L'un après l'autre, les grands marchés annonçaient des cours en hausse: Hongkong (+6,87%), Tokyo (+2,85%), Francfort (+2,70%), Paris (+1,39%), Londres (+1,14%) et New-York (+2,92%). Ces hausses restaient certes insuffisantes pour effacer les pertes de le veille, le essacond « lundi noir » du mois, mais elles faisaient renaître quelques espoirs. Cenx-ci ont été de courte durée. Brutalement, un nouveau front s'est ouvert. L'attention se

Les grandes entreprises

américaines rachètent

leurs propres actions

l'informatique, vient d'annoncer

qu'il va consacrer 1 milliard de

dollars au rachat de ses propres

actions, ainsi que l'ont fait un

certain nombre d'entreprises

pour soutenir le cours de leurs

Si l'on prend le demier cours d'IBM, soit 118 dollars, IBM pourrait ainsi racheter anviron

La firme d'Armonk n'est pas

la première à faire une telle opé-

ration : pour se prémunir contre

l'attaque éventuelle de raiders,

un certain nombre d'antreprises

américaines ont racheté leurs

titres dès la semaine demière.

8,5 millions d'actions.

IBM, le numéro un mondial de

à travailler ensemble à l'avenir de la nation » n'ont pas provoqué l'enthousiasme. La publication, dans la journée, d'un excédent commer-cial ouest-allemand record au mois de septembre a fait craindre une nouvelle aggravation des tensions Britanniques mettaient de l'huile sur

le feu, le chancellier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, s'exprimant lui aussi, réprimandant la RFA.

Troisième facteur : les hommes

des marchés sont désormais

marché des changes. Le dollar était en chute libre.

Plusieurs facteurs semblent avoir

joué. D'abord, si, pour la première fois depuis le début de la crise bour-

sière, le président Reagan a

taire. Ses appels aux parlementaires

· à mettre de côté leurs rivalités et

convainces que les Américains ont persuadé leurs partenaires du groupe des Sept (les sept grandes puissances financières occidentales) de la nécessité de réviser les bandes de fluctuations > entre les grandes devises, déterminées lors reconnu, mardi devant des représen-tants du Congrès, la gravité de la situation, il ne semble pas avoir convaincu les opérateurs de sa déter-mination à réduire le déficit budgédes accords du Louvre du 22 février

Aujourd'hui, les opérateurs cherchent à tester de nouveaux seuils. Le dollar a ainsi baissé mardi 27 octobre à New-York, où il est tombé à 1,7575 deutschemark, son plus bas nivean depuis sept ans. Il aurait probablement gissé davantage sans des interventions de la réserve fédérale. interventions de la reserve rouerare. Il a achevé la journée de mardi à 140,95 yeas, 0,871 livre sterling et 5,8960 francs français. Mercredi 28 octobre, dans la matinée, la chute dollar s'est poursuivie sur toutes les grandes places. A Paris, le dollar était échangé à 5,86 francs courre 5,9285 la veille. A Tokyo, il clôturait également en baisse, malgré des interventions de la Banque du Japon, à 140,72 yens.

La baisse du dollar a provoqué une reprise à la hausse des taux d'intérêt, pour la première fois depuis une semaine. A New-York, l'emprunt à trente ans du Tréson américain est repassé au-dessus de 9 % (8,9 % lundi). Sur les autres titres et dans les autres pays, et mal-gré l'injection de liquidités par les autorités monétaires, le mouvement

Baisse du dollar, reprise à la hausse des taux d'intérêt, le troisième acte de cette dramatique est connu : une rechute des marchés des actions. A Tokyo, les cotations qui avaient ouvert en nette reprise et qui semblaient vouloir confirmer la hausse amorcée la veille ont finalement enregistré, en fin de séance, une nouvelle baisse limitée à 1 %. Toute l'attention, ce mercredi 28 octobre, est donc focalisée sur le marché des changes.

ERILZ IZRAELEWICZ.

Tokyo: la vengeance du marché

TOKYO

correspondance

Même au Japon, le patriotisme boursier a des limites. Appelés à la rescousse le mardi 27 par le ministère des finances pour tenter de sortir le Kabuto-cho d'une crise qui dure depuis plus de dix jours, les grands investisseurs institutionnels nippons ont été contraints de baisser les bras mercredi, devant une nouvelle vague de ventes déclenchée par la chute du dollar. L'indice Nikkel, qui avait regagné 632,40 yens mardi, dopé « artificiellement » par les achats des banques d'investisse-

ments et des compagnies d'assu-rances sur la vie, est retombé assez

- 257,43 year en clôture. C'est notamment le cas d'USX Le nouvel accès de faiblesse de (ex-US Steel), Greyhound, Awax, biliet vert, qui a suscité une inter-

vention « significative » de la Banque du Japon, a provoqué un retour-nement brutal du marché boursier dans la matinée. A 10 heures du matin, une heure après l'ouverture, le Nikkeï avait encore progressé de 367,73 yens, les investisseurs institutionnels poursuivant l'opération de secours qui leur avait été confiée la veille par le MOF. En fin de matinée, le gain n'était déjà plus que de 97,44 yens. Et, dès la reprise, après le déjeuner, les « baissiers » enfonçaient les lignes des « haussiers ». Le secteur des électriques, vedettes de l'exportation, donnait de sérieux signes de faiblesse devant la remontée vigoureuse du yen face au dollar. Sony, Matsushita, Fujitsu et Victor (JVC) perdaient rapidement du ter-

rain, de même que les sidérurgiques. Sur le marché des changes, une véritable partie de bras de ser était poussaient le dollar à la baisse, et la Benque du Japon, qui intervenait pour empêcher le billet vert de tomber au-dessous de 140 yeas. - Nous avons eu une bagarre au niveau de 141 yens ., disait, mercredi soir, un cambiste à la fin d'une journée très

Finalement, la monnaie américaine clôturait à 140,75 yens, en baisse de 1,25 yen. La Banque du Japon aurait procédé au rachat de plusieurs centaines de millions de dollars, estiment les cambistes. Un volume encore modeste, comparé à certaines interventions massives du premier semestre de cette année. mais surtout c'était la première fois depuis un mois et demi que la Banque centrale était « dans le mar-

BEINNARD HAMP.

Xerox, ITT, General Motors et Ford, per exemple.

SOCIAL

Les inégalités de salaires ont recommencé à s'accentuer

sont accrues en 1986, constate le Centre d'étude des revenus et des coûts (1). Evénement important puisqu'il rompt avec la tendance observée depuis la fin des années 60 qui avait vu les écarts moyens entre catégories socioprofessionnelles se réduire régulierement. Evenement moins sayprenant qu'il n'y paraît puisque depuis 1983 déjà, l'éventail de l'ensemble des salaires avait recommencé de s'élargir légère-

Première remarque : certaines observations sont trompeuses. Ainsi, la baisse du salaire moven des cadres supérieurs (- 14 % en francs constants depuis 1974) s'explique par la transformation de cette catégorie dont les effectifs se sont accrus e quatre cent cinquante mille entre 1973, et dont la proportion dans l'ensemble des emplois est passée de 4 % à 9 %. Cet accroissement s'est fait par entrée de jeunes et de femmes, moins payés que les cadres ca place, ce qui a abaissé la

En revanche les licenciements d'ouvriers les moins qualifiés, les restrictions à l'embauche des ieunes ont entraîné une montée du salaire moyen des OS et manœuvres.

L'évolution des écarts moyens entre catégories de salaires est donc un peu timorée. Mieux vaut examiner les dispersions, c'est-à-dire les écarts existant entre tous les salaires confondus. Cette façon de proceder aboutit à des résultats différents. Par exemple on ne constate jamais - quel que soit le niveau du revenu - de perte de pouvoir d'achat. Celui-ci a crû de 28 % en treize ans pour les 10 % de salariés les plus mal payés, de 19 % pour les 10 % les mieux payés et les salariés du niveau médian (2).

Deuxième remarque : l'élargisse ment des disparités de salaires constaté en 1986 a des origines plus lointaines. Si l'on excepte les 10 % les mieux payés et les 10 % les plus mai pavés, on voit que l'éventail, qui était de 3,55 en 1973, et 3,2 en 1982, est remonté progressivement depuis 1983 jusqu'à 3,3 en 1986.

En fait tandis que l'éventail des salaires se rétrécissait en bas par les relèvements successifs du SMIC - des revenus à l'intérieur de chaque

1981, - la partie supérieure de l'éventail a recommencé à s'élargir dès 1981. Les plus hauts salaires des cadres supérieurs ont augmenté particulièrement vite en 1985 et 1986 : l'écart avec le salaire médian est aujourd'hui le même qu'en 1973.

Cet accroissement des inégalités de salaires a été constaté dès 1980 en Grande-Bretagne. Et il y a été plus fort dans ce pays parce qu'il n'a pas été limité par l'existence d'un

Pour les travailleurs indépendants, les disparités entre professions se sont accrues depuis 1979 dans le commerce de détail et les services. D'autre part, la dispersion

notamment en 1974, 1975, 1978 et catégorie est supérieure à celle que l'on constate chez les salariés.

> En revanche, l'écart des salaires entre hommes et semmes a continué à se réduire à l'intérieur de chaque catégorie socioprofessionnelle : de 33 % à 31 % chez les cadres supérieurs, de 21 % à 19 % chez les cadres moyens, de 19 % à 18 % chez les employés et de 25 % à 24 % chez les ouvriers.

(1) Notes et études graphiques, 1º 2,

(2) Dans l'éventail des salaires, la médiane sépare en deux groupes égaux les salariés les mieux payés et les salariés les moins payés.

Les négociations pour l'assurance-chômage

Réactions mesurées aux propositions patronales

Si un accord est possible pour le enouvellement de la convention d'assurance-chômage, il est désor-mais à peu près acquis que celui-ci ne sera pas rendu officiel avant le 9 décembre prochain. C'est-à-dire avant les élections prud'homales.

Réunis pour la seconde séance de régociations, le 27 octobre, les partenaires sociaux ont pratiqué le jeu de l'esquive. M. Pierre Guillen, qui mène la délégation patronale, a présenté au nom du CNPF une série de mesures qui pourraient bien figurer dans un texte final (Le Monde du 28 octobre).

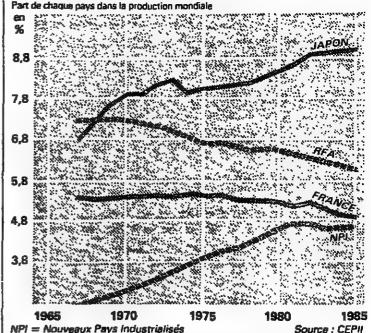
Certaines pourraient être acquises à quelques détails près, comme l'ins-tauration d'un délai de esrence ou plutôt d'un paiement différé de 7 à 10 jours. D'autres s'imposeront avec le temps, comme le relèvement des cotisations à l'UNEDIC, tant pour la part patronale que pour la part

Plusieurs, enfin, restent encore à préciser ou à négocier. Ainsi en est-il de la proposition d'une limitation de la durée maximale d'indemnisation en fonction de la durée de cotisation pour les chômeurs de moins de 50 ans. Cette disposition gêne les syndicats qui font observer qu'elle nénalisera les jounes et les fommes, déjà défavorisés par le régime d'assurance-chômage. Tout autres sont les réactions à l'égard du dernier volet des demandes patronales. Les organisations syndicales sont très réservées à l'égard des mécaniames sanctionnant les chômeurs de plus de 55 ans et 6 mois qui préféreraient l'indemnisation par l'UNE-DIC aux allocations versées pour la préretraite FNE (Fonds national de l'emploi). Elles réagissent parfois vigourcusement, comme Force ouvrière, quand on menace de n'offrir que des allocations de fin de droits à ces chômeurs.

Hormis la CGT, les autres délégations ont accueilli avec prudence des propositions que M. Guillen qualifiait de « thérapeutiques douces ou homéopathiques ». Chacun cultive sa différence. Force Ouvrière fait la moue. La CGC évoque le risque d'aboutir « à une nouvelle conception du chômeur . La CFTC consi dère que les - chômeurs ont déià trap payé ». La CFDT met l'accent sur les besoins de financement et demande que l'Etat participe pour moitié – ce qui l'amènerait à verser environ 7 miliards – à la résorption du définit refuitible. du déficit prévisible.

Tous, et malgré des convergences réclles, nient qu'il y ait eu discrètement une amorce de recherche de solutions. La CFDT, qui reconnaît l'existence de contacts à quatre, affirme ne pas avoir participé à des discussions plus avancées. Une négo-ciation reste une négociation et doit conserver son mystère jusqu'au

Le nouveau partage de la production mondiale



Le graphique ci-dessus représente la part de chaque pays dans la production mondiale en volume, La France n'est pas le seul pays à subir des pertes de marché mondial. Ce phénomène touche de nombreux pays européens, notamment l'Allemagne dont le recul est même plus rapide et plus ancien. La part de la production américaine s'est légèrement réduite entre 1974 et 1986, beaucoup moins nettement toutefois que pendant les années 1967-1974. Parmi les grands pays, le seul bénéficiaire de ce nouveau partage de la production mondiale est le Japon. En 1967, le produit intérieur brut du Japon dépassait de 25 % celui de la France. En 1985, à prix et taux de change constants, l'écart est de 85 %. Les zones qui ont élargi leur part de la production mondiale après 1973 sont pour l'essentiel les pays socialistes d'Europe et d'Asie, les pays pétroliers et surtout les « nouveaux pays indus-trialisés » d'Asie et d'Amérique latine. La production de cette dernière zone représentait la moitré de celle de la France en 1967. En 1965, elle lui est

REPÈRES

Commerce extérieur Excédent record en RFA

L'Allemagne fédérale a enregistré un excédent commercial de 11,5 milliards de marks (38 milliards de francs) en septembre contre 10,4 milliards un en auparevent. Ce solde positif est le plus élevé jamais l'office fédéral statistique de Wiesba-den. Par contre, l'excédent de la balance des opérations courantes s'est contracté à 6,5 milliards de bre 1986, salon les estimations pro-

visoires de la Bundesbank citées par

Investissement

Insuffisant

Les pertes de parts de marché observées depuis plusieurs années en France comme dans la plupart des pays anciennement industrialisés sont dues à la faiblesse relative de l'investissement et de la recherchedéveloppement, indique une étude de l'INSEE (Economie et statistique d'octobre). La compétitivité-prix si souvent invoquée explique certains revers sur de courtes périodes, mais elle ne fait qu'aggraver les pertes ment et de la recherche (compétitivité-volume).

Résoudre le problème de la compétitivité-prix, indique l'INSEE, suppose d'accepter un pouvoir d'achet affaibli. Résoudre le probième plus fondamental de la compétitivité-volume suppose un effort supplémentaire d'investissement et de redéploiement.

Biens d'équipement Progression de 1,1% des commandes aux Etats-Unis

Les commandes de biens d'équiperment ont progressé de 1,1% en mestre de l'année précédente.

septembre, après avoir chuté de 2,4% en août, annonce le département américain du commerce. Cette prograssion, qui porte las com-mandes à 107,8 milliards de dollars (647 milliards de francs) le mois dernier, est la première depuis juin et se produit en dépit d'un recul de 4,5 % des commandes de biens d'équipement militaire. Pour les neuf premiers mois de l'année, les commandes de biens durables ont augmenté de 6,4% par rapport à la période correspondente de 1986.

Production industrielle

Hausse de 2,5 %

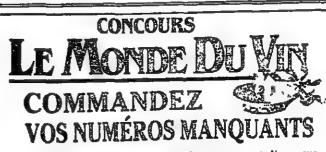
au Japon

La production industrielle a progressé de 2,5 % en septembre, annonce le ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI). Ce dernier, qui escompte une poussée de 2,7 % en octobre, précise que la progression de la pro-duction industrielle a atteint 3,4 % au cours du troisième trimestre par rapport aux trois mois précèdents : ia plus forte hausse depuis le premier

Loyers

Hausse annueile de 3,49 %

Les loyers des contrats en cours, indexés sur l'indice du coût de la construction, augmenterent de 3,49 % en 1987, lors de laur révision annualle. L'indice établi par l'INSEE et publié au Journal officiel du 26-27 octobre 1987 s'élève à huit cent quatre-vingt-neuf pour le deuvième trimestre 1987 contre huit cent cinquante-neuf au deuxième tri-



Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

Nº 1 4,80 F and 17 etc.	N 2 6.00 F ani 10-15-st.	N= 3 4,50 F dmi 29 ost.	Nº 4 4,50 F and 21 at.	Nº 5 4,50 F	N- 6 4.50 F
N-7 4,50 F cost 24 cd.	N= 8 8,00 F 4± 2-25±1	N- 9 4,50 F and 27 ect	N- 10 4.50 f and 25 KE.		

PRÉNOM: _

CODE POSTAL LILLI LOCALITÉ: _

Envoyez de bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandes à : Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des lictiers, 75009 PARIS,

صكذا من الاصل



Economie

Le débat sur les privatisations

L'« ultralibéralisme » de M. Balladur

Le tout-libéral contre l'économie wixte : telles sont les deux conceptions qui se sont affrontées, mardi 27 octobre, à l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat sur les privatisations. Crise boursière aidant, ce déhat a été snontanément élargi à l'ensemble de la politique économique.

Retransmis par FR 3, le débat avait été demandé par M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée, à la fin du mois de septembre. M. Joxe avait alors accusé l'« Etat RPR » de profiter de la vente des entreprises publiques.

Les députés avaient déjà beaucoup débattu des privatisations et des modalités retenues pour les mettre en œuvre. mais jamais ils n'out eu la possibilité de s'exprimer pour ou contre par un vote. La loi qui en énonçait les principes avait été approuvée sans vote après que le gouvernement avait engagé sa responsabilité. La même procédure eut été retenue pour le texte que le président de la République avait refusé de signer sous forme d'ordonnance. Mardi. M. Jacques Chirac avait choisi la procédure de déclaration du gouvernement suivie d'une discussion et non d'un vote. Le premier ministre ne s'est pas montré dans l'hémicycle à cette occasion, laissant M. Edouard Balladur faire face aux accusations portées par les socialistes et défendre seul ce qu'il considère comme le « noyau dur » de son action.

L'hémicycle du Palais-Bourbon est copieusement garni, le mardi 27 octobre, lorsque commence le débat sur les privatisations. Mais, pour écouter M. Edouard Balladur, les banes socialistes sont plus remplis que ceux de la majorité. et si les applaudissements du RPR ne manqueront jamais au ministre d'Etat, ils resteront fort discrets à l'UDF, sauf lors des attaques contre la gauche,

D'une voix ferme mais calme,

M. Edward Balladar, le ministre de l'économie, commence par annoncer qu'il va « faire justice des accusations violentes, mais jamais suivies de démonstrations, auxquelles l'opposition s'est livrée ». Voulant les replacer dans leur contexte, il dresse un sombre tableau de la situation en France. le 16 mars 1986 : « étatisme (...), secteur public condamné à l'hypertrophie, en l'absence de respiration (...), marché finan-cier qui n'avait pas la taille inter-nationale crédible, à la mesure de notre économie (...), archaisme à contre-courant (...), économie française qui risquait d'être mise hors jeu ».

D'où les privatisations parce que « le dynamisme de notre société (...) est incompatible avec un Etat tentaculaire se substituant aux acteurs économiques ». parce que la réussite d'une entreprise suppose une organisation, aux antipodes d'une société mixte », parce que « le véritable dési pour demain est de donner le pouvoir économique, la propriété des entreprises aux Français et aux salariés ». Il ne s'agit donc pas de « reconstituer le monde d'avant 1981 », la différence avec ce passé se caractérisant par « le succès de l'actionnariat populaire », par le fait que le capital des entreprises privées appartient pour 10% aux salariés, qu'il est qu'il n'y pas en son sein « L'objectif étant ainsi fixé,

M. Balladur reconnaît que « la conduite de la privatisation devait être exemplaire et transparente . Il explique qu'elle l'a été, car elle s'est appuyée sur « des commissions indépendantes et sur le conseil des professionnels », car « le nombre de précautions prises, par exemple en matière d'évaluation, est unique au monde », car le système « des actionnaires stables protège les entreprises et les petits épar-gnants ». A ce sujet, il déclare : « Les entreprises, membres des noyaux stables, ont été choisies en fonction de l'intérêt des épargnants et de celui des sociétés; tout le reste n'est que fable. »

Mais, sur une interpellation de M. Henri Emmanuelli (PS, Landes), le ministre reconnaît que leur choix est fait par lui : Par mot -, dit-il. Il ajoute que si trois éléments ne sont pas rendus publics (le rapport d'évaluation. les procès-verbaux de la commission de la privatisation et la liste des candidats non retenus dans les noyaux stables), c'est pour préservec « le secret industriel et com-

mercial ». Mais il affirme qu'ils francs en huit mois les émissions . M. Pierre Joxe intervient alors mercial ». Mais il affirme qu'ils francs en huit mois les émissions . M. Pierre Joxe intervient alors mercial ». Mais il affirme qu'ils francs en huit mois les émissions . M. Pierre Joxe intervient alors mercial ». lement », puisque le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Alain Grietteray (UDF, Val-de-Marne), a pu consulter les procès-verbaux de la commission de la privatisation.

« Un dogme dévalué »

Pour le président du groupe socialiste, la privatisation de I'UAP scrait « dangereuse »: car son importance « contribuerait à aggraver ou à relancer la crise du marché financier». Elle serait aussi « trompeuse pour les épargnants ». Il craint toutefols que le ministre ne renonce pas à son projet pour « de mauvaises raisons ».

Idéologiques d'abord : « L'ultra-libéralisme, voilà le salut; vous vous obstinez au nom d'un dogme complètement dévalué à vous accrocher au modèle Reagan. > Techniques ensuite : « Dans votre système, la minorité qui constitue le noyau dur a vocation à contrôler l'immense majorité que détiennent les petits porteurs. (...) En cas de crise

vices publics. Vollà qui fait jus-tice de l'argument selon lequel les privatisations seraient responsables de la crise boursière. »

Le résultat, explique ensuite le ministre, c'est que plus de six millions d'actionnaires ont assuré aux privatisations « un succès que nul n'osait imaginer au départ apportant au nouveau gouvernement un soutien sans ambiguité ». Elevant alors la voix, il affirme que si les socialistes ont engagé « une tento-tive de démolition de l'œuvre accomplie», c'est « à défaut de pouvoir se mettre d'accord sur une doctrine cohérente concernant la place de l'Etat dans une économie moderne ».

«N'est pas Zola GEL YEST >

Puis M. Balladur repond aux « vagues successives d'attaques ». Programme trop ambitieux? « En moins d'un au, un tiers du programme représentant la sortie du secteur public de vingt deux sociétés et une capitalisation proche de 100 milliards a été réalisé

dans la forme, et sans élever la voix. Il demande an gouvernement d'« arrêter les privatisations », de « renoncer à privatiser TUAP », en rappelant que les syndicats le demandent mais aussi M. d'Ornano, M. Antoine Pinay, M. Millon et Ma Simone Veil. Retirez votre projet! déclare-til. Cest ce que nous avons déjà dû vous dire l'an passé mais vous avez mis des semaines à retirer le projet Devaquet, à retirer le pro-jet Chalandon, à renoncer à privatiser les prisons. Chaque fois, il vous a fallu du temps pour vous mettre à l'évidence, mais chaque fois vous avez bien fini par etirer votre projet.

Evoquant des achats de titres d'entreprises à la veille de leur nationalisation, qui « ont permis des centaines de milliards de centimes de bénéfices réalisés avec l'argent des contribuables », il accuse M. Pietre Uti, » maître à penser du Parti socialiste en matière économique », d'avoir été L'époque « conseiller finan-cier » et ajonie « Peu- on imagi-ner que certaines personnes pro-abes du pouvoir à l'époque miraient comm avant la suspension des cotátions en Bourse le prix des actions qui serait définitivement pend pur l'Etat !» Le temps qui jui était imparti étant achevé, la parole lui est, à ce moment précis, retirée par M. Jacques Chaban-Delmas

and indente

4497-6

the same of the last

プロルを 重

TAPE SHE

The property

.K! ##

Seul orateur de l'UDF. M. Aleita Griotteray commence par craisore « que l'on alt placé des millions d'actions auprès de millions de petits et nouveaux porteurs comme on evalt coutume de vendre des bons du trésor, des sortes de bons du trésor avec prime. Et la publicus n'a ries fait posse dimentir cette irou-blosis confusion ». Assis, pour lul, « le comportement actuel de ces petts porteurs, pondérés et sages, relève, dans la flèvre générale, d'une sorie de miracle. Celé étant, il précisé que l'UDF approuve la politique de M. Balladur, « car elle répond à une aspiration professe des des des possesses des politiques de M. Balladur, « car elle répond à une aspiration professe des beneaux des professes de prof ration profonde des Français ».

Contestant un argument berriste, M. Griotteray affirme, chiffres à l'appui, que les groupes privés faisant appel au marché n'out pas eu à souffrir de la concurrence des privatisations. Il n'y a pas d'effets déséquilibrants sur le marché financier ». Approuvant la constitution des noyaux durs, il explique : « La formule du choix ministériel des candidats satisfaisant au-cahiur des charges est la seule valable si certaines conditions, de transparence sont respectées. Il précise : « Il ne faut pas confondre principe de confidentialité des affaires et secret: absolu. Il :ne peut exister de confidentielles privatisations conune il existe un confidentiel défense. Le secrét entretient la suspicion, favorise la

L'évolution des cours des privatisées

		-	-				· · · · ·		
		(Otita hapr ste) ObA Date	Prix OPY	Promier jour de cotation	Premier coms	Dute du couss le plus haut	Coiers le pine hant	Cours us 27 cotobre 1987	Variation participportà POPV
Į	Select-Golden Parties Socienal BTP BTMP CCF CCE Agouce Havan Societé générale TF1	24-11-86 19-01-87 89-03-87 86-4-87 21-44-87 11-45-87 25-45-87 25-46-87 26-8	318 495 125 130 140 147 298 500 467 145 317	24 die. 86 12 fier. 87 9 sedi 11 ned 12 sed 11 ned 22 sed 10 jele 9 jediet 24 perilet	36 46 225 176 176 176 125 333 540 422 176	9 oct. 87 6 et 9 mens 87 9 avril 87 28 avril 87 16 sept. 87 16 juit 87 3 avril 87 24 juillet 21 supt. 87	534 560 225 177 200 -155 347,10 580 437 210	494 346 125 125 178 191 241 469 380 160 285/318*	+ 36.7 % + 38 % + 27 % - 26.5 % - 46.5 % - 46.5 % - 12.5 %

ra sur le marché e gris a de Londres où les titres se traitent avant même leur cotation officielle

Les socialistes divisés sur les renationalisations

«Ouf!»: M. Gérard Fuchs, député (PS) rocardien, ne cache pas son soulagement dans les cou-loirs de l'Assemblée nationale, mardi, après l'intervention à la tribune de M. Pierre Joze, principal orateur du groupe socialiste. « // est meilleur dans l'argument que dans l'anathème », constato-t-il. Ceux qui, comme lui, redoutaient (et ils ne sont pas tous du courant rocardien) que « l'esprit de Strasbourg - ne souffle à nouveau dans l'hémicycle se félicitent du cadrage plus technique que polémique adopté par leur président de groupe. Il en avait été autrement, fin septembre, à Strasbourg, où M. Joxe avait, au cours des journées parlementaires, prononcé un violent réquisitoire contre les privatisations.

Le résultat du bureau exécutif du PS le 21 octobre dernier, prévoyant la renationalisation de tout ce qui pourrait être encore privatisé (le Monde du 23 octobre), laissait également entrevoir une victoire des « maximalistes » sur les « minimalistes ».

Ces appréhensions traduisent, sinon des divergences de fond, du moins de fortes nuances dans la facon d'aborder le débat des privatisations et les éventuelles renationalisations en cas de victoire de la gauche. Au palais Bourbon, salle des quatre colonnes, la grande majorité des députés socialistes interrogés ont deux mots à la bouche : pragmatisme et économie mixte. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à opposer la ligne Bérégovoy à celle de l'ancien premier ministre, M. Pierre Mauroy, très attaché au principe d'une renationalisation systématique d'au moins toutes les sociétés privatisées à partir du mois d'octo-

« Pierre Bérégovoy a blen compris ce que souhaitaient les Français. Il ne faut pas toucher aux

petits porteurs, tout en renforçant le secteur public afin d'assurer un contrôle de l'Etat plus sécuri-sant », explique M. Jean-Pierre Destrade. « Les nationalisations, ce n'est pas une religion. Ce qu'il faut, c'est une industrie aui fabrique et qui vende », insiste M™ Edith Cresson, qui n'a pas souhaité participer au débat sur les privatisations, préférant intervenir la veille sur celui « plus cadré - du budget de l'industrie (le Monde du 28 octobre).

Pas d'aumée de la revunche

Pierre Mauroy se trompe parce qu'il imagine que le parti n'aurait plus de doctrine si on affirmalt que l'on ne renationalisera pas systématiquement en cas de victoire », regrette un ancien ministre. Un autre ajonte : « C'est humain, c'est lui qui a fait les nationalisations. » A la position du maire de Lille jugée trop rigide, certains élus socialistes préfèrent une démarche plus pragmatique, cherchant à inscrire dans une logique industrielle soigneusement élaborée ce qu'il faudra faire en 1988 si la gauche reprend le pouvoir.

La prudence s'imposerait donc, d'abord pour le choix des méthodes à utiliser vis-à-vis des entreprises privatisées. « On peut contrôler une entreprise avec 20 % de son capital », souligne M. Fuchs; « La nationalisation n'est qu'un moyen, non une fin », 2joute M™ Cresson. Ensuite, pour l'éventuelle constitution de listes d'entreprises à déprivatiser, tout en affirmant la nécessité d'un secteur public . pilote » à côté d'un secteur privé dynamique, les députés rocardiens sont, pour leur part, hostiles à leur établissement a priori. « Je crois qu'il faut délibérer calmement sur les options que nous prendrons en la matière nuand nous aurons les rênes de l'exécutif », affirmait mardi, dans un entretien au Matin, M. Alain Richard. A la question de savoir s'il fallait, comme le prône M. Lionel Jospin, renationaliser toutes les entreprises privatisées à partir de maintenant, M. Richard répondait : « Notre avis est différent et ne résulte pas d'une réaction conjoncturelle. »

Ce propos a paru suffisamment impertinent pour qu'en réunion de groupe, mardi après-midl, M. Joxe rappelle que le moment était mal choisi pour contester le premier secrétaire du Parti socialiste. L'admonestation n'a pas pour autant fait taire les rocardiens. C'est ainsi que M. Fuchs demande que 1988 ne soit pas, en cas de victoire de la ganche, « l'année de la revanche », mais celle d'une politique industrielle conçue pour le long terme. « Pas de guerre de religion, clame-t-il. C'était dépassé en 1982, ça l'est encore plus aujourd'hui après

l'apprentissage du pouvoir. » Pour M. Louis Mermaz, un secteur public puissant et compétitif est un « élément de stabilisation ». Mais, dans le débat actuel. il s'agit, affirme-t-il, de « rejeter, les querelles d'école bâties avec des idées préfabriquées ». S'affirmant lui aussi pragmatique, il est favorable à un « examen clinique - de la situation avant de trancher en fonction de la conjoncture.

Même écho chez le député apparenté socialiste Henri Fiszbin, qui estime que la ganche ne peut faire passer par pertes et profits son expérience gestionnaire de cinq années... Elle doit s'efforcer, selon lui, de mettre en place une société mixte combinant la plasticité du marché à la solidité d'un puissant secteur public. « Tout n'est pas encore débattu de ce que nous ferons en 1988 », reconnaît M. Destrade en souhaitant que le Parti socialiste « colle au terrain ». Enfin, pour M. Jean-Pierre Chevenement, - la querelle entre les partisans de la grosse caisse et ceux de la flûte - est vaine l'important, « c'est de jouer juste et de prendre beaucoup de recul par rapport à l'événement ».

PYERRE SERVENT.

boursière, les noyaux durs, qui ont les reins solides, ont la possi-bilité de renforcer encore leur contrôle sur la société en rachetant des actions »

Raisons politiques enfin : Vous appuyes votre pouvoir politique issu du suffrage universel sur un pouvoir économique qui ne doit rien au suffrage mais qui vous devra tout et aut pourra. en cas d'alternance, s'opposer à la volonté du nouveau gouverne-ment. » Or, d'après M. Joxe, « l'UAP doit ventr verrouiller encore le système : déjà présente à la CGE et à Paribas ainsi qu'à Suez et à Saint-Gobain entre autres, elle vous permettrait de consolider votre emprise sur le

secteur audiovisuel ». M. Joxe fait aussi remarquer que « les huit principales privatisées pèsent deux fois plus que le budget de l'Etat » et qu'avec la privatisation de l'UAP et de la BNP, ce ratio passerait à trois (dans une note distribuée après son intervention, il explique qu'il prend en compte dans ce calcul le total des bilans consolidés des entreprises). Il en déduit : « Vous vous appretez à donner à quelques hommes trois fois plus de puissance financière qu'à l'Etat. Et cela, aucun démocrate ne peut 'accepter, surtout quand ces hommes sont tous liés au même

« Une campagne lancée par M. Mitterrand!»

parti. •

Au nom du RPR, M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) affirme que « le coup d'envoi d'une campagne de démi grement contre l'actuel gouvernement a été donné par François Mitterrand pour faire oublier aux Français que, pendant cinq ans, le pouvoir socialiste les a conduits vers la faillite tranquille ». S'en prenant violemment la politique conduite de 1981 à 1986, il énumère la liste des membres du PS nommés dans des entreprises nationalisées et cite les copains financiers ou chefs d'entreprise membres ou proches du PS : Jérôme Seydoux, Max Théret, Gilbert Trigano, Antoine Riboux = et demande : « Avezvous jamais entendu un membre de l'actuelle majorité les traiter d'affairistes ou de financiers du Parti socialiste ? »

L'utilisation des recettes que cela a procuré à l'Etat a été « saine », assura M. Balladur : le désendettement de l'Etat a permis « de réduire de 53 milliards de

sans aucun effet de perturbation sur le marché.» Le bradage? Les actions sont vendues ou juste prix. (...) Depuis, on feint de s'émouvoir sur les insérêts des épargnants. Où est la cohérence? » Les groupes d'action-naires stables? « La polémique a été, là, la plus violente, la plus calomnieuse aussi puisqu'elle s'en prend désormais aux hommes. (...) L'enflure verbale masque mai la vacuité du dossier d'accusation » Et se tournant vers M. Pierre Joze, il lance:
«N'est pas Zolu qui vesa: Il y
faut un grand talent et une fuste cause. Je n'aperçois ni l'un ni

En conclusion, M. Balladur déclare: « On ne peut pas, dans une démocratie, lancer des accusations sans en apporter les preuves. On ne doit pas, quand on est un parti politique responsable, tenter de masquer une absence de réflexion et de doctrine par un flou polémique.

Affrontement et silences

C AMP contre camp l' Le débat sur les privatisations a offert à ceux qui aiment ce genre d'affrontement un choc frontal. Socialistes et chiraquiens ne se sont pas épargnés. Les uns et les autres ont clairement montré que c'était bien un choix d'organisation économique et donc da société qui les séparait. En la matière, il ne peut y avoir de consensus. Les déboires des pre-miers au début de la « législature rose», des seconds depuis quelques jours, ne les ont pes conduits à rapprocher leurs points de vue.

Bien au contraire. Les positions de principe restent pour chacun les medieures bases d'attaque. Les orateurs du RPR ont lance leurs accusations, pas toujours bien fondées, contre la façon dont les socialistes auraient profité des nationalisations, alors que ceux du PS n'ont pas fourni de preuves nouvelles à l'appui de leur réquisitoire contre la « chiraquisation de

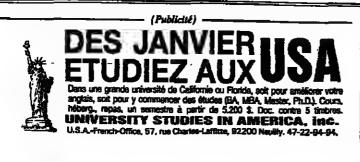
l'économie ». Attaqué sur sa grande œuvre. M. Edouard Balladur s'est défendu avec une vivacité, voire une virulence qu'on ne lui connaissait guère. A la veille de la campagne électoraie, le ministre d'Etat a montré qu'il pouvait ôter son trabit de gestionnaire pour enfiler la tenue decombattant. L'économie n'est plus son seul domaine. La politique - au sens etroit du terme - ne lui fait pas peur. Il sera peut être, lui aussi, orateur de meeting !

Etait-ce une « générale » de la campagne présidentielle ? Oui et

non: Oui, si le débat de 1988 se réduit à un affrontement entre Jacques Chirac et les socialistes orthodoxes. Non, si d'autres viennent jouer les trouble-fête. Car mardi au Palais-Bourbon le silence des rocardiens et des barristes fut bruyant. Ni les uns ni les autres n'ont cherché à participer à la discussion. Les rocardiens ne partagent pas toutes les analyses de leurs amis et les barristes toutes celles de leurs alliés. Les proches de M. Barre sont même particulièrement satisfaits de voir leurs adversaires at concurrents socialistes et RPR s'étriper copieusement - en esperant pouvoir en dana un combat où ils ne veulent

être que spectateurs. MM. Barre et Rocard doivent rtager une satisfaction. Eux qui prêchent pour le réalisme économique ont pu constater que la crise boursière a quelques heureuses influences sur le langage politique. Car, si elle a donné au débat sur les privatisations une tonalité non prévue au départ, en permettant à cha-cun d'élarge son analyse, elle a aussi rappelé à ceux du gouvement comme à ceux qui aspirent à le faireque les mécanismes économiques et financiers sont trop fragiles pour Que l'on puisse impusément jouer avec eurs et que lorsque l'on en parie, il faut le faire avec pondération. La legon a manifestement été

Alexander discount of THERRY BREHER.



** 18 of 45 carson.

A STATE OF THE PARTY OF

Maria Santa Carlos

· Parker in the Contract of th

The second second

September 1964 - 11 -

de mariante de la companya de la com

THE PARTY OF THE P

GARL BOOK STORE OF

100 mg

المراد المهيد المهيا

A CONTRACTOR

garan (2005) en

A STATE OF THE STATE OF

Mining . 1. 4

Allen and the second

No. of

The second of the second

Contingent of the William

المراجع المناسبين والمنافية

٠ ٦٠ ١٠

Section of the section - 6010 Se The state of the s AND THE PARTY ----

The 22 abdress

The state of the state of

Sign and the State of the State

🙀 i go acare e -

4.4

10-10 ASIS ---

The state of the state of the state of

à l'Assemblée nationale

contre la société d'économie mixte de M. Mauroy

calomnie et autorise toutes sortes venant aux privatisations, il

L'orateur UDF ajoute que « le gouvernement s'épargnerait quelques critiques en ouvrant les noyaux durs aux groupes étrangers. Il n'aurait pas ainsi à puiser systématiquement dans le vivier étroit des grands groupes fran-

Mettant en cause les banques, il explique que celles-ci - doivent trouver des formules appropriées de gestion des petits titres », sans les regrouper dans des SICAV spécialisées, « ce qui aboutirait à une nouvelle socialisation maligne ». Enfin, il regrette que les assurances n'aient pas été privatisées plus vite car leur contrôle « permettrait à nos adversaires. s'ils l'emportaient, de revenir par des chemins de traverse à ce qu'ils n'ont pu réaliser brutale-ment en 1981 : le contrôle de toutes les entreprises ».

Récession et austérité word on board

 C'est à cause des politiques d'austérité, de pillage du tiersmonde, de réarmement que la crise du système capitaliste et la crise financière se développent », explique M. Jean-Claude Gaysso (PC, Seine-Saint-denis). Il

ajoute : « Le capital a perdu 2 000 milliards de dollars dans le monde avec la chute des Bourses. Deux fois plus que la dette du tiers-monde. Il va tout faire pour récupérer par de nouveaux transferts vers les profits et vers les Etats-Unis, c'est-à-dire plus d'austérité encore pour les travailleurs et pour les peuples. Et comme la planche à billets a sonctionné dans tous les Etats capitalistes pour limiter l'effondrement des cours, l'inflation va reculer encore le pouvoir d'achat. Donc récession et austérité sont au bout si l'on ne s'attaque pas

L'orateur communiste explique aussi que, en trois jours de la semaine dernière, la Banque de France a sorti de ses réserves de quoi augmenter de 1000 F par mois pendant un an les salaires de six millions d'hommes et de femmes payés au SMIC ». En reconnaît que « la tourmente éco-INDUSTRIE

Des bénéfices très confortables même, puisque son PDG, M. Serge Tchuruk, prévoit déjà, et sauf imprévu, un résultat voisin de 1 mil-lia-d de francs. Pius qu'une surprise,

c'est presque un miracle, après

l'énorme perte eucore caregistrée pour 1986 (2,6 milliards de francs).

alourdie, il est vrai, par des provisions. Jamais de toute son histoire.

longue bientôt de vingt ans et jaion-

née de déficits devenus colossaux depuis le début des années 80 (près

de 10,6 milliards de francs an total), CDF-Chimie n'aura gagné autant d'argent. De loin le plus profitable

sur les cinq excédentaires, l'exercice 1974 avait seulement rapporté

Tonjours prudent, M. Tchuruk

s'est refusé de chiffrer la provenance

exacte de ces profits. Concurrence oblige. Il s'est borné à préciser que les résultats de la petrochimie et des

spécialités étaient substantiels et

que la division « peintures », débar-rassée maintenant du boulet consti-

208 millions de francs au groupe.

affirme qu'elles ont e accru le redeploiement capitaliste à l'étranger et contribué à l'affaiblissement économique du pays à un nouveau recul de l'emploi ». Il constate aussi que le gouverne ment s'appuie sur l'échec réel des nationalisations de 1982 et les déceptions profondes que cela a entrainées ». Il défend toutefois le principe des nationalisations car - le destin de la France ne soit pas être décidé par les seuls détenteurs du capital, les multi-nationales. C'est la nation qui doit maîtriser son avenir. -

L'orateur du Front national M. Charles de Chambrun (FN, Gard), s'était fait, au début de la séance, dédicacer son livre par M. Ralladur. Son intervention est d'ailleurs parsemée d'éloges personnels à l'égard du ministre d'Etat et de critiques de l'administration: * Vos principes concernant l'actionnariat populaire ne sont pas différents des notres, sauf en ce qui concerne leur application. Il rappelle que l'extrême droite souhaite une distribution gratuite des actions des entreprises privatisées aux chefs de famille. Il affirme que la formule retenue « a le très gros inconvénient d'avoir engagé des millions de petits porteurs dans la voie de risques que vous ne pouvez pas maitriser ». Il est surpris qu'un homme « de la sagesse » de M. Balladur ait assumé ce risque.

< Nous contestons le cuite du marché »

M. Christian Goux (PS, Var) centre son intervention sur la crise boursière en constatant: . Les temps sont difficiles pour un gouvernement qui croit plus en l'argent qu'en l'Etat. » Il ajoute: « Prendre des risques financiers aujourd'hui est une aventure où il est maisain d'impliquer ceux dont l'information, les moyens de défense, sont limités pour ne pas dire muls et qui seront tot ou tard les victimes dans une jungle où tous les coups sont permis. »

M. Pierre Mauroy (PS, Nord)

chissement? M. Serge Tchuruk en donne trois explications. Le formidable travail accompli par le personnel

d'abord. Mais la conjoncture. a-t-il

dit, aura aussi été bonne fille pour la

chimie en 1987. Enfin, les actions de restructuration entreprises dans le passé pais amplifiées par le PDG

actual. En moins d'un an, CDF-

Chimie a vendu pour 1 milliard de france d'équivalent chiffre d'affaires

levé tous les doutes sur l'avenir du

vapoctaqueur de Dunkerque

(Nord), exploité en association avec

le Qatar. Pour consolider définitive

ment cette installation petrochim-que, un accord vient d'être conclu

avec le groupe belge Beaulieu, fabri-

cant de résines. CDF-Chimie

construire sur son site pour le

compte de cette firme une unité de

polypropylène dont le coût sera de

CDF-Chimie n'est pas tiré d'affaire, le groupe reste fragile. Mais, pour conclure, M. Tchuruk a

et en racheté pour 1,5 milliard.

nomique et financière n'est pas propre à la France », mais ajoute que e les mécanismes spéculatifs (...) auront des conséquences négatives sur l'emploi, dans un pays déjà durement frappé par le chômage ». Refusant « toute caricature ». il explique : « Le libéralisme n'est pas plus synonyme de liberté que le socialisme d'éta-

L'ancien premier ministre déclare aussi : « Nous contestons le cuite du marché, pas le marché lui-même : les socialistes lui

reconnaissent un rôle; ils acceptent l'économie de marché. Que nous mettons en cause, c'est votre achornement à laisser reposer toute notre économie sur ce seul fondement. - Il reproche au gouvernement de sembler ne s'intéresser « au milieu de la tourmente qu'à la poursuite de son programme de privatisa-

Répondant aux orateurs, M. Balladur remarque qu'a aucun élément sérieux n'a été apporté » pour justifier les accusations

méthode de privatisation. S'en prenant vivement aux - calomnies » proférées par les socialistes, à leur « inconséquence », il déclare : « Il y a un vrai désaccord entre nous. Pour nous, le secteur privé est l'environnement normal des entreprises, qui favo-rise leur compétitivité. La nationalisation, elle, fait intervenir la politique dans la vie économique. Vous, vous voulez que l'entre-

nationalisations révèle au pire

l'incompréhension, au mieux

l'impuissance des hommes politi

ques devant des événements

devenus mondiaux comme les mar-

chés. Décontenancés, voire désem-

parés, le gouvernement et l'opposi-

tion se réfugient derrière des

dogmes depuis longtemps dépassés

par la réalité et la vitesse des chan-

gements technologiques ou finan-

ciers. Ni les privatisations ni les

nationalisations - c'est-à-dire la

question de la propriété du capital

n'apportent plus le moindre élé-

ment de réponse - encore moins

de solution - à ce qui se passe

actuellement. « Vous appartenez au

passé », a lancé M. Balladur aux

socialistes. Mais les achémas de

pensée – noyaux durs et mythe de

l'actionnariat populaire — du minis-

tre d'Etat en font tout autant partie.

Et leur archaîsme a conduit les une

et les autres à s'arc-bouter encore

voulons l'en libérer (...). Décidément, yous ne comprenez pas l'entreprise, ni même la société dans laquelle nous vivons; vous ne connaissez que la politique. » Le ministre d'Etat ajoute, toujours en direction des socialistes : Vous n'osez pas dire aux millions de Français et aux centaines

de milliers de salariés qui sont devenus propiétaires que vous allez les exproprier pour rétablir la mainmise de l'Etat; vous cherprise subisse le contrôle de la politique, tandis que nous, nous

chez désespérément un moyen c'est votre théorie de la désintégration des noyaux durs au profit de l'Etat - pour réintroduire la politique par la fenêtre, pour redonner à l'Etat un moyen de contrôle de la gestion des entre-

Le ministre d'Etat conclut: Rien de tout ce qui a été dit au cours de ce débat n'est de nature à remettre en couse le bien-fondé de notre politique de privatisations et l'enjeu de société majeur qu'elles représentent. C'est pourquoi, comme je i'ai toujours dit, la polítique de privatisations sera poursuivie sans faiblesse, mais en tenant étroitement compte de l'état du marché. » Il ajoute enfin: « Lorsque notre économie est soumise à des risques extérieurs importants, il y a, d'un côté, une majorité unie, solidaire, qui exerce la plénitude de ses responsabilités et, de l'autre, une opposition qui retrouve toutes ses tentations dirigistes, qui privilégie la querelle politique sur les intérèls maieurs du pays. «

Le débat sur les privatisations se termine ainsi sans vote.

Archaïsmes

DANS le contexte actuel, un débat sur les privatisations n'avait aucun sens. Celui organisé le 27 octobre à l'Assemblée retionale ne pouvait en avoir. Parmi les socialistes, qui avaient pourtant réclamé ce débat, il y en eut plus d'un pour le penser: la non-intervention de MM. Fabius et Bérégovoy est là pour en témoigner.

Le dialogue de sourds et les pleidoyers dogmatiques que fut cette journée mirent cependant en lumière deux points. Derrière la bagame idéologique se joue en fait une lutte pour les postes clés. Il y avait quelque chose de pathétique à entendre les socialistes et M. Balledur vouloir se convaincre - pour s'en réjouir - qu'il n'y aurait plus d'alternance politique à la tête des grandes entreprises désormais privatisées. C'est exactement le contraire que souhaitent les uns et les autres. L'enjeu de la future privatisation de l'UAP, qui tient sous son emprise, par ses participations, une bonne partie de l'appareil

industrial et bançaire français, est

bien là. D'où les tentatives des socialistes pour l'empêcher, d'où l'entêtement de M. Balladur à la mettre en cèuvre quels que soien les risques. Accessoirement, il faut aiouter à son endroit que c'est tout l'équilibre de son budget 1988 qui serait remis en cause si cette privatisation n'avait pas lieu (elle représente au moins 25 milliards de france de recette).

Ce que les uns et les autres n'osent admettre, c'est que la France est entrée, à l'image des Etats-Unis, dans la «système des dépouilles ». On peut en défendre es vertus ou en dénoncer les tares. Encore faudrait-il que les politiques acceptent de reconnaître que tel est leur souci principal.

Ce non-débat a aussi révélé l'incapacité des doctrines économiques auxquelles se raccrochent l'opposition comme la majorité pour expliquer les phénomènes qui agitent actuellement les marchés financiers. En être encore à faire le procès, ou au contraire l'éloge des

plus que de coutume sur leurs positions idéologiques. CLAIRE BLANDIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compte rendu 1986

(en milliers de SUS)	198n_	1985
Primes brutes	2.6+1.650	2.519.556
Primes cédees	<u>- +15.395</u>	-349.324
Primes nenes	2.226.233	2.169.902
Revenus nets des placements	345.236	508.019
Intérêts techniques servis à la Branche Vie	-272.812	- 249,204
Résultat de la gestion technique	— 70.606	— 94.772
Profits et charges diverses	<u> </u>	<u>~ 17.448</u>
Palauliat des activités ordinaires	183,453	146.595
Profits sur cessions de titres et d'immeubles	67.059	63.117
Moins-values sur dépréciation de titres Affectation à la réserve	- 10.788	- 7.833
pour plas-values réalisées à réinvestir.	- 16.373	-22.793
lmpôts	<u> </u>	<u>- 51.67+</u>
Résultat des autres produits et charges	- 22.072 .	- 19.183
Bénéfice de l'exercice	161,381	127.412

Bilan Consolidé 1986

ACTIF (en milliers de SUS)	1986	1983
inmentales et entreprises agricoles	3,005,467	2.879,030
Titres à revenu fixe	8.482.512	7,394.659
Actions et participations	1,392.861	1.0+6.163
Prés	937,140	782.238
Dépôts de récestrare	393,13+	+10.86?
Dépôts laurenires	6:18:239	5 98.856
Débieurs et autres actifs	1,424,702	1,739,037
	16.774.465	14.760.850
PASSIF (en milliers de SUS)		
Provisions rectiniques	12,092,032	11,395,193
Dépits de réassuraire	189.241	170,000
Autr- paris	1.504.365	1.381.855
Quote-part des tiers	262.039	215.839
Parinoine net	1,529,984	1.36+.059
Bénéfice de l'exercice	3447-101	221,913
	16.774.465	14,760,850

Our concrete test be challes cycles as a charge (and Adar 1 AS), 10.

tué par Duco, revendu au groupe suédois Nobel Industrie, avait fait des progrès sensibles. Un point noir curs centaines de millions de • Le poud des printes écrites en 1986 déféct à 2011,6 milleurs de SIS, dont 842 9 millions ndant subsiste : les engrais. Si ANDRÉ DESSOT. la Grande Paroisse, récemment pear la Branche Vieret 1 748.7 millione print les Branches Dominages. AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

iclifciff

Premiers bénéfices depuis huit ans

pour CDF-Chimie

Pour la première fois depuis huit entrée dans le groupe d'Etat CDF-Chimie dégagers pour 1987 des bénéfices.

COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN

L'assemblée générale extraordinaire de la Compagnie parisienne de chauffage urbain, réunie le vendredi 23 octobre 1987 à l'Hôtel Frantour Paris-Lyon, a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social dans la limite d'un montant maximum de 200 millions de francs, en une ou plusieurs fois, dans le

délai de réalisation légal de cinq ans. Faisant usage de cette autorisation, le couseil d'administration a décidé, le même jour, de porter le capital social de son montant actuel de 82 315 360 F à 172 532 000 F :

 par l'émission de 345 064 actions nouvelles de 60 F nominal à souscrire en numéraire, à raison d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes, au prix par l'incorporation au capital de primes et de réserves pour un montant de 69 012 800 F, le nominal des actions anciennes et nouvelles étant porté de 60 à 100 F.

Le produit attendu de l'émission en numéraire, soit 111 millions de francs envi ron, permettra à la CPCU de renforcer sa situation financière, au moment où elle engage d'importants investissements nécessaires à la poursuite de son expansion.

• 07.7 millions de SUS, prélexés du bénéfice. • Le total des placements est de 6 (172 nuitions de St 5 aut une augmentation de 17.6%. une cir affecto à la reserve extraordin

шены это актичаар еф дея ситум съ • Веньстиция чил во € Де фекцийни 2.646. de 10.8% dans des condaints humagnes: le una major de rendement resont à 9.7%. es profits realisés um auteux 50.7 millions ne les vernes de pares, los traditions sur les termes d'annéendes, entièrement affectées à la réserve puse plan-raken réalisées à réig

• Le liene bee de l'exercice, manquari une asse mentation de 20.7% par rapport à l'essens-re précédent, à est élevé à 101,4 millans de Si 5, dont 86, 4 million- pour la Branche Vie et 75 millions pour les Branches Dommages, • Benefice pur netion \$1.8 1986 1985 Benefice A 0.022 1.014 Dividende Bi 0.444 0.444 B/1 (pour civil)

 Le patricolar net, y compris le lainéfice de l'exercise, a attenu 1.020,2 milions de 51 s को पान राष्ट्रास्त्रात्रसंस्थात्रस्य (११७-३ सर्वाक्षत्र हामा rappur à l'eservice privident

• Le dividente paraciones de 0.444\$L Since are basse de 40% sur 1985 compre tenu de l'augurentation du rapitel de 250 à 350 matteres de l'arc.

 L' boemblée Cenérale a approuve l'augment au un du capital surud de 250 à 420 millante de Lire par emission d'actions gratuires — joussance les lainnes 1987 — à attribuer aux actumpaires à raison d'une action nou-

Generali: assurances depuis 1831

Direction Centrale à Trieste (Italie)

On a consider of Companies of Sources Querreit sur mir quatarianic de matelies 3 cirio financiires. 20 migrodolores et il agre-

งโตรสุขานาด จน พระโสรสุขานาด เมษา (และ) tion superiorne à 50%. • Las pennes harms out attend 5 KUS 5 mallous la Bourdie Vie et 4 031,9 pour les Bourk be Dominiages La répartition géographique est la savante, trate \$5%; autres pays de la CEE. 11.2%: Europe hors CEE 19.2%; page

eum-emperes 4.0°4. La para des placements es de \$1 \$ 1 + 840.7 budiese + (+°n).

timinate + 14 m.

The revenue des placements establis à 1,240,0 millione de \$1.5 + 9.5% dont to 5 % a provenum des nitres a revenu fixe. 10 4% des bierts manadaliers 5 % des actuais et partie. equations, 4.3% the deput handary of \$4% of antice former of its concernance.

• Le parcidon reduique mare déférent à 12,002 million de \$15 + 14% . $\mathbb{F}[g]$ pargrapo ne net est de 1.7794.5 milion St N. don 3" 2" o revenue en a la Compagnio metr et 128% représenteur la quinte-part des

•1 corrier process in largelier de 290 e milhone de 50 > $_1+32.4\,\mathrm{m}_2$ qui est obtenu de en nulliers de SUS) Benefice de la Соправле тего 161.381 127.412 яни Сэпфефер 191,547 130 928 333,900 247.401 - 37.49n - 21.49n Interes managina 246-404 223,905

Le Croupe Cenerali opère en France à travers le Croupe Concorde. «Cenerali France». «La Federation Continentale». «L'Equite», «Euralliance» et «Europ Assistance».



Économie

En remplacement de M. Henri Guillaume

M. Bertrand Fragonard est nommé commissaire général au Plan

Le couseil des ministres du mercredi 28 octobre a nommé M. Bertrand Frago-nard, actuellement directeur de la Caisse nationale des allocations familiales, com-missaire général au Plan, en remplacement de M. Heuri Guillaume, qui avait été dési-

gné à ce poste en mai 1984. Cette nomination aurait dû intervenir beaucoup plus tôt, mais elle a été retardée par la présidence de la République, qui jugeait anormal qu'aucun reclassement ne soit offert an commissaire

général sortant. Cette situation sans précé-

dent fait que M. Henri Guillaume est pure-ment et simplement renvoyé à son poste d'universitaire, professeur à l'Ecole centrale de Paris. Il n'obtient pour le moment aucun poste équivalent à la fonction qu'il occupait.

Le changement de titulaire à la tête du Commissariat général du Plan devrait s'accompagner d'une S'appuyant en effet sur les conclu-sions du rapport Ruault (le Monde du 2 décembre 1986) et sur celles du Conseil économique et social (le Monde du 10 mars 1987), le gouvernement s'apprête à modifier profondément la loi du 29 juillet 1982, que les socialistes avaient fait voter pour réformer à leur idée la planification.

Selon le dernier état des travaux gouvernementaux, il se confirme que, si les partenaires économiques et sociaux continuent d'être associés à la préparation du Plan, la commission nationale de planification, instaurée par M. Oiscard d'Estaing, serait mise en veilleuse. Quant à la durée du Plan, elle pourrait être adaptée aux circonstances du moment. Ne comportant aucun engagement financier, le Plan se limiterait au domaine d'intervention de l'Etat. Quant aux contrats de plan - une des nouveautés de la réforme de 1982. – ils seraient éla-

borés indépendamment de la préparation du Plan national.

Le commissariat du Pian luimême verra ses effectifs réduits pour ne plus conserver qu'un groupe d'experts de haut niveau, ceux-ci pouvant provenir de l'administration comme du secteur privé et même de l'étranger. Pour les dix-huit mois à venir, le commissariat aura pour tâche essentielle de préparer le Xº Plan, qui portera sur les années 1989-1993 et sera axé essentiellement sur l'intégration de la France dans le marché unique européen.

[Né le 3 février 1943 à Lille, ingénieur civil des pouts et chaussées, agrégé de sciences économiques. M. Henri Guillaume a été professeur à l'autversité de Lille et à l'École contrale de Paris. De 1968 à 1972, il a été de Paris. De 1968 à 1972, il a été chargé de mission à la direction de la prévision au ministère des finances. En 1981, il entrait au cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre, où il a notamment suivi l'élaboration du VY. Pier La James 1984 le consoil des notamment servi l'elaboration de IX Plan. Le 3 mai 1984, le conseil des ministres le aommait commissaire général au Plan en remplacement de M. Hubert Prévot.]

Le « noyau dur » des contrats régionaux

Après M. Hervé de Charette, offices d'HLM, Caisse des dépôts, ministre (UDF) chargé de la fonction publique et du plan, qui s'était félicité de la bonne exécution des contrats de plan, et avait indiqué, au mois de juin, qu'ils scraient reconduits après 1989, c'est au tour du sénateur RPR de l'Aisne Jacques Braconnier de rendre un hommage inventé, en 1983, cette procédure obligeant l'État et les régions à définir ensemble leurs priorités et à gérer de la manière la plus intelligente leurs crédits

· Le blian des contrats de plan est globalement favorable », estime le senateur de l'Aisne, dans un rapport qui vient d'être rendu public. Il note que les dépenses engagées sont significatives, que les priorités rete-nues correspondent le plus souvent à de « grands défis nationaux », culture, la formation professionnelle ou la recherche. Les engagements qu'avaient pris en 1984 l'Etat et les régions pour cinq ans sont en général scrupuleusement respectés par les partenaires. Enfin, le travail en commun a permis le lancement d'actions innovantes dont les plus réussies, selon M. Braconnier, concernent l'aide au conseil des entreprises et aux investissements des PME dans le secteur de la productique.

Il reste que, pour le Xº plan, la procédure de préparation, d'exécution et de suivi des opérations devra être améliorée et simplifiée.

M. Braconnier suggère toute une série de mesures dont, par exemple :

- Une plus grande rigueur dans les domaines concernés par les contrats de plan qui consisterait à éliminer des actions ponctuelles comme la création d'un bureau horticole ou la formation de directeurs d'abattoirs...;

- Une restriction du nombre de contrats particuliers qui prolongent avec des ministères, des départe-ments ou des villes, les contrats de plan proprement dits et qui compli-quent l'identification des parte-naires. Ainsi, le Nord-Pas-de-Calais a signé soixante contrats particuliers et l'Aquitaine cinquante :

- Un coup d'arrêt aux - financements croisés », c'est-à-dire qui font intervenir quatre, cinq, voire davantage de bailleurs de fonds. Champagne-Ardenne ou la Franche-Comté ont fourni des exemples de cette multiplicité des intervenants. notamment dans les opérations de développement social des quartiers :

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



et SEV. réunies le 26 octobre 1987 sur deuxième convocation, ont approuvé à l'unanimité les résolution proposées, notamment cenes concer-nant la fusion des sociétés Valeo et osées, notamment celles concerministères agissant par le biais de onze chapitres budgétaires diffé-

Enfin. le rapporteur sénatorial distribue quelques satisfecits et formule quelques critiques. Il avait régions. Or, sur vingt-deux, treize sculement ont répondu au rapporteur (certaines réponses se révélant trop incomplètes pour être exploitées), quatre se sont contentées de l'envoi d'une documentation et cinq ne se sont même pas manifestées malgré plusieurs relances. Mais, s'il cite ostensiblement les régions particullèrement consciencieuses (Bretagne, Pays de la Loire, Limousin, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Auvergne), il tait les paresseuses. Dommage!

POINT DE VUE

Les enjeux de l'avenir

par Pierre Massé incien commissaire général

A U moment où Henri Guillaume s'éloigne avec dignité du commissariat du Plan, je crois devoir, au nom de l'Institution que nous avons servie l'un et l'autre, rendre hommage aux nombreux aspects positifs

Il a relevé le crédit de la rue de Martignac en organisant les Rencontres du Plan, où un auditoire choisi renait écouter de hautes personnalités, françaises ou étrangères, s'exprimant sur des sujets d'actua-lité. Il a réuni les membres du Groupe 1985 pour un exercice, rarement effectué, de retour sur un passé vieux de vingt ans. Il a publié un livre gagner la France », dont je m'honore d'avoir écrit la préface.

Faire gagner la France, c'était en 1945 le grand dessein du général de Gauile et de Jean Monnet. C'était, en 1965, mon dernier message après sept années passées à la tête de la rue de Martignac, au temps de l's ardente obligation » et du plein emploi. « Dans le monde de la compétition où nous sommes entrés sans esprit de retour, l'objectif fondamental du Vº Plan est d'asseoir sur des eses solides la capacité concurren tielle de notre économie. >

Certes, les temps ne sont plus du tout les mêmes. Certes, le Plan doit être profondément repensé en vue d'allèger les procédures, d'élargir la liberté d'entreprendre, et de faciliter notre insertion planétaire. Mais il n'y aura pas pour la France d'indépendance assurée, ni pour les Français de progres social durable, sans une économie capable de gagner. Je souhaite que les débats à ouvrir se situent dans cette perspective, et conservent jusqu'au bout la dignité que commandent les souvenirs du passé et les enjeux de l'avenir.

L'artisan d'une transformation de la politique familiale

La départ de M. Bertrand Fragonard de la Caisse nationale d'allocations familiales marquera-t-il une rupture pour l'institution, comme pour luimême, après treize années consacrées à la politique sociale, à travera plusieurs gouvernements et plusieurs majo-rités? En effet, face à des gouvernements souvent hésitants ou fluctuents derrière de grandes proclamations, et des partenaires sociaux sans doute plus coopérants que dans d'autres domaines de la protection sociale, mais sacrément dynamiques, il a été l'un des artisana majeura d'une nouvelle politique des prestations fami-liales qui s'est dégagée dans les années 1970 : le redéploiement de ressources en très faible croissence sur des « catégories prioritaires ».

Ces priorités, M. Fragonard les avait lui-même présentées an 1986, au cours d'un colioque organisé par la Mutuelle nationale des étudiants de France: les familles nombreuses - en fait, aujourd'hui, celles de trois enfants, - celles avec de jeunes enfants et celles en situation difficile. Il a contribué à les mettre en ceuvre au cabinet de M= Simone Veil, où # entra en 1978, lorsque celle-ci ajouta la famille à ses attribude M. René Lenoir, secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale, à pertir de 1974, il les poursuivit à la tête de la CNAF à partir de janvier 1980. Il a été ainsi l'un des artisens

de la création du « complément familial » regroupant plusieurs aides dispersées ou déclinantes, su profit des familles de trois enfanta ou de celles ayent un enfant de moins de trois ans, et le créateur de l'« allocation de parent isolé », versée à des mères seules et sans ressources suffisantes - une des plus controversées. Il a aussi contribué à la redéfinition récente de l'action sociale des caisses qui vise à développer les « services a pour la petite enfance et à « prospecter » toutes les familles susceptibles du recevoir une aide au logement.

Catte redistribution a répondu à une nécessité : la baisse des ressources de la branche famille, conséquence du déclin du « familialisme » d'après la libération, obligeait rechercher des moyens à l'intérieur. Elle a suivi aussi, non sans difficultés, une évolution sociale

GOVERNO QUÉRCIA

Sao Paulo - Bresil.

SECRETARIA De Obras

APPROVISIONNEMENT DE

DISJONCTEUR DE 145 kV, 2000 A,

40 kA

AVIS DE CONVOCATION PUBLIQUE

La CONVOCATION PUBLIQUE 8757, de cadre international.

se trouve ouverte pour l'approvisionnement de 13 (treize) disjoncteurs de 145 kV, 2000 A, 40 kA, qui comptera sur

des ressources du prêt nº 194/IC-BR consenti per la Banque

Cette CONVOCATION PUBLIQUE est limitée aux

fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID.

mille cruzedos), à la Divisac de Tecnologia, Cadastro e

Licitação de Material, Rua Major Paladino, 126, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h.

La réception des documents et des propositions aura linu

à 14 h. le 18 décembre 1987, Rua Major Paladino, 126,

Francisco Rodolfo de Almeida

Directeur administratif

Les normes qui régissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être prises, par personne

autorisée, moyennant le paiement de Cz \$ 20 000,00 (vinot

marquée par l'émiettement des femilles. l'extension du divorce. puis le déclin du mariage : ainsi l'allocation de parent isolé, destinée aux femmes veuves et divorcées sert aujourd'hui aux jeunes mères célibataires - et elle reste une des prestations les plus controversées à l'intérieur même des caisses d'allo-cations familiales.

Invention et diplomatie

Avec see ministres successife, M. Fragonard sut trouver le contact - sauf sans doute avec M^m Questiaux au début du gouvernement de gauche en 1981-1982 ; de même, il a su obtenir l'assentiment de la plus grande partie des partenaires sociaux réunis dans le conseil d'administration de la CNAF, respectant leurs préoccupations et parfois leurs refus. Pour cela, ca petit homme vif, au débit rapide, où subsiste une légère trace d'accent de son Sud-Quest d'origine (il est né à Arcachon et a fait ses études à Bordesux), a su user de ses deux armes : sa capacitá d'Invention et son sens de la diplomatie. Celles-ci lui ont permis à la fois de convaincre et de séduire ses interlocuteurs. Ellas jui ont 38 IOUST WY HALL SUDT l'égard des responsables directeurs et élus - des calsees d'allocations familiales locales M. Fragonard a per exemple réusal à donner des priorités à l'action sociale - importante des caisses. - tout en décentralisent les crédits. Cet effort pour dynamiser les organismes, evec leur assentiment, n'e sans doute connu qu'un échec relatif: l'informatisation, qui n'a pas encore tout à fait trouvé sa

GUY HERZLICH.

[Né le 26 avril 1940 à Arcachon. M. Bertrand Fragonard est entré à la Cour des comptes à sa sortie de l'ENA, en 1964. Auditeur, puis conseiller référendaire, il a ensuite été nommé à la direction des carburants du ministère de l'industrie, d'abord comme chef du service commercial et financier, ensuite-comme adjoint au directeur à partir de 1971. Chargé de mission au cabinet de M. René Lenoir, secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale auprès du ministre de la santé en 1974, puis directeur adjoint du cabinet de M. Simone Veil, ministre de la carté de la formille en rants du ministère de l'industrie. tre de la santé et de la famille en 1978-1979, il est depuis 1980 direc-teur de la Caisse cationale d'alloca-

TRANSPORTS

Les Américains et les Européens trouvent un fragile compromis sur le programme Airbus

LONDRES de notre envoyé spéciel

Les Européens et les Américains, soucieux d'éviter un conflit ouvert à propos de l'Airbus, ont décidé de rechercher un modus vivendi an cours des semaines à venir. Tel est le résultat, à ce stade rassurant, de la resultat, a ce stade rassurant, de la réunion qu'ont tenue, i e mardi 27 octobre à Londres, les ministres des quaire pays dont les emireprises participent à Airbus Industris (MM. Michel Noir pour la France, Clarke pour le Royaume-Uni, Banje pour le PFA Fernande Clarke pour le Royaume-Om, Banje-man pour la RFA, Fernandez-Ordonez pour l'Espagne) et le com-missaire européen chargé des relations extérieures, M. De Clercq, avec M. Yeutter, le représentant spécial de la Maison Blanche pour les négociations commerciales.

Le mandat de négociation qui a êté adopté est un compromis. Les-Etats-Unis ont renoncé à demander. la remise en cause du lancement et des décisions de financement des nouveaux programmes Airbus A-300 et A-340. Les Européens out accepté de leur côté que soient ren-forcées des disciplines qui figurent dans le code du GATT (l'accord qui réglemente le commerce international) sur les aéronefs civils et que les contraintes nouvelles ainsi décidées s'appliquent aux programmes

En outre, s'agissant des programmes futurs, les deux parties essaleront de s'entendre pour limiter-les aides financières accordées de manière directe ou indirecte aux constructeurs. Personne ne dissimu-lait, mardi 27 octobre au soir à Londres, que la tâche des experts chargés de concrétiser les directives sinsi données ne seralt pas com-mode. Ils feront rapport sux mini-tres qui se retrouveront (dans la même configuration inédite) le 11 décembre, en marge de la rencontre traditionnelle de fin d'année, entre la Commission européenne et caine.

En dépit des incertitudes sur l'avenir, c'est pour l'instant la trève et, à l'issue de la réunion, M. Michel Noir, le ministre français du commerce extérieur, se montrait satisfait. « Il est clair que les A-330 et A-340 ont été lancés et les décisions de soutien financier prises. Ceci n'est pas mis en cause, contraire-

ment à ce qu'auraient voulu à l'ori-gine les Américains. C'est sans doute le point le plus positif de la réunion », à-t-il indiqué. M. Yeutter, se faisant l'écho des demandes de ses industriels, aurait vouin que les comptes prévisionnels des A-330 et A-340 soient ouverts à son adminis tration. Et que celle-ci puisse juger d effectivement, comme l'affirment les Européens, les prévisions de vente rendent plausible le remboursement complet des avances perçues par les constructeurs.

a m

्या वर्षः

ۋ•مەم سەر

- in in

18. The

ಾರ 🖈 🥻

e dissert.

- 130 W.

A THE

الإجوا الماسي

10 m

The grown

: - 44-李章

· - 44 ##

Santana Language

~:- / to ###

-600 🐞

100

ADIM, W

Company of the

CONTRACTOR

70年3日 香田野り

10 Tel 40 Tel

また出こを由させ

10 THE 2

e at page

artefag 🎉

MI ASSESSED.

1000

The Indiana

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

The state of the s

the search test

toici la n

The same of the sa

16 am 34

SAS BOX

Cab. 100

 $\lambda \pi \omega_1 \cdot \pi_{\omega(g)}$

987,00

Sept. 10

7 73 JAMES

THE INCHES

🖚 کے 🗕

Aussi les Européens, apparemment parfaitement solidaires, se félicitaient ils d'avoir pu clairement indiquer à ce niveau politique, quelles étaient les limites des concessions que, pour de simples raisons de souveraineté, ils ne pou-vaient pas dépasser. «Il n'est pas question, ont-ils expliqué à M. Yeutter, que vous nous empêchiez de lancer des programmes de production d'avions ou que vous nous dic-tiez selon quelles méthodes ces pro-grammes peuvent être financés. » M. Yeutter s'est donc résigné non sens mal à limiter ses exigences an

moins en ce qui concerne les programmes en cours. Cependan ou'll a obtesu à leur sujet est loin d'être insignifiant. Il faudra ainsi vérifier au cours de la négociation à venir ce qu'on entend exactement par transparence : devoir donner des informations sur le montant des avances consenties aux industriels ne pose apparemment pas pro-blème; être obligé d'informer les autres de manière précise sur les rait se révéler plus génant.

Pour les Européens, l'objectif de cette réunion ministérielle (qui s'est tenne à leur demande) était de désa-morcer une tension qui devenuit très vive et d'éviter que le marché américain ne se ferme à Airbus. Dans cette perspective, un point a été marqué. En effet, l'accord de procédure qui vient d'être conclu interdit. en bonne logique tout déclenche-ment des hostilités, même si les constructeurs américains restent théoriquement, comme l'a sonligné M. Yeutter, libres de leurs mouve ments. Dans notre esprit, a com-mente M. Noir, il est clair que durant le négociation il ne saurait y avoir de plaintes introduites aux Etats-Unis contre les construcieurs européens. Le faire voudrait dire qu'on renonce à trouver un terrain

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -Le Carnet des Entreprises,

#SOURIAU

26 octobre 1987, a nommé M. Pierre David président-directeur général Il était entré dans la société en avril 1986 en tant que secrétaire général.

A la tête du groupe Souriau, spécialisé dans la connectique et les équipa-ments de garage automobile, il succède à M. Marcel Leroy, qui a été nommé président d'homeur et conseiller du président.

M. Pierre David, quarante-sept ans, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur du génie maritime, a débuté comme ingénieur à la DCAN de Toulon. Directeur du cabinet du président de la SNCF, il devient en 1978 directeur du cabinet de M. Joël Le Theule, ministre successivement des transports, et de la défense (1978-1980). En 1981, il est entré à la direction générale de l'Aborospatiale en tant que responsable de la politique industrielle et président de la Société électronique aérospatiale (EAS).

GOVERNO QUERCIA

APPROVISIONNEMENT DE TRANSFORMATEUR MONOPHASE. 100 MVA, 430-138 kV **AVIS DE CONVOCATION PUBLIQUE**

La CONVOCATION PUBLIQUE 8758, de cadre international, se trouve ouverte pour l'approvisionnement de 5 (cinq) transformateurs monophasés, 100 MVA, 430-138 kV, qui comptera sur des ressources du prêt nº 194/IC-BR consenti par la Banque interaméricaine de Développement-BID. Cette CONVOCATION PUBLIQUE est firnitée aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID.

Les normes qui régissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être prises, par personne autorisée, moyennant le paiement de Cz S 20 000,00 (vingt mille cruzados), à la Divisso de Tecnologis, Cadastro e Licitação de Material, Rua Major Paladino, 126 de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h.

La réception des documents et des propositions aura lieu à 14 h, le 17 décembre 1987, Rue Major Paladino, 128, Sao Paulo - Brésil.

> Francisco Rodolfo de Almeida Directour administratif

SECRETARIA DE OBRAS

METRO, C

Économie

AFFAIRES

Le conseil des ministres a approuvé la modification du statut de Renault

Une demi-mesure risquée

Le projet de loi transformant le statut de Renault de régie en société anonyme a été approuvé en conseil des ministres, mercredi 28 octobre. Cette opération, qui s'accompagnera d'un abandon de créances d'Etat de 12 milliards de francs, doit er au constructeur automobile, selon M. Madelin, les vertus de la concurrence et de la compétitivité. Le capital de la nouvelle société anonyme sera ouvert aux salariés avant la fin 1989 dans la fimite de 10 %. M. Juppé, porte-parole du gou-vernement, a indiqué, à l'issue du couseil, que M. Mitterrand n'a

Adopté à la Libération, le statut de régie devait permettre à Renault, « dans l'intérêt exclusif de la nation », de reprendre l'exploitation de la Société anonyme des usines Renault, dissoute. Ce statut donnait à l'entreprise la possibilité, tout en appartenant au domaine public, d'être gérée « seion des règles cou-ramment en usage dans les sociétés industrielles et commerciales ». Il maustriettes et commerciales. Il avait été conquis de haute lutte par son premier président, Pierre Lefancheux, face à l'administration de l'époque. Le plan automobile mis au point fin 1944 prévoyait même une solution plus radicale, raconte Fernand Picard dans l'Epopée de Renault: éliminer la firme de Billancourt du marché des voitures particulières. ticulières — où elle était numéro deux français en 1939 — pour la cantonner à celui des véhicules industriels l'Les « ememis du sta-tul » dénonçaient dès l'origine

Le 16 janvier 1945, une ordon-

nance du gouvernement provi-soire dirigé par le général de

Gaulle dissout la Société ano-

nyme des Usines Renault, confis-

que le patrimoine industriel au profit de l'Etat et attribue à la Régle nationale des values Renault, « dans l'intérêt exclusif de la Nation », l'exploitation de la

société dissoute. Sanction contre l'attitude adoptée par Louis

netionalisation correspond aussi à

lete. Le Front populaire n'est pas

loin et Louis Renault était l'un de

Plus qu'une notion juridique, la Régie » symbolise une concep-

Se vreie nature juridique — personne morale de droit privé ou de droit public — ne sera d'ail-leurs jamais établie. C'est un « établissement de caractère believalue et companyiel » — le

industriei et commercial > - le

terme public n'apparaît pas — e doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière et placé

sous l'autorité et le contrôle du

ministre de la production indus-trielle ». La Régie « se comporte en matière de gestion financière et comptable suivant les règles

couramment en usage dans les sociétés industrielles et commer-

ciales. Elle est dispensée du

établissements publics auto-

nomes de l'Etat ou pour les entre-

appel au concours financier de l'Exat.

les attributions respectives du président-directeur général, du conseil d'administration (CA) et

45

un courant fortement anticapita-

mait à Remault.

Cette autonomie a été maintes fois démontrée, notamment dans le choix des implantations des unités chox des implantations des unités de production. Pierre Dreyfus, le successeur de Pierre Lefaucheux de 1955 à 1975, perpétue cette autonomie. En 1963, par exemple, il obtient gain de cause, devant Georges Pompidou, pour implanter une nouvelle usine à Sandouville, près du Havre, contre l'avis des responsables de l'aménagement du tenponsables de l'aménagement du ter-ritoire, qui proposaient la région

En échange, il accepte, pour employer la main-d'œuvre locale, de créer en Bretagne la Société bre-tonne de fonderie et de mécanique et à Nantes la Compagnie des pro-duits industriels de l'Ouest. Mais il sait aussi dire non : en 1975, il refuse de reprendre Titan-Coder, une entreprise en difficulté.

En matière sociale également, la Régie a fait preuve d'autonomie. L'entreprise s'est donné un rôle de « laboratoire social ». Ainsi, les promiers accords Renault signés en sep-tembre 1955, largement imités par la suite, avaient ils donné naissance la suite, avaient-ils donné naissance à la politique de concertation. Là anssi, Pierre Dreyfus fait preuve d'indépendance, voire d'indiscipline, lorsqu'il accorde, fin 1962, la quatrième semaine de congés payés. Le rôle pilote de Renault ne s'est pas démenti par la suita. Aujourd'hui ancore, maigré les trois années de gouffre financier (1984-1987), le groupe nationalisé creuse l'écart, sur

Une régie très particulière

des comités d'entreprise de la

Régie. Le PDG, nommé per décret

prie sur proposition du ministre de

la production industrialia, exerca

un pouvoir plus important que ses

homologues de société anonyme. Il n'est pae soumis à la sanction du conseil d'administration qui

n'est là que pour l'e assister » tout comme le comité central

d'entreprise. En ces de litige, c'est le ministre de l'industrie

(anciennement de la production

industrielle) qui tranche. Le CA

tents des pouvoirs publics, de

et de deux représentants des usa-

winoritaire

eur l'actionnariat des salariés

introduit une double représente-

tion du personnel avec l'entrée

sation de 1964 établit un régime

de réprésentation tripartite (eix personnes qualifiées, six repré-

sentants de l'Etat, alx du person-

nel). Ce n'est qu'à partir de 1984 que le PDG devra être choisi

parmi les membres du CA et sur

itre répartis entre l'Etat, le per-sonnel et les cauvres accèles. Ils le seront en fait entre l'Etat et le personnel. Le régime financier dérogatoire aux textes de 1935

a'est perpétué, même lorsque de nouveaux clients viendront pren-

dre la relève de ces anciens

Les bénéfices réalisés devalent

la proposition de celui-cl.

transura anianila actionnaires. Enfin la loi de démocratile plan des salaires, avec son concur-rent privé, Peugeot SA. • De 15% •, précise l'actuel PDG de la Régie, M. Raymond Lévy, en le déplorant.

Mais an total, pendant près de quarante ans, le statut de Renault ne l'a pas empêché de faire prévaloir sa stratégie. Les éventuelles sollicitations de ses autorités de tutelle n'auront sans doute guère plus d'effet que sur les autres très

d'effet que sur les autres très grandes entreprises du pays.

Le statut de régie a eu en revanche un gros défaut : permettre à Renault de s'endetter sans limite — puisque la Régie, c'est l'Etat — et d'accumuler les pertes sans être menacée de dépôt de bilan. Mais ce défaut n'est apparu qu'au cours des dernières années, en même temps que les déficits. L'Etat, qu'on accuse aujourd'hui d'ingérence, ne pratiquait en fait aucun contrôle financier. La Régie avait été dès l'origine dispensée de ce contrôle, « prévu dispensée de ce contrôle, « prévu pour toutes les entreprises faisant

pour toutes les entreprises faisant appel au concours financier de l'Etat, précise Fernand Picard, ce qui était normal puisqu'il n'y avait en aucun cas appel à ce concours ».

De fait, la Régie finança tous ses investissements par autofinancement ou par emprunts jusqu'à ce que l'Etat lui accorde, en 1963 - M. Valéry Giscard d'Estaing était alors ministre des finances, - sa première dotation, de 50 millions de francs, De 1963 à 1980, l'Etat versa. 3.175 milliards de franca à la Régie. 3,175 milliards de francs à la Régie, 5,173 miliards de francs à la Regie, et 12,247 milliards entre 1981 et 1986. Mais les pertes accumulées sur les trols dernières années (29 milliards), l'endettement atteint (55 milliards à la fin 1986) et la dégradation de la situation nette (négative de 16 milliards à la fin

La Régle a disposé d'une grande liberté en matière de ces-sions et de prises de perticipa-tions en vertu du décret de 1953

applicable à toutes les entremises publiques. Ce n'est qu'en 1976, à l'arrivée de Bernard' Vernier-

Palliez à la tête de Renault, que

l'Etat, face aux nombreuses accusatione de *e nationalisation ram*pante », a prie un décret apécif-que obligaant la Régle à soumettre à un arrêté ministériel conjoint da l'industrie et de l'éco-

nomie, toute prise de participation

traditionnel d'activité (automo-

bile, poids lourds, moyens de pro-

Dane les autres domaines

social, fiscal, bancaire,... – ia

Régle s'apparents au droit com-

mun (convention collective de la métallurgie, impôt sur les

Aprés sa transformation en

société anonyme, Renault tom-bera également sous le coup de la loi de priveniention d'août 1988.

Si elle ne fait pas partie – et pous cause – des soixante-cinq priva-

tisables, elle peut en revanche faire l'objet d'une cession minori-taire (moins de 50 %) de la part

de l'Etat, par simple décret. Cette ouverture du capital de Renault à

des tiers — mis à part les salariés qui devraient se voir réserver 10 % du capital avant fin 1989

 apparaît comme un point de passage obligé pour obtenir

rargent dont le groupe automo-bile aura besoin, si l'Etat ne lui prête effectivement plus son concours financier. L'étape sui-

vante ne peut, logiquement, qu'être celle de la privatisation.

1986) exigeaient que l'actionnaire public aille plus loin. Toutefois, la question est celle-ci : fallait-il pour autant changer le statut de la

Régie ? Le ministre de l'industrie. M. Alain Madelin, répond par Le ministre de l'industrie. M. Alain Madelin, répond par l'affirmative, en invoquant les autorités de Bruxelles, qui supportoraient de plus en plus mal le statut particulier de la Régie. Mais M. Madelin ne peut aller plus loin dans sa logique libérale, qui voudrait que l'on privatisât Renault. Pour des raisons politiques et économiques évideates, il n'en est pas question à l'heure actuelle. Le gouvernement a donc pris le parti de s'attaquer à la symbolique en la parant d'intentions définitives : l'Etat abandoune 12 milliards de francs de créances « pour solde de tout compte », et Renault devra désormais compter sur « ses seules forces ».

Le sauvetage de Chrysler

Est-ce alors suffisant pour Est-ce alors suffisant pour convaincre que le cordon ombilical est coupé entre l'Etat et la Régie? Le PDG, M. Lévy, veut le croire. Ne serait-ce que pour persuader le PC et la CGT que rien ne sera plus comme avant. Mais l'éviction de la présidence de Bernard Hanon, en janvier 1985, et l'échec des grèves lancées par la CGT depuis l'arrivée de Georges Besse n'avaient-elles pas suffi à faire comprendre que l'ère de la cogestion chez Renault est bel et bien enterrée? Les manifestations récentes, vouées à l'insuccès, démontrent mieux que n'importe quel trent micux que n'importe quel changement de statut que le syndi-calisme a perdu là un de ses bastions

traditionnels.

A l'opposé, M. Calvet, patron de Peugeot SA, ne voit dans cette transformation juridique rien qui puisse prouver que l'Etat ne viendra plus à la rescousse de Renault, société anonyme mais restant nationalisée. Renault sera en principe passible du dépôt de blian. Mais M. Lévy, qui fut à la tête d'une autre société anonyme nationalisée, Usinor, sait d'expérience qu'on n'a jamais vu l'Etat prendre ce genre de risque avec une entreprise publique. Et parfois privée: Peageot à reçu en 1975 un prêt de 1 milliard de francs de l'Etat — qu'il a scrupuleusement remboursé — pour reprendre Citroën. Michelin a reçu — discrètement — 3 milliards de francs de prêts consentis par le gouvernement prêts consentis par le gouvernemen

Même aux Etats-Unia, parangon du libéralisme, l'administration n'a pu se désintéresser du sauvetage de Chrysler. Qui pourrait donc imagi-ner qu'en France l'Etat abandonne à son sort un groupe employant plus de 70 000 personnes et comptant permi les premiers exportateurs nationaux?

La question de fond

En s'attaquant au statut de Renault, l'État me prend-il pas le ris-que de fragiliser l'un et l'autre des constructeurs automobiles fran-çais? Oui, répond-on des deux bords.

Pengeot SA nie, par la voix de son patron, que le retour de Renault au droit commun des sociétés ano-nymes, accompagné d'un abandon de créances mais avec maintien dans le secteur public, traduise le réta-le secteur public, traduise le réta-le secteur public, traduise le rétablissement d'une concurrence saine entre les deux groupes.

Quant à Renault, la préférence accordée à l'abandon de créances accordée à l'abandon de créances plutôt qu'à une dotation en capital rend sa situation financière un pen plus délicate au moment où l'Etat, son unique actionnaire, l'engage à ne plus compter que sur ses propres forces. Les dettes — chères — qui lui restent (13 milliards de francs pour la future société anonyme, répartis grosso modo à parts égales entre les emprunts obligataires et les concours bancaires, contre 40 milliards pour le groupe) « plombentelles » dès sa naissance la nouvelle société?

société?

La polémique qui s'est instaurée repose en fait une question de fond: y a-t-il en France la place pour deux constructeurs nationaux généralistes, ou plus exactement pour trois marques généralistes si l'on tient compte de la stratégie engagée per Jacques Calvet de maintenir à la fois Peugeot et Citron? La tentation est grande de répondre par la négative, en entendant les discours négative, en entendant les discours tenus de part et d'autre.

L'hypothèse d'anc entité unique «Automobiles de France», vieux rêve da PC, étant à exclure, s'ils veulent survivre, les deux groupes rivaux sont raisonnablement condamnés à s'entendre pour «tenir» leur marché national, la seule base rentable qui leur per-mette de partir à la conquête des marchés européeus, où leurs posi-tions sont loin d'être à la hauteur de leurs ambitions mais où la concurrence se fait chaque jour plus achar-

A ces tarifs vous pouvez maintenant vous offrir le style American Airlines.

NEW YORK

3950 F

CHICAGO

4605 F

DALLAS/FORT WORTH 4945 F

LOS ANGELES

5390 F

SAN FRANCISCO

5390 F

LAS VEGAS

5585 F

HOUSTON

4945 F

SAN DIEGO

5430 F

NEW ORLEANS

5285 F

PHOENIX

5430 F

DENVER

4985 F

DETROIT

4680 F

SEATTLE

5430 F

CINCINNATI:

4985 F

RALEIGH/DURHAM

4530 F



The American Airline* *La compagnie typiquement américaine.

Tarifs aller-retour en classe economique. Validité du 1.10.87 au 14.05.88. dans la limite des places disponibles. Émission et réglement du billet dans les 24 H survant la réservation, frais d'annulation avant le départ : 15% Durée minimale du sejour, 14 jours.

Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité : 70 F.

Hommes d'affaires, voici la meilleure façon d'investir Paris.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.



Marchés financiers

Baisse générale des Bourses de province

La tempête financière qui secoue depuis la mi-octobre les Bourses mondiales n'épargne pas les six places régionales françaises. Voici le point réalisé à partir des informations fournies par nos correspondants et notre bareau de Lyon.

LYON: moins 13,6 % depuis le 16 octobre

La Bourse de Lyon s'était signalée, en 1986, par une progression étonnante de son indice général (+ 66 %), et elle avait commencé l'année 1987 en fanfare, avec une hausse de 43 % à la mi-avril. Depuis, nous indique Gérard Buétas, la tendance s'est inscrite à la baisse, avec cependant un léger sursaut fin août-début septembre. Le 15 octobre, l'indice général était revenu à la case « départ », s'inscrivant à un siveau légèrament inférieur à caluiniveau légèrement inférieur à celui du début de l'année. Depuis, la place a pâti de la tempête générale affectant les marchés financiers.

Après la séance du 27 octobr l'indice général clôturait à 84,95 (- 0,81 point sur la veille), et l'indice du second marché était en baisse de 3,98 points, à 249. Bon nombre de valeurs sont restées offertes, avec des ordres de vente sans contrepartie, et la valeur moyenne des actions cotées à Lyon connaît donc sans aucun doute une baisse plus forte que celle décrite par l'indice général. Ces jours-ci, le marché au comptant et le second marché paraissent plus souffrir que le marché à règlement mensuel, en raison de la nécessité pour les épargnants de se procurer des liquidités antérieurs. Mais certaines vedettes du « RM » sont maitraitées : Gerland, Majorette et Salomon.

La société Cegid (802 francs, contre 1 015 francs) aurait pu espérer un meilleur contexte pour son offre publique d'échange sur les actions CCMC (1 065 francs, contre I 190 francs). Des introductions en Bourse sont, cependant, prévues dans les jours prochains sur le second marché (Distriborg le 29 octobre, et Papeteries de Châteauneuf-la-Forêt, le 6 novembre), mais d'autres ont été reportées, tout comme certaines augmentations de capital (FP Distribution).

MARSEILLE : ba quasi générale

En prenant pour base l'indice 100 au 31 décembre 1986, la moyenne des valeurs cotées à la Bourse de Marseille est passée de 134,99, le jeudi 22 octobre, à 128,23, le hundi 26, soit une baisse de 7 %

Parmi les valeurs les plus touchées dans la semaine du 16 au 22 octobre, on relève Berger, Finan-cière Robur et Mines de Salsigne.

COFFMEG

Les comptes de la société au 30 juin

En raison notamment du placement

permettent de préciser les prévisions pour l'exercice 1987.

des fonds de l'émission d'actions nou-velles réalisée à la mi-1986, le résultat

courant du premier semestre 1987 s'ins-crit en très forte progression par rapport à celui du 1" semestre 1986 : 63,2 mil-lions de francs coutre 52,1. Il devrait

dépasser, sur l'exercice entier, 125 mil

depasser, sur l'exercice entier, 125 milions contre 113,1 millions. Le bénéfice net comptable, incluant les plus-values de cessions, serait quant à lui d'au moins 130 millions contre 120 millions

Cette augmentation des résultats, plus forte que celle du montant du capital à rémunérer et qui devrait autoriser une majoration du dividende, reflète à la fait desirement des la conference de la conference de

la fois la croissance des recettes et la

maîtrise des charges d'un patrimoine profondément transformé depuis quel-

A cet égard, un nouvel allégement en

bloc vient d'être effectué en Lorraine, s'ajoutant à près de deux cents ventes

d'appartements à l'unité dans l'exercice Parallèlement, après l'achèvement et la

location de deux immeubles de bureaux à Saint-Quentin-en-Yvelines et à

Rungis, au mois de mai dernier, puis d'un ensemble de maisons individuelles

à Saint-Germain-en-Laye, en septem-bre, un immeuble d'habitation d'excep-

tionnelle qualité situé dans le quartier

du Marais sera terminé avant la fin de rannée. Ces programmes seront bientôt complétes par d'autres immeubles de bureaux à Paris et en région parisienne, où sont désormais localisés environ 75 %

On est ainsi conduit à mesurer l'écart

très sensible qui sépare le cours actuel du titre en Bourse de la valeur du patri-

moine prudemment estimée par la société à quelque 3 milliards de francs. soit à plus de 400 francs par action.

des investissements de Colimeg.

dues années.

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -

NANCY: repli de 6 % en dix jours

A Nancy, entre le 16 et le 27 octobre, la Bourse a enregistré une baisse de 5,9 % sur le marché officiel et de 6 % sur le second marché. Mardi 20 octobre, l'indice du marché officiel avait chuté à 87,3 %, atteignant le cours le plus bas de son

Mais c'est le second marché qui a été totalement délaissé pendant cette vague de fond, Julien chutant de 14,8%, de même que Rhin-Rhône. Après un marché orienté à la baisse lundi, on enregistrait, cepen-dant, ce mardi, une légère stabilisa-

BORDEAUX: repli sélectif

Les valeurs phares de la Bourse de Bordeaux accusent depuis le octobre 1987 une baisse importante. Les valeurs à marché plus local se maintiennent mieux. Il s'agit notamment de Ruche Méridionale ou de Lectra Système.

L'introduction au second marché de Supervox, entreprise toulousaine de transformation et de distribution de produits de bricolage, a été maintenne le 28 octobre, après bien des hésitations. Le prix d'offre initiale-ment fixé à 170 F a été rabaissé à

NANTES: important recul

Baisse de 6,53 % par rapport à l'indice du 16 octobre, et de 16,5 % par rapport à celui du 12 octobre : la cote officielle de la Bourse de

Parmi les valeurs les plus bouscuiées entre le 12 et le 27 octobre : Saupiquet (~21 %); Defontaine (~32 %), SDR Bretagne (~9 %). SDR Normandie (~7 %).

LILLE: « mini-bourrasque »

« Un choc brutal, mais pas une catastrophe. - A la Bourse de Lille, on se montre plutôt serein face à ce que M. André Querey, secrétaire général, appelle une « miniourrasque ». L'indice des cours de la cote officielle qui était de 342,9 au 31 décembre 1986 était monté à 378,1 au 30 septembre : il est redescendu à 364,4 au 14 octobre, avant la crise boursière de Wall Street, puis à 338,4 au 27 octobre, soit une baisse de 7,1 % en douze jours. Par rapport au 31 décembre 1986, ice a baissé de - 1,3 %.

(Enquête de nos correspondants régionaux.)

> BANQUE HYPOTHÉCARE EUROPÉENNE

Le conseil d'administration de la Banque hypothécaire européenne, réuni le 21 octobre 1987, sous la présidence de

21 octobre 1987, sous la presidence de M. Daniel Deguen, a pris connaissance de l'évolution de l'activité au cours des neuf premiers mois de l'année ainsi que des résultats de la société pour le pre-

Avec un total de crédits nouveaux mis en force de 1 680 millions de francs.

Instea force de 1 080 milnous de trancs, la production de la banque durant les neuf premiers mois écoulés dépasse de 21 % le chiffre atteint au cours de la période correspondante de 1986.

Cette progression a été obtenue dans

une situation de vive concurrence, qui s'est traduite par une baisse rapide des taux offerts à la clientèle. Dans ce

contexte, et comme tous les établisse-ments spécialisés dans les prêts à long terme, la banque a dû, d'autre part, faire face à un mouvement important de remboursements anticipés et de réamé-

nagements des crédits accordés dans les années 1980 à 1985 aux tanz élevés de

l'époque. Les frais généraux progressent par ailleurs de près de 20 % par rappurt à l'année précèdente en raison notam-

ment des efforts consentis pour accélé-rer la mise à niveau des moyens infor-matiques de la banque. L'impact de ces éléments sur les résultats courants de

l'exercice est toutefois attéaué par la perception des indemnités de rembour-sement anticipé et par la croissance des encours que favorise le développement

rapide des crédits à court terme aux pro-

Après amortissements et provisions.

Après amorussements et provisions, le résultat d'exploitation du premier semestre 1987, hors produits et charges exceptionnels, atteint 18,4 millions de francs contre 36,8 millions de francs

ionnels de l'immobilier.

pour l'exercice 1986 tout entier.

mier semestre 1987.

NEW-YORK, 27 cct. 1 La pause

La pause

Enim les opérateurs ont pu respirér
à Wall Street mardi; le New-York
Stock Exchange a terminé sa troisième séance écourtée sur une hansse
légère. L'indice Dow Jones des valeurs
industrielles, qui gagnait plus de
84 points dans la première demi-heure
de transactions, a cloturé à 1846,49,
en progression de 52,56 points.
Les investisseurs ont profité de la
meilleure tenue du marché pour
revendre en milien de journée les
titres qui avaient déjà augmenté dans
la maunée, limitant ainsi la hausse de
la Bourse. Encouragée par quelques
hausses nouvelles en provenance de
Washington (carnets de commande
des entreprises en hausse de 1 % en
septembre dans le secteur des biens
non périssables) Wall Street a surtout
répercuté mardi les mouvements déjà
enregistrés à Tokyo, Hongiong et
Londres.

La communauté financière améri-

La communauté financière améri-caine accuse le coup de l'effrondre-ment de Wall Street. Après la ferme-ture la semaine demière de quarre peutes firmes à New-York, plusieurs petites firmes à New-York, plusieurs grands courtiers out annoncé des pertes importances : la Frist Option of Chicago, filiale de Continental Illinois, a perde 90 millions de dollars (522 milious de francs) et sa maison mère a dû lui injecter 385 millious de dollars (2,233 milliards de francs); le courtier L.F. Rothschild annonce quant à lui 44 millions de dollars de pertes (246 millions de francs) depuis le début de la crise boursière.

			F
VALEURS	Cours du 28 oct.	Cours du 29 oct.	ł
Alcos Allogis ins-UAL)	33 7/8 81 1/2	36 3/8 71	l
A.T.7.	ZB 1/4	27 1/2 36 27 1/2	ſ
Bosing Chase Markettan Bank	37 1/8 27 3/4	27 1/2	l
Du Pont de Nemours Existmen Kodek	81 1/4 50	27 1/2 85 51 1/4	l
Examp Ford	41 1/4	48 70	ļ
General Blockric	42 3/4 55 1/2	43 3/4 58 1/2	l
Goodyna	43 3/4 112	42 118 1/2	١
LT.T.	. 49 1/6	80 1/4	ı
Mobil Oil	37 45 1/8	37 3/8 49 3/8	1
Schlemberger Texaco	31 28	31 3/8 28 7/8	ļ
Union Carbide	18 6/8	19 3/4	l
Westinghouse	31 28 18 5/6 25 43 1/4	42 3/4	ı
Xaroz Corp.	67	52 1/2	L

LONDRES, 28 cel. 4

Repli

à nouveau à la baisse dès l'ouverture des transactions, mercredi. La veille, le Stock Exchange avait tenté timidement de se stabiliser après les importantes pertes de lundi. L'indice FT, mardi, terminait en progrès de 14,9 points à 1 703,3. La volume d'activité a été assez réduit en comparaison des séances de la semaine dernière, avec un peu plus de 57 000 transactions. Le marché était calme et hésitant en raison de l'incertitude pesant sur un éventuel report de la privatisation de BP. Le gouvernement britanni-que donnait implicitement son accord pour l'acquisition de la com-pagnie d'assurances Equity and Law par la Compagnie du Midi. La brasserie écossaise Scottish and brasserie ecossaise Scottusu and Newcastle annonçait qu'elle avalt pris le contrôle de 54 % des parts de la brasserie anglaise Matthew Brown sur laquelle elle avait lancé une OPA inamicale à la fin du mois dernier. Quant au groupe de construction mécanique TI Group, il déclarait renoncer à son OPA de 144 millions de dollars sur Bundy Corporation, le premier fabricant américain de tubes spéciaux de

PARIS, 28 octobre \$ Nouveau sinistre

La Bourse de Paris est une troisième fois sinistrée en moins de quinze jours. La session mati-nale n'avait déjà pas été très gaie (- 3,7 %). Mais la séance officielle a toumé au désastre. A la clôture, l'indicateur instantané accusait une nouvelle et brutale

L'indice CAC, lul, retombalt en dessous de la barré des 300 points pour la première fois depuis février 1986.

n'y eut, pour aînsi dire, pas une hausse. A l'inverse, toutes les grandes vedettes ont écopé : BSN, Carrefour, Peugeot, CSF, Compagnie Bancaire, Midi, Paribas, Printemps, Lafarge, DMC, L'Oréal et... les autres. « Ce n'est plus le rue Vivienne, mais le Chemin des Dames», murmuralt un ancien, qui evalt fait le guerre de 1914.

Les investisseurs étrangers ont encore beaucoup vendu. Sur toutes les places internationales. les règlements arrivent en fin de mois. Plus les cours baissent, plus les portefeuilles se déprécient et plus les ventes s'accélèrent. Le président Reagen se borne, lui, à reconnaître la gravité de la situation. Incroyable,

Pendant ce temps, le dollar n'en finit pas de se déprécier entreinant dans sa chute l'ensemble des places internatio-naies. A Paris, il perdeit encore 1,40 % par rapport à son niveau

La désolation régnait également sur le MATIF, où le contret de décembre reculait de 1,53 % à 93.35. Comment se passers la première cotation de Susz jeudi ?

TOKYO, 28 octobre ♣ Changement de décors

Les espoirs d'accalmie out été rapi-dement déçus à la Bourse de Tokyo mercredi. Après avoir enrogistre 97,44 points de hausse pendant la sience du matin, l'indice Nikkel est reparti en sens inverse juste une houre après l'ouverture de la séance de l'après-auldi, pour terminer à 22,577,53 yens, soit une baisse de 257,43 yens par rapport à la veille. Sans comparaison avec la semaine dernière, la rechute du marché a déçu

Les investisseurs, qui attribuent le retournement à la volstifité des marchés et à la faibletse du dollar enregistrée la veille sur le marché des changes.

De plus, seion des agents de change japonais, le soutien des institutionnels avait provoqué uns hansse artificielle de la Bourse.

Les ventes se sont principalement. concentrées sur les valeurs de haute technologie et celles liées à l'exporta-

YALEURS	Cours du . 27 oct.	Cours de 28 oct.
Akaii Bridgestawa Cason Taron Fuji Bank Handa Mettors Metsuehisa Electric Missuinin Hanny Toyota Motora	495 1 180 950 3 050 1 290 2 060 625 4 230 1 920	460 1 170 930 3 100 1 240 1 910 615 3 950 1 800

FAITS ET RÉSULTATS

Toshiba: forte hausse da bénéfice malgrá le scandale Cocom. — Le bénéfice net de Toshiba a progressé de 36 % (à près de 16 miliards de yens, envi-ron 700 milions de francs), au progries semestre de l'exercice. premier semestre de l'exercice 1987 (clos le 31 mars 1988), malgré les effets sur ses ventes aux États-Unis du scandale causé par les exportations de matériel sensi-ble vers l'Union soviétique.

Thomson augmente fortement l'intérêt de son emprunt
suisse. — Le groupe Thomson a
modifié les conditions de
l'emprunt à options lancé au début
du mois sur le marché suisse des
capitaux en raison de la maunaise di prostition des marchés vaise disposition des marchés inanciers internationaux . Cct emprunt, d'un montant de 200 millions de francs soisses sur une durée de dix ans, portera un intérêt de 4 7/8 % au lieu de 2.5 % initialement. La période de souscription se terminera le 3 novembre à 12 heures.

 Limagrain : 105 millions de francs de bénéfice en 1986-1987. Le groupe grainetier français
Limagrain vient d'annoncer pour
son exercice 1986-1987 un résultat net consolidé de 105 millions de francs, contre 132 millions de francs en 1985-1986. Pour la direction du groupe, dont le siège est à Clermond-Ferrand, cette baisse s'explique par le fait que le résultat net de l'exercice précé-dent comportait 50 millions de france d'élément exceptionnels, dus à la vente d'une de ses filiales and reaches. Cas eléments mis à port, le résultat net s'inscrit en hausse de 45 %. Limagrain à réalisé en 1986-1987 un chiffre d'affaires de 1,710 milliard de dollars, en progression de 1 %. 30 %

l'étranger. • Havas : précision. Le groupe Havas devrait déga-ger un résultat net consolidé de 480 millions de francs dont envi-ron 140 millions de francs hors exploitation. La progression sera de plus de 20 % par rapport à 1986 et non de 12,6 % comme nons l'intimient producti 22 actes nous l'indiquious vendredi 23 octo-

O Contrat au Chili pour Duncz et GTM-Entrepose. - Les groupes français Duncz et GTM-Entrepose viennent d'obtenir, avec l'entreprise italienne Impregilo, le contrat du barrage Meiado, dans le cadre de l'aménagement ludge. le cadre de l'aménagement hydro-électrique de Pehuenche au Chili. Ce barrage, d'une hauteur de 90 mètres et d'une valeur de 350 millions de francs, sera réalisé par les entreprises françaises et italiennes en trois ans et demi. Ce succès traduit, selon un communiqué des dans entreprises la communique des dans entreprises la communication des dans entreprises des dans entreprises de la communication des dans entreprises de la communication de la communication des dans entreprises de la communication des des des de la communication de la communicat qué des deux entreprises, le processus de coopération entamé entre Dumez et GTM-Entrepose, suite à l'entrée de la première dans le capital de la seconde, qui s'est déjà concrétisée par la signature en mars 1987 d'un important contrat de génie civil au Nigéria.

 Beeing: baisse de 34 % des bénéfices nets au troisième trimestre.
 Le premier constructeur aéronaurique mondial Boeing a annoncé une baisse de 34 % (soit 104 millions de dollars) de son bénéfice net au troisième trimestre de son exercice. Le chiffre d'affaires du constructeur, en recul de 8 %, a totalisé 3,8 mil-liards de dollars sur la même période. Pour les neuf premiers mois de l'année, le bénéfice net de Boeing a baissé de 29 % (339 mil-lions de dollars).

PARIS:

· 大

62

197

4.5

化品

C 27% 15.4

1 200

63.45

Artice Interest.

Cote des che

11 tg.

44

Artions

æ,

70 55.8 2807

(374) 275

ACACIM IIIMI AIIA											
VALEURS	Cours préc.	Demiet	VALEURS	Cours préc.	- Demier -						
AGP.SA	1155.		Media installini annos	292	. 280						
Aleia Manoukina	294	-322	Metaberg Ministra	124	130						
Amanit & Associés	479	465	Métrologie Internat	325 .	297 0						
Asystai	385	340	Microservice	190	183 g						
BAC	425	401	MARKEL	517	486						
B. Demacky & Assoc	545 702	513 705	Moles	235 · ·	210						
BICM	395		Navala-Delcus	650	610						
BUP.	783	380 .e	Olivetti-Lonaber	348	334						
Salaré Technologies	800 102	570 e	Ons. Gest.Fig.	411	399 55 g						
State de la constant	911	856	Part Batesu	189	135						
Cibias de Lyon	675	318 o		409							
Cardif	1530	0.0	Puboligaz		399						
CDME	799	751	Pier import	290	. 255. p.						
C. Eresia, Elect.	302	301	Presbourg (C.L.& Fla.) .	.100	100						
CECID.	902	201	Razel	11版	966						
CEGEP.	169 50	151 BO a	St-Gobern Embetrace	1137	1060 p						
CEP. Communication	1090	1025	St-Honoré Metiones	162	19746						
CGI Information	610	590. n	SCGPM	25 10							
Cineris d'Origne	507	481 . p	Serie-Meter	346	488						
CKIR	285	27i o									
Corcept	200	200	SEP.	1400 ·	1276						
Conformer	640	840	SEPR	1050	1004						
Defer	211	200	Sligos	93 1 [.895 a						
Danskin G.T.A.	TUR		S.M.T.Goopf	305	222 a						
Domailey	1781	1550 0	Socializes	881	800 a						
Dortie	708	558 a	Soften	ion I	355						
Depart-Ch. convert.	1		Sept	706	. 657						
Editions Belliand	162	168 0	TP1	168	150						
Black S. Descault	470	447 0	Union Figure, de Fr.	570	530 n						
Stoke knestes	20	23 0		*** 1	777						
Septend	847	602	Valuas de France	320 (324-60						
Filtracki	390	380									
Gaintoli	696	655	1								
Gay Degreene	360										
ICC	220	208.80									
DIA	- 170	166 a			- 3						
LEF.	160	149 a I	LA BOURSE	CID N	Burrer I						
M2	167	149	THE PRODUCE	ant w	MARIET						
Inc. Metal Service	163	151		, ,							
La Commundo Bactro.	367	362 a	A/ 52	TAP	F7						
e get han de mais	306	270	TATE	100							
loca lenestiment	285	265	3U = 3	LEM	DAIDE I						
I generale	.EN1 50	203:			ALLENE						
Menoton	359	324 o		2.7							
				1.60							

Second marché (sélection)

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 27-10-87 à 17 heures

	PRIX					OPTIONS DE VENTE				
VALEURS	amercics.	Déc,	Man	1	Sept.	Déc.	Mars	Jen	Sept.	
	gant cace	dermor	decaler	demier	cornier	decoler	dezzier	dernier	dernier	
Lefarge Cop	1700	8	41		1	520			_	
Paribes	448	4	25	40	: 4 1	69	- 76	_	-	
Peugeot	1550	24	79	85		420	428	-	_	
Thomson-CSF	1290	14		-73	· + ·	400		: <u>-</u> .	_	
Elf-Aquitaine .	· 320·	7,5	29]		58	- -	_	<u>.</u>	
Mdi	1100	32	130		$\frac{1}{2}$	260	200	-:	-	

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 28 oct. 1987 Nombre de contrats : 83 000

COURS	a jan Maria			
COURS	D&c. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier Précédent	96,15 97,30	95,78 96,78	95,80 96,30	-

INDICES

CHANGES Dollar : 5,89 F 4 Dans des marchés très nerveux

Dans des marchés très nerveux, les banques centrales sont intervenues mercredi pour éviter un nouveau dérapage du dollar. Mais à peine out-elles eu le dos tourné que le dollar est retombé pour coter 5,89 F (après 5,91 F) contre 5,9465 F mardi, et 1,7580 DM (après 1,7650 DM) contre 1,764 DM. D'après des informations venues de Tokyo, les Japonais seraient d'avis de laisser le yeu s'apprécies.

FRANCFORT Ziet. 28 oct. Dollar (ca DM) . 1,7580 1,7764 TOKYO 27 oct. 22 oct. Dollar (en yens) .. 142 140,14 MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (28 oct.). . 711/16-713/16%

New-York (27 oct)..... 67/8-7%

PARIS (INSEE, best 100 : 31 dec. 1986) 26 ect. 27 oct. Valours françaises 76,9 77,8 Valours forangères 181,3 103,6 C° des agents de change (See 100: 31 dec 1981) Indice général ... 318,9 317,4 NEW-YORK (Indice Dow Jones) 26 oct. Industrielles 1793,93 LONDRES (indice «Financial Times 26 oct. 27 out. 1 307,1 Mines d'or 350.5 Fonds d'Etat 89,68 TOKYO 27 oct. 28 act.: Nikker Dow loses 22834.96 Indice général ... 1854,27 22577.53.

BOURSES

LEM	ARC	HÉ IN	TERBANCA	VIRE DES I	DEVISES
		DE TORE	UN MOIS	DEUX MOIS	SDC MOIS
	+ bas	+ beut	Rep. + ou dép	Rep. + ou dép	Rep. + au dép.
SE-U Sem Yen(100)	5,2800 4,4667 4,2827	5,8900 4,4786 4,2071	+ 20 + 35 - 22 + 6 + 117 + 140	+ 55 + 85 - 36 + 3 + 244 + 282	+ 226 + 316 - 86 + 18 + 799 + 987
DM Florin F.B. (100) F.S L (1 000)	3,3496 2,9768 16,8523 4,9677 4,6266 18,8332	3,3527 2,9785 16,8666 4,0719 4,6318 10,8407	+ 105 + 125 + 68 + 74 + 109 + 183 + 146 + 171 - 165 - 109 - 149 - 90	+ 225 + 254 + 129 + 152 + 268 + 419 + 318 + 348 - 309 - 232	+ 799 + 987 + 638 + 712 + 427 + 489 + 1107 + 1554 + 849 + 978 - 827 - 689

	. 17	JUA	DE9	EUKON	IONN	AJE:		
\$E-U DM Plorin R.R. (100) E.S L(1000) E. franç	9 5/8 9 1/4 7 1/2	7 1/8 4 1/3 5 1/4 6 1/2 6 7/8 10 1/8 9 1/2	7 3/16 3 7/8 5 1/8 6 5/8 3 5/16 10 3/4 9 3/16	7 5/16 7 4 3 5 1/4 5 7 3 7/16 3 11 3/8 11 9 5/16 9 8 3/16 8	1/4 7 7/8 4 1/4 5 3/4 7 1/4 3 1/4 11 3/16 9	3/8 3/8 1/8 3/8 3/4	7 3/4 411/16 5 5/8 7 4 3/16 11 7/8 9 1/8	7 7/8 : 413/16 ² 5 3/4 7 3/8 4 5/16 ² 12 1/4 9 1/4 9 3/16
_ Ces 0	والتفاظ ويسو	Qués ser l	anarchs:	interhe			, 	

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements:

45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

BOURSE DU 28	OCTOBRE			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Cours relevés à 14 h 58
Compession VALEURS Coars Premier Demier % coars +-	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	glement mens	suel		remier Dernier % cours + -
LB13 4,5 % 1973 1877 1896 1880 + 0.16 Company VALE 1130 B.N.P.T.P 1121 1109 1100 - 1.96 strion VALE 1107 C.C.F.T.P 1709 1070 1075 + 0.56	URS Cours Premier Demier % Compensions of the Compensions of the Cours of the Compensions of the Cours of	VALEURIS Cours Premier Cours Dentier cours	% Compet- + Compet- sation VALEURS Cours Premier cours	+ - 1860 Deutsche Bank . 1768 16	57 57 - 10 80 521 1622 - 8 26
1116 Cried. Lyon, T.P. 1118 1100 1100 - 161 920 Criedt No. 1846 Reneult T.P 1700 1650 1650 - 2 93 160 Croumst 1860 Rhome-Poul T.P. 1810 1809 1809 - 0.05 2650 Demant S	k 137 133 130 - 5 11 680 44 2450 2300 2250 - 8 18 575	Localizance x	- 3 85 520 S.A.T. ± 484 470 475 - 5 71 1270 Seepoust (Na) 1100 990 990 -	- 5 83 145 Onetonnen Ctd . 125 50 1 - 1 85 525 Ou Pont-Nem 500	875 875 - 7 21 123 123 - 1 99 140 438 - 6 81
1135 Thomson T.P 1165 1128 1128 - 3 17 305 Denty Dr 380 Accor 380 10 336 336 - 6 65 1800 De Dietric 490 Agence Haves 480 420 419 - 8 91 255 Deley S	7) 289 285 250 - 13 49 445 ch 1820 1940 C. (48 256 255 - 0.39 1320	Locades 835 836 830 Luchaire 330 348 830 LV.M.H 1630 1304 1304 Lyuna Esox # 1100 1095 1020	- 9 08 96 S.C.O.A 82 80 - 20 880 S.C.R.E.G 670 - 7 27 830 Sept 710 680 667	255 Bectrolist 243 2	65 64 90 - 7 48 228 228 - 6 17 154 154 - 8 33 134 234 - 8 24
- 605 Air Liquide 536 503 503 616 470 D.M.C	433 400 370 - 14 55 78 807 350 315 315 - 10 675 mos ± 1700 1520 1501 - 11 71 330	Maiss, Phánix	- 7 16 400 Sefrag # 406 398 382 - 10 71 1110 S.F.I.M 1160 1185 1188 - 0 02 51 S.G.E 45 95 44 42	- 5 91 450 Ford Mosors 429	80 78 370 9640 97 031
295 Alathom ± 270 20 250 259 -4 15 1100 Earn (36 1800 Arjon. Priore (419 1255 1255 -1158 1140 Exco ± 13 m	a.) 984 980 850 - 13 62 2500 1016 943 910 - 10 34 265 2650 2650 2650 2650 2650 2650 2650	Metra 2060 Merin-Geno * 2110 2100 1810	- 9 48 845 Sec 831 825 720 - - 12 50 500 Senco-U.P.H + 520 530 503	- 3 27 360 Géo. Belgique 440 Gen. Motors 341 3	240 240 - 8 22 327 325 50 - 4 55 78 76 - 11 63
S20 Autons Destault 885 830 830 - 4 05 280 - term	100	Min. Saksig. Mai 1086 930 930 M.M. Penamoya 43 43 40	- 8 11 1100 Skis Rossignot 1070 1010 899 - 14 38 650 Skimirco 535 645 645 - 6 93 390 Societi Giodrate 380 370 370	15 98 45 GdMetropolitae 41 50 + 1 57 91 Harmony 80 - 2 63 46 Hitachi 48 50	37 37 - 10 84 76 76 6 25 41 15 41 15 - 15 15
755 Ball Aventina 773 762 676 - 12.55 2200 Ession in 340 B.N.P. G.L	LOPI 1750 1700 1700 - 2.85 775 F. + . 385 355 346 - 5.21 119 e 1620 1620 1541 - 4.88 440	Nord-Est 715 Nord-Est 107 100 95 80	220 Sodero (Ne) 200 186 186 - 10 47 2300 Sodesho 2110 1980 1890 - 0 26 128 Sogenel Uty) 125 118 118	7 111 Imp. Chemical 112 50 1 10 43 720 IBM	320 820 - 5 31 103 103 - 8 44 554 642 - 8 15 280 280 - 9 53
430 86glan-Say ± 386 370 356 - 753 1360 Eurocom	hé 3050 2930 2630 - 13 77 850 1 ± 505 525 470 - 6 93 1270 1010 985 850 - 15 84 225	Occident. (Gén.) 735 689 695 Oren.F.Paris	- 5 44 2760 Scene-Alin. * 2515 2341 2250	~ 147 145 Ro-Yokado 128 10 1 10 54 82 Matsushita 82 380 Merck 526 8	129 50 129 50 + 1 09 72 80 73 - 10 98 874 878 - 5 40 813 313 - 9 84
2500 Songrain S.A	195 191 50 195 395	Opfi-Paribes	- 8 25 470 Spie-Strigent - 360	245 Mobil Corp 238 14 41 230 Morgan J.P 215 2 14 03 38800 Nestié 36330	200 200 - 6 98 34500 34500 - 6 04
2100 Cap Sem. S. #. 1800 1745 1500 ~ 16 67 1100 Fromagei 1100 Canasad . 1000	ins Bel 1055 1030 1005 - 4 74 1020	Perhetron # . 930 891 900 Perhoet 946 915 900 Pernot-Ricard 718 888 621	- 3 23 615 Tatcs Lizzenso . 530 565 565 565 - 4 76 3380 T8L Bect 2855 2789 2518 - 6 55 1040 Thomson-C.S.F. 799 748 710 -	- 8 30 220 Offsi 193 1 11 13 1790 Petrošna 1680 15	154 50 155 - 127 187 50 187 50 - 285 558 1558 - 7 26 170 471 - 8 01
143 Casino	Guest - 437 428 384 - 10 90 17 1558 1250 1250 - 19 61 1780	Pagest S.A 1158 1112 1082 Pocisin	- 9 08 1290 T.R.T. ± 1138 1100 1058 - 20 380 U.F.R 374 388 330 -	- 6 79 113 Philips 112 1 - 7 11 95 Placer Dome 81 11 76 280 Quilmès 381 2	100 50 100 50 - 10 27 75 60 75 60 - 6 79 281 286 - 25 20
560 Cerus	GBS # 412 412 387 - 8.07 3190 # 2260 2270 2130 - 5.75 1200 529 518 470 - 11.15 640	Presses Cité 2910 2848 2840 Présses Sité 1150 1100 1100 Présses Sité 625 625 625 625 Printsmost 505 440 450	- 4 35 520 ULF. 6 521 530 516 825 ULS 810 800 798	- 0 96 840 Royal Dutch 532 6 - 1 48 Rio Tinto Zinc 31 20	595 596 + 0 85 505 808 - 3 80 28 90 28 90 - 7 37 76 72 - 7 59
1000 C.G.J.P. 785 768 786 8 37 1170 Recisione 830 Charges S.A. 735 720 720 - 2 04 183 inétal 58 Charg-Chial. 52 80 48 49 - 9 09 360 kmn. Phil 58 Charg-Chial. 52 87 810 780 - 12 74 1080 ingéaise.	116 116 1221 1800 1480 - 1221 1800 1480 78	Promodies	- 5 95 595 Undrail	- 1 98 220 Schlumberger . 1 95 50 1 - 6 87 109 Shell transp 105 1 1890 Siemene A.G 1705 15	180 180 - 7.83 105 105
478 Club Médient. 423 4500 inst. Médient. 185 Codetely 150 50 150 155 + 2 99 520 intertrally 1300 Codeseg 300 308 50 298 - 9 87 1000 intertracks	est . 3890 5798 3650 - 617 386 471 470 485 - 127 1230 ique 852 945 749 - 12.09	Radinuta (La) ÷ . 2885 2820 2705 Robus finaccière 32B 280 260 Roussel-Uclef	- 20 800 EF-Gebon 735 700 720 117 Amax Inc 80 80 78 90 -	- 2 04 184 T.D.K 169 1	156 30 156 30 - 10 58 183 50 153 50 - 8 17 25 70 25 50 - 8 60
1580 Coles	n 1123 1070 1060 - 5 61 205 oppés 1235 1187 1110 - 10 11 1500	R. Impérials (Ly) 4300 4000 4000 5ade	- 5 172 Amer. Telegis 159	235 Unit. Techn 204 1 - 6 81 7 16 Veni Renin 640 6	190 190 - 5 96 340 520 - 3 13 262 50 282 50 - 7 53
115 CCF	2350 2156 1985 - 15 53 1100	Scionor 1400 1100 1100 Selonor 1370 1300 1300 Selvepar 1440 1340 1340	- 8 11 1020 Bayer 931 877 877 - 8 11 1020 Bayer 970 817 917	- 5 46 360 Xerox Corp 315 3	260 50 260 80 - 5 27 200 300 - 4 75 1 45 1 45
	ptant (silection)		SICAV (sélection)	Trans Name	27/10
du nom. coupen PALEURIS prés.	Demier VALEURS Cours Demier cours OD Lours (SNI	VALEURS Coars pric. Demier cours See Fig. dej-CP 1820	VALEURS Entire Inc. Rechet VALEURS A.A.A	Entireion Rechet Prais Incl. net VALEURS	Frais incl. net
Combast 120	Lucia	Stemi	Action	1348 17 1348 17 Obligations Convert. 303 95 289 46 Obliga 108449 27 108449 27 Openavelor	415 46 396 62 1094 85 1074 11 582 81 527 74
88 20 2 919 CL Manhim	28 Mageant S.A. 120 105 o 682 Maricineo Pert. 270 256 o Men Dilphysi 400	Uther S.M.D. 810 886 U.A.P. 300 282 U.T.A. 972 913	Actions effectives 512 05 489 54 Fluctidor 587 74 568 50 Frectivation AGF, Actions (ar-GP) 1003 90 1008 68 Actions of the control of	201 31 225 67 Parkey Croissance	762 63 727 95 537 17 516 27
13:30 % 61/26 106 70 10 961 Custodi (Lg) 432 40 44 18 18:20 % 82/90 111 96 12 927 Cagli 336 3	90 Next, older, del	Visus Clinquist 3400 3400 Visus 1340 Vinjels 1480 1415 a Visus 148 138 a	A.G.F. 5000 E25 20 512 38 Fo.cciveter	92803 20 82396 71 Paibes France 662 24 863 83 Paulous Opportunité	96 65 95 97 96 44 95 57
14,80 % lik. 83 111 50 10 Ge indestrible 3065 299 13,40 % ele. 83 111 65 11 454 Goog. Lyon-Alem 820 4	70 Oréal E. T.C	Woman S.A \$21 \$21 \$21 \$21 \$21 \$22 \$22 \$22 \$23	A.G.F. OBLIG. 1081 36 1098 07 Fotarchig	979 48 978 50 Postes Revenu	91 23 BO 33 1081 04 1089 95
10,28 % mass 86 86 08 6 478 Crids Gife, brd 800 90 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 0	24 0 0 0 Paris France	A.E.G	Abyli 208 91 201 36 Gest, France Europe ALT.O. 183 46 176 83 Gestion Owner Anuri-Gen 4760 18 4834 76 Gestion State	181 41 154 08 Figure (counties	600 82 638 21 928 33 926 33
OAT 8.90 % 1987 100.90 8 878 Debisy 8.A 1076 98 OAT 8.90 % 1986 85 25 7 303 Debisy 8.A 1380 1380	18 Prof. Nec. Dk	Alcan Alum	Armico-Valor 845 41 616 14 € cantoo Sceninsoo Arminoh 488 39 464 76 Gantoo Lin-Jupon Arbisagea court turme 5628 81 8517 76 € Gantoo Associatora Argonautes 388 03 344 82 Gantoo Nobisino	1382 54 1319 85 Pleasment J	56742 25 55742 25 53342 43 63342 43
CNB Squas jan. 82 102 05 2 866 Esc: Stat. Violey 1170 12: CNB Parkes 102 46 2 866 Esc: Violey 2337 202	20 Piper-Haldeleck 740 708 20 g P.L.M 136 119-40 g 20 g Percher 800 478	Arbed	Assons Première 28574 67 23874 67 Gest. Herdement Assons 1185 43 1185 43 6 Gest. Bil. Prisso Assons 1360 1369 81 9 Hexamenn Assonst	463 89 433 26 Plecement Sécurité 640 72 611 67 Plenimer	860 02 839 04 10583 33 10562 21
PTT 11,20% 85 101 10 9 334 EH-Ansangez 576 CFF 10,30% 96 765 7.	01 Promodile 1100 1200 1200 1388 1200 1388 1200 1380 1300 1	Banque Morgan	Ann Europe	1369 86 1369 89 Province Investors 2062 36 1967 82 Ouertz	486 80 484 73 102 75 100 22
Call 93.0% 66 87 80 4 837 Esamples Pails 500 4837 (pargne 8) 2860 276 CR1 10,90% 66 85 98 70 8 144 Europ. Accountd 48 90	12. g Nation-Poul. (n. Inu.)	Canadian-Pacific 109 90 85 o CR 21 70 19 60 Consmerchank 790 760 Dest. and Kraft 267 253 80	Bed Accosions	1285 34 1286 34 Resume Trimestriels 1428 54 1277 87 Renatu Vert	5434 06 6380 28 1094 15 1083 06 1079 22 1000 38c
Finalist 196 1	96 Rossio (Ph.) 980 782 o Rossiko 245 102 o	De Beers (part.) 90	Consertime	964 01 624 35 8-Honori Assoc	NL . 715 47 883 03 508 68 486 58
VALEURS Cours prée. Derzier Fonciès (Ce)	\$5 Secr	Gless	Cortans	412.60 393 90 St-Honoré Rest 572 78 546 81 St-Honoré Rest 14384 46 14385 77 6 St-Honoré Resdames	11461 70 11416 04 Rt . 11315 79 11258 46
Actions Foogardia	52 a Saga	Hocoywell Inc	Croissance Insechilies 579 34 853 07 Invest. Chilipselles 579 34 853 07 Invest. Chilipselles 2578 02 2802 83 Japacit Croissance Arestige 324 208 31 Jaure diparges 1000 100 1000 1000 1000 1000 1000	181 67 156 95 + St-Patroit Harman. 231 13 227 71 Siourisk	12108 18 12012 08 11068 49 11047 44 +
AGF, St Catt.) 756 700 GAN 985 31 445 445 445 445 445 445 445 445 445 44	146 148 148 149	Latonia	Drocot-Sécreti 869 25 825 30 Laffros-ortegore Drocot-Sécreti 241 99 231 02 Laffros-Expension Drocot-Sélection 132 11 126 12 Laffros-France	86835 33 89835 33 Sicuri Tius: S	466 95 453 36
Asterg	10 SCAC	Norancial	Equal Presidentians 1771 04 1163 73 e Leffice-Immobiliere 1600 512 300 50 Leffice-Immobiliere 1830 27 11830 27 Leffice-Obig Leffice-Obig 1830 27 1830 27 Leffice-Obig 1830 27 Leffice-Piace-Immobiliere 1830 27 1830 27 Leffice-Piace-Immobiliere 1830 27 1830 27 Leffice-Piace-Immobiliere 1830 27 1830 27 Leffice-Immobiliere 1830 27 Leffice-Immobiliere 1830 27 1830 27 Leffice-Immobiliere	228 28 215 07 Scan-Associations 312 34 298 18 S.F.L fr. et átr 145 10 138 52 Scan-Scool	1416 09 1413 97 566 07 548 58 308 70 300 44
Bégin-Sny (C.L.) 282 223 c H.E.F. 117 80 11 B.G.L 430 430 430 430 430 430 430 430 430 430	10 Sid	Proces Gamble	E3-Valent 7863 71 7862 18 Laffizz-Pincena Energia 247 93 236 69 Laffizz-Pince Laffizz-Pince 2912 99 2810 17 e Laffizz-Tolojo Laffizz-	208 06 188 69 Sixeirana	485 18 472 19 385 82 375 48
B.N.P. Interconside	Siph (Plant. Hévéan) 339 237 236 237 238 237 238 237 238 237 238 237 238 237 238 237 238	Rodernot	Epurgue Associations . 24330 89 24294 45 Lion court turns	115757 85 115757 85 Shrinter	365 36 384 77 1146 77 1115 31 4 337 57 325 37
B.T.P 136 139 Invest. (Std Cast.) 2002 301	13 50 c Sofio	Steel Cy of Cao	Epergen-Industr. 689 42 688 16 Livest portoliquida	574 45 557 72 Soperamire 171 74 163 95 Soperac Soperamire Soperamire Soperamire Soperamire Soperamire	63441 62 61593 22 50389 30 48921 66 77946 15 77097 23
Supposes Sent	12 Solvaçi	Visile Montagati 900 Wagoso-Las 650 Wago Rand 23 50	Energen-Chies	5541 69 5841 69 b Sogintar	1986 04 1113 16 445 19 425 1000 41 861 93
	Marché libre de l'or	Hors-cote Velexes de France	Epargue-Valeat 382 86 372 62 Monetaffich	289760 98 269760 98 Syratige Rendem	1049 67 1016 63 1019 15 969 47 6 5532 14 5281 28
WARCHÉ OFFICIEL COURS COURS DES BILLETS Des BILLETS 28/10 Activit Vente	MONINALES COURS COURS ET DEVISES préc. 28/10	Cochery	Euro-Croissence	6127 88 6125 83 U.A.P. Investor	353 19 340 42 112 57 112 57 412 67 283 96
. tens-Units (\$ 1)	Or fin (Idio en barra) 90600 90500 Or fin (an lingot) 91460 91350 Piten française (20 tr) 566 569 Piten française (10 tr) 360	Coparex	Erositrus Orient Sicary 507 86 482 87 Nation-Immorbilier 1309 87 12950 65 Nation-Immorbilier Natio	1119 35 1039 39 Uni-Garanda 627 39 513 22 Ungestion	1273 04 1248 05 807 08 770 48
ays Bas (100 ft.)	Pilice suisse (20 fr) 595 588 Pilice latine (20 fr) 533 529 Souvertim 676 676	Rongovers	Forcival	84700 54 84700 54 Usineros	2048 04 1980 70 181 79 181 79 504 53 874 79
### 100 drachmest 4 348 4 340 3 900 4 800 4 850 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	Pièce de 20 dollars	Remarks 150 50 150 20	France-Investion.	4785 46 4588 45 Valorier	463 45 452 15 59983 96 59390 06
stakine (100 sch)	Péce de 10 flories 565 562 Or Londres 473 45 Or Zurich 473 50 478 Or Hongtong 473 25 475 55	Unico Brassaries 118	Francic Please	1014 07 999 08 + Value	80658 59 80618 28
93 (100 years)					

Le Monde

ÉTRANGER

- 3 Un appel à l'« intelligentsia créatrica » en URSS. 4 Remaniement gouvern mental à Tunis.
- 8 Sri-Lanka : après bataille de Jaffna. 9 La « plate-forme » sur la sécurité adoptée par l'UEO.

POLITIQUE

- 10 La réforme constitutionnelle vingt-cinq ans après
- 11 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.
- 14 Communication : après l'inculpation de M. Michel

SOCIÉTÉ

- 12 Le dossier d'instruction sur l'assassinat du juge Michel est transmis à la cour d'Aix-en-Provence. 13 Les propositions du synode des évêques.
- 25 Campus : la marché journaux étudiants.

24 Le combat contre l'illet

ARTS ET SPECTACLES

- 15 Un entretien evec Michael Cimino, réalisateur du film le Sicilien 16 Le cabaret musical et
- équestre Zingaro à Paris. 17 L'édition francais d'architecture de Lequeu Leo Castelli. américain...

ÉCONOMIE

- 29 Le doiler décroche. - Les négociations pour l'assurance-chômage. 30-31 Le débat sur les privatisations à l'Assemblée nationale.
- 32 Un nouveau commi au Plan. 33 Le statut de Renault conseil des ministres.

SERVICES

Abonnements 2 Météorologie 22 Mots croisés22 Annonces classées ... 26-27 Spectacles ... 18 et 20-21

MINITEL

- Cinéma : les nouveau films, CINE Bourse : un ceil sur la cote l'autre sur son por
- tafauilla. BOURSE Jaux, énigme : charchez l'infâme. POLAR

uelité. Sports. Intern Jane Cinéma Rourse 3615 Tapez LEMONDE

Aux Nations unies

Le Japon s'abstiendra lors du vote sur l'« indépendance » de la Nouvelle-Calédonie

TOKYO

de notre correspondant

Le gouvernement japonais a décidé de s'abstenir lors du vote, le mercredi 28 octobre aux Nations unies, de la résolution proindépendantiste sur la Nouvelle-Calédonie. Le Japon avait été le seul parmi les sept grands pays industrialisés à avoir voté, en décembre 1986, en faveur d'une autre résolution demandant la réinscription du territoire sur la liste des pays à décoloni-

Le Japon a apparemment préféré. cette fois, ne pas envenimer ses relations avec Paris à un moment où il est dejà l'objet de critiques de la part de ses principaux partenaires, à commencer par les Etats-Unis. Son abstention risque, en revanche, de provoquer le mécontentement de certains pays d'Asie et du Pacifique.

Lors de la visite à Tokyo, début août, de M. Gaston Flosse, secré-

taire d'Etat chargé du Pacifique sud (le Monde du 8 août), M. Kuranari, ministre des affaires étrangères, avait émis des doutes sur l'apportunité d'un référendum, considérant cette procédure peu adaptée aux réalités locales. Au len demain de cette consultation, le 15 septembre, le ministère des affaires étrangères était resté très laconique dans des commentaires La presse, et notamment l' Asahi, avait critique la politique de Paris.

On explique, au ministère des affaires étrangères, le changement d'attitude du Japon en soulignant deux points. D'abord, Tokyo a voulu tenir compte des résultats du référendum de septembre ; ensuite, la résolution présentée mercredi aux Nations unies comportait une expression (« l'exigence d'une indépendance libre et totale •) jugée trop radicale du point de vue japo-

Les réactions après l'inculpation de M. Michel Droit

L'annonce de l'inculpation de M. Michel Droit a été accueillie, le mardi 27 octobre, avec prudence par les milieux politiques. On a relevé,

parmi les premières réactions : • Jacques Toubon (RPR) : · Incroyable ·. - · Que la justice fasse son travail, a déclaré le secrétaire général du RPR. Mais quand j'ai lu la dépêche annonçant cette inculpation, cela m'a paru incroya-

Un otage sud-coréen libéré au Liban

L'un des otages étrangers au Liban, un diplomate sud-coréen, M. Chae Sueng Do, a été libéré lundi 26 octobre dans la soirée après vingt mois de captivité, a-t-on appris mercredi de sources bien informées à

Deuxième secrétaire à l'ambas sade de Corée du Sud au Liban, M. Chae SuengDo avait été enlevé le 31 janvier 1986 à Beyrouth-Ouest (secteur de la capitale libanaise à majorité musulmane) alors qu'il venait de quitter la chancellerie, située dans le quartier de Ramiet

· Une soirée au profit des enfants libanais. - L'association humanitaire Help Lebanon organise, le jeudi 29 octobre à 20 h 30, une soirée au profit des enfants libanais souffrant physiquement ou psychiquement des répercussions de la guerre. Le pianiste Walid Akl donnera un récital exceptionnel d'œuvres de Chooin, de Haydn, de Prokofiey, de Beethoven et de Liszt au Manège royal, place Royale, à Saint-Germainen-Laye. Cette soirée sera placée sous la présidence d'honneur de M. Chaban-Delmas. Billetterie aur Disce le soir du concert.

CHALES ETOLES Carrés

matières nobles,

CACHEMIRE SOIE

LAINE thèmes écossais, unis,

imprimés

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

BCDEFG

• Jean-Jack Queyranne (PS) • Respectez l'indépendance de la justice •. – • Il faut laisser le juge d'instruction faire son travail. a déclaré le porte-parole du PS. Nous respectons la séparation des pou-voirs, contrairement à Charles Pasqua, qui s'est empressé d'intervenit dans la procédure judiciaire pour apporter son soutien à Michel Droit. M. Albin Chalandon, gardien de l'indépendance de la justice devrait s'en offusquer. »

• Jack Lang (PS): «Pauvre Léotard!». — M. Jack Lang, ancien ministre socialiste de la culture, s'est étonné lui aussi du » soutien » apporté par M. Pasqua à M. Droit. Pauvre CNCL! Pauvre Léotard! Pauvre Droit! La CNCL ne s'est pas conduite comme un organisme d'intérêt public. Elle s'est mise au servicie d'intérêts privés et politi-

• Jacques Blane (UDF) : Péché de jeunesse ». – « La CNCL est jeune, a déclaré le député UDF de Lozère. Il y a toujours des périodes de pubersé un peu difficiles. L'accouchement se fait parfois dans la douleur. »

• Bruso Mégret (FN): - Respect des lois ». - • Nous sommes très soucieux du respect des lois et d'une certaine éthique dans la vie publique, a déclaré M. Bruno Mégret, député du Front national d'Isère. C'est à la justice de pour-suivre son action. Si les présomp-tions pesant sur Michel Droit sont confirmées, la CNCL sera éclaboussée . ce qui scrait e regrettable car la CNCL a un rôle à jouer ».

Avant son départ en exil M^{me} Oufkir souhaite rencoutrer le roi

Aucun commentaire officiel n'avait été fait dans la matinée du mercredi 28 octobre à Rabat après l'annonce par les antorités d'Ottawa da prochain départ de la famille Oufkir au Canada. (Nos dernières éditions datées du 28 octobre.) Tout en ayant donné leur accord de principe pour cette libération, les auto-rités marocaines préféraient qu'elle se fasse discrètement et personne, parmi les négociateurs, ne désirait

qu'elle soit annoncée au préalable. Les dernières difficultés qui avaient trait aux moyens financiers dont disposerait la famille Oufkir an Canada semblent levées. Avant sa mort dramatique en 1972, le général Oufkir avait de la fortune au Maroc. En attendant la réalisation de certains de ces biens, le Trésor maro-cain serait prêt à consentir une AVAIDCE.

Un élément nouveau a cependant retardé le départ des Oufkir, un moment prévu pour samedi dernier : M= Oufkir souhaite rencontrer le roi Hassan II. On ignore quel sort le souverain entend réserver à la demande d'audience de la veuve de l'homme qui organisa la tentative d'attentat contre lui il y a quinze

Au conseil des ministres

Il faut « restaurer le dialogue social » en Polynésie

Au conseil des ministres du mercredi 28 octobre, M. François Mitterrand a évoqué les récents événe-ments de Papeete, après ia communication de M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM sur ce sujet. Schon le porte-parole de l'Ely-sée, M. Mitterrand a souligné « combien, dans ce domaine comm dans les autres, tout doit être fait pour restaurer le dialogue social et veiller au respect de la dignité des

M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, rendant compte du coscil des ministres, a indiqué que le gouvernement avait adopté, sur proposition de MM. Edouard Balla-dur et Alain Madelin, respectivement ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et ministre de l'industrie, des PTT et du tourisme, le projet de loi relatif à la transformation de la régis nationale des usines Renault en société anonyme. Le communiqué du conseil précise : « Ainsi les activités de Renault s'exerceront à l'avenir dans un cadre juridique identique à celui des autres entreprises du secteur concurrentiel. Le projet pré-voit également qu'après rachat par l'Etat des titres émis en application de la loi du 2 janvier 1970, le capital de la société anonyme sera ouvert aux salariés avant la fin de 1989 page 33 l'article de Claire Blandin.) dans la limite de 10 %. (Lire

M. Ambroise Guelloc, secrétaire d'Etat à la mer, a présenté au complétant la loi du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures. Ce projet a pour

• Front national : manifesta tion annuiée. - Les dirigeants de la fédération du Val-de-Marne du Front national (FN), ont décidé finalement, le mercredi 28 octobre, de renonce à une manifestation prévue vendredi à Ormesson pour protester contre l'attitude du maire de cette commune, M. Olivier d'Ormesson, qui a clémissionné lundi du FN.

Mort du peintre Jean Hélion

Jean Hélion, l'un des plus grands peintres français, est mort dans la anit du 27 au 28 octobre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Né le 21 avril 1904 à Couterne. dans l'Orne, il avait été l'un des pionniers de l'abstraction dans les années 30, pour revenir à la figura-tion pendant la décennie suivante. Ami de Giacometti, d'Arp et de Mondrian, Grand Prix national de la peinture en 1983, il avait été notamment exposé au Grand Palais en 1970 et au Musée d'art moderne en

• Les Etats-Unis demandent au Japon des mesures contre l'Iran. - Les Etats-Unis ont officiellement demandé mercredi 28 octobre au Japon de se joindre « autant que possible » aux sanctions américaines contre l'Iran, a déclaré le ministère des affaires étrangères.

• ECHECS : Kasparov fait reporter la septième partie. — Le champion du monde a pris son premier temps de repos et fait reporter la septième partie du championnai du monde d'échecs, qui devait sa dérouler mercredi, au vendredi 30 octobre. Le score actuel est de 3,5 à

objet de mettre la législation fran-çaise en conformité avec les engagements internationaux de la France l la suite de l'entrée en vigueur de l'annexe II de la convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires dite convention MARPOL. Le rejet de toutes les être désormais puni alors que, jusqu'à présent, seul le rejet d'hydrocarbures était réprimé.

Mesures individuelles

M= Jacqueline Bauchet, cons ler d'Etat, est nommée membre de la cour de discipline budgétaire et

M. Bertrand Fragonard, conseil ler maître à la cour des comptes, est nommé commissaire au Plan. (Lire page 32.)

M. Claude Abraham, ingénieur général des ponts et chaussées est nommé président du conseil d'administration de la Compagnie générale maritime et financière

Le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil muni-cipal des communes de Champigny (Yonne) et de Sainte-Gemme

-Sur le vif-

Valeurs en hausse

C'est fou ce oul nous décringole dessus, là, en ce moment. La Bretagne sinistrée, le krach boursier, l'espionne de Mationon, Michel Droit inculpé, et de quoi ? De forfaiture, excusez du peul Mais le pire, c'est pas ca. C'est te brouille entre Charles et Diana. Non, ça s'arrange pas. Ils ne se parient pius. Ils sont restés trente-neuf jours sans se vos et, quand on les oblige à se rencontrer, ils se tirent une gueule pas

Vous, je sala pas, mais moi, de lire in presse britannique, c'est pas compliqué, je flippe, je panique. Remarquez, ca nous pendait au nez. c'était pas une histoire d'amour, eux deux, figurez-voue, c'était un mariage

Hier, je croise un copain du service étranger dans le couloir et je lui mets une de ces jap-

- Enfin. c'est insensé, t'as fait correspondant à Londres pendant des années; tu'le savais, toi. Pourquoi tu nous en a jamais soufflé mot ?

- Tu crois vraiment que ça ses nos lecteurs, ca genre

- Ahi je t'en prief il y en a une pleine paga dans le Sunday

Times. A la BBC, ils y revisionent tous les matins, alors, commence pas à prendre des airs l Pense aux enfants. To te renda compte un peu de l'effet que ca peut faire sur ces pauvres petits William et l'autre, là...

- Harry. - Déjà qu'on les a changés

da nurse ! - Arrête de te mettre dans

des états parails. Ca va s'arranger, t'en fais pes i - Comment ? On peut savoir? T'as vu catte décrinoolade dans les derniers sondages ? Elle est en chute libre, le monarchie, à cause de leurs conneries, à Charles et à lady Di. Enfin, bon Dieu! Qu'est-ce qu'alle attend, la Queen, pour les

京都 はのはなるなるのでは、東京の大きのできる。

12 1. 12127 A. 15

tien de l'otanie

Market Barrier

The second of the second

of the con-

terrenten; i Fi Manager and Company

The San Star 2

them inc 11

Andrew 12 6

28

The Control of

Second Free

Anthony Carty

A second

Later Care.

ir la recessar Section ... A.

remettre au pas ? - Et toi? T'as vu un peu ce qui se passe entre ton Jacquot et ton Mimi ? ils se boudent, ils se fuient, ils peuvent plus se piffer. ils ne se voient que contraints et forcés le mercredi matin au conseil des ministres. Et s'il n'y evait pas quarante-trois témoins, ils s'enverraient les cendriers à la figure. Alors, fous-leur la paix à Buckingham. C'est rien à côté de

CLAUDE SARRAUTE.

Des Corot retrouvés, et la trace du Monet.

La Tokyo Connection

-Uni n voleurs d'œuvres d'art aboutirait à Tokyo. Des négociations sont-elles en cours pour récu-pérer le Monet volé su Musée Marmottan?

TOKYO

de notre correspondant

La police iaponaise a annoucé La police japonaise a asmonce, mercredi 28 octobre, avoir retrouvé trois des cinq tableaux de Jean-Baptiste Corot volés il y a trois ans au musée de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or). Il s'agit de la Tombée du jour, du Verger et de Modame Baud. Après expertise, ces tableaux devraient être restitués au musée da la coure auxonels ils apportiement. Louvre auxquels ils appartiennent (ils avaient été prêtés à celui de Semur-en-Auxois).

La présence de ces toiles au Japon tend à confirmer l'hypothèse de l'existence d'un réseau international l'existence d'un réseau international de volcurs d'œuvres d'art dont les ramifications aboutissent à Tokyo. Il serait notamment possible que le très célèbre tableau de Claude Monet, Impression, soleil levant, auquel le mouvement impressionniste doit son nom, ainsi que huit autres toiles (quatre autres Monet, deux Resoir, un Berthe Morisot et une œuvre de Naruse) dérobés au cours d'un hold-up à main armée en octobre 1985 au Musée Marmottan à Paris soient entre les mains de membres de ce réseau.

C'est grace aux aveux d'un truand japonais, Shinichi Fujikuma, arrêté le 18 septembre à Nagoya, que la police a pu remettre la main sur les trois toiles volées (les deux autres se trouveraient également au Japon). Elles avaient été revendues à des collectionneurs de Tolon, qui les collectionneurs de Tokyo qui les aurait achetées de bonne foi sans commître leur origine. Pujikuma a été arrêté pour le vol de fourrures (d'un montant de 300 millions de yeas) opéré à Tokyo en 1985. La police soupçonnait son implication dans le vol de toiles d'Utrillo qu'il

LES AMATEURS D' PEUVENT COMPTER

SUR LE SERVICE APRÈS VENTE

D'INTERNATIONAL COMPUTER

LES AUTRES RESTENT EN

aurait casayé de céder à des mar-chands de tableaux et à des galèries japonaises. C'est Fujikuma qui a été 'intermédiaire dans la vente des

Corot voiés. L'arrestation et les aveux de Fujikuma pourraient contribuer à faire avancer l'enquête sur le voi du Monet. Cello-ci est beaucoup plus embrouillée et elle a récemment été marquée par une tension entre les polices japonaise et française. Selon l'AFP citant des sources à Paris, la piste nippone e n'aurait pu aboutir-par manque de coopération de la part de la police japonaise ». M. Osamu Mizumachi, chef de la division des affaires criminelles de refuse à tout commentaire, se contentant d'assurer que « la police

japonaise coopère pleinement avec son homologue française ». L'une des raisons de l'agacement français serait l'attitude de la police nippone à l'égard du Japonais qui, en mars 1986, à pris contact avec. l'ambassade de France à Tokyo, pro-posant de servir d'intermédiaire. Il a montré alors à ses interloculaire des photos racto verso des tableaux, prises après le vol, et il leur a transmis une offre de la part de ceux qui les détennient. Selon la version officielle, cet intermédiaire aurait demandé une forte somme d'argent en échange de ses services.

Cette personne nous affirme ne Cette personne nous affirme ne jamais avoir demandé d'argent pour elle-mème. Elle n'aurait été que l'intermédiaire d'un autre intermédiaire et a déjà été interrogée à deux reprises par les policiers français : à Tokyo puis à Genève. Cet homme serait également conseiller pour une émission de télévision consacrée au voi de Marmottan, réalisée par une chaîne privée et qui devrait être diffusée incessamment... fusée incessamment...

Fujikuma pourrait être l'un des maillons du réseau qui détieut les tableaux de Marmottan II est connn de la police française : il a, en effet, été arrêté en France en 1978 pour une affaire de drogue. Au cours de

françaises, il aurait établi des contacts avec le milieu. Ayant rega-gné le Japon en 1983, il auroit utilisé sa connaissance du français (il aurait, entre autres, servi d'interprète et de garde du corps à un célè-bre acteur français lors du séjour de celui-ci à Tokyo...) et ses connections parisiennes pour servir de pont entre le milieu français et la mafia

Fujikuma est notamment lié au gang Towa Yuai Jigyo Kumiai, anciennement Toseikai, qui a dominé le monde de la pègre à Tokyo, régnant sur les quartiers de Ginza et Roppongi. Cette organisa-tion criminelle est comme pour étendre ses ramifications au milieu coréen du Japon.

Selon certaines sources, le voi de Marmottan anrait été commis par des Français qui auraient agi pour le compte de Japonais; mais il n'est compte de Japonais; mais il n'est compte de Japonais; mais il n'est compte de Japonais; mais pour le fasse état d'une piste passant par

PHILIPPE PONS.

LE TELEX FACILE IN MINHEL OU LIN MICRO ORDINATEUR

LE SERVICE MISSITEX

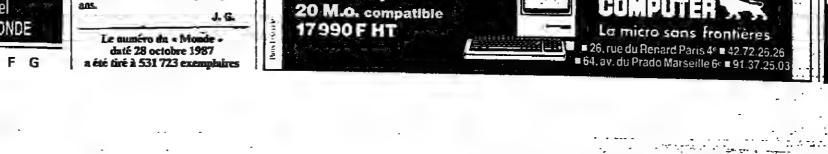
VOTRE TELEX

A votre bureau en week end En voyage - A l'étranger 24 heures sur 24



seignements et docume 27 rue Paul Lelong 75002 Paris.

UMERO VERT



Un Macintosh Plus

et un disque dur

Le Monde

Supplément au numéro 13296 — Ne peut être vendu séparément — Jeudi 29 octobre 1987

*********************** With the same

A STATE OF THE STA

Design than the

AND THE PROPERTY OF THE PARTY O

ging to the state of the state

10 July 1997

The state of the s

A CONTRACTOR

The state of the s

MUVEN! CO VIII

CONTRACTOR STATES

PRES VENT

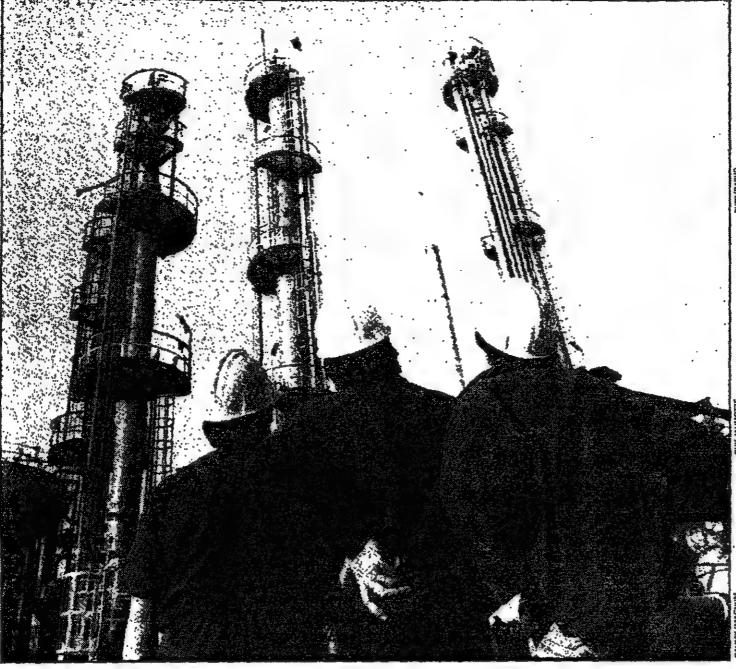
Miles & ...

-- -- .

The leading of the same

nbes. le racket de la mafia et qui s'en sont sortis IMARCO BORSA.









LE SECTEUR PUBLIC Pages II et III L'INDUSTRIE Pages IV et VI par Yves Simon et Jean-Pierre Clerc L'AGRICULTURE Pages VI et VII par Jean-Pierre Clerc LE MOUVEMENT COOPÉRATIF Page IX par Jean-Pierre Clerc LA BANQUE Pages X et XI par François Renard LE TOURISME Pages X et XI

Un long cheminement

RUIT d'un long et souvent rude cheminement, la renaissance de l'économie italienne a surpris les Italiens euxmêmes. Ravis et flattés, ils ont va leurs partenaires changer d'attitude. Finis les propos un rien condescendants et sounconneux. assimilant allegrement dynamisme et « combinazione ». Le temps de l'italomania était venu avec son cortège d'images rassurantes célébrant l'émergence de véritables « capitaines d'industrie -, un sens devenu aigu de l'efficacité et de la rentabilité. Le retour de balancier a-t-il été excessif? Après avoir révé il y a six mois d'un = nouveau miracle », le pays mesure mieux aujourd'hui les limites de sa régénération et l'ampleur des obstacles qui lui restent à surmonter.

 Sous la présidence de Sandro Pertini, les institutions, tant décriées ont retrouvé un air de respectabilité. Trois ans et demi de gouvernement Craxi ont prouvé qu'il n'était pas impensable de bénésicier d'un minimum de continuité politique et par là-même économique. L'industrie s'est assaine, les syndicats se sont assagis. Mais le divorce entre une société civile de plus en plus professionnelle et un apporeil parapublic archaique et paralysant n'a sans doute jamais été aussi choquant. » Cette analyse d'un Italien rompu aux arcanes de la politique et de l'éco-nomie résume bien le sentiment général d'une crédibilité renfor-

cée mais encore fragile. Cette nouvelle crédibilité a été forgée de longue date. - Rares ont les économistes qui ont su déceler dès le début des années 80 les éléments de la restructuration actuelle », reconnaît M. Giovanni Decindio, l'un des responsables de l'institut de conjoncture ISCO, au sursaut des entreprises et à

européen par le choc pétrolier de 1973-1974, tant sa dépendance énergétique est grande, l'Italie commence par s'adapter en optant pour la fuite en avant. Dérapage des prix et des salaires aboutissent à une cascade de « dévaluations compétitives », autrement dit de dépréciations de la lire supérieures à une inflation vite galopante.

« Société déréglementée per nature »

Incapable de freiner sa boulimie de dépenses, l'Etat s'enfonce dans l'endettement, et les grandes sociétés voient leurs bilans se détériorer rapidement. C'est l'époque où les petites et moyennes entreprises, souples et imaginatives, se frayent leur chemin dans une société dont la chance, selon l'ancien chancelier quest-allemend Helmut Schmidt. est d'être « déréglementée par nature » : les Italiens ne sont-ils pas accoutumés à vivre en dépit des pouvoirs publics?

Trois événements symbolisent aujourd'hui le nouveau départ de l'économie : la fin de la grève chez Fiat en 1980, après la « marche des 40 000 - cols blancs favorables à la reprise du travail, marque le reflux de l'influence syndicale, une vague de mises au chômage technique, la prise de conscience des dangers de la conjoncture de l'époque; un décret de 1984 écorne pour la pre-mière fois le système d'échelle mobile prévoyant l'indexation automatique des salaires sur l'inflation; l'entrée de l'Italie dans le système monétaire européen, créé en 1979, assure un cadre plus général mais très strict

les grandes centrales syndicales.

 Il s'agissait à l'époque d'un dési redoutable », se souvient un haut sonctionnaire de la Banque d'Italie. Opter pour la discipline imposée par la présence de pays « vertueux » comme la RFA, alors que l'inflation dépassait 21 % en 1980 - 17 points de plus qu'en Allemagne, - paraissait hors de portée à plus d'un politicien. Avec le recul du temps, cet «étroit corset » a joué son rôle. Le dérapage des prix franchissait le palier des 8 % jugé impossible à atteindre, dès 1984, soit bien avant que la chute des cours du pétrole et du dollar n'apporte à tous les pays industriels une arme provisoire mais bien réelle de

Dans le même temps, entre-

lutte contre l'inflation.

prises publiques et privées dégraissaient à tour de bras. Depuis 1980, les sociétés de plus de cinq cents personnes ont réduit de 25 % leurs effectifs. Elles se modernisaient grace à une véritable explosion des bénéfices. Alors que la production industrielle retrouvait tout juste son niveau de 1980, l'an dernier, les profits de l'industrie quintuplaient à prix constants. Réduction des couts de la main-d'œuvre, moindre agitation sociale, effort de productivité, se conjuguaient pour permet-tre un assainissement des bilans. L'émergence d'une nouvelle génération de gestionnaires, souvent formés dans les universités américaines, fera le reste. Les dinoszures industriels, qui semblaient paralysés à jamais, se réveillent, et de nouveaux venus entrent en lice, optant vite pour une interna-

tionalisation de leurs activités. Le chômage créé par la disparition d'un million de postes a été amorti par le développement rapide des services, un terme trop

Frappée plus que tout autre pays l'évolution de leurs relations avec vague pour être rassurant. « Nous sommes riches de l'inefficacité de l'Etat », ironise M. Reichlin, responsable de la commission économique du Parti communiste italien. C'est en effet pour pallier la pagaille de la poste que sont apparus les . ponev express ., ces escouades de deux-roues assurant le transfert rapide, mais onéreux du courrier urgent. - Une société à deux vitesses s'est ainsi créée où ceux qui en ont les moyens choisissent les cliniques privées après avoir payé leurs cotisations sociales, ou s'adressent à des services spéciaux pour éviter le labyrinshe de la bureaucratie », soupire un Italien. Le travail au noir constitue toujours une soupape supplémentaire au sous-emploi. Mais même le taux officiel de chômage, 11,9 %, reflète mal une réalité plus douce dans le Nord -9% de chômeurs - que dans le Mezzogiorno - 18,4% en movenne avec des pointes de plus de 22 % dans certaines régions et, partout, un problème majeur pour les jeunes et les femmes.

Le dilemme des taux

Ce fossé entre le Sud et le Nord, loin de s'attéquer, s'est encore creusé au fil des années, au point de transformer en mirage ce décollage du Mezzogiorno qui a mobilisé énergie, capitaux et vains discours politiques depuis des décennies. Sans s'y résigner vraiment, dirigeants et économistes sont plus prolixes sur un autre sujet de préoccupation, tristement traditionnel lui aussi, celui des déficits publics.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(Lire la suite page XII.)

Les comptes de la nation rénovés

Références obligées pour les gouvernements, instrument de « mensonge scientifique » pour d'aucuns, elles deviennent vite l'otage des pollticiens en mai d'argumentaire. Faisant fi d'une approche pourtant très professionnelle, la polémique parfois comicogrincante née de la réévaluation de 16,7 % du produit întérieur brut (PIB) italien, en mars dernier, en est la plus spectaculaire illustration.

Lorsque, su printemps 1987,

le premier ministre de l'époque, M. Bettino Craxi, annonce à grand renfort de trompes que son pays est désormais en droit de revendiquer la cinquième place parmi les pays industriels - et bientôt la quatrième devant la France, - les interrogations, sceptiques ou imitées, fusent, notamment chez les Britanniques, premiers visés par ce e sorpasso > soudain. Aujourd'hui c'est au tour de certams politiciens de dénoncer, à Rome, un réaménagement des comptes de la nation qui réduit, d'un trait de plume, le poids de la dette publique ou la pression fiscale, calcules en pourcentage d'un PIB revalorisé. Au moment où se deroule l'interminable et complexe processus des débats budgetaires au Parlement, l'instrusion de nouveaux paramètres fait rebondir le débat. Au grand dam du président de l'ISTAT (1), M. Guido Rey, qui a dirigé les longs et méticuleux travaux sur la nouvelle comptabilité nationale.

graphie plus exacte de la réalité économique italienne, M. Rey conneît trop les limites des statistiques et les difficultés des comparaisons internationales pour tirer des conclusions hátives des travaux entamés sur la base du recensement de 1979 et qui ont abouti, il y a six mois, à établir une nouvelle base de calcul pour 1982. « Ce recensement nous a fait découvrir des changements dont nous ne tenions pas encore compte à I'ISTAT. » A titre d'exemple, ce professeur d'économis cite le dynamisme de la construction et la multiplication des résidences secondaires ou l'évolution des habitudes alimentaires. ¿ Les Italiens reviennent moins souvent déjeuner chez eux, une évolution qui explique l'essor récent de la restauration, notemment rapide. » Ces nouvelles tendances interviennent pour près de cinq points dans la revalorisation du PIB. La sousévaluation des revenus des petites et moyennes entreprises entre pour 2,6 points. Quant à l'évaluation de l'économie souterraine, au cœur de la polémique des derniers mois, elle n'entre que pour 4.6 points.

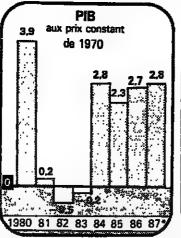
Soucieux d'offrir une photo-

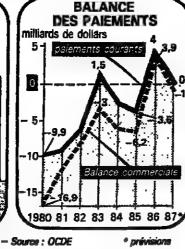
Responsable au centre de recherche économique ISCO, M. Giovanni Decindio pense pour sa part que cette demière évaluation est extrêmement

(Lire la suite page XII.)

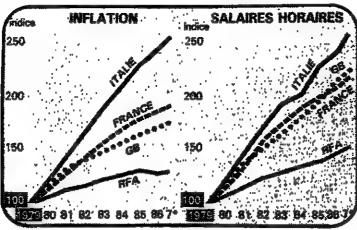
Institut des statistiques, l'équivalent de l'INSEE français.

مكذا سالامل





estimations italiannes automos 1987 - Source · OCDE



*: 1= semestre 1987 - Source : OCDE

(Publicité) Rome, le 12 octobre 1987

Nous sommes chargés de faire savoir que la société à responsabilité limitée Turris Eburnea, récemment

constituée, nous a conféré les pleins pouvoirs pour la création et la réalisation, à Rome, d'un « Centre International pour la Restauration et la Rencontre de la Jeunesse. »

Ce groupe promoteur a défini quelques lignes directrices, suggérant le nom du « Centre » (Liberasson 14 août - 23 septembre 1988) et aussi la capacité initiale minimale d'accueil et les structures.

Un terrain d'environ 100 hectares, déjà identifié, répond à toutes les expectations.

Celui-ci est situé au nord-ouest de la ville et ses aptitudes dues à ses origines agricoles trouveront leur meilleure expression.

L'initiative n'est pas à but lucratif mais tournée vers une réévaluation des capitaux investis et une quantification monétaire des énergies employées dans le temps.

Les capacités créatires du groupe sont rares et le « Centre » n'est né d'aucun mouvement politique ni confessionnel.

Nous désirons entrer en contact avec la Famille, la Structure, l'Institut pour le financement intégral de l'initiative.

Au « Prêteur », il est demandé de bien vouloir suggérer le nom d'un bureau conseil commercial et d'une banque où canaliser tous les faits de la société.

Veuillez répondre de toute urgence.

Nous vous assurons discrétion, réponse immédiate, rapidité de décision et rencontres successives à Paris avec les intéressés, sans intermédiaire.

Ecrire au « Monde Publicité » - nº 10241 -5, rue de Monttessuy 75007 Paris

L'IRI: coupes sévères

OMME toujours en Italie, nous avons réagi sous la pression des événements », commente, sans fatalisme, mais avec une belle lucidité, M. Romano Prodi. Le visage carré vite éclairé par un sourire de bon vivant, le président de l'Institut de reconstruction de l'industrie (IRI) a pu, depuis quatre ans, exercer ses talents de professeur d'économie face aux rudes réalités de la conjoncture et des arcanes de la politique. Tout comme les entreprises privées, contraintes à un sursant salvateur par la crise de la fin des années 70, « le secteur public était condamné à s'assainir, bref, à opter pour des impératifs de gestion », après avoir illustré les espoirs puis, jusqu'à la caricature, les méandres de l'histoire industrielle italienne.

« Il n'v avait rien d'idéologique dans la décision de créer, en 1933. sous Mussolini, un institut comme l'IRI », rappelle, malicieux, M. Prodi. Au lendemain de la grande dépression, il s'agissait tout simplement de « sauver le pays du désastre ». Après la seconde guerre mondiale, la puissance de frappe industrielle ainsi mise en place se révélera un temps précieuse au développement du pays. Jusqu'à ce que les mauvaises fées de la politique politicienne s'en mêlent. Un clientélisme de plus en plus actif amène les gouvernements à nommer à la tête des grands holdings d'Etat des amis souvent plus soucienz des finances des partis que de gestion industrielle. A ces intres d'influence aussi achemées que discrètes se conjuguent deux éléments : la volonté de faire décoller le Mezzogiorno, quitte à lancer d'ambitieux projets dont il reste aux Italiens le souvenir cuisant de « cathédrales dans le désert » ; la nécessité de sauver l'emploi. C'est ainsi que l'ENI hérite, bien à contre-cœur, de cerreprend une aciérie de Fiat. Devenus de véritables « poubelles pour canards boiteux », selon un spécialiste, le secteur public accumule les pertes et creuse un peu plus les déficits budgétaires de l'Etat. Au début des années 80, les dotations prévues par le budget représentaient encore, bon an mai an, quelque 46 milhards de

Pour redresser la situation, M. Prodi applique une théraple amère proche de celle du secteur privé : dégraissages sévères - les effectifs ont baissé de 16 % depuis 1980, - modernisation de tout ce qui peut l'être, fermeture dans les cas désespérés. Une double obsession anime les responsables de l'IRI: l'assainissement des bilans et l'amélioration de la productivité. Le système de comptes consolidés permet un temps de couvrir les déficits persistants du secteur industriel par les bénéfices des banques. Mais 1987 pourrait être la première année où les profits globaux recouvriront également « la sortie du rouge de la part industrielle de l'IRI ».

Jusqu'à ces derniers mois, cette première phase de restructuration s'accompagne d'une politique encore timide de privatisations. Entre 1983 et 1986, des actions pour 253 milliards de francs sont ainsi cédées à des intérêts privés, sous forme de prises de participation généralement minoritaires. La part du privé passe de 11,6 % à 38,8 % dans la Banca commerciale italiana, de 2,4 % à 32,3 % dans le Banco du Santo Spirito, de 0,9 % à 26,2 % dans Alitalia, de 6,4 % à 36,2 % dans la Stet, filiale télécommunication du hol-

Le test Mediobanca

Une deuxième étape s'ouvre avec la cession d'Alfa Romeo à Fiat en novembre 1986 et, surtout, par le montage de privatisation de la Mediobanca, auquel le conseil d'administration a donné son feu vert le 13 octobre dernier. Un « tournant » pour M. Prodi, « un véritable test » pour M. Reichlin, responsable de la commission économique du Parti communiste. Le président de l'IRI en parie avec une certaine jubilation tout en soulignant qu'il s'agit d'une « première expérience » visant à une « démocratisation du capital », mais aussi à l'ouverture d'un monde bancaire trop figé face à la concurrence internationale et aux besoins de l'industrie. La part de l'IRI dans Mediobanca sera limitée à 20 %. tout comme celle de ce « noyau dur » à l'italienne que constituent les « noms illustres » (Agnelli, De Benedetti, Gardini notamment), La vente en Bourse des autres parts, d'ici à la fin de l'année, devrait permettre l'entrée dans le capital de quelque 300 000 petits actionnaires... al les souhaits de

POIDS jourd du secteur public italien, l'iRi dis-

ritaire dans quatre cent

cinquante-neuf sociétés, et

minoritaire dans plus de cinq

cents autres. Le plus grand

conglomérat public au monde

par son chiffre d'affaires

(219 milliards de france en

1986), ce holding recouvre ainsi

des activités aussi diverses que

la banque et l'aéronautique -

civile ou militaire, - l'acier et

les télécommunications, l'agro-

alimentaire et la construction

navale. Pour rendre cet ensem-

ble disparate plus gérable, le

président de l'IRI, M. Prodi,

décide lors de son arrivée à la

tête du holding, au printemps

1983, de réunir les activités sous trois têtières : industrie

manufacturière, services, crédit

holding sectoriel la Finsider pour

Deviennent zinsi leader ou

sidérurgie ; Finmeccanics

pose d'un contrôle majo-

M. Prodi sont exaucés et si la tourmente boursière se calme suffisamment pour rassurer les petits Au cas où l'expérience se révé-

lerait concluante, la voie sera ouverte à un nouveau type de privatisations plus ambiticuses. Certes, la Mediobanca avait perdu de sa toute-puissance avec la tendance croissante des entreprises à financer leurs opérations sans passer par l'intermédiaire d'instituts de crédit classiques Elle n'en restait pas moins l'archétype de la coexistence conflictuelle et complexe du privé et du public. Un pacte secret mis en place en 1955 par le non moins secret Enrico Cuccia, deux ex machina de Mediobanca et du monde financier et industriel italien, donnait aux actionnaires privés, disposant de 6 % des parts seniement, une influence comparable à celle de l'IRI en dépit de ses 56,9 %. « Désormais, on ne pèsera plus les parts, on les comptera, tout simplement ». conclut, soulage, M. Prodi, faisant allusion à l'équilibre des forces entre le public et les « noms illustres » au sein de la future Mediobanca privatisée. Avec la fin du mythe Mediobanca devrait s'affirmer une politique plus volontariste de privatisation." Excluant « toute idéologie », contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne ou en France, elle devrait permettre à l'IRI deconfirmer son redressement finan-

Un rude cheminement si l'on en croit le président de l'Institut dont le sourire gourmand s'efface soudain pour se rappeier les « trois ans de tractations avec les partis politiques et les sociétés » intéressés à l'avenir de la banque d'affaires. Des tractations ponctuées de « subtils dosages, d'incompréhensions et d'équivo-

pour l'aérospetial, les centrales

électriques et lie moteurs; STET pour les télécommunica-

tions et l'électronique ; Fincan-

tieri pour la construction

navale : SME, SOFIN, SPI pour

l'agro-alimentaire. Dans les ser-

vices, italistat couvre les infra-

structures, Alitalia les lignes aériennes, Finmers les trans-

ports maritimes, la RAI l'audio-

visual Finaial la locicial. La sec-

teur finance et banque reste

dominé par la Mediobance -

jusqu'è sa privatisation, - le

Banca commerciale italiana, le

Credito italiano, le Banco di

Roma et le Banco di Santo Sol-

rito. Au total, le holding emplois

440 000 personnes, soit 4 %

de la population active italienne

officiellement recensée, assure

plus de 6 % des investisse-

ments nationaux et plus de

30% des dépenses en recher-

che et développement de

l'Industrie italienne.

Un « monstre » très diversifié

Considéré comme une mission impossible, il y a quelques années, le redres secteur public italien est en passe de devenir réalité. Les trois holdings d'Etat - IRI pour l'industrie, ENI pour l'énergie, EFIM le benjamin et le plus petit - représentent à eux trois 28 % de la valeur aioutée italienne. Ils étaient devenus le symbole de l'impéritie étatique, de la concussion

ques ». Entre-temps, M. Prodi aura appris à ses dépens qu'on ne joue pas impunément l'efficacité sans s'entourer de multiples précautions. La vente du groupe allmentaire SME, conclue en 1985 avec Carlo De Benedetti, président de Buitoni, et dénoncé à la demando régalienne du premier ministre de l'époque, Bettino Craxi, lui aura servi de leçon. « Il ne s'agissait pas d'une erreur », estime-t-il encore aujourd'hui, mais d'un « projet prématuré ». Une façon de reconnaître qu'il avait, au nom de la restructuration du holding, voulu bousculer un peu vite les traditions complexes du monde politicosconomique italien. Le président de l'IRI en tiendra compte lors de la cession d'Alfa Romeo et lors de Popération Mediobanca. Et, à moins d'un coup de théâtre tonjours envisageable à Rome, le « monstre » du secteur public pourre entrer dans une période plus constructive d'internationalisation après avoir « digéré l'assainissement des dernières années ». C'est tout su moins ce qu'on espère au ministère de l'industrie.

Total pragmatiane

La profession de foi internationale et surtout européenne de M. Prodi est en tout cas vibrante : « Il nous faut abandonner tout esprit de clocher et nous adapter à la face nouvelle du capitalisme européen, le grand marché de liens avec des entreprises italiennes comme ceux — orageux créés au sein de la Telit - cette société née d'un mariage entre la filiale Italtel de l'IRI et celle de Fiat, Telettra, pour renforcer les stouts Italiens dans les télécommunications - constitue une option; rechercher des accords de coopération avec des entreprises étrangères en donnant la priorité à

l'Europe en est une autre. En fait, le pragmatisme le plus total règne dans le bureau présidentiel de la via Veneto, à Rome. Un pragmatisme imposé lui aussi par la réalité. Le tactique, à défaut de stratégie véritable, du responsable de l'IRL, doit tenir compte de deux risques : les limites de la privatisation imposées par la taille même de la Bourse de Milan, incapable d'« avaler une cascade d'opéra-tions à la française »; le faible nombre d'entreprises pouvant entrer dans des montages type

MILES IN فلحوج CHECKER TO TRACT 144 · FM III

> and the state of t 46 000 and the City of the water There is not part the first

to armid them

A LANGE

- La STA 448

- 14 M

e: 4 Carrent

2 30 B

-14/25

The second of the second Sections - In Process the Colonia and the second TOTAL CARREST

LA PLUS IMP DE VEHICE

Banking know-how. Help Tel.: 1 42603352 - Teles: 215227 CARIPLO F

Toute l'expérience de Caripio, l'un des principaux groupes bancaires italiens, est à votre disposition. En Italie, son siège social de Milan est relié en temps réel avec plus de 500 succursales. A l'étranger, la forte expansion internationale a

conduit Cariplo dans les centres économiques qui sont stratégiquement les plus importants: succursales opérationnelles à Hong Kong, Londres et New York, bureaux de représentation à Bruxelles, Francfort Madrid, Paris et Pêkin et plus de 1800 banques correspondantes.

Partout dans le monde, vous pouvez donc bénéficier d'assistance et de services complets, pour toute opération bancaire, financière et commerciale. Il est donc évident de s'en remettre à la compétence d'une grande banque qui sait, depuis 1823, progresser avec son temps.

We know how. 10, Rue de la Paix - F-75002 Paris

Entre reserves

50eme EXPOS OF CYCLE, MO

Tallara March 32-200

W . Le

Carried ...

151

T. T. 1-

المراجع المعلوم المالو

11 to ---

A 18 4 84 1

epile and and

· '- .

2.35

\$8.00 L

Service Control

بر . س

1 ---

-

and the second

200

Se there

 $(f_{i_1})^{i_2}, (g_{i_1})^{i_2} \in \mathcal{M}$

mêt in sie -

Property To

in we the

وتستخشي

March

State State and

Some Poplar

erest Suit - it.

ر بينيون المنطق المنظمة المنظمة المنظمة

STORY OF THE

المستورين المجافزة

والمساد والمؤقفة

alle Steelyfeen op

英国海岸 经收益

SHELLING WAS

阿勒·海州。

御子 あっ

A Property of

Andrew Control

100 A

Market Market 1

BOND BY -

A STATE OF THE STA

-

a de maria

· ·

St. Life of the con-

September A

The Party of the Party of

region in the real

可能的地震 不存

A CONTRACTOR TO

100

The same of the same of

programme of the best support.

THE PERSON NAMED IN

No. of the second

Francisco Land

200

decision in the

CONTRACT NA

-

A STATE OF THE STA

The production of the same of

X3. ANGE SYM

de l'arrivée de M. Prodi.

et des manœuvres politiciennes. Deux hommes, le démocrate-chrétien Romano Prodi à la tête de l'IRI et le socialiste Franco Reviglio à la présidence de l'ENI, sont pervenus au cours des quatre dernières années à faire mentir les plus pessimistes ou les plus fataliste

Le déficit de l'IRI atteignait

France de voir la nouvelle donne

actuelle renforcer outre mesure le

pouvoir des quelques rares géants

industriels que nous ayons », reconnaît M. Prodi.

Ce double risque, le fait même

d'être nommé par le gouverne-

ment et de ne pas disposer,

comme président salarié, de la liberté de manœuvre d'un Gio-

· Nous avancerons progressive-

ment et déciderons au cas par cas

de l'avenir des entreprises du hol-

ding. » Resteront contrôlés en majorité les « monopoles natu-

rels » assurant un service à la

population tels les transports, les

secteurs juges stratégiques

comme l'armement ou ceux qui

. ...

grâce à une rude restructuration. Dans le même temps, M. Reviglio recentrait les activités de l'ENL, lui permettant de sortir du rouge et de pesser de 5.83 milliards de francs 133,5 milliards de francs lors de pertes en 1982 à 2,18 mil-Mediobanca ou Telit. « Le danger est bien plus grand en Italie qu'en

en 1983. Il a fait place à un excédent de 1,68 milliard en

1986 et sans doute de quel-

que 3.2 milliards cette année

ment de l'institut - 73 % du chiffre d'affaires en 1986, contre plus de 100 % il est vrai en 1982 - s'en trouvera allégé d'autant. Mais la caractéristique de ce type d'opération est de n'avoir lieu qu'une fois... M. Prodi est parfaitement conscient que le temps lui sera compté pour prouver que les Italiens, . les derniers à s'engager sur la voie des privatisations, ne sont pas les plus mauvais en la vanni Agnelli, explique la pru-dence du président de l'IRI: matière » et sauront ne pas gâcher le vitalité dont le pays déborde pour renforcer leurs positions sur la scène internationale.

Pour gagner cette manche, k président de l'IRI aurait besoin d'un soutien politique moins monvant que les coalitions au pouvoir. Entre les ultra-libéraux - à vrai dire peu nombreux - qui, préséexigent un effort financier de rant la e main invisible du marrecherche hors de portée du sec- ché à la main trop visible de

Les étapes d'un redressement

	1980	1981	1982	1983	1984	1995	1986
Chilfre d'affaires	22 588	29 004	32 939	35 597	41 133	44 902	47 500
Bilan consolidé : Dont sectaur bas- cairs Dont sectaur indus- triel			- 2 610 - 2 825				
Endettement/Chil- tre d'affaires		_	103%	98%	94%	u2%	73%
Cash Sow/Investig-	-	_	3%	4%	23%	43%	63%

teur privé comme l'aérospatiale. « Il nous restera également sur les bras ce dont personne ne veut », conclut-il dans un éclat de rire : « le fer et l'eau », autrement dit la sidérurgie et la construction navale. Même dans ces secteurs difficiles. M. Prodi s'avouera difficilement battu.

Il disposera en ce domaine, comme pour la restructuration du groupe, d'un volant financier appréciable. Le gouvernement en quête d'économies n'accordera plus une lire à l'IRI cette année. après avoir épongé jusqu'à 18.3 milliards de francs de pertes en 1983. Mais il laisse à la disposition du holding - et non du Trésor comme en France ou en Grande-Bretagne - les recettes ration pour l'industrie et la bantirées des privatisations : 19,8 milliards de francs d'ici à 1990 selon dix ans? le ministre des participations d'Etat Luigi Granelli. L'endette-

l'Etat », prônent le tout privé, et les communistes qui, sans s'opposer au principe même d'une doss de privatisation, demandent, comme M. Reichlin, des choix industriels et sociaux « solidement argumentés », il lui faudra trouver un consensus. Mais, ainsi que le souligne M. Prodi, n'ayant pas d'- électeurs à cajoler » il lui reste la possibilité, en cas de coup dur, de revenir à l'université de Bologne et de retrouver ses étudiants en économie. Il gardera alors le souvenir d'une période où la mise en œuvre d'idées nouvelles lui a permis de « beaucoup s'amuser », autrement dit de beaucoup batailler. En attendant l'heure des bilans de la restructuque italiennes. Rendez-vous dans

F. Cr.

liards de bénéfices en 1985. Deux hommes qui, chacun à se façon et dans le cadre très différent des holdings qu'ils dirigent, commencent à faire croire aux Italiens que, bien géré, le secteur public ne rime pas forcément avec inefficacité. Au moment même où les règles du jeu économique tournent à l'avantage du secteur privé.

OM : ENI. Surnom : a l'Hôpital ». Taille : 130 000 personnes. Fonctions : politique, sauvetage de canards boiteux et. accessoirement, energie. Pertes: 6,9 milliards de francs...

C'était en 1982. Depuis lors, le premier groupe industriel italien n'a changé ni de nom ni de taille. Pour le reste, la mue est totale. L'abopital »? « ll est fermé, on n'admet plus de clients ! », commente un peu agacé M. Franco Reviglio. La politique ? Oubliée, ou du moins muselée, au profit de la finance, spécialité du nouveau président. Les canards boiteux? Vendus ou redressés. Les pertes? Vous avez dit pertes? En 1986 dans une conjoncture contraire, la maison mère a réalisé 2,45 milliards de francs de bénéfices, pour la première fois depuis... 1974!

En trois ans, de 1982 à 1985, la marge (cash flow) a été multi-pliée par quatre, l'autofinance-ment par cinq et l'endettement a diminué de 37 %! Le tout à effectifs constants et sans renier, au contraire, la vocation de mission nationale fixée il y a trente-quatre ans par le célèbre père sondateur Enrico Mattei : assurer l'indépendance énergétique de l'Italie.

C'est même, plus qu'une révolution, un véritable retour aux sources. L'ENI de 1987 est, certes, très différent de la jeune compagnie aux dents longues, aux effectifs et aux moyens limités, qui, dans les années 50, sous la houlette enthousiaste de son crézteur, donnait des cauchemars à toutes les multinationales du pétrole. Quinzième entreprise mondiale, le groupe et ses trois cents filiales possède aujourd'hui 540 millions de tonnes équivalent pétrole de réserves d'hydrocar-bures dans 22 pays, fore tous les ans 243 puits et par ses achats est devenu l'un des principaux opérateurs mondiaux du pétrole et du

Mais il n'a déià presque plus rien à voir avec le conglomérat poussif du début des années 80, boursoufié d'activités parallèles textile, chimie, mécanique, métallurgie, verre, etc. - accumulées au fil des difficultés industrielles du pays, qui semblait avoir oublié jusqu'à sa mission.

Désormais assaini, restructuré, recentré sur ses bases pétrolières, le groupe paraît avoir retrouvé, avec son identité d'origine, une fierté d'appartenir au secteur public aussi neuve qu'inattendue en ces temps de libéralisme à tout crin. - L'ENI doit rester un groupe public car sa mission pre-

mière est de réduire la dépendance énergétique de l'Italie -, répète aujourd'hui M. Reviglio, non sans quelque emphase. Les bénéfices? Indispensables aussi, bien sur, mais sculement - pour financer les investissements nécessaires -. Et ils sont colossaux: 92 milliards de francs de 1986 à 1988, 16 % du chiffre d'affaires quand la moyenne des compagnies petrolières privées n'atteint que 9 %.

C'est que la « mission » n'est pas mince. Dans une Italie presque aussi dépourvue de ressources naturelles (sauf le gaz) qu'au début des années 50, qui a raté le virage nucléaire et importe encore 80 % de ses besoins en énergie (contre 53 % pour la France), l'ENI demeure, et de loin, le principal pôle énergétique, fournis-sant à lui seul 43 % des besoins énergétiques de la Péninsule. Prédominant dans le gaz, dont il assure 97% de la distribution (avec un réseau de 19400 km), toutes les importations et 89 % de la production indigène, le groupe est le premier opérateur pétrolier en Italie avec 38 % du marché et une production de 14.3 millions de tonnes dans le monde (soit environ 40 % de ses propres besoins et 16 % de la consommation italienne). Enfin l'ENI n'est pas absent des autres secteurs énergétiques - charbon, combustibles nucléaires et énergies nouvelles - bien que son rôle y soit infiniment moins important (5% environ d'un marché représentant

La branche « énergie » réorganisée

22% de la consommation ita-

lienne totale).

Le recentrage du groupe sur ses points forts traditionnels pétrole et gaz, - principale orientation du plan de redressement mis en œuvre depuis 1983, s'est accompagné d'une réorganisation en profondeur de la branche énergie, passée au peigne sin pour tenter d'éliminer les sources de pertes. Les contrats à long terme dans le secteur pétrolier out été remplacés par une politique d'approvisionnement beaucoup plus souple basée sur le marché au jour le jour. Dans le domaine du saz les grands accords de fourniture internationaux ont été révisés, notamment avec l'Algérie. Le raffinage, qui reste un point noir, a été peu à peu réduit et modernisé, et le réseau de distribution élagué. Enfin, les autres énergies ont retrouvé une place

Cash Sour Smerce brute)

Bénéfice net

nucléaire où, après de très lourdes pertes, un - moratoire - de fait a été appliqué.

Pris à revers l'an dernier par la chute des prix pétroliers, le secteur énergie n'en conserve pas moins désormais la priorité absolue dans le groupe. En témoigne sa part dans les investissements : 78% en 1986, alors que son poids dans le chiffre d'affaires ne represente - que » 68 %.

Extraordinaire transformation qui n'explique cependant pas, tant s'en faut, le • miracle • opéré dans la gestion de l'ENI. Car si l'énergie a bénéficié depuis cinq ans de l'essentiel des moyens, c'est le « reste » qui a fait l'objet des efforts de gestion et de res-tructuration les plus spectaculaires. Le « reste », c'est-à-dire tous les secteurs de » diversification - hétéroclites accumulés au fil des ans au sein du groupe, - fourre-tout - favori du pouvoir politique italien pendant quinze REES.

Dégordier la detto

I à aussi un maître mot : recentrage. Recentrage sur les points forts et les secteurs présentant par rapport à la vocation première du groupe un intérêt stratégique évi-dent (pétrochimie, ingénierie et mécanique, sinance), recentrage sussi dans chaque branche, sur les activités et les usines les plus performantes. Le textile, par trop étranger, a été vendu dans sa totalité de même que le verre. La pétrochimie, profondément res-tructurée et allégée, a réalisé l'an dernier des bénéfices. Elle cherche à se développer sur les secteurs porteurs (chimie fine ou de spécialités), grâce à des accords internationaux - à l'exemple de celui conclu avec l'anglais ICI, ou des rachats de compagnies extérieures. « Un autre grand pas sera fait prochainement pour améliorer ce secteur », promet

M. Reviglio. Le secteur de l'ingénierie, comme celui de la mécanique et des machines textiles, a fait lui aussi l'objet d'efforts de productivité importants et l'ensemble a cessé de perdre de l'argent. Reste un point noir: la métallurgie. · Nous ne sommes pas, nous ne serons jamais bénésiciaires », reconnaît à regret M. Reviglio. Mais en quatre ans les pertes ont été divisées par trois. Recette: fermeture et concentration des usines, investissements de produc-

1984

4.861

-84,8

44 701

1985

5 979

822.2

1986

plus modeste, notamment dans le tivité et accords avec l'extérieur (l'allemand Metaligesellschaft). La pius belle réussite du nou-

> veau président reste toutefois la spectaculaire reprise en main des finances du groupe. Un seul objectif: réduire l'endettement gigantesque et a priori irrépressi-ble, sans toutefois obérer les ressources. Une double solution: rigueur interne et appel au mar-ché privé. En moins de quatre ans, l'ENI a récolté 4,4 milliards de francs sur le marché des capitaux, sans perdre le contrôle d'aucun actif vital, précise son président. Mis à part le textile et verre volontairement cédés dans leur totalité, les autres sociétés mises sur le marché ne l'ont été que pour des parts minoritaires du capital, la majorité restant entre les mains de la maison mère: Saipem et Nuovo Pignone tingénierie et mécanique), Serfi (finances). Immobiliare Metanopoli (immobilier), Italeas et Aquapotabili ont toutes désormais des actionnaires privés. Mais, même cotées en Bourse, elles demeurent dans le giron public. Et - ce n'est qu'un point de départ -, assure M. Reviglio, · nous avons encore suffisamment d'actifs pour récolter encore quelques milliords anciens sans en perdre le contrôle ».

Mission accomplie? Pas ncore. Car le redressement de l'ENI reste fragile. Si certaines actions en profondeur - dans les machines textiles par exemple n'ont pas encore produit tous leurs fruits, la conjoncture énergétique incertaine dans laquelles évolue le groupe ne lui facilite pas la tâche. Ainsi, après une année 1985 record et un exercice 1986 tout à fait honorable, compte tenu de la dépréciation d'actifs due au contrechoc pétrolier, l'année en cours s'annonce moins bonne. Le bénéfice net devrait se maintenir aux environs de 2,3 milliards de francs, mais cette fois sons dépréciation d'actifs, ce qui équivaut à une baisse de moitié du résultat. Motif: les contreperformances de l'industrie du raffinage, profondément affectée par le décalage persistant entre les cours du brut et ceux des produits, et concurrencée de plus en plus directement par les pays producteurs de pétrole eux-mêmes.

Un vrai casse-tête, commun à toutes les compagnies intégrées et qui concerne directement les gouvernements européens, assure M. Reviglio. Soudain grave, il retrouve, pour l'évoquer, les accents de l'homme public: Si la situation actuelle se maintient, on assistera à un retrait de tous les grands opérateurs intégrés multinationaux qui garantissent jusqu'ici la sécurité d'approvisionnement européen et risquent d'être remplacés par des opérateurs offrant moins de garanties: négociants ou pays pétroliers à risque. - Une façon de souligner encore une fois le rôle stratégique de l'ENI, et... un appei du pied dant, l'ENI? De plus en plus. Apolitique? On en est encore

VÉRONIQUE MAURUS.

LA PLUS IMPORTANTE EXPOSITION DE VEHICULES A DEUX ROUES





50ème EXPOSITION INTERNATIONALE DU CYCLE, MOTOCYCLE ET ACCESSOIRES

> MILAN, QUARTIER FOIRE 21 - 29 NOVEMBRE 1987

Entrée réservée aux professionnels le 23, 24, 25 Novembre

Pour information: E.L.C.M.A. Via Mauro Macchi, 32 - 20124 MILANO (Italie) Tel. 2/6704118 - Telex 315694 ANCMA I



Milan (Italie) 9 - 13 Décembre 1987

13" SALON INTERNATIONAL DES MACHINES POUR L'OENOLOGIE ET LA MISE EN BOUTEILLE

Pavillons 12 - 13 - 14 - 15 - 18 de la Poire de Milan

L'assainissement en chiffres

1982

2 173

-301,8 [-1 509,1[-1 449,1]

34 297 38 297

1981

1983

3 529

17 297,3 17 387 17 459

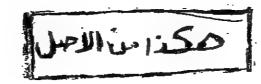
Le SIMEI, foire biennale internationale, est la plus importante manifestation spécialisée en ttolie, de machines et équipements pour l'oenologie et la mise en bouteille des différentes boissons, avec la participation des plus grandes industries italiennes et étrangères. 45.000 ma de superficie couverte, 500 exposants de 12 pays, 35.000 acheteurs de 50 pays, entrée gratuite réservée aux professionnels.

Un panorama complet des machines, des installations et les équipements le plus modernes

La mise en bouteille des boissons: vin, bière, liqueurs, eaux-de-vies, vinaigre, jus de fruits, alcool, huile, eaux minérales, boissons gazeuses, etc.

Petites et grandes installations pour le traitement du raisin et du vin, machines et matériaux pour le conditionnement et l'emballage des liquides en bouteilles, équipements internes des emreprises, machines pour la fabrication des récipients et récipients de tout genre et de toute dimension.

Pour toute information, s'adressur à StMEI - Vig S. Vintore of Teatro 3 20123 Millano (talie) - Tél. 2/801595 - Téliax : 313681 UIVINI 1 sent of voyages CHIARI SOMMARINA - Vio Donte 8 20121 Milano (Italie) - Tél. 2/85041 - Teler: 334053 CHIARI I



Une nouvelle génération d'entrepreneurs

Jellio 1:50

'ANECDOTE a valeur d'exemple : Massimo Hilbe, industriel d'Emilie-Romagne, emploie deux cent cin-quante salariés dans une entre-prise de pièces détachées pour voitures. Il fabrique des parechocs, des ailes et des éléments de coque de n'importe quel modèle, de n'importe quelle marque et les revend ensuite dans toute l'Europe. Il est l'un de ces industriels italiens contre lesquels les foudres de la justice française se sont déchaînées, déclarant recevables les plaintes déposées par les constructeurs de l'Hexagone.

Son activité n'est pas déterminée par l'innovation technologinue, la compression des tôles à froid étant une science aussi ancienne que maîtrisée. En revanche, elle nécessite de lourds investissements financiers pour une PME : la mise en œuvre d'une nouvelle forme de pare-chocs coûte quelque 800 millions de lires, quatre fois moins cependant que les fonds immobilisés par un grand constructeur pour en fabriquer deux mille par jour pendant trois ans. Cette souplesse, jointe à une structure commerciale hautement performante, lui a longtemps permis de tenir le haut du pavé en Allemagne et en France, ses principaux marchés.

L'économie souterraine

Puis la concurrence est venue des Espagnols et des Portugais dans les années 70 et, depuis cinq ans, des Asiatiques de Talwan et de Corée du Sud, qui exportent l'intégralité de leur production aux États-Unis à des prix moitié moindres des siens. A cela s'ajoute, dit-il, un raidissement des constructeurs français, qui cherchent à protéger leurs activités en brevetant leurs pièces détachées, un comportement que M. Hilbe assimile à une entrave à la libre concurrence. L'anecdote est exemplaire des difficultés rencontrées ces derniers mois par les PME italiennes. Depuis long-temps, le patronat de la péninsule temps, le patronat de la péninsule temps, elles ont créé quelque crie à la perte de compétitivité en 600 000 postes de travail et premier lieu dans l'habiliement, la

que, qui sont les points forts du made in Italy.

Cette perte de compétitivité résulte de coûts de production plus élevés que ceux des concur-rents européens. Cette attitude revendicative du patronat – avec un soutien de l'Etat à l'exportation ou une dévaluation de la lire, disent en substance les PME peut surprendre l'observateur habitué à prendre le modèle italien comme exemple de dyna-misme et d'efficacité. Elle traduit cependant une évolution fondamentale du système qui s'est opérée en quinze ans.

Au début des années 70, la CENSIS – un organisme d'études sociologiques de bonne réputation – révèle l'importance de l'économie souterraine. Des régions entières, comme la Molive ou les Marches, deviennent en peu de temps des bastions de l'électronique ou de la mécanique de précision grâce au travail de centaines de petites unités familiales de production disposant des techniques les plus modernes. Une activité qui n'est naturellement déclarée ni au percepteur ni à l'inspection du travail.

Quinze ans plus tard, l'Institut central de la statistique (ISTAT) tentera de chiffrer l'ampleur de cette économie au noir en rééva-luant de 16,7 % le revenu national pour 1982. Cette réévaluation, même incomplète, témoigne de l'activité soutenue des PME quand elles travaillent directement pour leur compte ou en soustraitance pour la grande industrie.

D'autres exemples de ce dynamisme : telle firme de Milan employant trente salariés livre directement du matériel à la NASA. Telle autre est devenue leader mondial de vente des machines d'embouteillage des échantillons commerciaux (tubes, petits flacons). Ces PME occupent encore une place importante dans l'économie nationale : en dix ans, les entreprises de moins de 1 000 salariés sont passées de 490 983 à 593 183, soit un progrès de 21 %. Dans le même employaient 5 845 000 personnes

Ces entreprises sont concentrées dans l'industrie traditionnelle (agro-alimentaire, textile, peaux et cuir, bois, papier et gomme), mais les plus dynamiques, en termes de progression du chiffre d'affaires aussi bien que de création d'emplois, ont été celles de la transformation des métaux et de l'industrie mécanique : 120 000 au total. Leur nom-

linguer.

Le constat est de Romano Prodi, un grand manager qui pré-side, depuis 1983, aux destinées du holding public IRI (Institut pour la reconstruction indus-trielle) : « Après avoir fait accomplir dans les années 70 un grand saut de productivité à l'Ita-

La nouvelle carte du pouvoir économique illustre la revanche de la grande industrie et la nécessité pour les PME d'une spécialisation plus fine

plus performantes, selon une intéressante étude de l'organisation patronale La Confindustria, sont celles employant moins de 99 salariés. L'augmentation des entreprises de taille moyenne chose du reste bien compréhensibie – a été plus lente (+ 5,8 % en dix ans) dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans le bâtiment, l'industrie des moyens de transport et de la bureautique. Dans l'habillement et la chaussure, leur nombre a même régressé, signe de fortes concen-

L'houre des « oligopoles »

Les PME représentent encore aujourd'hui 56 % de l'activité industrielle. Elles sont toujours un élément de dynamisme comme le prouve le solde net de créations d'entreprises, fort de d'entreprises, fort de 160 000 PME en 1986. Un record pour un pays européen et un chif-fre supérieur dans l'absolu au solde de créations d'entreprises aux Etats-Unis. Les PME doivent ce dynamisme à leur mobilité et à leur souplesse d'adaptation. A une évasion fiscale massive et aux aides de l'Etat. En revanche, le coût du travail et le loyer de l'argent ont fortement compressé leurs marges bénéficiaires, au point qu'elles ont aujourd'hui là chez « Mamma Fist » comme perdu leur « force, propulsive », l'appellent familièrement les Ita-

bre a augmenté de 43 % en dix lie et sauvé le pays, la PME a ans. D'une manière générale, les perdu son rôle de protagoniste au profit de la grande industrie. -Un phénomène qu'il déplore avant d'exhorter les PME à s'adapter aux conditions nouvelles du marché : . Finie la stratégie de la diversification du porte-feuille. C'est maintenant l'heure des oligopoles. Il faut être spécialisé sur son créneau. Qui aurait pu imaginer il y a dix ans qu'on puisse faire cinq milliards de francs de vente simplement dans les chaussures de footing? Faute de ce recentrage, on risque bien de n'avoir plus rien à laisser à ses enfants. »

> C'est pourquoi, si le premier miracle économique des années 60/70 dans une société encore fortement teintée d'archaïsmes ruraux avait été tout naturellement placé sous le signe de l'initiative privée, le deuxième miracle économique est fondé sur l'investissement, la restructuration et la concentration de l'activité et des segments porteurs. II n'est pas étonnant, dans ces

circonstances, que cette période, qui marque véritablement l'entrée de l'Italie dans le monde moderne, soit placée sous le signe de la grande industrie. 1980 a été l'année charnière de cette nouvelle époque, et Flat, le premier groupe privé d'Italie, en a été le protagoniste.

selon une expression emprantée liens : d'une part, la fameuse au leader communiste Enrico Ber- « marche des 40 000 » le 14 octobre, au trente-quatrième jour d'une grève particulièrement dure. Cette « marche des 40 000 » employés de Fiat (sur 140 000) en faveur de la reprise du travail a marqué la fin du conflit puis le recours massif au chômage technique largement pris en charge par l'Etat. Des évéments qui ont constitué le point de départ d'une restructuration qui a ébranlé les acquis sociaux de 1976 dans l'ensemble de l'industrie. D'autre part, la sortie de la Panda, qui devait marquer le début de l'aventure technologique du groupe turinois, avec un renouveau complet des gammes en moins de cinq ans et le développement robotique sur les chaînes

Entre grandes familles

Reste à savoir si les grands groupes privés se trouvent désormais en position de monopole en Italie, unique pays de la CEE à ne disposer d'aucune réglementation sur les concentrations d'activités. Le débat fait rage sur l'opportunité d'une loi antitrust, souhaitée par les socialistes de Bettino Craxi, qui visent directement Fiat. Il est vrai que depuis l'intégration d'Alfa Romeo voulue par l'Etat, accueillie comme un moindre mal par les syndicats, Fiat est effectivement devenu l'unique grand constructeur antomobile de la péninsule. Giovenni Agnelli fait valoir que cette concentration est indispensable pour se mesurer à une concurrence internationale exacerbée sur le marché de l'automobile. Il passe pudiquement sous silence ses intérêts dans la presse et l'édition, qui, selon certains, iraient bien au-delà du maximum autorisé par le législateur. Dans leur secteur d'activité respectif, le chimiste Montedison, Pirelli, spécialiste du pneu et du câble optique, et Ferruzzi, le petit géant its-lien de l'agro-alimentaire, ne procèdent pas autrement.

En l'espace de cinq ans, la carte du pouvoir économique de l'Italie pôles: Fiat, bien sûr, avec ses

puis Montedison, Pirelli, Fininvest de Silvio Beriusconi, les assureurs Ras et Generali, Italmobiliare de Carlo Pesenti et les deux fleurons de Carlo De Benedetti, Olivetti et la CIR. Sans compter les trois groupes publics: ENI, IRI et EFIM. Deux ans plus tard, des astres sont apparus au firma-ment de ce planétarium. Ce sont, entre autres, la SAI de Salvatore Ligresti, le holding des frères netton, le groupe Inghirami, le holding financier de Giovanni Arvedi, la GIM de Luigi Orlando. qui vient de s'associer avec Pechiney dans le traitement des cuivres, et surtout Rau! Gardini, l'agressif président de Ferruzzi, qui détient désormais 40 % de Montedison.

Dans le même temps, les grandes familles resserrent leurs alliances: dernier exemple en date : Carlo De Benedetti et l'administrateur délégué de Fiat, Cesare Romiti, entrent au conseil d'administration de Pirelli SPA avec chacun 5 % du capital en poche. Leopoldo Pirelli s'apprête en faire autant dans la COFIDE, le holding financier du président d'Olivetti.

Ces alliances entre grandes familles, le resserrement et l'épaississement du tissu indus-triel, ce que le CENSIS dans son jargon sociologique appelle « la génération des sous-systèmes », enfin l'apparition de capitaines d'industrie sachant regarder audelà des Alpes et penser leurs marchés en termes globaux, sont antant d'atouts pour ce pays. L'Italien est tenace : ce qui vaut pour le petit chef d'entreprise vant pour les grands managers. L'impression prévaut que l'ère des aventuriers qui causèrent la ruine de la chimie et de la haute finance dans les années 70 est révolue. Des accidents, des rechutes, sont toujours possibles. La réputation de tel ou tel manager souffre encore de rumeurs invérifiables. Mais le sentiment général qui se dégage de ce monde industriel est celui d'un pays riche, entrepre-nant, imaginatif. Pour la France,

CREDITO ROMAGNOLO **UNE GRANDE** BANQUE ITALIENNE.

MAINTENANT PRÉSENTE AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LA BANQUE. Le Credito Romagnolo est la deuxième banque privée italienne. Présente partout, elle compte près de 200 filiales sur 7 régions italiennes et elle opère sur tout le territoire national.

LE RÉSEAU À L'ÉTRANGER Jusqu'à ce jour, le réseau était constitué par ses bureaux de Hong Kong et de New York, et, à Londres, par la merchant bank Itab Bank Ltd., son associée.

LA PLACE. À présent, le Credito Romagnolo ouvre une succursale dans une des plus importantes places internationales, le Grand-Duché de Luxembourg, devenu depuis quelques années coeur financier de l'Europe.

LES SERVICES. La nouvelle succursale est en mesure de fournir aux opérateurs les services les plus modernes qui garantissent

une assistance complète et professionelle dans les différentes phases des échanges

Directeur: Piergiorgio Ghini; Vice-Directeur: Franco Turci 41, Avenue de la Gare - 1611 Luxembourg - Téléphone: (00352) 4020101 Telex: 0402/60730





La plus grande raffinerie de la Méditerranée à votre service

> SARAS s'est toujours tenue technologiquement à jour pour raffiner le pétrole brut propriété de tiers avec une grande valeur ajoutée.

Avec ses 18 millions de tonnes par an de capacité de raffinage et ses 5 millions par an de conversion, la Raffinerie SARAS peut recevoir le pétrole brut avec navires jusqu'à 260.000 DWT, tenir en dépôt dans son grandiose parc à réservoir (4 millions de mètres cubes), et fournir une gamme de produits pétroliers complète et adaptée aux exigences des clients.



TIMERIE - 09018 SARROCH (CAGLIARI) - S.S. SULCITANA KAL 19 - TEL (870) 90811 - FAX (870) 900209

Ces resumer Side croissand ce dans un de fluctuations? E SUPREM e le leader eur de sa pro the position d estamment de trche. SALLIANC Stoupe dy espansi

"Strategiques T

Dation à de 1

en ellenz

La plus grande

raffinerie de la

Mediterrance

à votre service

OLIVETTI. UNE EXPERIENCE PROFITABLE.



Le système Borsamat Olivetti fournit à la Bourse de Milan une information continuellement actualisée.

En 1986, les revenus du Groupe Olivetti avoisinaient les 7.317 milliards de lires, soit une hausse de 19,2% sur l'année précédente. Le revenu net s'est élevé pour sa part à 565,5 milliards de lires en hausse de 12,3%.

Le Groupe a terminé l'année avec, pour la première fois, un bénéfice financier de 407,4 milliards de lires, les actions des porteurs passant de 2280 milliards de lires en 1985 à 3154 milliards.

Ces résultats surviennent après plus de 8 années de croissance ininterrompues pour le Groupe, et ce, dans un domaine d'activité caractérisé par des fluctuations cycliques de plus en plus rapides. UNE SUPREMATIE EUROPEENNE: Olivetti est le leader européen en informatique, exportant 73,2% de sa production sur ce marché en 1986. Cette position de leader conduit Olivetti à aller constamment de l'avant dans le domaine de la recherche:

DES ALLIANCES STRATEGIQUES: Olivetti est un groupe dynamique. Et pour développer encore son expansion, il n'hésite pas à faire des alliances stratégiques qui lui garantissent l'accès et la participation à de nouvelles technologies.

Effectuées dans une période déterminante, ces alliances influeront considérablement l'avenir des marchés mondiaux.

TOURNE VERS L'UTILISATEUR: Le succès des produits Olivetti a toujours été reconnu car chacun d'entre eux a été conçu pour satisfaire les besoins réels de l'utilisateur.

En effet, c'est à partir de la connaissance des problèmes et des attentes des utilisateurs que peuvent être développées des solutions nouvelles et créatives. En 1986, le haut niveau d'investissement dans l'automatisation de la production s'est poursuivi, s'élevant ainsi à 414 milliards de lires.

Avec un total de 391 milliards de lires, les investissements en recherche et développement ont, eux, augmenté de 37,7%.

Olivetti dest une expérience profitable.

Ing. C. Olivetti & C., S.p.A., Via Jervis 77, 10015 Ivrea (Italie) Investor Relations - Corporate Finance Dept. - Tel. (39-125)521116/522661

olivetti

مكذا من الاصل

INDUSTRIE

Un symbole, le système Benetton

fortupes effectués chaque année par différentes revues américaines mettent désormais les Benetton dans les cinq premiers rangs pour ce qui est de l'Italie avec des centaines de millions de dollars. Voilà qui peut laisser réveur si l'on sait qu'il y a un quart de siècle, Laciano, l'aîné, était un petit représentant en textile faisant sa tournée à bicyclette și l'on en croit une légende désormais bien ancrée -Juliana, la sœur, dessimait quelques modèles pour des amies — Gilberto, aujourd'hui président du groupe, était à peine majeur, et Carlo, désormais responsable de la production, n'était qu'un

A promière surprise pour qui se rend dans leur fief en Vénétie est de constater qu'ils ne sont même pas installés à Trévise, comme on l'a dit, toujours un peu rapidement, mais à Ponzano, une grosse bourgade de six mille habitants située à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de la province. C'est là que le père des Benetton exerçait sa modeste activité commerciale : il vendait des pièces détachées pour camions. C'est là qu'est née en 1965 la première usine de tissage de la laine du groupe. C'est là, dans un bel édifice du XVII siècle, la villa Minelli, restaurée avec ses dépendances, qu'est installé aujourd'hui le siège social de la SA Benetton : une rue de Ponzano dont les habitants ne connaissent même pas le nom. mais qui est le cœur d'un empire industriel aujourd'hui présent sur les cinq continents, et dont les puil-overs, entre autres, sont quasiment devenus le symbole du « made in Italy », exposés dans des magasins au « look » inimita-

Le premier secret

Les trois usines italiennes de la

firms actuellement en opération sont réparties dans trois agglomérations proches : Castretta pour la laine, Villorba pour le coton et Cusignano pour la confection. Evidemment très automatisées, elle emploient environ huit cents personnes. On est bien loin des machines à tricoter des débuts, rachetées à la casse pour cause de faillite par Juliana. Mais ce n'est pas là le cœur des choses. La production Benetton proprement dite vient de quelque quatre cent cinquante petites et moyennes entre-prises réparties sur tout le nord de l'Italie et qui emploient environ vingt-cinq mille personnes. Cette décentralisation, c'est le premier secret de la firme. Les trois unités autour de Ponzano ont essentiellement pour tâche les opérations concernant la teinture, la coupe et le contrôle de la qualité. Le - tricutage », l'assemblage, le finis-sage et le repassage sont confiés aux entreprises extérieures, c'està-dire que les PME procèdent à 80 % de la production, la grosse cavalerie, en somme ; les trois unités proprement Benetton se voient réservée une part quantitativement bien inférieure du travail, mais ce sont aussi les opérations les plus décisives pour ce qui concerne l'image de la marque. C'est ça, notre fameuse flexibi-lité: il est impossible de gérer 30 000 personnes », nous explique M= Paola Innocente, responsable des relations extérieures de la

Ce système reporte évidemment vers l'aval, sur des firmes employant une cinquantaine de personnes en moyenne, le soin de gérer les à-coups d'une production en hausse constante pratiquement depuis sa création, avec notamment une croissance annuelle de 20 % depuis 1984. Mais comment est assurée la nécessaire homogénéité de la production ? Tout simplement par la fourniture aux sous-traitants de modèles automatisés des différents éléments constitutifs de chaque vêtement. De même, aux usines travaillant à l'étranger sont fournis des modèles informatisés de couleurs

a-t-on assuré, malgré notre incrédulité, sept millions de muances.

Mais ni cette fameuse gamme ni ce style décontracté qui est la caractéristique de la griffe ne suffiraient à expliquer sa position de premier fabricant de vêtements en Europe, un chiffre d'affaires tournant désormais autour de 6 milliards de francs l'an, un taux d'exportation de 65 % - sans oublier un bénéfice net de 10 %! L'autre trait de génie, le vérita-

ble, disent certains, c'est le mode de distribution mis au point dans les années 70. Alors que reviennent à Juliana les mérites de l'invention dans la production, le choix des laines et, en partie, des couleurs, c'est Luciano qui a mis au point le - negozio democratico » (littéralement : la boutique démocratique). Partant de l'expérience d'un premier magasin ouvert à Belluno (petite viile vénète), à une cinquantaine de kilomètres au nord de Trévise, on mit au point un mode plus détendu de faire le commerce des tricots : on entre, on touche, on soulève, on achète ou non, et rien de tout cela ne dérange la vendeuse. Ce modèle « relaxé » est désormais si totalement entré dans les mœurs qu'on en oublie l'originalité initiale. Les prix sont calculés au plus juste, même s'il entre aujourd'hui dans la politique de la marque de proposer aussi des gammes de modèles nettement plus coûteux.

Des quelque quatre mille cinq cents points de vente existent dans une cinquantaine de pays, à peine vingt-cing sont propriété de la société. Les autres ne sont pas pour autant en franchise (1) avec le fabricant : celui-ci ne perçoit pas de « royalties » (redevances) sur les articles vendus, mais son simple bénéfice commercial. En échange, les gérants s'engagent à ne vendre que « du » Benetton, à accepter l'un des trois ou quatre modèles d'ordonnancement et de le couleurs pre pour toutes les boutiques. La maison mère, elle, choisit ses points de vente dans les lieux le plus sensibles dans toutes les villes où elle entend être représentée. Elle dispose ainsi de six cents boutiques en France, buit cent cinquante aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande, au Qatar, en passant par Taiwan et le Japon, et même à Belgrade, Prague, Budapest, Sofia et Berlin-Est.

Aux quatre coins du monde

Le dernière originalité, et certes pas la moindre, de la maison de Ponzano est sa très grande souplesse commerciale. Soixantequinze agents répartis dans le monde communiquent en permanence à la firme les évolutions des goûts qu'ils sont à même de percevoir dans leur secteur géographique. Sur ces bases, la « centrale » élabore deux collections annuelles dans chacune de ses trois gammes: adolescents (0-12), cunes gens (Benetton) et - Temps libre pour jeunes cadres · (Siseley), proposant une palette de quarante couleurs selon es articles (tricots, jeans, chemises, écharpes, etc.).

Sur la base de cette proposition, chaque boutique aux quatre coins du monde fait sa commande. Aussitôt que celle-ci est reçue, les machines se mettent en marche. Aucun stock, on produit sculement sur l'ordre du client, explique-t-on fièrement à Ponzano. Lorsque la commande est exécutée, elle est mise en boîtes ou en mallettes et transite instantanement ou pour un bref stockage dans un immense magasin de près de 2 hectares récemment aménagé à Castretta et entièrement automatisé. Un impression-nant système robotisé de 20 mètres de hauteur porte, selon les ordres de censeurs optiques, les paquets en fonction de leur taille dans des compartiments différents du magasin : trois cent mille peuvent ainsi être stockés en même temps à la vitesse de trois mille à l'heure.

Les mêmes énormes instruments peuvent, réciproquement, à

> CHAQUE VENDREDI, LES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE

Centro Koine Via Pandolfini 27 - 50122 Firenze ltafiaidea P.zza Cancelleria 85 - 00186 Roma

Apprenez i'ITALIEN

en vacances en ITALIE

Séjours linguistiques à

Florence, Rome et Naples

Inscriptions et renseignements:

Centro lingua e cultura italiana Vico S.Mana dell'asuto 17-80134 Napol **AFFAIRES**

Supplément gratuit numéro daté samedi l'aide de lecteurs lasers reliés à l'ordinateur de gestion aller « dénicher » dans son logement tel colis réclamé par telle boutique, s'en saisir et le porter jusqu'au tapis roulant et, de là, au camion prêt au départ. « Compte

tenu du prix de location à Madison Avenue ou Faubourd Saint-Honoré, vous admettrez qu'il est plus intéressant que nous gar-dions les articles en stock ici, à la campagne, jusqu'à l'ultime moment », nous explique Me innocente. importante

diversification

Et c'est ainsi que Luciano Benetton et ses frères, selon la publicité gratuite que lui a proposée l'American Express (« Nous n'avons rien demandé »), nous « en font voir de toutes les couleurs » et que nous l'avons « tou-jours sur le dos »! Pas étonnant dès lors que la société ne sache littéralement plus quoi faire de ses sous et ait entrepris une importante diversification dans les activités de leasing, factoring (escompte), assurance, banque, dont le président Luciano cinquante-deux ans, cheveux fous d'artiste bohême, mais lunettes cerclées d'homme d'affaires retors - viendra faire part à Paris, le 3 décembre prochain, lors d'une conférence de presse à grand spectacle, comme il l'a déjà fait récemment à Tokyo et ail-

(1) Relations commerciales contrac-tuelles selon issquelles le responsable d'un magasin utilise, à des conditions très strictement définies, une « enseigre » prestigicuse dont il retire certains avanages (conseils, installation, comp-tabilité...) moyennant généralement un « droit d'entrée » et une « rémunération » versée à la centrale tage du chiffre d'affaires.

AGRICULTURE

Un secteur morcelé pour la compétition

E meilleur et le pire » : cette définition, à la manière d'Esope, est ment appliquée à l'agriculture italienne par plusieurs interlocuteurs nationaux ou étrangers. Un portrait conforme à la réalité. Une réalité qui englobe la plaine du Pô, cultivée « comme un delta chinois, mais avec les dernières techniques américaines ». selon le mot d'un journaliste spécialisé, les collines de l'Ombrie, où pousse fort rentablement l'olivier, mais aussi la Calabre sèche, terre privilégiée de la minuscule exploitation familiale, encore en partie attachée au dix-neuvième

Jelli-1250

Attention cependant à ne pas simplifier à l'excès! Le meilleur et le pire, cela ne signifie pas obligatoirement le meilleur au nord et le pire au sud, comme il arrive ici en tant de domaines. Car ou peut aussi trouver, par exemple, aux portes de Rome — une métropole maints égards méridionale des étables où des vaches donnent 8000 à 9000 kilos de produits laiiers par au; dans la banlieue de Naples, des productions maraîchères ou des tomates à haut rendement; en Calabre, des exploitations d'agrumes irriguées et très bien tennes; et, dans les Pouilles, la première viticulture du pays, par la quantité à tout le moins. Réciproquement, il est certes peu de recoins de la grande piaine lombardo-émilo-venète où ne pré-vale la culture intensive et hautement mécanisée ou celles, plus récentes mais en plein « boum », du soja (voir encadré) ou des fruits, sans oublier les plus exoti-ques comme ces kiwis dont la péninsule est devenue, en quelques années, un des trois premiers

M. Stefano Wallner nous recoit dans sa serre de Ca'Macici, aux environs de Vérone - 138 hectares de pêchers, pommiers, poiriers et de maraîchage, avec soixante-dix ouvriers. Une grosse exploitation, seion les critères italiens, et très moderne, M. Wallner est aussi, à quarante-six ans, le président de la Confagricoltura, une organisation qui regroupe sept cent mille entreprises agricoles dans un pays où trois millions de personnes, soit 11 % de la population active, sont encore rheis d'exploitation

Les boulets du puestă

Pour M. Waliner, l'agriculture italienne traîne encore beaucoup de boulets d'un passé point si ancien. Le principal est certainement le nombre encore excessif de paysans, malgré un exode rural considérable : 5 millions de personnes ont quitté la terre de 1950 à 1980; le pourcentage des emplois agricoles est passé, durant la même période, de 40 % à un peu plus de 10 %. Ces chiffres donnent la mesure des bouleversements survenus dans la péninsule en quelques lustres. Pourtant, la persistance d'un nombre élevé de cultivateurs (3 millions) dans un pays où huit régions sur vingt (toutes au sud, ainsi que les deux lles) concentrent plus de 15 % de leur maind'œuvre active dans l'agriculture ne peut certes pas être considérée comme une situation satisfaisante, même si dans le Centre et le Nord ce même pourcentage tombe à 7,5 %, un chiffre presque

Se retranchant prudemment

ministre de l'agriculture, Giuseppe Medici, M. Wallner avance, pour les années 90, le maximal de 500 000 exploitations comme le plus souhaitable pour l'Italie. « La superficie moyenne de chacune de nos unités est aujourd'hui de 5 hectares. Nous devons avoir pour objectif la superficie européenne. en moyenne actuelle de 17 hectares. Mais, des sujourd'hui, 10 % des exploitations contribuent pour les deux tiers à la formation du produit agricole brut du pays. »

Ce morcellement excessif, véritable plaie de la péninsule, est, lui aussi, un résultat du passé. Paradoxalement, la réforme agraire de 1950, certes inévitable en raison de l'existence, au sud surtout, de latifundia dépassant parfois 10 000 hectares, a contribué à cette atomisation. Et la loi foncière visant alors à protéger les fermiers et les métayers continue anjourd'hui, dans une situation totalement différente, à « geler » les terres tant leur location est peu rentable, voire pénalisante pour les propriétaires. Presque tout le monde anjourd'hui est d'accord pour constater que cette situation va à l'encontre de la nécessaire rationalisation de la taille des entreprises agricoles. Mais, en Italie, il s'écoule toujours beaucoup de temps avant que les forces politiques perviennent à

Antre logs pesant du passé : les aides publiques prement plus sou-vent la forme de dépenses d'assistance à des lins électorales que d'investissements. Ce saupoudrage tend évidemment à perpé-



gottom : italiense

tar German OF THE PERSON ASSESSED. ----

当体接触

\$ 12.00

The second

2977 19

L'agro-alla les grands

STATE OF THE PARTY OF on order and

ACRECATURE Un secteur me

CONTRACTOR

T. CIL.

saftere '

STATE OF THE PERSON NAMED IN

de de

4.50.6

ingeligies and to

سن دانسيوا

Marin Charles

Barren .

1. THE ... IN ...

PARTY & C

the Garage

AT MENT OF THE PARTY.

وند وريس وريس

(Sept. 1977)

Section .

The same of

A STATE OF THE STA

The second second

A Section of the second

21. FEB. 188

Dennis Ares

Maria .

do in .

-

et mal armé internationale

forme d'agriculture non rentable, au service prioritaire de l'Europe notamment dans le Sud, au détriment d'une production plus moderne, plus capitalisée, dont le cœur resterait évidemment la plaine du Pô. Inefficacité de l'appareil fréquemment incapable de dépenser les crédits votés; vétusté des infrastructures et notamment du réseau de transport ; rareté de l'eau, emprise de la Mafia et de la Camora : autant de phénomènes qui expliquent, selon le mot du président de la Confagricoltura, qu'il soit « plus facile d'être entrepreneur agricole à Vérone qu'à Reggio de

Calabre ». A Pheure où l'Italie commence à se préoccuper sérieusement d'un déficit agro-alimentaire presque équivalent à celui de l'énergie (12 000 milliards de lires, soit 60 milliards de francs en 1986), quelques bons esprits s'interrogent sur la possibilité de continuer longtemps encore sur la voie du clientélisme agricole. « La plaine du Pô, ce paradis terrestre de notre pays, ne peut pas résoudre à elle seule la question de l'insuffisante production globale ita-lienne ., observe M. Waliner.

Une concurrence croissante

· La péninsule est étroite : 38 superficie cultivable avec tant de montagnes est de moitié inférieure à celle de la France, et ses plaines représentent 21 % seulement du territoire. Faire avancer rapidement les structures foncières devrait, dès lors, être un mot d'ordre en Italie. Or l'opinion, y compris chez une partie des professionnels, y est encore mal préparée ; l'assistance technique a subi ici les mêmes retards que tout ce qui vient de la puissance publique.

A vue humaine donc, la plaine du Pô, déjà admirablement exploitée, ne résoudra pas l'irritant problème du déficit agrostimentaire du pays (30 milliards de france en 1986 uniquement pour la viande et le lait!). C'est du reste de la péninsule que devrait venir l'effort supplémentaire non vers l'inimaginable autosuffisance, mais pour d'importants compléments de production. Or c'est là le domaine des cultures dites « méditerranéennes » et, sur ce sujet, à Rome, on est très amer envers Bruxelles. En clair, l'Italie tout entière a l'impression, sinon la conviction que la politique agricole commune est un instrument

du Nord.

On veut bien ici reconnaître, à contre-cœur, qu'à partir de 1975 (année de la mise en place, sous l'impulsion du ministre italien M. Marcora, de véritables instruments de soutien aux productions méditerranéennes, vins, huile d'olive, tabac, coton, etc.) l'agriculture de la péninsule a pro-gressé sur quasiment tous les fronts et que, dix années durant, le « retour budgétaire net » de la CEE en faveur de l'Italie a augmenté jusqu'à atteindre, en 1985, le chiffre record de 10 milliards de francs.

Hélas! depuis trois années, la situation s'est fortement dégradée. L'augmentation de la part de TVA prélevée par le budget communautaire n'a pas été compensée par des retours, la stagnation des prix méditerranéens a été, assuret-on ici, plus draconienne que celle de leurs bomologues continentaux. L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE a créé une vive concurrence sur certaines productions traditionnellement fortes de l'Italie, à commencer par le vin-

Les accords passés avec les pays tiers riverains au sud de la Méditerranée ont accru la compétition par rapport à d'autres produits péninsulaires, tels les agrumes; enfin, le conflit commercial lancé en 1985 par les Etats-Unis en représailles à cette nouvelle concurrence de la CEE sur les marchés internationaux a touché avant tout l'Italie : c'est sur les pâtes, en effet, que Washington avait décidé des super-droits de douane, et c'est par une augmentation des contingents américains... d'agrumes vers la CEE que cette guerre douanière s'est finalement réglée. Toute cette affaire a été évidemment ici fort mal prise.

Cette grande déception nationale ne va certes pas jusqu'à une remise en cause de l'intégration européenne. De bons observateurs remarquent pourtant qu'on ne semble pas s'inquiéter ici outre mesure de l'échéance du marché unique en 1992. Or cet élargissement de l'espace commercial devrait frapper de plein fouet un secteur en relation directe avec l'agriculture, l'industrie agroalimentaire, qui est encore l'apa-nage d'une myriade de petites entreprises peu susceptibles de se moderniser par elles-mêmes (voir encadré).

JEAN-PIERRE CLERC.

L'agro-alimentaire attire les grands de l'industrie

N Italie, pour qu'une affaire soit décrétée sérieuse, il faut que « les gens de laçon ou d'une autre leur intérêt à son propos i Eh bien, depuis 1987, l'agro-alimentaire est ici réputé un « business » sériaux. A deux reprises cette année en effet les « Turinois », comme on les appelle, ont manifesté l'importance qu'ils attachaient à secteur, en alliance, à chaque fois avec le groupe alimen-teire français BSN-Gervais-Danone. En janvier ce fut la prise de participation majoritaire du groupe Sam Gemini des eaux minérales italiennes avec notamment la fameuse Ferrarelle. La 10 septembre les relations entre M. Agnelli et le groupe de M. Amoine Riboud renaient plus étroites par une prise de participation croisée entre BSN-Gervais-Danone et l'IFIL, une autre holding chargés de diversifier les placements des Turinols, présidée par M. Umberto Agnelli, frère du patron de la Fiat.

A vrai dire les Agnelli ne sont pas les premiers industriels et financiers, naguere totalement étrangers au secteur agroalimentaire, à s'y intéresser désonnais. Ils avaient été précédés par M. Carlo de Benedetti qui, en 1984, avait « soufflé » Buitoni précisément à M. Antoine Riboud. Le patron d'Olivetti est en outre en procès avec rien moins que l'Etat dans ses divers avatars (ministère des participations et Institut la reconstruction industrielle) afin de lui reprendre la grande holding agro-alimentaire publique SME, qui lui avait été publique SME, qui lui avait ete promise en 1985, puis sitôt déniée. Le justice devrait se prononcer en dernière instance avant la fin de l'année.

Ces nouveaux venus s'inscrivent sur un marché où brillent déjà quelques astres de première grandeur, très spécialisés quant à eux, tels le groupe Ferruzzi qui a dans son escarcelle l'Ericania, énorme producteur de sucre, sinsi que la société Hulle et Riz de Barilla, numéro un européen pour les pâtes.

il est à prévoir que dans les années qui séparent l'Italia du marché unique européen de 1992, ces queiques grandes firmes guideront une gigantesque réorganisation dans un secteur aujourd'hui totalement ato-

Les milliers de petites entreprises, souvent à base familiale, y ont traversé les difficiles années 70 plus aisément que les grandes, empêtress dans des conflits sociaux et des difficultés de toutes natures. Elles ont également profité de la reprise générale de 1983 à 1987. Mais elles sont sous-capitalisées, et peu à même de faire elles-mêmes les investisse-ments de modernisation qui s'imposent. Beaucoup tomberont vite dans l'escarcelle des

Il n'est pas indifférent non plus de savoir que certains de ces « grands » intéressés à l'industrie agro-alimentaire sont aussi présents dans la distribution, un domaine où l'Italie est également à la traîne en Europe, avec une centaine de milliers de minuscules points de vente et de rares grandes surfaces. Ainsi le groupe Ferruzzi, devenu majoritaire dans la Montedison, n'est-il pas, par ce biais, sans influence sur la Standa, une chaîne de distribution très importante pour ce qui est de l'alimentation, présente dans toutes les villes italiennes.

Le « boom » du soja

E seul véritable « miracle » économique italien des années 1980 n'est pas industriel mais agricole : c'est le boom ≥ de la production du soja. En 1981, 300 hectares de cette légumineuse étaient cultivés dans la péninsule; à la fin de 1986. la superficie correspondante était de 245 000 hectares. Avec sa production, l'an demier. de 833 000 tonnes (un quasicentuplement en cinq ans). l'Italie est désormais, et de loin, le premier producteur européen et cinquième mondial (après les Etats-Unis, le Brésil, la Chine et l'Argentine) de cette plante. Les rendements sont en outre les plus élevés du monde avec 30 quintaux en moyenne par hectare.

Cette réussite indéniable est ssociée à un nom devenu ces derniers temps fameux bien audelà des frontières nationales ; celui du groupe Ferruzzi, sis à Ravenne, cette belle cité romagnole jusque-là surtout célèbre pour ses mosaïques. C'est lui, en effet, qui a effectué les études préalables, convaincu cent mille agriculteurs de la Vénétie, du Frioul, de la Lombardie et de l'Emilie-Romagne de se lancer dans cette production et qui en triture l'essentiel (près des trois quarta) dans les instaliations de sa filiale Huiles et ftz.

Ferruzzi a conduit cette opération avec les immenses moyens qui sont les siens, ceux d'una multinationale de l'agro-alimentaire disposant de 1 million d'hectares de terres de part et d'autre de l'Atlantique. C'est sur une de ses fermes américaines précisément, l'Open Grounds, une propriété de 18 500 hectares située en Caroline du Nord - sur

le parallèle de la plaine du Pô !. qu'ont été faites, au tournant des années 70 et 80, les premières expérimentations, la mise au point de semences et de méthodes culturales, nous explique à Ravenne M. Carlo Tarsia in Curia, chargé des relations extérieures du groupe. Puis on a transféré cet acquis sur l'une des fermes du groupe, la Torvis, 5 000 hectares bonifiés, il y a un demi-siècle, dans le province d'Udine (Frioul).

Le terreau humain

Les résultats ont été assez encourageants pour passer à la phase suivante : convaincre ces myriades d'agriculteurs qui allaient être les véntables artisans de la production. Le terreau humain, à vrai dire, étant préparé. L'une des filiales du groupe, l'Eridana, est le leader en Italie du reffinage du sucre à partir de la betterava. Ainsi des relations existaient-elles de vieille date entre la firme et les cultivateurs. Celle-ci avait, dans les années 70, progressivement convaincu ceuxlà d'adopter plutôt certaines variétés dont l'industrialisation est pour elle plus aisée - au point de leur tournir elle-même les semences. Il a donc suffi d'adapter ce modèle de relations convaincantes, qui doit beaucoup à la personnalité entraînante du président du groupe, M. Raoul Gardini, au cas particulier de la nouvelle culture pour que l'affaire démarre de façon véritablement exponentielle : le soja en effet pouvait parfaitement s'insérer dans le cycle rotatif le plus classi-

que de la plaine du Pô, mais-blébetterave, y apportant même, de par ses particularités phytobiologiques, un enrichissement du sol en azote (1). Simplement, l'assolement triennal devint donc quadriennal. Le groupe a passé un contrat avec chacun des intéressés, aux termes duquel il s'engage à prendre toute leur pro-duction. Culture simple — un binage entre semailles et récolte, - rendement garanti : la formule a bien entendu fait florès.

Chaque année, en septembre, depuis quatre ans, une sorte d'immense « jamboree » de la profession a lieu à la ferme de Tarviscosa où sont examinés les problèmes du moment. Les 19 et 20 septembre, la question à l'ordre du jour parmi les quelque trente mille paysans venus participer à la journée du soja était la réduction des cercles européens à la légumineuse. Car le boom itslien du soja, on le dit fort peu dans la péninsule, n'est que partiellement miraculeux. Le coût de la production de cette plante en « intensif » est, en effet, comme il est normal, nettement plus élevé qu'en « extensif », ce qui est le cas dans les grands pays améncains : du simple au double. La différence, environ 150 francs au quintal, est prise en charge par le budget de la Communauté au titre de la politique agricole commune (PAC).

Le temps d'une enquête

Le principe d'une aide à une culture où le déficit européen est criant (près de 9 millions de tonnes de tourteaux ont été importés l'an demier, soit près de

50 % de la consommation des Douze) n'était certes pas contestable. Et, de fait, il n'a pas pose de problème tant que les quantités produites dans la CEE -c'est-à-dire pour l'essentiel dans la plaine du Po I - sont demeurées modérées. Mais la croissance fabuleuse de cette culture est survenue au moment même où les Douze commençaient à se poser de très sérieuses questions concernant l'équilibre de leur budget. A Bruxelles, on a donc craint d'être entraîné dans des dépenses incontrôlables à l'heure de l'austérité. Décision a donc été prise de limiter à 1,1 million de tonnes la quantité annuelle totalement subventionnée. C'est là un chiffre inférieur à la prévision des récoltes pour 1987 de la seule

Conscients que la meilleure défense est toujours l'attaque, les agriculteurs italiens ont donc lancé un cri d'alarme lors de la rencontre de Tarviscosa : va-t-on tordre le cou à l'une des productions européennes déficitaires pour mieux l'importer d'Amérique ? Mais une délégation d'agriculteurs français invités à la fête a aussi souligné que les prix payes à leurs collègues italiens pour la campagne en cours étaient de 10 % supérieurs à ce qu'ils recevaient quant à eux | Bruxelles, alerté, a envoyé ses inspecteurs dans la péninsule. Selon le très sérieux hebdomadaire professionnel Terra e Vita, les versements communautaires ont été suspendus le temps de l'enquête.

(1) La racine à rhizome du soja, comportant des nodules qui fixent l'azote, reste en terre après la récolte.

Avez vous jamais songé aux choses faisables pour vous agrandir dans le domaine international?

Sanpaolo y a pensé

L'innovation continue sa marche.

PARIS

San Paolo est la première banque italienne admise au sein du Matif, prestigieuse institution qui arbitre le risque de fluctuation des prix sur le marché à terme des instruments linanciers.

En outre, la poursuite de l'activité en Ecu, toujours plus dynamique, confirme le desir de San Paolo de parler un langage commun en Europe. Banque à l'avant-garde dans un secteur en évolution continue, San Paolo offre des applications nouvelles et diversifiées de cette monnaie moderne, synonyme de stabilité et de confiance.

Un nouveau moyen d'exploitation pour notre Banque est représenté par Financimmo, Sicomi pratiquant le credit bail et la location simple.

En même temps, les CD's deviennent un instrument valable dans le cadre de l'important programme de trading du San Paolo, co-leader du placement de ces titres prestigieux et rentables.

MALTE

La récente acquisition du groupe San Paolo de "Melita Bank International": un investissement pour le

La position stratégique de Malte au carrefour des routes commerciales entre l'Europe, l'Afrique et les pays Arabes du bassin méditerranéen, la rend la candidate la plus apte au rôle de centre financier de cette zone en lui permettant de se spécialiser dans l'utilisation de

STOCKHOLM

Même en Scandinavie San Paolo, premier parmi les incrituts de crédit Hallens, est Son bureau de représentation de Stockholm permet une intégration incisive dans l'opérativité entre la région

Bahique, en particulier la Suède, et l'Italie. Ces pays, déjà unis par les intérèts économiques et financiers et par l'amour vers les sciences et l'art, ont trouvé ainsi le moyen pour renforcer une fois encore les durables liens existants.

INDE

De plus amples prises dans les nouveaux marchés. En mai dernier, moins de deux ans apres l'ouverture de la Succursale de Singapour, San Paolo signe un accord avec Hambro Nicco Financial Service Ltd. et fait un pas en avant dans son expansion en Asie.

L'accord qui voit Hambro Nicco - une compagnie effectuant des transactions bancaires ainsi que des services financiers en Inde - comme agent de San Paolo, contribuera certainement à renforcer et à promouvoir l'échange financier et commercial entre l'Europe et le

Penser international

SNP4010

Siège de Turin, Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Londres, Los Angeles, New York, Munich, Singapour, Stockholm, Tokyo, Zurich, Filiales: Bahamas, Los Angeles, Luxembourg, Malte, Vienne. Succursale de Paris: 42, Rue d'Anjou - 75008 Paris - Tél. 42655050 - Télex 281419 SANPAOL

مكذا من الاصل

Comment « travailler français » en Italie ?

Comment « travailler francais » en Italie? De bien des façons, à n'en pas douter. A Milan, certes pas comme à Naples! A Pise, cité moyenne de cent mille habitants, réputée pour ses beautés architecturales plus que pour son activité économique, une entreprise à cent pour cent « hexagonale », mais connue aux quatre coins de la planète, les parfums Christian Dior, illustre les difficultés et les atouts d'une telle présence. M. Bernard Potier, président, administrateur délégué de la filiale de la célèbre société parlsienne, est le seul chef de famille français vivant à Pise (outre sa femme et ses trois enfants, résident également au pied de la célèbre tour penchée deux compatriotes mariées à des Italiens...). C'est donc une expérience d'immersion totale, professionnelle et personnelle que l'on peut ici raconter.

ANS son bureau, au rez-dechaussée, M. Potier tourne le dos à une porte-fenêtre, ouverte naturellement sur une merveilleuse pelouse bordée d'arbres : - Si je m'étais instailé en sens inverse, je ne ferais plus rien! . La suggestion d'un mode de travail détendu, harmonieux idyllique presque? Sous le plafond aux fresques XVIII de la villa Spinola, à deux pas des quais de l'Arno, on le croirait volontiers.

Mais, hier à Paris, demain au Caire, il passe le tiers de son temps sur les routes difficiles de la péninsule pour constamment stimuler des agents, contrôler des points de vente, rectifier des méthodes. Alors à Pise, comme ailleurs ?

- Pas sout à fait, rétorque notre interlocuteur. Le fait pour une société d'être dans une petite ville – et de surcroit depuis 1948! - facilite beaucoup les choses, même pour un Français à de cadeaux en Italie. Nous sommes ici connus, et les choses se passent comme en samille. Un

débloquer une situation qui à Rome, par exemple, mettrait des semaines pour s'arranger. . De surcroît Pise est pratiquement dénuée d'industries. Les gros employeurs sont l'université, l'armée et la municipalité. Il y a bien une usine Saint-Gobain, huit cents personnes qui fabrique des vitrages automobiles. . Mais avec une centaine d'emplois, ma société compte. Alors tous s'arrangent pour me simplifier la Un exemple : l'un de ses graves

soucis est l'ampleur des exigences italiennes en matière de marquage des produits importés (la totalité dans le cas des parfums Christian Dior). - Il existe sur le sujet des cosmétiques une réglementation CEE, mais Rome interprète. Ces exigences spécifiques aboutissent à une forme de contingentement qui ne dit pas son nom. Quatre personnes tra-vaillent ainsi à plein temps à Pise pour « habiller » chaque année deux à trois millions d'articles de toute nature des spécifications requises par la pêninsule. C'est tout juste si je ne dois pas faire figurer la composition du parfum sur l'étiquette ! A Rome, s'il manque un bouton de guêtre, le produit est refoulé, ici on nous laisse des délais décents pour nous mettre à jour. Je n'ai pas le souvenir d'un seul incident grave avec les douanes. » Pour qui connaît la complexité de l'administration italienne, ce n'est certes pas rien. La société au demeurant a fait entrer dans son conseil d'administration deux spécialistes, de surcroît professeurs à l'université, qui sont chargés de trouver une issue légale à des situations tout à fait inextricables. Beaucoup d'entreprises étrangères préférent d'ailleurs placer à leur tête un Italien, réputé seul capable de « se mouvoir dans le labyrinthe 🦦

Pise n'aurait donc que des avantages? Non! Dans une ville zersité – m Galilée oblige - forme surtout des scientifiques, il est extrêmement difficile de trouver des

Lombard ne vient pas à Pise. D'une façon générale, l'Italien est professionnellement peu mobile. Mais venir s'insérer dans une ville de cent mille habitants - réputée de surcroît peu accueillante provoque un rejet, une crainte de l'exil: « C'est là une considération parmi d'autres qui a conduit le patron de Dior Italie à décider le prochain transfert à Milan du siège social de sa société - vingt personnes sur les cent dix qu'il emploie. Il est vrai que la localisation à l'embouchure de l'Arno de la deuxième vitrine parfum haut de gamme, après Lancôme, mais avant les maisons italiennes Pikenz ou Hanorah, commençalt

à relever de la gageure. » L'implantation il y a quarante ans dans cette ville répondait à une banale considération : c'est là que résidait et travaillait l'homme qui paraissait le plus à même. à l'époque, d'être le distributeur de la marque en Italie, un parfumeur nommé Sigismondo Johnson. Celui-ci a disparu il v a bien des lustres, mais l'implantation est demeurée. La filialisation a été, somme toute, tardive, elle date de 1981 ; l'actuel patron est aux commandes depuis quatre années.

« Tous les coups sont bons a

Comment voit-on le concurrence, notamment italienne? « Le marché national est très porteur, le troisième en Europe après la France et la RFA, avec des taux de progression records de 12% à 15% l'an. Mais un marché appétissant attire évidemment les appétits. C'est dire que la concurrence est des plus sévères : « Tous les coups sont bons », précise M. Potier. Outre les « grosses batteries internationales » (le groupe français L'Oréal, par exemple, ou le japonais Shiseldo, deuxième mondial), on a vu arriver ces derniers temps ces « chevau-légers » que sont les stylistes italiens ayant tout naturelleparfums.

Ainsi Krizia et Trussardi, qui coup de téléphone à une autorité cadres de gestion du niveau n'existaient pas il y a trois ans. locale suffit généralement à requis. Ceux-ci sont à Milan et un font-ils aujourd'hui 16 milliards.

de lires de chiffre d'affaires (80 millions de francs, presque la moitié de Dior). Parmi ces nouveaux venus on peut encore citer dum l'ordre décroissant de chiffre d'affaires, Lancetti, Cerrutti et Armani. Cette dernière marque est la seule à s'être imposée hors d'Italie : elle est en vingtneuvième position en Europe et donc a priori désormais susceptible de résister aux fluctuations de

JANIO 1250

Car dans ce secteur, « toute occasion est bonne à saisir et cela avec une agilité et une adresse qui laisseraient pantois l'observateur ou le protagoniste non averti. Un sabricant de cravates à succès, un producteur de pull-overs en renom a son bâton de parfumeur dans sa giberne. En moins de cinq ans, c'est le boom fondé exclusivement sur le nom du styliste. La



Ce sont des réussites fondées sur pilotis. On double le chiffre d'affaires en cinq ans, aidé par le nationalisme économique ambiant (l'exaltation incessants par la presse du «made in Italy» n'a rien à envier à celui plus connu des Japonais). J'entends parjois dire : « La France aussi a de bons parfums! » Au-delà de l'horizon 90, on ne se pose pas de questions. - Cette action toute centrée sur le futur immédiat n'exclut nullement des consolidations, surtout lorsqu'un groupe financier sérieux vient épauler une griffe prestigieuse, ce qui arrive de plus en plus souvent.»

pierre de touche, c'est quand l'un entendu, par l'habillement et tout d'eux ose mettre sur un flacon ce qui en dérive, L'Italie est en une étiquette où figure en gros train, sur ce point, de tailler des croyait indéboulonnable. Elle s'aide, pour ce faire, d'une science très sûre de la promotion. « Les grands passent un temps fou à vous démontrer dans les revues de la mode, à la télévision, à la Scala, aux premières à New-York, qu'ils sont tout simplement géniaux. » Et de fait, ils sont touours légèrement en avance sur l'époque, mais sans extravagance. Lour mode, plus que toute autre, est parfaitement portable dans la rue. «Et c'est lei capital puisque la rue est l'endroit où il faut être vu. L'Italie d'aujourd'hui vii dans un immense bain de mode. Nous nous efforçons d'y appor-

Sarbili n -

poursuit M. Potier, c'est d'avoir

su mettre leur bon goût très réel,

nourri de leur passé culturel, au

service d'une industrie contempo-

raine, elle-même stimulée par

l'élévation générale des niveaux

Leur invention à eux, c'est le

stylisme mis au profit de toutes

les branches, à commencer, bien

· Le trait de génie des Italiens, ter, de la façon la plus dynamique, notre touche d'éternité!

> Concurrentiel jusqu'à la rudesse, le marché italien est-il «fair play»? «Nous devons compter avec divers types de perturbations », observe M. Potier. L'une d'elles est le très populaire « Sconto », la réduction à la caisse qui peut aller jusqu'à 25 %. Or une marque prestigieuse peut difficilement s'y lancer sous peine d'être perçue comme se bradant

> Il existe aussi un phénomène d'importations parallèles, principalement, semble-t-il, par les ports de Gênes et de Trieste. Des jots de flacons arrivent en provenance de pays tels la Suisse on la Belgique, où les prix sont bloqués et la TVA très faible; ou bien des stocks ont été rachetés à des maisons en faillite : ou bien des marques en difficulté font des remises allant jusqu'à 40 %. « Tout cela se retrouve sur le marché italien et, plus gravement pour nous, chez des distributeurs que nous n'avons pas agréés, qui vendent peut-être sans profit, mais peu-vent dire : « Chez Dior, dans mon magasin!>

> Enfin, il y a la contrefaçon pure et simple. Les revues professionnelles, tous les trois ou quatre ans, se remplissent de mises en garde. La fameuse «flexibilité» nationale est ici mise à profit pour la mauvaise cause : une officine estelle découverte, ça reprend allleurs ; on fait de la vente au porte à porte ou chez le marchand de tabac du coin. « Mais l'honnéteté oblige à dire que le prender cas connu est apparu en France il y a une douzaine d'années, un certain

Et comment vit-on 2 Pise? «On travaille. Mais les infrastructures d'accueil pour les étrangers sont très limitées. Nos enfants doivent aller à la petite école française de Florence créée par des parents, une heure et de de train chaque jour. » La vic socialo? «Un peu restreinte, car ici les invitations, lorsqu'elles ne sont pas strictement amicales, sont limitées aux seuls hommes. Alors, je n'ai pas accepté ce jeu-là... - Heureusement, il y a la Méditerranée toute proche, six mois de bateau l'an, Et il y a l'Italie, qui demoure bien belle malgré toutes les dégradations. Et la conversation de se poursuivre au clair de lune après un dîner nouvelle cuisine au restaurant Le Vieil Abattoir, sur la place des Miracles, où penche depuis mille ans la célèbre tour.

JEAN-PIERRE CLERC.



TERRE ESPACE, **AERITALIA**

Aeritalia, Société du groupement IRI-Finmeccanica, est l'entreprise leader italienne dans le domaine aérospatial et emploie plus de 15.000 personnes dans 13 établissements. Aeritalia signifie projets et construction d'avions, systèmes d'avionique, systèmes pour la défense. moteurs aéronautiques, systèmes spatiaux et systèmes d'énergie alternatifs. Aeritalia signifie participer aux programmes aérospatiaux les plus importants au niveau international. Et signifie toujours, technologies avancées.

AERITALIA L'ELEMENT TECHNOLOGIQUE.







loack-ima '88 Au parc des Expositions de **Milan depuis 1961**

Sur la inèche depuis 1961, Ipack-Ima a organisé dans le quart de siècle de son activité plunieurs éditions de l'exposition, qui ne cesse de s'élargir (des 50.000 n° de 1961 aux 170.000 n° de 1961), ce qui ha nivrait de necestilleurs bace.

A SA SA

E

MOUVEMENT COOPERATIF

Une cure de jouvence

Dans une Italie qui pare anjourd'hui le capitalisme de toutes les vertes après l'avoir quasiment étouffé dans les années 70, on s'étonne de trouver aussi fringante une entité dont la logique lui est a fortiori contraire : la coopération. La Ligue des coopératives avec 15 000 unités adbérentes, regroupant plus de 2,5 millions de membres et faisant 120 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel est, de fait, une centenaire tonique (elle a vu le jour en 1886) à qui une récente cure de jouvence a rendu une ardeur adolescente.

NCORE la Ligue, d'origine socialiste devenue fief du PC et aujourd'hui point de rencontre de toute la gauche réformiste, n'est-elle pas la seule réalité coopérative en Italie : la Démocratie chrétienne a, elle aussi, sa confédération nationale dénommée l' « Union » ou « les blancs - par opposition, bien entendu aux - rouges - de la « Lega »; enfin, une « Alliance générale des coopératives italiennes » se reconnaît dans le Parti républicain. D'une façon générale, le mouvement coopéra-tif n'est une réalité véritablement puissante que dans le nord et le centre.

Mais le cœur du système c'est l'Emilie Romagne, terre d'ancienne tradition de lutte ouvrière avec son habituel corollaire de sociétés de secours mutuel. Dans une ville comme Modène (180 000 habitants), les coopératives réalisent un chiffre d'affaires supérieur au privé; Reggio d'Emilie, Ravenne sont autant d'autres places fortes. Mais la forteresse, c'est évidemment Bologne, où blancs et républicains sont également solidement installés.

Les deux tiers environ du chiffre d'affaires consolidé de la Ligue se font en Emilie Romagne, nous explique le jeune président régional, M. Giuseppe Argentesi. Il fait partie de cette nouvelle génération de managers qui supplantent peu à peu les « purs », politiques de l'époque point si ancienne où la coopération était dénommée le « cimetière aux éléphones - - tant il se vérifiait qu'on y poussait vers une progressive retraite les cadres n'ayant plus d'avenir au sein du parti ou dans le syndicat.

 Nos entreprises doivent dégager du profit », remarque pour sa part comme la chose la plus naturelle, M. Marcello Comellini, responsable du département « Communication et image - de la Ligue. Et M. Argentesi, sur un problème plus sensible encore : in secteur est en crise. nous aussi nous devons réduire le nombre des emplois. »

Le principal point d'ancrage de la Ligue est la construction immobilière. L'une de ses affiliées, la CMC de Ravenne (coopérative de maçons et charpentiers) est une des premières entreprises européennes dans ce domaine avec des chantiers jusqu'en Inde et au Mozambique et un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs. Un autre secteur traditionnellement important est, naturellement, l'agriculture à laquelle est venne s'adjoindre l'agroalimentaire. M. Marco Bonfiglioli

sise à Parme, elle aussi de niveau européen dans son domaine prin-cipal : la transformation des tomates, d'autres légumes et des fruits opérée dans trois usincs d'Emilie Romagne. Pour diversi-fier le risque, la Parmasole s'est bien vite fancée dans la transformation d'autres produits : petits pois et haricots au naturel, jus de fruits, confiture, sauces de toute nature, surgelés, conserves de thon... Elle a commercialisé ses propres marques pour relancer celles d'entreprises rechetées. Elle exporte 60 % de sa production vers la CEE surtout, mais aussi aux Etats-Unis, au Canada, en Asie et en Afrique. Tout cela en moins de dix ans (elle est née en 1978), ce qui témoigne de la faculté du système coopératif italien, lui aussi, à s'adapter. Parvenue à ce stade, la Parmasole entend bien aujourd'hui, en liaison avec d'autres unités productives de même nature, être sur les rangs pour la grande compétition qui s'annonce dans la Péninsule en matière d'agro-alimentaire. Aucun interlocuteur en Italie ne s'avise de trouver cette prétention excessive. Les coopérateurs, en revanche, les producteurs de tomates, se sentent parfois, de l'aveu même du vice-président, M. Bonfiglioli, un peu depassés par ce tourbillon d'investissements et d'innovations. Certains ont un peu peur. Mais tant que les bénéfices arrivent....

Un même idéal

Le secteur de la consommation est un autre domaine traditionnel de la coopération avec d'énormes ensembles tel Coopitalia dont le chiffre d'affaires annuel est de 20 milliards de francs. Mais de nouveaux champs d'activité ont été conquis, telle la culture (de nombreuses compagnies thestrales, l'édition, la restauration d'art, etc.) et les services en général. Dans ce secteur largement ouvert, une des entreprises les plus originales d'Emilie Romagne est la CAMST, la Coopération hôtel-restauration-spectacles- tourisme. Fondée il y a quarantedeux ans, dans une Bologne accablée par la guerre et vouée à la faim, par une douzaine de cuisiniers, garçons d'hôtels et barmen an chômage, elle est aujourd'hui la quatrième unité de restauration collective du pays avec cinquantecinq mille repas servis chaque jour, nous explique son président, M. Marco Minella. A la différence de la Parmasole où les ouvriers sont salariés, ici ce sont les quelque mille deux cents travailleurs (dont trois cent vingt cuisiniers) de la coopérative qui sont les associés. La logique, là encore, de la diversification s'est imposée : après s'être fait la main dans la restauration d'entreprise et d'école, la CAMST a ouvert son premier self-service dès 1960.

Tout se passe donc en Italie comme si la vitalité de la coopération était l'un des éléments du renouveau collectif. « Nous avons la fierté de voir naître des coopératives d'ingénieurs, de médecins, d'architectes, d'informaticiens. Non seulement nous sommes sortis - avec quelques bleus mais aussi renforcés - de la restauration générale du début des années 80, mais nous sommes heureux de constater que même

des secteurs nouveaux de haute huit étages qui s'élève en bordure compétence retiennent la coopéra- de la Foire de Bologne. tion comme un élément de la modernité ., nous dit M. Argen-

La Ligue a en outre reçu l'autorisation, au début de l'automne, d'ouvrir sa propre banque, la Banec, qui aura son siège social à

> Aiguillonné par la nécessité d'être rentable le mouvement coopératif retrouve une ardeur adolescente

aujourd'hui la sixième compagnie d'assurances nationale ou la Fincooper - une société financière chargée, nous explique son président, M. Adriano Leonardi, de gérer les liquidités des coopératives de la Ligue et de négocier pour celles-ci auprès du système bancaire les conditions de crédit les plus avantageuses. La Banec est la première banque créée en Italie depuis trente ans et on en tire un légitime orgueil à la tour de la Loge, un immeuble de dix-

Bologne, tout comme l'Unipol des mais accepté les règles, les coopératives sont, elles aussi, soumises au dilemme : croître, ou à tout le moins se moderniser, ou bien stagner puis périr. Or le système est traditionnellement peu capitalisé

L'accent ainsi mis dans la capi-

tale de l'Emilie Romagne sur les

aspects financiers de la coopéra-

tive correspond bien à la situation

du moment. Insérées dans l'uni-

vers capitaliste et en ayant désor-

- même s'il a constitué des réserves et s'il a pu compter avec les prêts des associés. La Ligue doit întervenir pour prêter ou cautionner lors des rachats, fusions ou extensions. Cette situation ne peut-elle engendrer un regain d'interventionnisme de la part des organismes centraux - tout à fait

qui est le génie propre de la Péninsule? On ne semble pas trop le craindre ici. - Chaque coopérative agit de façon très autonome, même s'il est vrai que ses responsables se reconnaissent en un même idéal », nous répond M. Comellini. L'objectif n'est certes pas d'imposer des directives mais d'utiliser, en vue du développement, le caractère intersectoriel de notre organisation. A l'heure de l'internationalisation des marchés, le modèle émilien. ce tissu de PME, est en train de trouver ses limites. . Nous souhaitons, nous, franchir cette passe en utilisant les énormes possibilités stratégiques, les

en tant que système. . Les dirigeants ne sont pas insensibles aux reproches qui leur sont faits par les » privés ». L'arti-cle 45 de la Constitution qui - reconnaît le rôle social de la coopération - et dispose que la loi en . favorise l'essor - est la porte ouverte à bien des coups de main peu orthodoxes ; la fiscalité

capacités d'économie d'échelle

que nous donne le fait d'exister

contraire à la fameuse flexibilité s'appliquant à ce secteur est, en particulier, des plus favorables. Mais, rétorque-t-on, - nous n'avons aucun accès à la Bourse où. inversement, quatre ou cinq grands groupes ont, ces dernières années, ratissé des milliards de

> Querelle de boutiquiers si l'on veut bien considérer certaines inflexions en profondeur apportées par ce nouveau modèle de coopérative? Ne voilà-t-il pas qu'à son tour il influence le Parti communiste, 27 % des voix. Il existerait, assurent de bons observaleurs, une . tendance émilienne - au sein du PCI, plus réaliste, moias idéologique. - Quand on doit assurer des fins de mois, on est plus pragmatique . admet avec un demi-sourire M. Argentesi, qui ajoute : - C'est vrai, lci, le parti est moins centre sur le mouvement syndical, moins crispé sur l'opposition; une culture de gouvernement tend à naître. - Un autre avatar du - miracle italien - : PDG communiste, et aussi sier d'être l'un que

JEAN-PIERRE CLERC.

Des pneus à toute épreuve pour la rude Ecosse.



Il y a des endroits qu'il faut explorer en prenant son temps. L'Ecosse en est un. Rouler au gré des collines et des vallons, faire au hasard des lacs, des châteaux, des gorges et des ravins, des rencontres à vous couper le souffle, sont autant de bonheurs à découvrir le long des routes en lacets. Car l'Écosse est un pays qui «inspire».

C'est là, à Grangemouth exactement, qu'EniChem a implanté un important laboratoire de recherche sur les élastomères destinés à l'industrie du pneu. Nos chercheurs y développent les technologies les plus avancées dans ce domaine. Leur challenge: réussir, à partir des élastomères de synthèse la mise au point

d'un pneu encore plus sûr, encore plus fiable. ils y sont parvenus en travaillant sur des monomères connus mais avec de nouveaux systèmes de catalyses. Résultat: un polymère combinant de facon optimale deux propriétés essentielles pour un pneu: la résistance au roulement et l'adhérence sur route mouillée.

Innovation majeure, cet élastomère EniChem augmente de 15% l'adhérence du pneu sur sol mouillé, sans diminuer sa résistance au roulement. Il améliore le confort et la sécurité de conduite tout en économisant le carburant.

Partenaire privilégié de l'industrie automobile, EniChem propose aussi une large gamme de produits pour durites, gamitures d'étanchéité, freins et autres pièces

Tout comme l'Ecosse, découvrez EniChem: la qualité de ses produits, l'avance de sa recherche, la compétence de ses hommes et son esprit de collàboration au service de nombreuses industries.

Voilà ce que vous pouvez attendre d'EniChem, l'un des groupes chimiques européens les plus importants et les plus diversifiés.



EniChem (France) SA, fi, rue de l'Abreuvoir, F-90411 Courbevoie Cedes Tel: (01) 43,34,30,50, Téles, 610,40,5, Fax. (01) 43,34,02,03 Bureaux regionaux a Lyon et Oyonnax

"FMR EST UNE PERLE NOIRE PARMI LES DÉCOMBRES"

Plus qu'une recue, FMR est une encyclopédie de l'art qui s'enrichira, nunéro après numéro, dans votre bibliothèque, se transformant chaque année en un volume de neuf cents pages, instrument de consultation et de plaisir, mais aussi objet de collection. Les abonnés deviennent numbres du Club FMR. Ils reçoirent une carte personnelle d'adhésion



qui leur donne droit à une remise sur tous les livres des éditions Ricci, sans avoir pour autant aucune obligation d'achat. lls reçoirent gracieusement l'agenda de soie noire dessiné par Franco Maria Ricci et la revue littéraire Le Promeneur qui accompagne chaque numéro de FMR.

FMR Service Abountments 2 mar des Braux Arts, 75006 Paris, Tél 47,46,94,94 ment d'un an (é minéros), 440 F

a month



Les yeux fixés sur l'horizon 1992

E qui frappe le plus dans l'évolution du système bancaire italien, ce n'est pas sa privatisation, lente et progressive, mais plutôt la vigueur de son « choix européen » et les initiatives qu'il prend avec, comme point de mire, l'horizon 1992. Certes, la péainsule n'échappe pas au grand courant mondial de « désétatisation ». Mais le processus s'effectue « à l'italienne », c'est-à-dire progressivement et prudemment : ou ne sort pas de cinquante aus de tutelle étatique et de réglementation étroite sans précautions ni ménagements. On a donc pu voir l'Etat laisser entrer le public dans le capital de la Banca Nazionale del Lavoro et abaisser progressivement son pourcentage dans les trois banques d'intérêt national : la Banca Commerciale Italiana, le Credito Italiano et le Banco di Roma, sans toutefois es perdre le contrôle. Seule exception, la Mediobanca, la plus importante banque d'affaires italienne, où la part de la puissance publique va être ramenée de 56 % à 20 %. Dans ce dernier cas, il est vrai, le

retrait de l'Etat traduit l'augmentation de l'influence de grands groupes industriels de la péninsule, la CIR de M. De Bene-detti, le groupe Ferruzzi de M. Gardini. Pour les autres, on attendra, mais, de toute façon, P« esprit » de la privatisation est dans l'air, sinon la lettre.

Ce choix européen est tout récent, alors que les banques françaises sont parties très tôt à l'assaut du monde entier, où elles occupent la troisième place, parfois la deuxième derrière les Américains, et maintenant les Japonais. Ce « retard » a même valu aux banques italieunes d'être très peu engagées sur les pays en voie de développement. « Si mon établissement provisionnait d'un coup tous ses risques sur ces pays, cela représenterait 10 % de son bénéfice annuel», affirmait récem-ment le président de l'Istituto Bancario San Paolo di Torino, fondation sans but lucratif vieille de cinq siècles, qui vient de se hisser an deuxième rang des banques italiennes et qui va, elle anssi, se « privatian public.

JAN 1.50

Cette situation privilégiée, de même que le renforcement général des fonds propres, permet aux banques italiennes de préparer très activement l'échéance 1992 et de se placer partout. L'Istituto San Paolo, peut-être la plus dynamique des banques de la péninsule actuellement, fournit un bon exemple de cette offensive européenne, en particulier sur la France.

La réciproque n'est pas vraie, car l'existence des hanques étrangères en Ita-lie est difficile, sauf sur des créneaux spécialisés. La seule initiative de taille a été, récemment, le rachat à la Bank of America, dont on comaît les difficultés, de sa filiale italieune par la Deutsche Bank. Encore cette filiale, la Banca America d'Italia, fondée en 1917, est-elle deverme nne banque italieune de plein exercice, avec ses cent succursales. L'exception confirme la règle.

FRANÇOIS RENARD.

La difficile existence des établissements étrangers

rose pour les vingt-trois banques étrangères installées en Italie, parmi lesquelles sept établissements français, le premier, pour la marge brute, étant Indosuez, suivi par le Crédit commercial de France, le Crédit lyonnais, le Crédit agricole, la Société générale, la BNP et la Banque française pour le commerce extérieur. Sans doute, personne ne les persécute, la réglementation n'est ni tracassière ni discriminatoire à leur égard : simplement, les conditions de travail sont difficiles. Ces banques, n'ayant pas de guichets, on n'ayant pu en acquérir, ne recueillent pas de dépôts du public et doivent donc se refmancer sur le marché monétaire, à tanx élevé. Il leur faut donc se cantonner à des opérations techniques, swaps et crédits spécialisés, etc, avec un bonheur inégal. car. sauf pour les services rendus à leurs entreprises nationales qui ont des activités en Italie, industrielles et commerciales, elles doivent prendre des risques et, par-fois, travailler à perte.

Percée française

Cela a été le cas, en 1986, du Banco do Brazil, de Manufacturers Hannover Trust (Etats-Unis) et de la First National Bank de Chicago, qui a mis la clef sous la porte, purement et simplement. Le banque britannique Barcleys vient, pratiquement, d'en faire autant, à quelques nuances près, après avoir essuyé de lourdes pertes en 1986, 35 milliards de lires (160 millions de francs). A Milan, on assure qu'elle aurait accordé des quantités de « monwais » crédits, à des conditions trop tirées sur des signatures hasardeuses, le tout générant un contentieux important. Du coup, elle a revendu à la Ranca Antomana de Padone son département d'opérations commerciales classiques, ne gardant que des activités réduites de crédit aux grosses entreprises dans ses bureaux de Milan et Rome.

Surtout, la Barclays, pour com-bler ses pertes, a dâ céder, Pété dernier, à la Société générale de Paris sa filiale de crédit à la consommation Fiditalia. Créée en 1981, cette filiale, avec sea 18 agences et ses 150 employés, gère 92 000 contrats avec 360 mil-liards de lires d'en cours (1,6 mil-

A vie quotidienne n'est pas liard de francs) et dégage un hon-rose pour les vingt-trois ban-nête bénéfice, 9 milliards de lires en 1986 (41 millions de francs). Par cette acquisition, la Société générale, qui opère déjà dans le pays, notamment dans le crédit bail, sa grande spécialité, pénètre en force sur le marché italien du crédit à la consommation, prepant la troisième place derrière Citifin (filiale de la Citibank américaine) et Campas. Une telle opé-ration fait partie d'un plan stratégique pour prendre une part du marché financier italien, notamment dans un secteur que la Société générale développe en France, celui du crédit aux particuliers, avec sa filiale CREG et sa forte participation dans le Crédit général industriel.

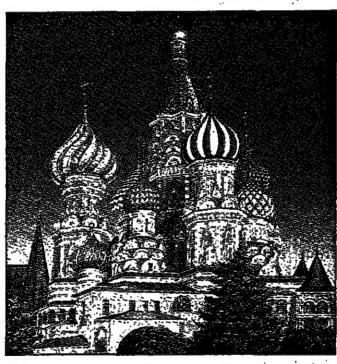
La Société générale a, néan-moins, été précédée dans la péninsule par Cetelem, du groupe de la Compagnie bancaire, qui, en 1984, a créé Findomestic avec Centro Leasing, la Caisse d'épar-gne de Florence et Pistoïa et la Banque de Sardaigne, Avec une vingtaine d'agences sur tont le ter-ritoire, Findomestic gère, anjourd'hui plus de 1 milliard de francs de crédits, avec une forte croissance, qui fait regretter au Cetelem et à la Compagnie bancaire de n'avoir qu'une participation de 35 %.

Cette percée mise à part, il faut bien convenir que, d'une manière générale, les banques italiennes mènent la vie dure aux étrangers. Elles tiennent bien leurs clients et, surtout, fixent les marges de façon à gêner ou à éliminer, si possible, les gêneurs venus de l'extérieur. Le Crédit agricole, installé depuis trois ans à Milan avec l'espoir de participer à l'important commerce francoitalien dans l'agro-alimentaire, en sait quelque chose.

Il faut y ajouter les problèmes de personnel. En Italie, le syndicalisme est très puissant dans les banques, ce qui ne laisse pratiquetion des effectifs. Cette situation n'est pas de nature à favoriser les nouveaux venus, qui hésitent à embaucher faute de pouvoir débaucher rapidement en cas d'insuccès. Tout cet environnement amène parfois à se poser cette question : quel est l'avenir des banques étrangères en Italie, mis à part des créneaux comme le crédit à la consommation ?

Invitation pour l'Italie.









Le Groupe Bancaire MPS vous souhaite la bienvenue.

Et vous offre tous les bénéfices d'une grande banque avec la tradition et l'expérience d'un Groupe Bancaire italien qui peut vous suivre partout grâce à son réseau interna-tional formé de filiales, agences et bureaux de New York, Londres, Paris, Moscou, Francfort, Singapour, Le Caire et Sao Paulo.

64.596 milliards de ressources administrées, 372 milliards de bénéfice en 1986, plus de 16.000 employés et 773 agences en Italie: les chiffres parlent!

Sur votre chemin, le nom Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo ou Italian International Bank, vous indique la présence d'un grand Croupe Bancaire, le Groupe Bancaire

Et là où le Groupe Bancaire MPS est implanté, vous êtes les bienvenus. Découvrez l'Italie!



Des signes

ES américains revienment. > Par de gros titres à la une, les quotidiens italiens saluaient au printemps la italiens saluaient an printemps la reprise du courant touristique entre les États-Unis et le « Bel Paese. » Un an plus tôt, les touristes américains avaient déserté la Péninsule. L'Italie était, plus que tous les autres pays européens, victime de « l'effet Klinghoffer », du nom de cet infirme américain assassiné par un commando palestinien sur le paquebot italien Achille-Lauro.

La place accordée par la presse

La place accordée par la presse au retour des vacanciers venns de Dallas ou de Philadelphie symbolise bien l'étrange rapport qu'entrefiennent les Italiens avec leur tourisme, oscillant sans cesse entre le mythe - une manne de dollars venus d'outre-Atlantique
et l'indifférence – des investissements publics dérisoires, des
responsables peu concernés, pas
de véritable politique touristique nationale.

Secteur phuridisciplinaire par excellence, donc difficile à quantifier, le tourisme n'est pas la troisième, voire la deuxième activité économique de l'Italie, comme l'affirment volontiers certains responsables professionnels (encore le mythe). Il n'en joue pas moins un rôle important dans l'économie du passionnels de l'accommendation de l'économie de l'économ du pays, en attirant notamment des devises fortes (dollars, yens mais surtout marks).

Les Allemands d abord

Le poste tourisme de la balance Le poste tourisme de la balance des paiements courants italienne présente depuis plusieurs années un solde largement positif et com-pense en 1984 et 1985 l'important déficit du poste marchandises. En 1986, 10579 milliards de lires (quelque 48,7 milliards de francs) sont encore entrés dans les caisses de l'Etat grâce au 1011-

En 1986, 19,1 millions de touristes étrangers ont séjourné en Italie et plus de 99,6 millions ont

traversé le pays, selon l'Institut central de statistiques (ISTAT). D'où viennent ces visiteurs qui D'où vieinent ces visiteurs qui déferient chaque aunée dans les centres historiques des cités its-liennes? Avant tout, d'Allemagne de l'Ouest. En 1986, 44 % des touristes étrangers étaient allemands, loin devant le deuxième groupe constitué par les Français (7,6 % seulement), eux-mêmes talonnés par les Britanniques (7,2 %) et les Autrichiens (7,1 %). Les Japonais sont encore marginaux. Japonais sont encore marginaux, mais leur intérêt pour l'Italie ne cesse de s'accroître. Quant aux Américains tant espérés, ils ont carrêment boudé l'Italie l'amée dernière : 1345000, soit 53,4 % de maise que l'arrête par l'ar de moins que l'année précédente. Cette baisse spectaculaire, sur-tout marquée dans les villes histo-riques (Rome, Venise, Florence), a principalement touché les hatele rement l'allum d'années hôtels, prenant l'allure d'un désastre dans les établissements quatre et cinq étoiles où elle aurait atteint 90 % certains mois.

Outre « l'effet Klinghoffer », la baisse du dollar a contribué à ce revirement de tendance. Selon une estimation de l'Office du tourisme italiea, un voyage en Italie en 1987 coûte à un Américain 50 % plus cher qu'il y a deux ans.

Les touristes d'outre-Atlantique semblent pourtant avoir repris cette année le chemin de la Péninsule. Selon les premiers chiffres disponibles, leur nombre serait en augmentation de 20 %, encore lois toutefois des niveaux d'il y a deux ans. A ce résultat a sans doute contribué l'importante campagne de promo-tion, baptisée « Piano America », lancée par les professionnels: Près de 322 millions de francs out été dépensés par ALITALIA, l'ENIT et le FAIAT (qui regroupe 40 000 hôtels italiens).

TOURISM'F

le déclin

THE WATER

Das unfrastructuras

Pauffiserson The second second Spin 1 Page

The state of the state of A SALES SALES

THE REAL PROPERTY.

BANQUE

La montée irrésistible de l'Istituto San Paolo di Torino

E 3 octobre 1987, à l'occasion de la privatisation de la privatisation de la Compagnie financière de Suez, les Français ont vu apperaître, dans son « noyau stable », l'Istituto Bancario San Paolo di Torno, pour 1°% du capital. Ils conneissaient le Banca Nazionale Del Lavoro, le Credito Italiano, le Banco di Roma, mais l'istituto San Paolo? C'est tout bornement aujourd'hui la deuxième banque d'Italia, avec ses dix-sept mille employés et ses six cent quarante guichets. Son histoire vaut la peine d'être contés. En 1563, une buile du pape crée à Turin une fondation pour doter les jeunes filles nobles mais désargentées dont la virginité, naturellement, avait été reconnue par un collège de matrones. La Compania Di San Paolo, c'était son rom, avait, également pour objet la bienfaisance en général, l'assistance aux déshérités et la lutte contre l'usure, pratique répandue à l'époque : la création, cent ans plus tôt, du Monte Dei Paschi (mont-de-piété) de Sienne, devenu aujourd'hui la quatrième benque d'Italia, répondait déjà à ce souci.

Le pape et, avec lui, le roi de Sardaigne et le duc de Savoie se préoccupaient en outre de créer une banque qui ne soit ni protestante ni juive, comme elles l'étaient toutes à l'époque. Ils lui donnèrent le statut d'une fondation sans but lucratif, sans actionnaires à rémunérer, statut encore en vigueur aujourd'hui. Très repidement, la « Compania » devint la plus grande organisation bancaire des Etats de la Maison de Savoie, essentiellement au Piémont. Mais elle dut son véritable succès à Napoléon. En 1796, le général Bonaparte lançant sa fameuse campagne d'italie, occupa ou délivra Turin, au chobt, où il prit deux décisions. La première fut d'installer son état-major eu siège de la fondation, le palais de la place San Carlo, où s'étaient réfugiées les jeunes filles nobles mais désargentées (l'histoire ne dit pas si les fringants officiers français firent des conquêtes de ce côtélià). La seconde, tout à fait dans les idées d'un général jacobin, fut de séparer la fondation religieuse des scrivités bencaires, « républicainement » sécularisées.

Ce fut le vrai départ de l'Isti-

Ce fut le vrai départ de l'Istituto Bancario San Paolo. En
1879, trois sections y furent
constituées: les œuvres de charité proprement dites; le montde-plété habilité à effectuer
toutes les opérations de crédit;
une nouvelle activité, le crédit
foncier hypothécaire. En 1931,
l'absorption d'une partie des
egences de la Banca Agricola Ita-

tiena permet à l'Istituto de sortir du Piémont, tandis que l'année suivante, il devient « établissement de crédit de droit public », reconnaissance de sa nouvelle dimension. Les étapes suivantes furent, en 1959, la création de la « section autonome pour le financement des travaux publics et des équipements d'utilité publique », en 1977, la prise de contrôle du Banco Larlano, cent vingt guichets dans la région de Côme, et en 1984 celle de la Banca Provinciale Lombarda, cent quarante guichets dans la région de Bergame.

Comment une fondation pour jeunes filles pauvres est devenue la deuxième banque d'Italie

Aujourd'hui, l'Istituto San Paolo nourrit des ambitions énormes, se montrant le banque le plus dynamique de l'halie à l'horizon 1992 et se lançant à fond sur l'étranger. Son ascension a été très rapide puisque, au classement de la revue britannique The Banker, il se hisse au deuxième rang italien, dernière la Banca del Lavoro. Une telle ascension n'est pas fortuite, elle s'effectue grâce à de nombreux atouts.

C'est d'abord un établissement

très niche qui dispose de très abondents fonds propres provenant de l'accumulation des bénéfices réinvestis depuis cinq siècles, la « part des pauvres » exceptés. C'est ensuite une activité blen diversifiée : benque commerciale ordinaire, financement des travaux publics et de l'agriculture, crédit hypothécaire (20 % du marché). C'est aussi une productivité tout à fait exceptionnelle dens le secteur italien, avec un nombre d'employés incroyablement bas par rapport aux grands concurrents, Lavoro, Commerciale Italiana (Comit) Credito Italiano, Banco di Roma, etc. Au clessement du Banker, l'Isitiuto a la meilleure rentabilité de l'Italia (bénéfice par rapport au bian), aux côtés de le très puissante Calsse d'épargne des provinces lombardes (CARIPLO) qui s'est hissée au cinquieme rang du pays avec ses quatre cent trante-six succursales. Il a également l'un de deux profits les plus élevés par employé, un peu eprès la même CARIPLO. S'y ajoute une structure très souple et très peu

bureaucratique, avec prises de décision rapides. Enfin, le changement de statut va permettre l'entrée d'actionnaires extérieurs, qui resteront toutefois minoritaires (49 %), la fondation gardant le contrôle à 51 %. Des actions et des certificats d'investissament pourront être émis, une grosse émission (500 millions à 1 milliard de dollars) étant bientôt prévue, avec l'appel à des investissaurs internationaux qui formeront un « noyau dur » à la française, se montrant disposés à participer au développement de l'énablissament. Il est probable que la Compagnie financière de Suez en sara, par bonne récipro-

Riche de son ambition, de ses abondantes liquidités et de son nouveau stant. l'istituto, après avoir grossi sur le plan domestique, va pouvoir accentuer son offensive sur le plan international. Dès 1981, il s'était installé à Luxembourg et aux Bahamas pour faciliter sa collecte de capitaux sur les marchés mondiaux. Il a ensuite rachaté la First Los Angeles Bank, en Californie, la Bankhaus Brüll und Kallmus, à Vienne, 7 % du capital de la banque d'affaire Hambros à Londres, où il est en train de créer un « San Paolo Capital Market » pour développer le marché des titres italiens au Stock Exchange. L'Istituto a été le première banque italienne à ouvrir une agence en Allemagne; il est présent sur tous les marchés, notamment celui de l'ECU, où il est numéro un en Italie et leader européen avec le Crédit lyonnais, à qui il a « chipé » M. Dominique Rambure, qui était président de l'association bancaire pour l'ECU, chargé du clearing des opérations, et qui l'est

Sans doute le banque italienne le plus active à l'étanger, l'Istituto s'intéresse désormais à la France. Déjà présent dans le noyau stable de la Compagnie financière de Susz, il a des vues — ce n'est un secret pour personne, — sur la Banque Vernes, filiale d'Indosuez, avec qui il négocie discrètement. L'Istituto a besoin d'une banque française pour sider les PME italiennes sur l'étranger. Très actives, très innovatrices, elles actives. Mais nien n'est encore fait. Si on ajoute que l'Istituto a un siège au MATIF (à cause de l'ECU), on constatera que l'antique fondation pour jeunes filles nobles mais désargentées a fait un secré chemin depuis 1563.

30 MILLIONS DE FOYERS EUROPÉENS SONT ÉQUIPÉS PAR indesit

1957

Indésit couvre l'Europe avec ses réfrigérateurs.

Ce nouveau constructeur installe dans ses usines toutes récentes des chaînes de production ultra-modernes.

La démocratisation de l'électroménager commence.

1967

5 millions de foyers sont équipés par Indesit. Indesit lance sa première machine à laver "super automatique". Le marché du Lave-Linge automatique "explose".

1977

18 millions de foyers sont équipés par Indésit. Indesit lance son premier Lave-Vaisselle 12 couverts.

Le marché du Lave-Vaisselle décolle.

1987

30 millions de foyers sont équipés par Indésit.

Indesit lance aujourd'hui son premier Lave-Linge Séchant à condensation, essorage variable jusqu'à 1000 t/mn.

C'est la nouvelle génération du Lave-Linge, fruit de l'électronique et d'une technologie avancée.

1988

Indesit va lancer la séduisante MISSI, Lave-Linge électronique, habillée par un des grands noms de la mode en Italie, Ottavio MISSONI.

Elle sera sans aucun doute la grande séductrice du prochain Salon des Arts Ménagers de Paris.



1, rue Arago, 78190 Zi Trappes **Tél. (1) 30 51 8 5 0 9**

TOURISME

Dess de déclin préoccupants

Pius globalement, l'année 1986 a été marquée par une certaine érosion des résultats du tourisme italien, qui n'est pas totalement imputable à la « futte » des Américains. Le solde reste largement positif, en partie grâce à la stabilité de la présence allemande, mais îl est cependant en baisse de

14,4 % par rapport à 1985.

Selon l'OCDE, la baisse des revenus d'origine touristique a atteint l'an dernier 16,8 % pour les Italiens et 8,9 % pour les Français. Dans le même temps, Espagnols et Grees voyaient leurs rentrées progresser respectivement de 11,8 % et 5,9 %. L'Italie, habituellement en tête des pays européens tant pour le nombre de touristes que pour le niveau du solde touristique, était supplantée par l'Espagne.

Des infrastructures

The second secon

Selon les experts, cette dégradation devrait se poursuivre cette année, accentnée par la forte augmentation des voyages à l'étranger des Italiens, devenus moins casaniers: plus 36 % de janvier à juin par rapport à la même période en 1986. Les résultats des trois premiers mois de 1987 sont peu encourageants: le nombre de touristes est en baisse de 10,9 % par rapport à la même période de l'année dernière. Pour les spécialistes, il est temps de tirer la sonnette d'alarme: le tourisme italien vit sur ses rentes, et plus qu'à des difficultés conjoncturelles, c'est à une véritable inadaptation structurelle qu'il devra faire face dans

les années à venir.

L'offre touristique italienne, considérée comme une des meilleures du monde dans les années 70, s'est peu à peu détériorée. Dans le même temps, sa compétitivité a baissé.

Malgré un potentiel exceptionnel, l'Italie doit affronter une d'affaires ou de congrès qui nécessite des installations adéquates. Si

pays méditerranéens qui proposent souvent des prix plus bas pour des prestations semblables. Cette situation se retrouve tant sur les segments de bas de gamme, où elle lutte difficilement contre la Turquie ou les pays du Maghreb, que pour le tourisme « culturel », où l'Espagne et dans une moindre mesure la Grèce commencent à se tailler la part du Lion.

sévère concurrence des autres

Scion l'institut d'enquêtes Censis, les hôtels — mode de logement choisi par 70 % des touristes étrangers — fournissent rarement un service en rapport avec les prix payés par le client, alors même que ceux-ci sont supérieurs à ceux de leurs concurrents européens. Autre défaut : les professionnels se contentent souvent d'une « recherche passive » du client : l'Italie dépense beauconp moins que l'Espagne et la Grèce pour la promotion de son tourisme à

De plus, les infrastructures touristiques out vieilli, quand elles ne sont pas franchement insuffisantes. Toujours selon le Censis, 49 % des communes italiemes sont déponyues de tout équipement touristique, y compris sur le

Beaucoup de touristes ne se contentent plus aujourd'hui de musées prestigieux ouverts trois heures par jour et d'une mer bleue mais souvent polluée. Ils veulent également des équipements sportifs, de vrais parcours culturels et des spectacles de qualité. Or trois ou quatre pôles touristiques seulement, presque tous situés en dehors des grandes villes traditionnelles comme Rome ou Venise, semblent en meaure d'offrir ce genre de services.

En outre, les professionnels ont souvent négligé le tourisme d'affaires ou de congrès qui néces-

quelques grands centres touristiques du Nord sont capables d'accueillir ce type de manifestations, il n'en est pas de même pour le « Mezzogiorno » dont le potentiel touristique est totalement négligé. Le Sud, pourtant riche de sites exceptionnels et de vestiges du passé aussi prestigieux que ceux de la Toscane ou de la Vénétie, n'accueille en effet que 13 % des touristes étrangers.

Pas de politique nationale

Améliorer les prestations, moderniser les équipements, accroître les investissements : une telle mutation dépasse les possibilités des seuls professionnels du secteur et ne peut être assurée que par une véritable politique nationale du tourisme. Or, de l'avis général, celle-ci fait cruellement défaut.

Institutionnellement, l'Etat est

peu présent en matière de tourisme, la compétence de ce secteur ayant été transférée aux régions en 1962. Le montant des investissements publics dans ce domaine est très faible : selon une loi-cadre adoptée en 1933, 460 millions de francs sont consacrées par an au développement régional du tourisme. Quant aux régions, elles ne consacrent pas plus de 1 % de leur budget au tou-

risme, en moyenne.

Relever le défi actuel exigerait des moyens financiers autrement plus conséquents. Trop chère pour pouvoir espérer concurrencer les pays à plus faible niveau de vie, l'Italie ne conservera sa place dans le tourisme européen qu'en effectuant un saut de qualité.

Comme l'affirme le Censis, il s'agit pour le « Bel Paese » de passer de l'« hospitalité spontanée » à l'« industrie de l'hospitalité ».

ANTOINE FROIDEFOND.

مكذا ساالاصل

Un long cheminement

(Suite de la page 1.)

Gardien sourcilleux de la rigneur, la Banque d'Italie ne perd jamais une occasion de rappeler aux politiciens leurs lourdes responsabilités en ce domaine. Car, si l'endettement extérieur de l'Italie est parfaitement gérable, compte tenu des réserves de change et des actifs à l'étranger, la dette intérieure, de 878 000 milliards de lires (1) fin 1987 selon les prévisions de l'institut d'émission, représente 93,4 % du produit intérieur brut, contre 53 % en Grande-Bretagne, 43,2 % en RFA ou 38,2 % en France.

Un tel boulet aura exigé, cette année, de trouver 75 000 milliards de lires de financements pour régler les échéances, les trois quarts d'un déficit budgétaire qui se nourrit ainsi lui-même et dépassera les objectifs gouvernemen-taux pour froler 110 000 milliards (345 milliards de francs) en 1987. Nul plus que la Banque d'Italie n'est conscient de ce qu'implique une telle réalité. Entre le service de la dette et le sinancement des dépenses de l'Etat, il nous faut, chaque mois, drainer sur le marché quelque 30 000 à 40 000 milliards de lires (140 à 180 milliards de francs) », constate l'un de ses responsables. Ainsi se noue le dilemme des taux d'intérêt. Pour attirer l'épargne et limiter les sorties de capitaux, le loyer de l'argent doit être attractif, donc élevé. Pour stimuler les investissements et soulager la dette publique, ils ne doivent pas être excessifs. « Un vrai cercle vicieux entre les impératifs de la défense de la lire que l'institut d'émission veut maintenir ferme et celle d'une croissance bridée par des taux réels – autrement dit hors inflation – intenables puisqu'ils dépassent 6 % – plus du double de l'expansion probable de cette année », précise M. Decindio, de l'ISCO.

M. Decindio, de l'ISCO.

Cette double et contradictoire contrainte a été aggravée par la nouvelle tension internationale sur les taux mais, surtout, par la volonté de moderniser l'appareil financier et d'abandonner le système touffu de contrôles. La rechute de l'Italie dans l'instabilité politique puis la formation d'un gouvernement de coalition vulnérable en août dernier a pris à contre-pied cette décision d'ouverture. Les mesures de libéralisation

des placements à l'étranger, annoncées en mai, ont facilité une fuite des capitaux durant l'été évaluée à quelque 8 milliards de dollars. Pour éviter de devoir soutenir massivement la monnaie ou de dévaluer, la Banque d'Italie portait le taux d'escompte à 12 %, resserrait le contrôle des changes et sa politique de crédit en sep-tembre. - Une décision provisoire que nous n'avons pas prise de gaieté de cœur », souligne-t-on à l'institut d'émission, mais qui a permis d'inverser le mouvement. Depuis lors, les spéculateurs, échaudés par un raffermissement de la monnaie italienne, ont repris le chemin de la péninsule, et, un mois après le coup de frein de la Banque d'Italie, plus de 7 mil-liards de dollars étaient récupérés.

« Un petit pas en arrière »

La leçon aura porté. Les experts de l'institut d'émission estiment à 1 milliard de dollars par mois la sortie · normale - de capitanx dans le cadre d'une diversification naturelle des portefeuilles. Ces sorties seront financées par le recours à l'emprunt international, comme ce fut le cas, début octobre, avec celui d'un milliard de dollars lancé sur le marché des eurodevises. « Un beau pragmatisme ». Constate dans un sourire un diplomate européen. L'objectif reste la stabilité de la monnaie et un rapprochement avec les normes de la CEE. Mais si la situation l'exige, • un petit pas en arrière n'est jamais exclu, et l'idée même d'une dévaluation, en dernier recours, ne provoque queun drame, comme en France ».

Cette souplesse n'empêche pas les dirigeants monétaires de Rome de s'inquiéter des faiblesses de la conjoncture et de l'incapacité du gouvernement à y remédier par la loi de finances 1988:

« L'Italie est entrée, beaucoup plus vite que ses partenaires, dans l'année 1987. » Dopée par des salaires gonflés par l'application cette année de deux ans de revalorisation des salaires (8 % dans le secteur privé, plus de 11 % dans la fonction publique), la consommation devrait progresser de 4 %. Le revers de ce dynamisme de la demande interne est,

par contre, de taille: la détérioration des comptes extérieurs. Les importations augmentent, en volume, à un rythme annuel de 7%, alors que les exportations stagnent. « Le ralentissement des ventes vers les Etats-Unis, provoqué par l'appréciation de la lire face au dollar, et la contraction des débouchés dans les pays de l'OPEP n'ont pas été compensés par une reprise de la demande européenne », souligne M. Cipoletta, responsable des études économiques de la Confindustria, la centrale patronale.

Cette dégradation rendra l'Italie plus vuinérable aux méfaits de la reprise de l'inflation - 5 % en rythme annuel en septembre -sur la compétitivité. Or, en ce domaine, la discussion sur le proiet de loi de finances du gouvernement, marathon annuel riche en rebondissements plus qu'en décisions, laisse entrevoir des difficultés supplémentaires. - Une cote mal taillée entre les promesses électorales des cinq partis de la coalition, ce projet ne réduit pas les dépenses mais augmente les recettes », regrette M. Cipo-letta. A cette critique, essentielle dans un pays où la dette oblige les pouvoirs publics à s'attribuer 70 % du marché du crédit, ne laissant que 30 % au secteur privé, s'en ajoute une autre, sujet à polémique. L'alourdissement de la TVA ou des taxes risque de pousser les feux de l'inflation - nul ne croit aux objectifs du gouverne-ment : 4,5 % en 1988. Mais, dans la mesure où les salariés assurent l'essentiel des recettes dues à l'impôt direct, ce recours à la taxation indirecte, apparemment peu équitable, ne permet-elle pas de toucher certains fraudeurs ?

La nouvelle donne

La question reste ouverte, comme celle de l'évasion fiscale, réduite ces dernières années grâce à l'informatique. D'aucuns, comme l'ancien ministre des finances, M. Nino Andreatta, aimeraient voir se former une « conjuration permettant d'obliger le Parlement à appliquer la Constitution, qui, unique en son genre, exige d'assurer le financement des dépenses voiées ». Un texte allègrement contourné par le vote, chaque année, d'un fonds

conjoncturel fourre-tout permettant les débordements les plus divers. « Les recettes sont provisoires », conclut, irrité, celui que d'aucuns ont surnommé le « Barre italien ». Il n'est pas le seul à s'insurger contre cet état de fait. Mais les « conjurés » s'annoncent

peu nombreux et divisés. La nouvelle donne de l'économie italienne, qui conforte consi-dérablement le poids de l'industrie, pousse ses représentants, et notamment Giovanni Agnelli, pre sident de la Fiat, à adresser quelques fermes conseils au gouvernement. Une attitude qui inquiète de plus en plus les milieux politiques comme ceux qui dénoncent une attitude d'empereur romain » dans cet ancien « playboy ». Mais, dans ce pays débordant de vitalité après les années de plomb et la stratégie de la tension des terroristes de tous bords. la fonction publique reste syno-nyme de dérapages incontrôlés. Les grèves des dernières semaines ne font que le confirmer de façon inquiétante. Ne sont-elles pas organisées par des « comités de base » en révolte contre les appareils syndicaux jugés trop modérés? Par comparaison, l'industrie est devenue le porte-drapeau d'une fierté nationale recouvrée et d'une santé économique réelle en dépit de sa vainéra-

Reste à savoir si ce même secteur privé saura assurer le saut qualitatif qui manque encore en Italie. « Nous fabriquons mieux les mêmes choses », constate M. Reichlin, au siège du PCL Ce qu'à la Confindustria M. Cipoletta traduit par un autre type d'inquiétude : . Après avoir rationalisé, après s'être internationalisé - les investissements directs à l'étranger ont représenté 4 975 milliards de lires l'an dernier contre 896 en 1980. - il nous faut nous affirmer sur des créneaux nouveaux, assurer notre place en Europe, qui redevient un pôle de développement. » En ce domaine, comme dans la lutte contre l'inflation, ce ne sont pas

(1) 1 000 lires = 4,62 F.

coûter le plus, mais les derniers.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Les comptes de la nation rénovés

(Suite de la page L)

En estiment à six millions le nombre d'Italiens effectuant un second voire un troisième travail non déclaré et à environ un miltion le nombre d'étrangers travaillant au noir, M. Rey « a très certainement sous-estimé par prudence le phénomène de l'économie informelle et non surestimé comme d'aucuns se sont empressés de l'affirmer ». Un jugement que partagent les experts des organisations internationales qui, comme l'OCDE, ont intégré les nouvelles normes de comptabilité nationale italienne. « Lorsque les chiffres des douenes font apparaître des montants d'exportetion de chaussures per exemple écuivalant à la consommation nationale, il y a de toute évidence un « trou statistique » à combier », indique l'un deux. Et un autre de regretter, non sans ironie, les réactions épidermiques de certains pays face à l'émergence statistique de l'Italie parmi les « granda » de la scène internationale : « Ceux-là mêmes qui ont, durant des années, reproché aux Italiens de masquer la réalité d'une économie parallèle assurant une souplesse enviable dénoncent aujourd'hui une revalorisation du PIB pourtant basée sur un travali techniquement sérieux. »

Nouvelle fierté

Les comparaisons entre deux périodes définies étant généralement plus éclairantes que l'affinement statistique sur une année, il faudra attendre que l'équipe de M. Ray ait terminé les calculs de référence pour la base 1985 afin de mieux évaluer les grandes évolutions des années 80. Ce travail de foirmi est jugé indispensable par le président de l'ISTAT. A ses yeux, rien n'est plus dangereux que de laisser des économistes privés « faire des évaluations au doigt mouillé ». Ce souci met un peu plus en évidence la gêne provoquée par la publication,

conclusions d'une étude que certains auraient aimé poursuivre encore une année avant de la dévoiler.

← M. Bettino Craxi avait, à l'époque, tout intérêt à accélérer le processus », se rappelle un économiste. Il souhaitait apparaître aux yeux de l'Histoire comme l'artisan d'un nouveau bond en avant de l'économie permettant d'exiger pour Rome une place entière et non plus un strapontin parmi les principales puissances de la planète. Depuis tors, les politiciens sa sont attachés à distinguer entre le poids politique et le poids économique de l'Italie. Les analystes ont repris sous toutes leurs formes les comperaisons entre la richesse italianne et la richesse britannique. Au-delà des débats interminables sur la façon de comparer les pouvoirs pays, on a ainsi découvert que les ménages italiens ont plus de voitures, de machines à laver ou de lave-vaisselle, que les Britan-niques disposent plus systématiquement d'eau courante ou de tálévisions. Plus spectaculaire, peut-être, l'Italie a vu sa part des exportations de produits manufacturés dans le monde passer de 3,4 % en 1955 à 8.1 % en 1986, alors que la Grande Bretagne voyait la sienne ramenée dans le même temps de 20 % à 7,7 %.

ass 🐔 🗯

.5.4 =

医海绵 拉螺丝

Les auteurs

to la la linde

Sans s'interroger outre mesure sur la puissance financière de Londres, incomparable face au modeste marché de Milan, les Italians ont tiré de cette polémique une assurance liable at d'une importance réelle pour l'avenir : un sentiment nouveau de fierté nationale. e Parfois un peu naif, seion un dipiomate étranger, ca patriotisme populaire a un côté image d'Epinal. Mals après avoir sans doute trop douté de luimême, ce pays reprend confiance en lui, a Compte tenu des atouts de l'Italie, ses parte-

F.Cr.

Cinq siècles d'activité bancaire



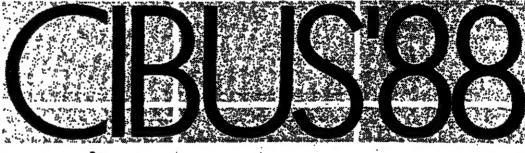
Depuis 1459 le Banco di Sicilia représente la tradition bancaire.

Aujourd'bui le Banco di Sicilia est une banque tout à la fois régionale, nationale et internationale, comptant 343 agences dans toute l'Italie; des succursales à Francfort, Londres, Los Angeles, New York, Paris, une filiale au Luxembourg, des bureaux de représentation à Bruxelles, Budapest, Chicago, Munich, Singapour, Zürich et qui opère aussi bien dans le court terme que dans le moyen et long terme.

Nos Services Bancaires Internationaux et de Marketing sont à votre disposition pour toute opération financière en Italie et dans le monde.

Banco di Sicilia

62, Rue la Boëtie, 75008 Paris



3 EME SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION

Un Concept pour le Plaisir du Palais

4-8 MAI 1988 FEREDIPARMA ITALE

Une foire spécialisée s'adressant aux opérateurs de tout le secteur alimentaire.

Plus de mille marques de produits alimentaires provenant du monde entier.

Un important rendez-vous d'affaires pour des milliers d'acheteurs de la distribution moderne.

Les services d'un Parc des Expositions, doté d'une structure d'organisation des plus efficaces.

CIBUS '88 vous offre tout celation cinq jours très utiles, pour s'adresser au monde des affaires dans une langue de votre convenance:

BUSINESS.

CONTROL OF THE STATE OF THE STA